

France Forum

- *A l'Est du nouveau !*
- *Histoire du "yougoslavisme"*
- *"Reparlementariser"
la V^e République*
- *Armée de conscription
ou armée professionnelle ?*
- *Quel avenir pour les Français ?*
- *Le temps, l'espace, les valeurs*
- *Léon XIII, Jean-Paul II : même combat*
- *Idéologie et politique*
- *L'Europe en débat*
- *Liberté religieuse à l'Est*
- *Arts et lettres*
- *A quoi bon les maîtres ?*

François FEJTÓ - Pierre AVRIL - Maurice SAINT-CRICQ - Daniel MORENNE - Jacques BARROT - René PUCHEU - Alain LEROUX - Jacques MALLET - Jean CHÉLINI - André LE GALL - Philippe SÉNART - Jean ONIMUS - Marc DARMON - François BRAJUS - Jean AUBRY - Henri BOURBON - Étienne BORNE.

A L'EST DU NOUVEAU !

D'aucuns avaient cru diagnostiquer, il y a peu, la fin de l'Histoire. Impossible en tout cas aujourd'hui de contester sa soudaine et surprenante accélération. Brusquement, avec quelques années d'avance sur le calendrier, nous venons de changer de siècle et de millénaire.

Le présent numéro de "France-Forum" a été entièrement composé et imprimé plusieurs semaines avant le putsch du 19 août 1991 qui, à l'encontre des intentions de ses auteurs, a précipité tout ensemble le démantèlement de l'empire soviétique et la fin du communisme là même où, il y aura bientôt 74 ans, il avait pris son essor. Les réflexions qu'imposent ces événements considérables ne pourront, par la force des choses, trouver place que dans les numéros ultérieurs. Dans l'immédiat ne peuvent que se bousculer des sentiments mêlés. Effarement et inquiétude devant le piteux spectacle d'un prononciamiento de République bananière dans un pays doté d'une super-puissance nucléaire. Joie et immense espoir : alors que, peu d'années avant la Seconde Guerre mondiale, à la pire époque du totalitarisme stalinien, Victor Serge, dans un petit livre admirable, aujourd'hui oublié, se demandait "S'il est minuit dans le siècle ?", voici peut-être enfin l'aurore.

Il est au moins une certitude : des démocrates existent à l'Est, les téléspectateurs du monde entier viennent de les rencontrer. Mais la situation y est si complexe, les forces et contre-forces à l'œuvre si tourbillonnantes que, pour quelque temps encore, il ne sera aisé ni de déchiffrer l'avenir réservé à la démocratie dans cet immense territoire, ni de prévoir les répercussions d'un tel séisme sur le reste du monde. Y compris sur l'univers mental et culturel des Occidentaux, tant fut surprenant, durable et profond l'engouement - il serait plus exact d'écrire, l'envoûtement - de tant de leurs intellectuels et de leurs artistes (en France notamment) pour "la Révolution d'octobre 1917" - en fait, déjà, un putsch, mais réussi celui-là -, pour les systèmes plus ou moins philosophiques et les régimes totalitaires qui s'en inspirèrent. Décidément, le XX^e siècle n'aura pas été un nouveau "Siècle des Lumières", même si la lucidité et la résistance sans faille d'un petit nombre - tel Raymond Aron - sauvèrent l'honneur de l'intelligentsia. Etienne Borne, par toute son action et à travers ses écrits - à "France-Forum" et ailleurs - fut l'un de ceux-là.

Puisse notre revue, au cours des prochains mois, aider à la compréhension des immenses événements en cours, de leur signification, si possible de leurs conséquences probables. Pussions-nous le faire avec la pertinence de notre ami et collaborateur Jean Boissonnat qui, au lendemain de l'élection de Boris Eltsine à la présidence de la République de Russie et après avoir opposé le nouvel élu "réellement populaire" dans son pays, mais "n'attirant pas la sympathie" au dehors, à Gorbatchev, "super-star en Occident et ringard chez lui", présentait cette analyse prophétique dans le bi-mensuel "L'Expansion" du 20 juin-3 juillet 1991 :

"...le fait qu'il existe désormais une alternative à [Gorbatchev] autre que la reglaciation par l'armée ou par l'appareil du Parti devrait plutôt nous rassurer. Il y a désormais une roue de secours dans la vieille guimbarde.

A moins que les lointains héritiers de Lénine ne fassent subir à cette première grande expression de la démocratie en Russie le sort qu'avait connu le Parlement élu à l'automne 1917 : le congédiement".

En France, les hommes politiques n'ont pas toujours fait preuve d'une égale perspicacité : en avril 1991, lors de ses contacts au Parlement européen et à Paris, Boris Eltsine, déjà Président du Parlement russe, fut, selon les cas, sévèrement rabroué, accueilli avec une réserve appuyée ou ostensiblement tenu à distance. A une exception toutefois, qui vaut d'autant plus d'être soulignée : la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, présidée par notre ami Jean Lecanuet, réunie en formation élargie, fut la seule institution d'Etat à le recevoir longuement et officiellement (17 avril 1991).

Le communiqué de presse diffusé après cette audition aurait mérité d'être plus attentivement étudié. Les positions et jugements alors exprimés par le Président russe sur les droits de l'Homme, les relations de l'Union et des Républiques, l'économie soviétique, l'armée, le KGB, les sentiments de ces deux institutions à l'égard de la politique de réforme et de Gorbatchev, etc..., tels que relatés dans ce communiqué, ne souffrent nullement d'être rapprochés des événements d'août 1991.

De même conviendra-t-il d'examiner avec toute l'attention requise les réactions recueillies à chaud à Moscou le 22 août auprès notamment de Gorbatchev, Eltsine, Chevardnadzé..., et rapportées à la même Commission par Jean Lecanuet qui, premier des responsables politiques à prendre une telle initiative, avait fait connaître, le 19 août, dès l'annonce du putsch, sa décision de se rendre sur place afin d'y apporter "le soutien du Sénat de la République à la défense des valeurs démocratiques... illustrée par la courageuse résistance de M. Boris Eltsine".

Ce qui se passe et va se passer au pays qui fut celui de Lénine et de Staline est un spectacle, mais surtout un combat, dont, à sa modeste place, "France-Forum" voudrait ne pas être absent.

Jean AUBRY et Henri BOURBON
3/09/1991

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION
Etienne Borne, Henri Bourbon
Jean Aubry

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10
Abonnement annuel 120 F
Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire *271-272*

Juillet-Septembre 1991
30 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

- A L'EST DU NOUVEAU !**
PAR JEAN AUBRY ET HENRI BOURBON p. 1
- HISTOIRE DU "YUGOSLAVISME"**
PAR FRANÇOIS FEJTÓ p. 2
- "REPARLEMENTARISER" LA V^e RÉPUBLIQUE ?**
PAR PIERRE AVRIL p. 11
- L'APRÈS GOLFE - ARMÉE DE CONSCRIPTION
OU ARMÉE PROFESSIONNELLE ?**
PAR MAURICE SAINT-CRICO p. 13
- QUEL AVENIR POUR LES FRANÇAIS ?**
PAR DANIEL MORENNE p. 18
- LE TEMPS, L'ESPACE, LES VALEURS**
PAR JACQUES BARROT p. 23
- FANTÔMES D'UN VIEUX COLLÈGE**
PAR ÉTIENNE BORNE p. 26
- LÉON XIII, JEAN-PAUL II : MÊME COMBAT**
PAR RENÉ PUCHEU p. 28
- IDÉOLOGIE ET POLITIQUE**
PAR ALAIN LEROUX p. 35
- L'EUROPE EN DÉBAT**
PAR JACQUES MALLET p. 45
- A L'EST, LA LIBERTÉ RELIGIEUSE**
PAR JEAN CHÉLINI p. 50
- QUE FAIRE DU TRAGIQUE ?**
PAR ANDRÉ LE GALL p. 53

ARTS ET LETTRES

- LA VIÉ LITTÉRAIRE**
PAR PHILIPPE SÉNART p. 63
- LE PEINTRE, LE POÈTE ET LE COSMOS**
PAR JEAN ONIMUS p. 71
- DISQUES**
PAR MARC DARMON p. 72

NOTES DE LECTURE

- SUR DEUX LIVRES DE JEAN-MARIE DOMENACH**
PAR FRANÇOIS BRAJUS p. 73
- SUR TROIS LIVRES DE JULIEN FREUND**
PAR RENÉ PUCHEU p. 75

PROPOS DU TEMPS

- A QUOI BON LES MAÎTRES ?**
PAR ÉTIENNE BORNE p. 77

HISTOIRE DU "YUGOSLAVISME"

par François FEJTÖ

La gravité et les enjeux des événements dont la Yougoslavie est le théâtre au moment - début juillet 1991 - où le présent numéro de France-Forum est mis sous presse n'ont pas besoin d'être soulignés.

Pour avoir, sous Tito, tenu tête à Staline, et donné quelque temps l'illusion d'avoir démontré la viabilité d'un système économique original fondé sur l'autogestion, la Fédération yougoslave a longtemps joui en Occident, et plus spécialement en France, d'un crédit incontesté. Or, après l'Empire soviétique, la voici à son tour menacée d'"éclatement". Après la guerre du Golfe, s'achemine-t-on, comme le titrait l'hebdomadaire britannique The Economist dans un numéro de ce même mois de juillet, vers "la guerre en Europe ?" Défi majeur en tout cas pour la Communauté Economique Européenne qui, absente dans le Golfe, a compris qu'elle se

devait de ne pas laisser renaître à sa frontière un incendie qui fut le détonateur de la Première Guerre mondiale et donna lieu à quelques-uns des épisodes les plus atroces de la Seconde.

Nul n'était plus qualifié que notre ami et collaborateur François Fejtö pour nous rappeler les origines de la crise actuelle et formuler les questions qu'en ce milieu de l'année 1991 elle soulève. Tels sont respectivement les objets des deux articles ci-après.

Mais le succès n'est pas garanti. Au moment où nous mettons sous presse, les événements sanglants qui se déroulent en Croatie font dramatiquement écho à l'avertissement lancé par Alain Lamassoure sur le danger d'un nouveau Liban, cette fois en Europe.

La violente crise politique, qui couvait depuis plusieurs années, a éclaté en 1987 entre le gouvernement serbe et la population de souche albanaise qui forme la majorité de la région autonome du Kosovo. Elle a mis en lumière les contradictions qui font de la Yougoslavie multinationale, depuis sa création, une construction politique peu solide. Le conflit qui oppose actuellement Belgrade et Pristina (capitale de la région autonome) apparaît plus sérieux et plus tragique que celui entre Belgrade et Zagreb au début des années 1970 et que Tito a brutalement résolu, quoique sans trop de dommages, en jetant dans la balance son prestige et la menace d'une intervention armée.

Mais maintenant, le dirigeant charismatique de la Yougoslavie, que même ses adversaires acceptaient comme arbitre, n'est plus. Et, en dépit du rôle secondaire de la communauté albanaise dans la Confédération, le mouvement albanais, dont on ne sait si le but est l'autonomie ou la sécession, a secoué toute la structure de l'Etat créé au nom du *yougoslavisme* en 1918. La menace s'est encore aggravée, au début de l'été 1991, avec le conflit - et les affrontements sanglants - opposant les instances fédérales (singulièrement l'armée) à la Slovénie et à la Croatie.

LES DEUX "YUGOSLAVISMES"

Vers le début du dix-neuvième siècle, extension vers

les Balkans du mouvement pan-slave d'origine russe, le *yougoslavisme* s'est répandu dans une région extrêmement hétérogène parmi les Slaves du Sud, dispersés d'un bout à l'autre de l'Empire Ottoman et de l'Empire des Habsbourg et dont les différences étaient plus importantes que les affinités. Au sein du second, deux nations dotées d'une histoire - ou du moins d'un potentiel - pour former un Etat, les Serbes et les Croates, pouvaient prétendre à une position de premier plan. A partir de là, et compte tenu du mythe de - ou de la tendance à - l'unité dans la diversité, le *yougoslavisme* recélait, depuis le début, une profonde ambivalence, car en réalité il n'existait pas un, mais deux *yougoslavismes*.

Le premier, qui était né chez les Serbes vivant hors des frontières de la Serbie proprement dite (appelés *Preçanins*), était un mouvement politique lié à l'ambition des Serbes, qui, dans l'histoire, avaient été les premiers Slaves du Sud à former un Etat indépendant ; dans la construction du grand Etat Slave sur les ruines des Empires décomposés, ils ont joué un rôle similaire à celui du Piémont dans l'unification de l'Italie. L'autre *yougoslavisme*, en réalité, apparaissait comme une tentative de légitimer la position dirigeante à laquelle la Croatie croyait avoir droit. Ce second *Yougoslavisme* était, de plus, difficile à distinguer du rêve de la Grande Croatie - sauf si on considère que cette dernière était orientée au

Nord, vers l'Autriche, et à l'Ouest, vers l'Italie, plutôt qu'au Sud et à l'Est, vers la Serbie et les Balkans.

Le premier *yougoslavisme*, dans le développement duquel les minorités serbes de Hongrie et les Serbes du Banat et de Voïvodine, économiquement et culturellement plus avancés que les Serbes de Serbie, jouaient un rôle important, s'inspirait des thèmes populaires de la culture romantique, et cultivait le grand rêve de reconstituer le royaume médiéval du Tsar Dusan. Le caractère grand serbe ou pan-serbe du nationalisme serbe résultait presque inévitablement de la dispersion géographique des Serbes à travers toute la nébuleuse des Slaves du Sud. Il n'y avait en effet aucune concordance entre les frontières de l'Etat serbe, qui avait conquis sa souveraineté et son indépendance par étapes entre 1804 et 1878, et les régions habitées par les populations de nationalité serbe, qui étaient dispersées de la Macédoine au Monténégro, de la Bosnie-Herzégovine au Kosovo et à la Croatie, et de la Voïvodine à la Dalmatie. Cet état de dispersion fit que le nationalisme serbe devint, en un certain sens, problème international dès le début, puisque l'union de tous les Serbes ne pouvait se réaliser qu'au détriment des deux Empires et qu'au prix également d'une intégration forcée des autres Slaves du Sud au sein d'une même unité politique.

De plus, cet état de choses était générateur de conflit avec les Croates et, dans une moindre mesure, avec les Bulgares, les Albanais et les Italiens. Le fait que les sanctuaires du nationalisme serbe, situés en Voïvodine, en Albanie et en Dalmatie, étaient marginaux géographiquement par rapport à la Serbie propre, tirait inévitablement le nationalisme serbe vers l'irrédentisme, c'est-à-dire vers le "Grand Serbisme" tel qu'avec toute sa rhétorique romantique et universaliste le dépeignait le *yougoslavisme* culturel des historiens et des poètes. Entre 1860 et 1870, les militants national-yougoslavistes serbes furent donc très actifs en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine. Ils établirent des contacts avec les Serbes de Dalmatie, et mobilisèrent le nationalisme monténégrin. Il est nécessaire de noter qu'avant le compromis austro-hongrois de 1867, le principal leader des Serbes de Voïvodine, Miletic, était partisan d'une autonomie dans le cadre de la monarchie austro-hongroise qui, espérait-il, deviendrait une fédération ; après le compromis, qui confirma le condominium monarchique de Vienne et de Budapest, Miletic opta pour la destruction de la monarchie et pour l'union avec la Serbie. En même temps le mouvement des jeunes Serbes de Voïvodine se proclama *yougoslaviste* afin de réunir les Serbes, les Dalmatiens, les Croates et les Slaves de Bosnie-Herzégovine en un seul Etat sous la protection des Serbes.

Le *yougoslavisme* des Croates est né d'une déception, similaire à celle ressentie par Miletic, quand Zagreb comprit que ni la Hongrie, ni l'Autriche ne pourraient être amenées à transformer l'autonomie limitée dont la Croatie disposait dans le cadre de la monarchie en un statut d'indépendance comparable à celle dont jouissait la Hongrie. Les racines du *yougoslavisme* croate remon-

Tito le fédérateur :
une politique toute d'ambiguïtés et de contradictions

tent, cependant, au mouvement romantique *illyriste*, encouragé par l'éphémère domination napoléonienne en Dalmatie. Comme Strossmayer, évêque de Zagreb, le vit plus tard, le *yougoslavisme* n'était qu'une des nombreuses tendances du nationalisme croate, qui, jusqu'à la fin, ne se déroba pas aisément à l'attraction de l'ensemble austro-hongrois. Inspiré du *Risorgimento* italien et de la philosophie allemande, Strossmayer appuya l'union des Serbes, des Croates et des Slovènes dans un Etat qui aurait aussi compris la Dalmatie et la Bosnie. Pour lui, le centre de ces Etats-Unis slaves devait être la Croatie, mais il fut impressionné par les succès politiques du nationalisme serbe. Son *yougoslavisme* tendait à jeter un pont entre la Croatie catholique et la Serbie orthodoxe, lesquelles, depuis que les Croates avaient adopté le dialecte stokade, parlaient presque la même langue.

Mais Strossmayer conservait au fond une certaine conception de la suprématie croate. Les Croates maintenaient la fiction que leur Etat n'avait effectivement jamais cessé d'exister ; qu'au onzième siècle il avait été uni à la Hongrie et non annexé par elle. Le nationalisme croate s'exprimait plus crûment chez l'écrivain Ante Starevic, apôtre d'une Grande Croatie comprenant non seulement la Slovénie et la Dalmatie, mais aussi certaines régions de Voïvodine et de Bosnie à majorité serbe, et la Serbie elle-même. En réalité, les idées de Starevic, qui seraient reprises plus tard par les "Oustachis" de la

Seconde Guerre Mondiale, paraissaient mégalomaniaques, même à la plupart de ses concitoyens.

La Première Guerre mondiale divisa, au début, les Slaves du Sud : les Serbes faisaient partie de l'Alliance entre la Russie, la France et l'Angleterre, tandis que les Croates et les Slovènes, considérant les Italiens comme leur principal ennemi à cause de leurs ambitions adriatiques, combattirent dans le camp austro-allemand. Néanmoins, dans des circonstances plutôt confuses, l'exil et la pression extérieure, la guerre de 1914-1918 aboutit à la coordination - peut-être même à la fusion - des deux mythes yougoslaves.

La Serbie entra dans cette fusion en position très forte, parce qu'elle bénéficiait du soutien presque inconditionnel de la Russie, puis du soutien de l'Entente. Le grand homme de la Serbie, Pasic, prit pour modèles Cavour et Bismarck ; en compensation des sacrifices de son pays, qui avait en fait été occupé pendant presque toute la guerre, il réclama la Bosnie-Herzégovine et - écartant l'idée d'une union éventuelle avec la Croatie et la Slovénie, qui semblait moins l'intéresser - le Banat, la Voïvodine et la côte dalmate jusqu'au sud de Dubrovnik.

Parallèlement aux activités diplomatiques de Pasic, qui ne pouvaient éviter de causer quelque friction entre les Italiens et les Alliés, un groupe d'émigrés nationalistes de Croatie, d'Istrie et de Slovénie, mené par Supilo, Trumbic, Stojanovic et le sculpteur dalmate Mestrovic, créa à Paris, le 30 avril 1915, un Comité yougoslave. Celui-ci adressa un manifeste aux gouvernements français et anglais en faveur de l'union des Serbes, des Croates, et des Slovènes en un Etat national commun. Trumbic et ses amis dépendaient du soutien des franc-maçons français et d'un certain nombre d'Anglais austrophobes, d'intellectuels français et italiens, de journalistes et d'historiens (Seton-Watson, Wickham Steed et autres), et recevaient également une aide financière assez importante de leurs compatriotes émigrés aux Etats-Unis.

Plus "yougoslave" que le gouvernement serbe réfugié à Corfou, le Comité de Paris, qui s'installa plus tard à Londres, demanda aussi que la future Yougoslavie fût constituée de la fusion des Serbes, des Croates, des Slovènes et des Monténégrins, de la région de Backa (à majorité hongroise), de celle du Banat, de toute la Dalmatie, de l'Istrie, des villes de Fiume, Pula, Trieste et Gorizia, d'une partie de la Carinthie et de la Styrie. Ce fut une erreur diplomatique : leurs demandes excessives se heurtèrent à l'hostilité des Italiens à qui le Traité secret de 1915 avait promis une grande partie des territoires ainsi revendiqués. Si le Comité avait obtenu satisfaction, les Italiens auraient reçu des Alliés, aux côtés desquels ils avaient combattu, moins que ce que Vienne avait offert pour prix de leur neutralité. A la fin, ce sont les Serbes, plus réalistes, qui surent tirer profit de l'extrémisme du Comité yougoslave.

Cependant Pasic n'avait jamais fait preuve d'enthousiasme pour la transformation du Royaume de Serbie,

dont il était un fidèle serviteur, en un Etat yougoslave. Mais ses adversaires politiques démocrates le forcèrent à un compromis avec les dirigeants du Comité de Londres.

Après des négociations difficiles, un accord fut obtenu et rendu public par la Déclaration de Corfou. Cet accord était plus proche des objectifs de Pasic que de ceux des hommes du Comité. Le responsable de celui-ci, Trumbic, accepta que l'Assemblée Constituante, qui devait être convoquée après la fin de la guerre, déciderait, à la majorité absolue, des structures du nouvel Etat, alors qu'il avait exigé un vote à la majorité des deux tiers. Les Croates des Etats-Unis comprirent immédiatement le sens de cette décision et protestèrent : en fait cet accord n'offrait aucune garantie contre l'hégémonie centralisatrice des Serbes au sein du nouvel Etat. Mais ce qui importait aux Croates au moment de signer la Déclaration était l'engagement des Serbes de se battre, non seulement pour leurs propres exigences nationales, mais aussi pour celles des Slaves du Sud, soit également pour les exigences nationales croates.

DEUX RÊVES, UN SEUL PAYS

Cependant, à partir du moment où le Comité s'était irrévocablement engagé à lutter pour la dissolution de l'Autriche-Hongrie, il ne pouvait plus, avec les Serbes, jouer sa carte alternative, celle du fédéralisme démocratique (que le Comité aurait probablement pu obtenir de Charles, le successeur de François-Joseph). En fait, il faut noter qu'au *Reichstag* de Vienne, les représentants croates et slovènes défendirent jusqu'au bout la cause d'une Fédération croato-slovène yougoslave, unie à la Bosnie-Herzégovine et à la Dalmatie, sous l'égide des Habsbourg. Finalement, sachant que les Alliés étaient déjà décidés à la dissolution de la monarchie, même les délégués du *Reichstag* se rallièrent à l'idée d'une union avec la Serbie et acceptèrent les principes de la Déclaration de Corfou. Anticipant ces décisions, le 29 octobre 1918, la Diète croate de Sabor vota à l'unanimité l'Acte d'autodétermination, selon lequel la Croatie rompait ses liens avec l'Autriche-Hongrie pour s'unir à la Serbie et au Monténégro en vue de former un Etat commun.

A partir de là, les deux rêves yougoslaves pouvaient se réaliser sous le nom de Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Mais l'équilibre des forces était tel que le nouvel Etat ne pouvait qu'être dominé par les Serbes. Ceci devint évident dès les élections à l'Assemblée Constituante. Aux yeux de la plupart des partis politiques serbes, un Etat unitaire et centralisé paraissait naturel et inévitable. La Serbie se présenta comme une communauté politiquement et nationalement homogène pour laquelle un pouvoir central semblait une nécessité urgente. De plus, il n'y avait pas d'autre exemple d'Etat fédéral dans les Balkans. Par conséquent, la conception unitaire de l'Etat l'emporta inévitablement dans la monarchie yougoslave entre les deux guerres mondiales et un sentiment de frustration se répandit très rapidement chez les Croates. Cette frustration s'exprima à travers le bruit et la violence qui caractérisèrent les ses-

La guerre en Europe ?

sions du Parlement de Belgrade où le dirigeant du parti paysan Croate, Stephen Radic, idole de sa nation, fut assassiné par un de ses collègues serbes furieux.

Si les griefs croates de cette période contre l'hégémonie serbe sont examinés de près, il pourrait apparaître qu'ils reflètent une incompatibilité de mentalité et d'aspirations empêchant toute coopération véritable sur un pied d'égalité. Une incompatibilité primaire existait entre la forme monarchique de l'Etat à laquelle même les Serbes démocrates, à l'exception des socialistes et des communistes, étaient sentimentalement attachés, et le *yougoslavisme* croate fondé sur l'idée de l'indépendance des Etats membres et qui nécessitait une Constitution franchement fédérale. Un deuxième élément négatif du point de vue croate était que le choix de la capitale de la Serbie comme capitale de la Yougoslavie assurait à la Serbie une position centrale, tandis que Zagreb et, à un moindre degré, Ljubljana et Dubrovnik aspiraient semblablement au rang de capitale. De plus, les Croates reprochaient aux Serbes d'être sur-représentés dans la diplomatie, l'administration et l'armée, spécialement

parmi les officiers. C'était vrai, mais cette sur-représentation découlait naturellement du fait que la Serbie et le Monténégro furent intégrés à un Etat yougoslave avec des cadres administratifs, diplomatiques et militaires précédemment formés qui faisaient défaut aux Etats du Nord ; ceux-ci disposaient seulement de ceux qui avaient été formés au sein de la monarchie austro-hongroise.

L'armée serbe était une armée homogène et endurcie dans laquelle l'intégration des anciens officiers et soldats de l'armée austro-hongroise, qui avaient été soumis à un entraînement et une discipline tout à fait différents, n'était pas facile. La sur-représentation serbe, dont, notons-le incidemment, les Croates s'étaient également plaints après la deuxième guerre mondiale, s'explique en partie par le fait que les quelques Croates et Slovènes qui entreprenaient une carrière dans l'administration n'étaient pas très désireux d'aller à Belgrade, dont le caractère balkanique contrastait avec l'environnement occidentalisé de leur terroir. Les Croates avaient un autre grief à propos de la préférence donnée aux Serbes

de Croatie pour remplir les postes de l'administration et de la police dans la région où les Croates étaient en majorité. Ce grief se fondait aussi sur un fait peu discutable : il s'expliquait, s'il ne se justifiait pas, par la méfiance profondément enracinée des Serbes à l'égard des Croates dont le *yougoslavisme* leur paraissait toujours rongé d'ambiguïté. En même temps, les Croates et les Slovènes étaient choqués par le "rude bureaucratisme" serbe, hérité de la tradition administrative de l'ancien royaume, dont le socialiste serbe Markovic avait dit que la bureaucratie agissait "à l'égard de ses propres concitoyens comme une classe coloniale dominante".

Cependant l'incompatibilité qui pesait le plus sur la coexistence des frères slaves du Sud venait des différences de traditions historiques, de mentalités, de façons de vivre, qui empêchaient les groupes ethniques, liés presque uniquement par la langue, de se fondre en une seule nation, de faire de l'Etat yougoslave le creuset de la nation yougoslave. Les différences étaient fondamentalement plus grandes que les affinités. Dans chaque groupe ethnique c'était la religion - orthodoxe ici, catholique ou musulmane là - plus que leur slavisme commun qui déterminait le sentiment d'identité de la population. Tandis que les Serbes avaient été plus influencés par la domination turque, les Croates et les Slovènes - en dépit de leur hostilité, permanente ou intermittente - étaient profondément marqués par leur longue coexistence avec les Magyars et les Autrichiens.

Les Serbes, en tant, jusqu'alors, que nation la plus nombreuse au sein de l'Etat (qui, en 1929, prit le nom de "Yougoslavie"), considéraient cet Etat comme leur et éprouvaient à son égard une affection et une loyauté plus fortes que celles des Croates et des Slovènes, pour qui s'opposer au pouvoir - auparavant les Austro-hongrois, maintenant les Serbes était devenu une habitude. On devrait aussi ajouter que chacun de ces peuples se sentait supérieur à l'autre. Les Serbes étaient fiers des dures batailles qu'ils avaient soutenues durant des siècles pour leur survie et leur indépendance ; les Croates, et même plus encore les Slovènes, étaient fiers de la supériorité incontestable de leur niveau culturel et technique.

Il faut aussi ajouter les conflits de classe, aggravés par le retard du rétablissement de l'économie, et l'agitation attisée par les communistes : ces derniers, obéissant aux instructions du Komintern, avaient tout fait pour déstabiliser l'Etat yougoslave, dénoncé comme instrument de l'impérialisme anti-soviétique et terre d'exil pour des milliers de réfugiés russes blancs. Il est alors facile de comprendre pourquoi ces troubles firent partie de la vie politique et démocratique normale de la Yougoslavie d'après la Première Guerre mondiale et pourquoi il devint inévitable pour le Roi Alexandre, après le renvoi du Parlement, de créer un régime personnel et autoritaire. Mais un tel régime ne pouvait que renforcer la nature grand-serbe du pays et que s'immobiliser sur le chemin d'une politique étrangère et de défense fondée sur le consensus de tous les peuples et nationalités de Yougoslavie, dans une situation internationale qui

devenait de plus en plus dangereuse. Les autorités de Belgrade perdirent confiance en la protection des pays occidentaux, mais la politique de rapprochement avec les puissances de l'Axe, accentuée par le Prince Paul, se heurta au sentiment traditionnellement pro-occidental des Serbes. L'accord entre le Prince et le dirigeant Croate relativement modéré, Macek, personnalité étrange et hésitante, intervint trop tard. Le moral bas qui prévalait dans le pays à la veille de l'invasion allemande fut tout autant responsable de la défaite rapide de l'armée yougoslave que la faiblesse et le manque de préparation de celle-ci.

GUERRE ÉTRANGÈRE ET GUERRE CIVILE

La Yougoslavie se brisa. Les Allemands récompensèrent les Hongrois pour leur assistance, accordée sans enthousiasme, en leur donnant une partie du Nord de la Serbie ; la Serbie, ayant perdu la Macédoine, fut déclarée protectorat allemand ; la Croatie, théoriquement indépendante sous la direction des Oustachis ultranationalistes, réalisa ses aspirations de toujours dans les conditions les plus désastreuses. Le leader des Oustachis, Pavelic, gagna rapidement une place d'honneur parmi les criminels de guerre. Son plus grand exploit fut, de fait, l'extermination de dizaines de milliers de Serbes de Croatie et de Bosnie et l'humiliation de dizaines de milliers d'autres, forcés de se convertir à la religion catholique. Au cours des quatre années du régime des Oustachis, 500 000 Serbes, dont 3 évêques et 330 prêtres, 46 000 juifs et 25 000 Tziganes, furent massacrés, et 279 monastères et églises orthodoxes, détruits.

A partir de là, il est facile de comprendre comment la résistance contre les nazis prit naissance parmi les principales victimes de l'agression - les Serbes. Il ne fut pas davantage surprenant que la résistance revêtît des aspects différents dans chacune des deux composantes du groupe ethnique serbe : chez les Serbes de Serbie propre, où la résistance s'était organisée autour d'un officier de haut rang de l'armée vaincue, Draja Mihailovic, qui avait la confiance du gouvernement yougoslave en exil à Londres, et qui, certainement influencé par l'attitude des Croates, devint plus serbe que yougoslave - au Monténégro, le but des partisans était, avant tout, de protéger la population serbe et ils ne traitèrent pas les Croates et les Musulmans croatophiles de Bosnie plus humainement que les Oustachis ne traitèrent les Serbes. Petit à petit, la guerre entre les peuples de Yougoslavie se superposa à la guerre contre les envahisseurs.

Ce fut, à ce moment précis que le Parti communiste yougoslave apparut sur la scène. Le Komintern avait donné dès 1934 à son chef, Tito, la responsabilité de réorganiser le parti et de faire connaître la ligne du mouvement communiste international simultanément aux Puissances occidentales et à leur protégés européens. Après l'attaque allemande contre l'Union Soviétique en 1941, le Parti communiste, qui avait renoncé à aider la résistance yougoslave contre l'invasion allemande tant que le Pacte Hitler-Staline de 1939 avait survécu, ne cessa de dénoncer plus le *yougoslavisme* de

Belgrade comme une couverture du pan-serbisme allié à l'impérialisme. Dès lors, ce ne fut plus la déstabilisation mais la défense nationale qui devint pour le Parti communiste la priorité ; le patriotisme anti-fasciste et pro-soviétique, remplaça la lutte des classes. Après l'effondrement de l'Entente germano-russe, qui avait un moment menacé la crédibilité communiste, le Parti put reprendre sa stratégie anti-fasciste ; il forma une armée insurrectionnelle qui engagea la guerre à la fois contre les Oustachis, les Italiens et les nazis, et appela toutes les nationalités, au nom de la fraternité yougoslave, ravivée par l'internationalisme, à s'unir contre leurs ennemis communs. Ce fut cette énergique condamnation de toutes les luttes fratricides dans un pays profondément traumatisé par les atrocités commises des deux côtés, qui donna au Parti communiste yougoslave la supériorité sur la résistance serbe, strictement nationaliste, de Mihailovic. Tito, lui-même d'origine croato-slovène, défendit les Serbes de Srem et de Bosnie plus vigoureusement qu'en le firent les Chetniks de Mihailovic et il appela aussi les Croates et Slovènes anti-fascistes à la bataille. Tito et ses compagnons avaient aussi l'avantage d'avoir acquis durant des années d'activité politique clandestine, et à l'école de Moscou, une expérience de l'organisation et de la propagande qui manquait aux officiers serbes. Tandis que Mihailovic évitait d'affronter les Allemands pour économiser ses forces en vue de la dernière bataille, Tito engagea la guerre contre les nazis et les Italiens avec moins de considération pour les vies humaines sacrifiées. Après quelques vaines tentatives d'unir leur action, les Chetniks et les partisans de Tito commencèrent à se battre entre eux avec presque plus de férocité qu'ils n'en avaient montré contre leur ennemi commun. Churchill ne commit sans doute pas d'erreur quand, en dépit de son anti-communisme intransigeant, et sans que Staline le lui ait demandé, il choisit d'aider Tito plutôt que l'anti-communiste Mihailovic.

LA COALITION ANTI-SERBE

La Yougoslavie d'après-guerre devait être l'aboutissement des luttes pour le pouvoir surgies pendant la guerre, alors que les idées communistes archaïques de Tito visaient à transformer la guerre nationale en guerre révolutionnaire. Il est important de réaliser que, dans les premières formations de partisans, en 1941-1942, les éléments serbes de Serbie, du Monténégro, et de Bosnie dominaient. La direction de l'armée de Tito était communiste et internationaliste, mais ses troupes étaient nationalistes. Ce ne fut pas avant 1943, quand les perspectives de victoire se précisèrent, que des Croates de plus en plus nombreux, et même des unités entières d'Oustachis, commencèrent à passer au camp communiste. De cette façon, avec la participation simultanée des Slovènes anti-fascistes du Parti Chrétien Socialiste, il devenait possible d'affirmer le caractère yougoslave du Parti Communiste et, en Novembre 1943, à la réunion du Conseil Anti-fasciste de la Libération Nationale, le moment était venu pour Tito de proposer la réorganisation de la Yougoslavie en une Fédération.

Tito était sans doute sincère et croyait être en parfait accord avec le modèle léniniste en favorisant assez nettement les autres nationalités au dépens des Serbes. Lénine lui-même n'avait-il pas également considéré les Grand-Russes comme les adversaires les plus dangereux du communisme ? Tito dès lors dispersa la population serbe en cinq Républiques et deux Régions autonomes. En fait, il accorda le statut de République à la Macédoine, qui, après le traité de Bucarest de 1913, avait été partie intégrante de la Serbie ; de même pour le Monténégro, qui avait été réuni à la Serbie en 1918. La Bosnie-Herzégovine, à majorité serbe, fut aussi proclamée République entièrement séparée, ainsi que la Croatie à laquelle la nouvelle Constitution attribua la Slavonie et la Dalmatie et qui put, par conséquent, réunir toute la population croate, plus 700 000 Serbes à qui fut refusé le statut de Région autonome au sein de la Croatie.

Ce statut fut, en revanche, accordé à la Voïvodine à cause de sa forte minorité hongroise et au Kosovo qui, pour des raisons historiques - en tant que lieu de naissance du nationalisme serbe -, ne pouvait pas aspirer au statut de République. La République de Slovénie, isolée en un certain sens par sa langue et sa culture, crut que son adhésion à la Yougoslavie réorganisée en Fédération protégerait son identité et ses intérêts nationaux. De fait les nouvelles structures de la Yougoslavie ne pouvaient mécontenter personne, excepté les partisans de la Grande Serbie. En théorie, la réorganisation du pays en Fédération convenait mieux à l'hétérogénéité des peuples composant la Yougoslavie que la centralisation monarchique.

La réorganisation, cependant, avait mécontenté plus d'un citoyen, en raison notamment de l'adoption par Tito du modèle soviétique combinant fédération et centralisme démocratique - plus l'imposition du système du parti unique, la suppression de l'économie privée (à l'exception de l'agriculture), l'établissement d'un régime policier, bref l'institution d'un système totalitaire. Mais voici l'ironie de l'histoire : ce système qui s'était délibérément institué contre la solution de la Grande Serbie, mais qui était plus centralisé, plus autoritaire, plus fanatique et plus policier que la monarchie, prit rapidement les traits de la Grande Serbie, en dépit du fait que parmi ses principaux dirigeants il y avait au moins autant de Croates et de Slovènes (Bakaric, Kardelj, Hebrang) que de Serbes et de Monténégrins (Rankovic, Djilas). Mais, une fois encore, la capitale étant, après tout, Belgrade, il était naturel que les Serbes qui proliféraient dans les instances fédérales, eussent une position prédominante dans les services diplomatiques, la police et la direction du Parti. En Croatie, en Voïvodine, au Kosovo, en Macédoine, les Serbes locaux prouvaient qu'ils étaient les plus dignes de confiance pour remplir les postes de direction. Au moment de la rupture avec Moscou - facteur durable de consensus - ce fut parmi les Serbes que Tito trouva ses soutiens les plus fiables.

Cependant, les communistes eurent à payer un prix élevé pour cet esprit de consensus qu'ils avaient inculqué

à la population. Les dirigeants du régime donnèrent à entendre que leur rupture avec l'URSS avait pour cause la préférence du communisme stalinien pour la centralisation et la dictature.

Pour se différencier du système stalinien, ils essayèrent dès lors de créer un "vrai socialisme", décentralisé sinon démocratique, mais en tout cas plus réceptif aux traditions et aspirations nationales et individuelles. Il est donc significatif que, lorsque la bataille, à l'intérieur du Parti, des anti-centralisateurs, dirigés par le Croate Bakaric et le Slovène Kardelj, contre les centralisateurs conservateurs, dirigés par le Serbe Rankovic, se termina par la défaite de ce dernier, beaucoup de Serbes de Serbie, de Bosnie, de Voïvodine, du Kosovo et de Croatie, et même les anti-communistes, y virent une défaite de la nation serbe, oubiant que, peu d'années auparavant, ils considéraient encore Rankovic, chef de la police politique, comme le symbole même du totalitarisme. Il apparut soudainement que le centralisme, quelle qu'en soit la forme, appartenait à la tradition serbe - c'est-à-dire grand serbe. Et, dans ces conditions, la lutte pour réformer la Fédération dans le sens de la décentralisation prit en Croatie, en Slovénie et en Dalmatie, une coloration anti-Belgrade et anti-serbe, en dépit du fait que la Serbie comptait peut-être bien plus d'éléments réformistes libéraux que les autres Républiques.

LES GRIEFS CROATES

La période entre 1967 et 1971 fut, par conséquent, marquée par une renaissance du nationalisme croate, dirigé contre les Serbes, en particulier dans le domaine culturel : la plupart des écrivains croates, y compris le célèbre Krleža, qui, lui, n'était même pas nationaliste, signèrent une déclaration soulignant les différences entre langues croate et serbe ; la *Matica Hrvatska* devint l'organe d'expression des griefs anti-serbes ; Belgrade devint le bouc émissaire de tous les démons du régime, tandis que la Croatie s'identifiait au progrès, au libéralisme et à l'anti-stalinisme. Les dirigeants communistes croates, tels Tripalo, qui, au début, se bornaient à réclamer plus d'autonomie pour leur République, furent dépassés par les éléments extrémistes poussant l'agitation démagogique jusqu'au séparatisme.

En réalité, les troubles en Croatie avaient aussi des raisons économiques. Elles venaient principalement de la très grande rapidité de la transformation de la Yougoslavie de société rurale en société urbanisée et industrialisée (La population rurale était passée de 75 % du total en 1945 à 37 % en 1970). D'un autre côté, la réforme économique de 1965, psychologiquement et politiquement insuffisamment préparées, et dont la réalisation avait été confiée à des gens n'ayant aucune expérience de l'économie de marché, eut des effets déstabilisateurs qui empirèrent encore après l'adoption de mesures correctives. Vers la fin des années 1960, la croissance économique cessa, le déficit de la balance des paiements atteignit des proportions dangereuses et la seule façon de freiner l'augmentation du chômage fut de permettre à plus d'un

demi-million de travailleurs de chercher du travail dans les pays capitalistes. Aux yeux de l'opinion publique croate, tout ceci était la faute de Belgrade. La presse découvrit que la Croatie, qui représente 23 % de la population de la Yougoslavie, contribuait pour 27 % à son Produit National Brut (PNB), pour 30 % à sa production industrielle et, grâce au tourisme, pour 35 % à ses revenus en devises étrangères, tandis que seulement 17 % de ces avoirs restaient aux mains des Croates. Ces révélations nourrirent une campagne sans retenue contre les banques et les grandes entreprises de Serbie.

Impressionné par la force et le dynamisme du nationalisme croate, Tito décidait alors de franchir de nouvelles et audacieuses étapes vers la décentralisation : en décembre 1970, il proposait à l'Assemblée Fédérale une réforme constitutionnelle qui accroissait l'autonomie et les pouvoirs économiques des six Républiques et des deux Régions autonomes. Adoptée en juin 1971, la nouvelle Constitution faisait pratiquement de la Yougoslavie une Confédération, donnant aux Républiques et aux Régions autonomes à l'intérieur de la République de Serbie une souveraineté presque totale.

Les sentiments hostiles à Belgrade avaient cependant atteint un tel degré d'exaspération que les concessions, en vérité substantielles, de Tito ne mirent pas fin aux manifestations anti-serbes. Les autorités croates elles-mêmes réclamèrent une solution immédiate à la distribution de monnaie qui avait été laissée dans l'incertitude : en avril 1971, la "*Matica Hrvatska*" élut une nouvelle direction ultranationaliste et les étudiants annoncèrent une grève, réclamant la croatisation de l'armée. Les Serbes de Croatie et de Bosnie commencèrent à ne plus se sentir en sécurité.

S'appuyant sur l'armée, colonne vertébrale du régime, Tito mit radicalement fin aux troubles, faisant peu de distinction entre fédéralistes modérés et séparatistes. Mais, probablement afin de ne pas donner l'impression d'un retour au pan-serbisme, le Maréchal procéda immédiatement à une purge de grande échelle à la direction du Parti et de l'Etat serbe, éliminant les personnes soupçonnées de libéralisme plutôt que de nationalisme, tels Nikézic et Koca Popovic, et les remplaçant par de nouveaux dirigeants, souvent très médiocres, mais qui lui étaient inconditionnellement dévoués. A la fin de son règne, cela ne contribua pas à accroître sa popularité, du moins en Serbie.

L'avancée en direction du fédéralisme s'accompagnait ainsi d'un pas en arrière dans le domaine politique, et, en janvier 1972, la Confédération adoptait un programme d'action accentuant le centralisme démocratique. Ces politiques contradictoires expliquent en partie pourquoi la nouvelle constitution, théoriquement impartiale, au lieu de renforcer l'unité de la République, jeta de l'huile sur le feu des forces centrifuges. On pouvait s'attendre à ce que la Croatie, dont presque toutes les revendications avaient été satisfaites, se calmât. Mais les sanctions sévères prises contre quelques dirigeants croates très populaires, la vague d'arrestations, et le rétablissement

du contrôle politique sur la presse et l'Université laissèrent de profondes blessures.

En même temps, en réaction au nationalisme croate, prudemment approuvé par les Slovènes, on nota une recrudescence de l'agitation parmi les Serbes et une première explosion se produisit au Kosovo, pour des raisons économiques, mais surtout nationales. La nouvelle *intelligentsia*, pourvue de diplômes universitaires, qui avait été créée à Pristina dans le cadre de l'initiative fédérale en faveur des régions moins développées, prit la tête d'un mouvement qui, sans être séparatiste, jetait des regards envieux vers l'Albanie indépendante, et réclamait un statut républicain sur un pied d'égalité avec la Serbie. L'idée des nationalistes albanais était de transformer leur pays en un pays ethniquement homogène, en incitant, par des moyens souvent proches du terrorisme, les minorités serbes et monténégrines à quitter le Kosovo. Leur action ne fut pas sans succès : au début de 1971, près de 70 000 familles serbes et monténégrines partirent. Ainsi 650 villages sur 1 450 devinrent ethniquement "purs", c'est-à-dire purement albanais.

Nationalisme irrationnel : d'un côté on reprochait aux autorités fédérales de n'avoir pas remédié au sous-développement du Kosovo, dont le niveau de vie était dix fois inférieur à celui de la Slovénie, et, de l'autre, on s'opposait aux investissements fédéraux dans la région, croyant qu'ils ne feraient que renforcer l'hégémonie grand-serbe. Le résultat fut une augmentation du chômage (54,4 % de la population en âge de travailler en 1986). Un autre problème qui rendait plus difficile un juste règlement du problème du Kosovo était que l'Université de Pristina négligeait l'enseignement technique. Ainsi beaucoup de diplômés en Science Politique, en Economie, en Sociologie ou en Psychologie avaient du mal à trouver du travail dans les autres Républiques dont, en tous cas, ils ne connaissaient même pas la langue. Et un autre phénomène gênait aussi les Serbes : la croissance démographique ultra rapide des Albanais du Kosovo, dûe à leur refus du planning familial (ils ont le taux de natalité le plus élevé d'Europe : 27 pour 1 000). Si ce taux se maintient, la population de Kosovo atteindra 2 600 000 en l'an 2 000, alors qu'elle était de 900 000 en 1945 et 1 600 000 en 1981. Dans ces conditions, la possibilité de maintenir le Kosovo dans le cadre de la Fédération yougoslave est devenue de plus en plus problématique. En fait, les Albanais contrôlent déjà l'administration et la presse, et ils ne veulent plus entendre parler de revenir à leur statut d'avant 1971.

Le premier effet de l'affaire du Kosovo fut un sérieux changement au sein de la direction serbe suivant deux lignes d'action. La première faction, la plus puissante, est dirigée par le président du Comité Central, Slobodan Milosevic, adepte de la fermeté, et que ses adversaires politiques accusent de vouloir profiter de la façon brutale dont l'ordre a été rétabli au Kosovo pour redonner vigueur au caractère autoritaire et centralisateur du régime en Serbie et dans toute la Yougoslavie. Le second groupe est dirigé par Ivan Stambolic, neveu de Pitar

Stambolic, décédé, (à l'époque de Tito, l'un des dirigeants stalinien les plus orthodoxes), mais qui est un communiste libéral ; de fait, ses adversaires lui reprochent un certain laxisme car il préfère régler la crise du Kosovo par la persuasion plutôt que par des méthodes autoritaires. Milosevic dispose de la majorité de l'appareil au sein du parti serbe, du soutien de la puissante organisation des vétérans de la guerre civile, de l'opinion nationaliste Serbe, ainsi que de nombreux nostalgiques de la centralisation. Stambolic est soutenu par presque toute la presse (en particulier les journaux du groupe *Politika*, dont l'hebdomadaire très populaire *Nin*) et par les cercles intellectuels de Belgrade, qui exigent de plus en plus énergiquement la révision des idées marxistes-léninistes dont, d'après eux, Tito n'a pas pu se sortir. Les intellectuels libéraux, cependant, ont moins de poids politique dans les affaires serbes que le groupe nationaliste et centralisateur de Milosevic, renforcé encore, au cours de l'été 1988, par la démonstration des réfugiés Serbes du Kosovo demandant la réintroduction des deux Régions autonomes (en fait complètement autonomes) au sein de la République serbe, et par le débat en cours au niveau des instances centrales sur l'octroi de pouvoirs spéciaux à la police du Kosovo.

Au cours de l'été 1988, Milosevic extrêmement populaire parmi les Serbes, semble en meilleure position que ses adversaires. Mais il est invraisemblable qu'après plus de vingt ans de libéralisation, au cours desquelles les populations de Yougoslavie ont oublié la peur, et se sont de plus en plus habituées au parler vrai, un retour à la politique d'avant 1965 soit possible. Les libéraux de Belgrade sont, cette fois aussi, soutenus par ceux de Zagreb, où l'hebdomadaire "Danas", largement diffusé, réclamait, dans un important éditorial de novembre 1987, une réorientation de toute la politique étrangère yougoslave vers une association avec l'Europe démocratique. Ils sont également soutenus par les membres slovènes de l'enseignement qui rejettent presque unanimement le marxisme, ne craignant pas de ridiculiser le mythe de l'autogestion et allant jusqu'à condamner ouvertement le culte de Tito que Milosevic, par contre, essaie de maintenir et d'exploiter.

Il est improbable qu'un essai de restauration "unitaire" - c'est-à-dire un retour au centralisme de la Grande-Serbie - puisse réussir. Mais on ne voit pas clairement comment les peuples de Yougoslavie se sortiront de la crise la plus sérieuse qu'ils aient jamais connue depuis 1941 : crise économique, crise de confiance envers les autorités et crise idéologique. Il est significatif que le plus populaire des écrivains serbes, Dobrica Cosic, ancien partisan communiste, dans un discours prononcé le 18 novembre, ait blâmé le parti communiste pour la crise d'identité que son pays est en train de subir. Rappelant le rôle décisif que le peuple serbe a joué dans la création de l'Etat yougoslave, en tant que protecteur de tous les Slaves du Sud contre l'influence étrangère, Cosic a reconnu que "les Serbes", en général, ne respectent pas les différences ; ils ont agi avec arrogance et sans contrainte, avec un sentiment de supériorité envers tout

ce qui n'est pas serbe". Mais en même temps, Cosic exprimait sa déception pour le "manque de chaleur et de solidarité que les autres nations de Yougoslavie montrent à l'égard des épreuves et souffrances qui affligent actuellement les Serbes du Kosovo et d'ailleurs". "J'ai l'impression", disait-il à l'occasion d'une discussion avec des écrivains slovènes, "que vous, Slovènes, tournez de plus en plus vos regards vers les Italiens et les Autrichiens et que vous vous éloignez de vos racines slavonnes".

Il semble que le grand échec du *yougoslavisme* - d'abord dans sa version monarchique, puis dans sa version communiste - est le Grand-Serbisme, rôle dans lequel on a poussé les Serbes, si l'on peut dire, contre leurs intentions d'origine. Les conditions à l'époque n'étaient pas favorables pour que Pasic ou Tito deviennent le Cavour ou le Bismarck des Slaves du Sud ; tout au plus pouvaient-ils être une caricature de François-Joseph. Le *yougoslavisme*, dans la mesure où il pouvait être un pan-serbisme, est mort. L'impossibilité de créer une nation yougoslave a été démontrée. Le *yougoslavisme* pourra-t-il se renouveler grâce à la coalition des forces modernes, tolérantes et démocratiques qui existent dans chacune des composantes nationales de la Yougoslavie ? Une Confédération démocratique yougoslave est-elle possible ? On ne peut que l'espérer, dans l'intérêt de l'Europe.

François FEJTO

FAUT-IL CONDAMNER LES RÉPUBLIQUES DE CROATIE ET DE SLOVÉNIE COMME SÉPARATISTES ?

La crise yougoslave, qui semble atteindre son paroxysme avec la déclaration de souveraineté des deux Républiques du Nord, Croatie et Slovénie, a donné lieu dans la presse à des interprétations souvent erronées, explicables par le parti pris ou l'ignorance des lieux et des problèmes.

Ainsi, on voit accuser les deux Républiques d'être séparatistes, d'être sorties avec fracas, unilatéralement, de la Fédération, de vouloir dépecer la Yougoslavie. On parle de sécession, du danger d'un nouveau Sarajevo. Or, est séparatiste, selon le Petit Larousse, celui qui cherche à se séparer d'un Etat. La Croatie et la Slovénie sont des Etats. Un Etat peut-il être séparatiste ? C'est à discuter. Comme aussi le fait d'être rebelle contre un gouvernement fédéral qui pratiquement n'existe pas. Mais la question n'est pas là. On ne comprend rien au problème tragique que pose à la conscience européenne la crise yougoslave, si l'on ne voit pas les origines et l'enjeu du conflit qui oppose Slovènes et Croates à la République de Serbie.

Mécontents, se sentant frustrés par la Constitution rédigée par Tito, les dirigeants de la République serbe, nationalistes autant que communistes, avaient commencé par supprimer l'autonomie de deux Régions de leur République, Kosovo (90 % d'Albanais) et Voïvodine (région mixte, serbo-hungaro-croate). Ensuite, ils

ont décidé d'une modification de la Constitution fédérale, par le biais d'une centralisation musclée qui eût rendu à la nation la plus nombreuse - la serbe - la suprématie sur toute la Fédération. Les représentants de la Croatie et de la Slovénie, les deux Républiques qui entre-temps s'étaient détachées du communisme et avaient élu des gouvernements représentatifs, ont opposé au projet de Belgrade celui de la transformation de la Fédération en une Confédération de Républiques souveraines.

Les négociations, menées depuis plusieurs mois entre les représentants des Républiques, ont échoué sur la détermination du leader national communiste serbe à imposer son point de vue. Milosevic a bousculé les règles fédérales en empêchant pendant longtemps l'accession du Croate Mesic à la présidence. Ainsi, durant plusieurs semaines, la Yougoslavie est demeurée sans président, Mesic ayant tout de même fini par être désigné alors que de violents affrontements venaient de se produire entre Slovènes et armée fédérale (fin juin 1991). Milosevic a rejeté le compromis très raisonnable proposé par les deux Républiques à l'écart du conflit - la Bosnie - Herzégovine et la Macédoine - qui tentait de concilier la souveraineté des six Républiques avec le maintien, au niveau fédéral, d'un contrôle central des affaires étrangères, des finances et de l'armée. Type d'organisation qui ressemble à celle de l'Autriche-Hongrie d'après 1867.

C'est ce refus, ainsi qu'une situation économique de plus en plus catastrophique, qui ont précipité la décision de la Croatie et de la Slovénie de proclamer leur souveraineté, ces Républiques indiquant qu'il ne s'agissait pas là de leur part - du moins pas encore - de sécession, mais d'une étape vers le remplacement de la Fédération par une alliance ou confédération d'Etats souverains.

Telle étant la situation, les Etats-Unis et les Douze auraient tort, à notre avis, en refusant aux deux nations historiques, croate et slovène, l'autodétermination, de faciliter le jeu des national-communistes serbes qui veulent rétablir, *manu militari*, leur souveraineté sur les deux Républiques démocratiques.

Certes, l'intérêt de l'Occident exige que la Yougoslavie ne se désintègre pas. Mais il exige que l'intégration soit fondée sur un *consensus démocratique* et non sur la violence. On peut espérer que, comme Roland Dumas vient de le laisser entendre, "tout en désapprouvant l'éclatement,... la France respecterait en fin de compte la volonté des peuples eux-mêmes".

Sinon, paradoxalement, l'Occident abandonnerait hypocritement les siens, en favorisant le rétablissement forcé d'un système dont le fanatisme et le non-respect des droits de l'homme ont été maintes fois mis au pilori par les instances internationales (1).

François FEJTÖ

4/07/1991

(1) Cf. le Rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'homme sur les violations de droit dans la province du Kosovo (août 1990, avril 1991).

“REPARLEMENTARISER” LA V^e RÉPUBLIQUE ?

par Pierre AVRIL

Il y avait longtemps que l'on ne parlait plus des institutions ! Si la question resurgit aujourd'hui, à droite comme à gauche, la morosité qui atteint tout le monde ne doit pas y être étrangère. Citons pêle-mêle le syndrome du second septennat qui a fait entrer dans l'après-Mitterrand un parti socialiste privé de son (re)père après avoir perdu ses illusions, le feuilleton de l'union toujours recommencée à droite, pour ne rien dire du Front national, le tout sur fond de désenchantement consécutif à la double alternance qui a épuisé les programmes et laisse les partis sans bagages tandis que les élections commencent à se profiler à l'horizon.

Bien sûr, cette explication conjoncturelle ne suffit pas, elle met simplement en relief la lassitude ou l'irritation que suscite la durée introduite dans nos rythmes institutionnels. On ne peut pourtant pas déplorer la stabilité au seul motif qu'on n'est pas satisfait du gouvernement, ni priver ce gouvernement de ses armes parce qu'il en fait un usage qui déplaît. Faut-il rappeler que c'est le legs que l'on doit à l'expérience de la IV^e République, comme l'atteste la généalogie du fameux article 49.3 évoquée par Robert Lecourt ici même (1) ? S'il y avait un consensus non équivoque en 1958, c'était bien celui-là : on voulait la stabilité et l'autorité, parce qu'on en savait le prix, et il faudrait être Gribouille pour revenir là-dessus.

Disons pour résumer que la réflexion gagnerait en réalisme et en efficacité à ne pas se crispier sur les grands équilibres constitutionnels, d'abord parce qu'il est imprudent de les remettre en cause, et ensuite parce que ce serait aléatoire. A cet égard, les partisans du “vrai” régime présidentiel devraient quand même songer que nous n'avons pas, comme les Américains, la possibilité de faire financer par le reste du monde les déficits que l'absence de solidarité institutionnelle entre la présidence et le Congrès empêche de réduire. L'indépendance si enviée du Congrès le rend indifférent aux exigences de l'intérêt général, et l'exécutif, qui en a seul la responsabilité, ne dispose pas des moyens de le contraindre à en assumer sa part. On connaît le résultat. Le régime américain en France, ce serait l'Assemblée nationale de la IV^e

République sans la question de confiance.

*
* *

Ce qui fait légitimement problème, en revanche, c'est la dérive qui a infléchi l'évolution de ces grands équilibres constitutionnels. Il convient de l'envisager en s'attachant moins au cadre juridique qu'à certains comportements qui s'inscrivent dans ce cadre et qui en apparaissent souvent, mais à tort, indissociables. La “clé de voûte” du régime, par exemple, est constituée par le Président de la République, mais si cette identification de l'autorité suprême issue du suffrage populaire est une donnée apparemment irréversible, il est permis de s'interroger sur le mouvement continu par lequel les élus nationaux sont dessaisis de leur rôle au profit des cercles politico-administratifs gravitant autour de l'Elysée.

Dans les circonstances de crise, la guerre du Golfe vient de le confirmer, la V^e République fonctionne bien, parce que la responsabilité de la décision suprême est assumée sans équivoque. Dans le fonctionnement quotidien, en revanche, le processus de décision est loin de correspondre au schéma constitutionnel qui le confie théoriquement au gouvernement responsable devant le Parlement. Il repose en réalité sur ce qu'Edgar Faure avait appelé (d'un terme emprunté à Galbraith) la “technostructure”, c'est-à-dire les cercles concentriques formés par les collaborateurs de l'Elysée et de Maignon au sommet, par leurs correspondants des cabinets ministériels, et enfin par les réseaux qu'ils ont tissés dans l'appareil de l'Etat. Le phénomène que l'ancien président du conseil découvrait en revenant aux affaires au milieu des années 60 va bien au-delà des analyses classiques de science administrative dans la mesure où il conduit à une dissociation non plus épisodique ou marginale, mais structurelle, du pouvoir et de la responsabilité.

Sous ce rapport, le sort du Gouvernement et celui du Parlement sont solidaires. L'origine du processus se situe en effet à l'Elysée dont les interventions exercent, au nom et sous le couvert du Président de la République, une tutelle envahissante et discrétionnaire qui altère le rôle constitutionnel du Gouvernement et, par contre-coup, celui des assemblées devant lesquelles il est responsable

et dont il dirige l'activité législative.

*
* *

Ce diagnostic ne prétend pas à l'originalité tant il est banal, mais ce qui est singulier, c'est que l'on ne s'en soit pas davantage inquiété. Pourtant, le problème avait été perçu juste après le départ du général de Gaulle et il avait inspiré une première tentative pour restaurer la dimension parlementaire du régime, subjuguée par la personnalité du fondateur de la V^e République.

Ce qui apparaissait (et qui est toujours) en cause n'était évidemment pas la prééminence présidentielle, mais la pratique unilatérale de la séparation des pouvoirs grâce à laquelle le général de Gaulle avait brisé en 1958 les liens organiques qui rattachaient le Gouvernement aux élus : pour qu'il soit clair que l'exécutif n'émanait plus du Parlement mais du Président, il avait insisté sur l'incompatibilité des fonctions ministérielles avec le mandat de député ou de sénateur. Le procédé, qui a permis effectivement la mise à l'écart de l'ancien personnel politique et la promotion d'un personnel gouvernemental nouveau acquis à la prépondérance présidentielle, allait très vite révéler ses limites. Comme il fallait disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale, les ministres ont été invités dès 1962 à se présenter aux élections, quitte à abandonner leur mandat le lendemain. L'innovation de 1958 avait rempli sa fonction, l'élément parlementaire du régime avait rappelé ses contraintes, mais sa logique n'était qu'à moitié satisfaite puisque l'incompatibilité subsistait.

C'est ici qu'il faut être attentif aux leçons que l'expérience avait inspirées aux successeurs immédiats du Général, soucieux de maintenir l'héritage tout en tirant les conséquences de la nouvelle pratique. Le Premier ministre, M. Chaban-Delmas, qui, pour la première fois depuis 1962, allait symboliquement demander un vote de confiance à l'Assemblée nationale, avait décidé dès le mois de mai 1969 de revoir l'incompatibilité de manière à permettre aux parlementaires qui entraient au Gouvernement de ne pas abandonner définitivement leur mandat et de retourner siéger dans leur assemblée quand ils le quittaient : M. Chaban-Delmas y voyait un moyen de faciliter le recrutement parlementaire du personnel gouvernemental et d'associer plus intimement la représentation nationale à son action. Il devait cependant y renoncer faute de pouvoir aménager l'incompatibilité par une loi organique, le Conseil constitutionnel ayant jugé qu'une révision constitutionnelle était nécessaire. C'est la voie que tenta d'emprunter M. Giscard d'Estaing en 1974, en même temps qu'il ouvrait la saisine du Conseil constitutionnel à la minorité, mais la révision ne put aller jusqu'à son terme en raison de l'hostilité des gaullistes intégristes comme des réticences compréhensibles des suppléants devenus députés et qui entendaient le rester. La réforme tomba dans les oubliettes.

Cette tentative témoignait du souci de rétablir un lien plus étroit entre le Gouvernement et les assemblées, et de corriger ainsi la pratique unilatérale de la séparation des

pouvoirs instituée en 1958. Dès lors que l'on y renonçait, on retirait un sérieux contrepoids au dynamisme présidentiel qui a pu ainsi se développer sans entrave jusqu'à l'hypertrophie que nous connaissons. La présidence absorbe l'exécutif dans des conditions qui isolent le Parlement et font paraître de moins en moins supportables les disciplines inspirées en 1958 par l'expérience.

*
* *

L'incompatibilité qui oblige le député ou le sénateur nommé au gouvernement à abandonner son mandat le rend évidemment dépendant du Président de la République qui l'a nommé et qui peut le renvoyer à tout moment : il n'a plus rien (à moins qu'il ne parvienne à convaincre, son suppléant de démissionner pour provoquer une élection partielle, avec les aléas qu'elle comporte). Cette situation de dépendance personnelle renforce l'emprise de l'Elysée sur le gouvernement dans des conditions qui ne sont pas très saines, pour plusieurs raisons. D'abord, elle affecte l'autorité politique du ministre qui est d'autant moins enclin à contrarier l'entourage présidentiel que celui-ci parle au nom du chef de l'Etat. L'autorité du Premier ministre sur les membres du gouvernement s'en ressent, à la fois parce qu'ils peuvent être tentés de faire officieusement appel de ses arbitrages auprès de l'Elysée et parce que l'Elysée peut intervenir directement auprès d'eux en empiétant sur les compétences de Matignon. Le résultat est que la responsabilité collective du gouvernement devant le Parlement se trouve largement vidée de son contenu.

La coupure introduite entre les cercles dirigeants, qui ne doivent leur position qu'à la faveur présidentielle (relayée depuis 1981 par les clientèles partisans), et les élus nationaux qui, sans prise sur la réalité du pouvoir, ne trouvent dans l'exercice de leur mandat aucune perspective tant soit peu gratifiante, explique le repli sur les fonctions locales et la désertion des assemblées. Quel stimulant peut désormais présenter un travail parlementaire qui ne débouche sur rien ? Nous en sommes arrivés à la prise de conscience de cette impasse dont il serait vain de chercher une issue dans une problématique réforme des méthodes ou des procédures, parce que ce qui est en cause est l'inutilité d'une fonction fermée sur elle-même. Que le Parlement retrouve son rôle de vivier du personnel dirigeant, et non de simple point de passage fugitif, que l'activité qui s'y déploie et les qualités qui s'y révèlent trouvent leur débouché naturel dans le gouvernement, sans rupture dans le développement d'une carrière qui reste foncièrement parlementaire, bref que l'unité du personnel politique soit rétablie sur la base de l'élection, tout cela ne dépend certes pas d'une simple réforme de l'incompatibilité, mais cette réforme peut être le point de départ du rééquilibrage de nos institutions.

Pierre AVRIL

(1) "L'origine mouvementée de l'article 49-3", France-Forum, janvier 1990. Voir aussi les Documents pour servir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958 dont la Documentation française vient de publier le troisième volume.

L'APRÈS GOLFE

ARMÉE DE CONSCRIPTION OU ARMÉE PROFESSIONNELLE ?

par Maurice SAINT-CRICQ

Dans le texte ci-après, notre ami le général Maurice Saint-Cricq (C.R) présente ses arguments en faveur d'une évolution vers l'armée professionnelle et il prolonge ainsi les réflexions qu'il avait formulées dans son article "La politique de défense : ambitions et réalités", publié par "France-Forum" en décembre 1983.

Les derniers de nos soldats ont depuis longtemps quitté le Golfe, mission remplie à la mesure de leurs moyens et sans avoir subi de pertes du fait de l'adversaire. Le gouvernement leur a témoigné la reconnaissance de la Nation selon les formes traditionnelles.

L'histoire retiendra que les opérations ont été arrêtées quelques jours, peut-être quelques heures, trop tôt, laissant ainsi au dictateur vaincu la possibilité de sauver la face et une bonne chance de se présenter un jour en vainqueur moral dans l'esprit et le cœur des masses arabes si aisées à enflammer par la seule magie du verbe.

Au plan militaire, les Etats-Unis ont assumé la responsabilité essentielle de la préparation, la conception et la conduite des opérations, aériennes en premier lieu, qui, en quelques semaines, ont réduit l'adversaire à une paralysie quasi totale au point que l'offensive terrestre, d'ailleurs magistralement menée, a pris la forme de l'exploitation d'un succès déjà acquis.

Concentrés sur notre division Daguet, nous n'avons sans doute pas suffisamment pris conscience de l'efficacité et du professionnalisme des forces américaines, de l'ampleur de l'organisation logistique, de la qualité des équipements, en particulier des munitions modernes, mais non plus de tout ce qui concerne le recueil, la diffusion et l'exploitation du renseignement et enfin ce qu'on appelle le commandement et le contrôle des opérations.

Nous ne saurions prétendre copier un tel modèle en avance de dix ans, qui n'est pas à notre échelle, ni à celle de l'Europe, tout au moins tant que cette dernière ne manifeste pas une volonté politique commune. Mais au moins devons nous tirer concrètement les conséquences

de notre participation.

LA QUALITÉ DES HOMMES

Comment ne pas citer, en premier lieu, la satisfaction, éprouvée par une large majorité des Français, devant la tenue et le comportement de nos soldats. Ces hommes, comme leurs anciens sous d'autres cieux, cadres de carrière et engagés volontaires, ont montré ce qu'on peut attendre de professionnels correctement formés : motivation, compétence, efficacité. Valeur et discipline sont des vertus assez peu répandues de nos jours pour qu'ils soient remerciés de nous avoir rappelé, autrement qu'en paroles, qu'elles n'ont pas encore totalement disparu dans notre société.

Il est d'autant plus regrettable que nos forces engagées - Terre-Mer-Air - n'aient pas eu les moyens, en équipements et en effectifs, de tenir un rôle à la mesure des capacités de nos hommes et ainsi de permettre à notre pays d'assumer les responsabilités qu'il revendique dans le concert international.

DES ÉQUIPEMENTS INSUFFISANTS

Les insuffisances les plus notables ont fait l'objet d'assez nombreux commentaires pour qu'on n'ait pas à les détailler : transports logistiques, notamment aériens, moyens de recueil et d'exploitation du renseignement, équipements dépassés de certains de nos systèmes d'armes, guerre électronique, munitions modernes, défense anti-missiles, etc...

Face à un adversaire relativement bien équipé en armements classiques, même anciens, tout particulièrement dans le cas d'opérations extérieures, nos forces armées n'ont en fait que des capacités d'action limitées.

Constat assez frustrant si on veut bien tenir compte de la taille réelle de l'armée française !

La guerre du Golfe, entend-on dire, aurait à cet égard servi de révélateur !

Sans doute, mais seulement pour ceux qui n'ont jamais voulu admettre la contradiction sans cesse plus marquée entre d'une part la poursuite des objectifs ambitieux de notre politique de Défense, matérialisés par des programmes spectaculaires purement nationaux, et d'autre part la diminution relative et constante des budgets militaires, alors que précisément le coût des équipements ne cesse de croître. Selon les experts les plus optimistes il eût fallu au moins 4,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB), nous en sommes à 3,4 % et peut-être faudra-t-il diminuer encore !

Dans ces conditions, comment notre pays, pour des dépenses grosso modo d'ordre comparable, pourrait-il faire beaucoup plus et beaucoup mieux que la Grande-Bretagne ou l'Allemagne Fédérale par exemple ? C'est-à-dire simultanément :

- poursuivre la modernisation de notre Force Nucléaire Stratégique en maintenant, seuls dans le monde, à l'exception des deux super-puissances, les trois éléments de la triade : sous-marins, armes aéroportées, engins sol/sol, sans compter le centre d'expérimentation du Pacifique ;

- continuer à développer l'armement nucléaire "tactique", devenu "préstratégique", sans que soit pour autant rendue crédible une doctrine d'emploi mal comprise par nos voisins et alliés ;

- maintenir dans la compétition technologique une industrie nationale d'armement, la troisième au monde, très largement surdimensionnée par rapport aux ressources des armées ;

- reconstruire une Marine de haute mer autour d'un - et nécessairement de deux - porte-avions nucléaires et leur environnement opérationnel, alors que les autres nations y ont pratiquement renoncé, sauf les Etats-Unis ;

- maintenir le service militaire en réduisant sa durée mais en augmentant le nombre de militaires sous contrat ;

- mettre sur pied une Force d'Action Rapide ayant pour vocation d'intervenir à l'extérieur de nos frontières ;

- enfin - autre particularité française, coûteuse - assumer la charge de l'entretien de la Gendarmerie Nationale.

Tels étaient les objectifs il y a vingt ans, tels ils demeurent aujourd'hui, et encore doit-on y ajouter les programmes spatiaux !

L'ensemble est certes équilibré, satisfaisant pour l'esprit, il demeure dans la ligne d'une certaine continuité et recueille ainsi une large adhésion.

Malheureusement, les ressources ont été loin d'être à la hauteur des ambitions. Faute de crédits suffisants, les

programmes majeurs sont l'objet de reports et retards successifs, au point que les principaux d'entre eux, les plus lourds sur le plan financier, arrivent simultanément au point de non-retour, aggravant ainsi les difficultés. En outre a-t-il fallu, à chaque budget depuis dix ans bientôt, économiser, "rogner" sur tout le reste : effectifs, fonctionnement, entraînement, comme sur les programmes moins spectaculaires mais qui conditionnent pour une bonne part les capacités opérationnelles des forces, par exemple les munitions modernes et la rénovation de certains de nos équipements.

Reporter les difficultés, refuser ou différer les choix, tout en reconnaissant leur nécessité, ont abouti en définitive à laisser s'aggraver les insuffisances et à rendre le problème de plus en plus compliqué et de plus en plus douloureux. Ce ne sont pas les débats parlementaires de juin dernier qui ont pu préparer ne serait-ce que l'amorce d'un redressement !

ARMÉE DE CONSCRIPTION - ARMÉE DE PROFESSIONNELS

La "guerre du Golfe" a mis en évidence - une fois de plus - l'inconvénient de ne pas disposer d'un éventail suffisamment large d'unités aptes à intervenir hors de nos frontières, ce qui implique qu'elles soient formées de professionnels.

Nous avons mis en place environ 10 000 hommes de l'armée de terre - le 1/3 des effectifs britanniques - encore a-t-il fallu "récupérer" des engagés dans d'autres unités où ils se trouvaient normalement affectés parmi les appelés du contingent. Si des relèves avaient été nécessaires ou des recompléments significatifs, les difficultés auraient été assez rapidement insurmontables.

De toute évidence, une évolution s'impose. La Force d'Action Rapide a été saluée comme une heureuse innovation. Si on veut aller au-delà des déclarations d'intention, il faut tendre à la professionnalisation de cette Grande Unité, suivant le modèle, ramené à notre échelle, du corps des Marines américains. Ceci est un exemple, il pourrait y en avoir bien d'autres, dans la Marine ou l'armée de l'Air en particulier.

Doit-on dès maintenant penser à aller plus loin et réfléchir sur le point de savoir si l'armée de conscription répond désormais aux besoins de la défense d'aujourd'hui et de demain ?

DEUX FORMULES DANS LE MONDE

On sait que deux formules existent dans le monde :

- L'armée de professionnels, comme dans tous les pays anglo-saxons, comportant des cadres de carrière et des engagés sous contrat de durée variable.

- L'armée de conscription où se côtoient, selon des proportions variables, 50 % environ en ce qui concerne l'armée française, militaires professionnels et jeunes appelés effectuant un service militaire de durée très différente selon les pays : de quelques mois à deux et trois ans dans l'armée soviétique par exemple.

Remarquons, pour ne pas y revenir, qu'en France comme ailleurs le service militaire, théoriquement universel, obligatoire et égal pour tous, ne remplit en réalité aucune de ces conditions, en raison de la ressource surabondante des contingents, du jeu des exemptions, réformes sursis et affectations particulières. La Gendarmerie est un cas très particulier car, quelques milliers d'auxiliaires mis à part, elle ne comporte que des cadres, officiers et sous-officiers à carrière longue, pouvant servir jusqu'à l'âge de la retraite.

Le service militaire, tel que nous le connaissons, n'a été établi en France qu'en 1889 par la loi de trois ans qui devait assurer les effectifs suffisants (1) pour affronter l'armée allemande et supporter les pertes effroyables de la Première Guerre mondiale. La conscription a été, et reste encore, fondamentalement, avec son corollaire la mobilisation, le seul moyen d'opposer des masses d'hommes, des fantassins essentiellement, à d'autres masses d'hommes menaçant directement nos frontières, ou encore de "quadriller", comme plus tard en Algérie, un vaste territoire. Bâties sur ce principe, nos armées de 1940, confrontées à un adversaire militairement en avance d'une génération, ont volé en éclats et abandonné près de deux millions de prisonniers.

Ultérieurement ce sont des volontaires qui ont formé la majorité, parfois la totalité, des Combattants de la Résistance, de la France Libre, de l'armée d'Afrique et de la 1^{re} Armée.

Depuis 1945, l'épisode douloureux de l'Algérie mis à part - mais il ne se renouvellera pas -, l'évolution de la situation stratégique, celle de notre doctrine de défense et enfin celle des armements modernes, tendent progressivement à substituer à l'importance du nombre des combattants l'efficacité des matériels et la compétence des servants. Le volume des effectifs diminue en même temps qu'augmente le nombre des spécialistes et que se réduit par voie de conséquence la durée du service militaire, à dix mois et peut-être à six mois...

Il faut savoir, à cet égard, que plus le service est court, plus il mobilise de professionnels pour l'instruction et l'encadrement des contingents. En outre cette tâche, sans cesse à renouveler, est-elle rapidement perdue car le jeune du contingent, une fois rendu à la vie civile, n'a que peu de chances de se voir rappelé, notre doctrine comme nos moyens matériels disponibles excluant pratiquement l'éventualité de la mobilisation.

*
* *

La dissuasion nucléaire, base sans cesse réaffirmée de notre doctrine de défense, vise en effet à rendre impossible le type de conflit et d'invasion que notre pays a subi à trois reprises en moins d'un siècle. Cette éventualité est en outre d'autant moins vraisemblable que la menace a fondamentalement changé, elle n'est plus sur la ligne des Vosges, ni sur le Rhin, ni même sur l'Elbe, tandis que d'autres peuvent surgir, sous des formes diverses, en

provenance d'horizons différents, et que demeure l'obligation de défendre nos intérêts et de faire face à nos obligations un peu partout dans le monde. Cette situation, nouvelle dans l'histoire de notre pays, nous rapproche dans une certaine mesure de "l'insularité" des Anglo-saxons et la logique voudrait que notre système militaire évolue en conséquence.

On conçoit dans ces conditions que le service militaire dans sa forme traditionnelle et dans sa vocation initiale, la défense du sol de la patrie, ait perdu une bonne part de sa signification. Il est assez remarquable d'ailleurs que ses partisans invoquent, pour son maintien, des raisons qui n'ont qu'un rapport assez éloigné avec les impératifs de la Défense, au sens militaire du terme.

Bien qu'envisagée de plus en plus favorablement par une large part de l'opinion publique, la professionnalisation de l'armée se heurte cependant à des convictions tout à fait respectables mais aussi à des idées reçues, quand ce n'est pas à des réactions passionnelles, voire corporatistes.

L'ARMÉE PROFESSIONNELLE PLUS "CHÈRE" QUE L'ARMÉE DE CONSCRIPTION ?

C'est là une évidence, si on se borne, hors de tout autre élément, à comparer les effectifs égaux d'appelés et d'engagés. Mais c'est ainsi fausser le problème, pour éviter sans doute de l'aborder au fond. De même, la comparaison avec la Gendarmerie n'a pas de sens, car cette dernière, on le sait, est formée, à peu près exclusivement, d'officiers et sous-officiers à carrière longue.

L'armée d'aujourd'hui, et a fortiori celle de demain, ne peut plus être une armée d'effectifs, mais de spécialistes disponibles en tout temps et aptes à servir partout où on aura besoin d'intervenir. Leur instruction, onéreuse si elle est bien conduite, doit être "rentabilisée" sur une durée significative. C'est l'évidence pour un grand nombre de fonctions ou spécialités : l'exemple le plus banal est celui de l'entretien et de la mise en œuvre des engins et véhicules spéciaux, voire d'usage courant. La "rentabilité" d'un engagé est, en général et en dépit d'exceptions, largement supérieure à celle d'un appelé. C'est pourquoi le volume des effectifs peut-il être réduit dès lors qu'il s'agit d'engagés volontaires, en principe motivés et disponibles.

Par ailleurs, les coûts "indirects" de l'appelé sont plus élevés : absences plus nombreuses, frais de transport, d'instruction, d'encadrement, voire même d'équipements individuels, d'autant plus élevés que leur utilisation est courte, etc.

Enfin l'infrastructure territoriale, du fait des services de recrutement et de mobilisation par exemple, serait, dans l'hypothèse d'une armée professionnelle, d'une dimension différente.

Ces réflexions sommaires ne remplacent pas l'étude qui reste à conduire de façon objective. Les réformes qui ne cessent de se succéder ont pour but principal la recherche d'économies et imposent périodiquement des

diminutions d'effectifs à l'une ou l'autre des armées. Cette démarche est en définitive préjudiciable à la cohérence de notre défense. Une approche différente serait préférable, à partir de nos possibilités réelles et des missions envisageables.

Mieux vaut une armée plus réduite en volume mais pleinement opérationnelle que des effectifs nombreux mais que des contraintes de toutes sortes rendent difficilement utilisables et qui finissent trop souvent par considérer que le service militaire est du temps perdu.

L'ARMÉE DE CONSCRIPTION EST LE SYMBOLE DE L'UNITÉ NATIONALE

Le service militaire matérialise en effet l'obligation de chaque citoyen envers la Communauté à laquelle il appartient.

C'est ainsi que les armées de la République - encadrées par les anciens de l'armée royale - sont parties à l'assaut en leur temps au cri de "Vive la Nation". Cette image reste présente dans l'esprit de beaucoup de Français, elle fait en quelque sorte partie de la symbolique républicaine.

A-t-elle encore un sens ? Autrement dit ce que représente aujourd'hui la Nation, la Patrie, la Communauté Nationale, peut-il justifier l'acceptation du risque de sacrifier sa vie, alors que les menaces ne sont plus aisément perceptibles, que "l'ennemi" ne campe plus sur nos frontières et que ces dernières sont appelées à s'effacer dans un ensemble plus large et plus divers ?

Aborder ce problème est délicat, tant le risque de heurter est grand et les réactions épidermiques !

On ne peut pas ne pas être frappé, d'un côté, par le réveil des nationalismes partout dans le monde, réveil parfois violent et générateur de conflits, tandis que, de l'autre, notre propre pays semble connaître une évolution inverse. Non seulement il est prêt à se fondre dans une Europe aux contours encore assez flous, mais notre société tend à présenter certains aspects d'une société multi-raciale et multi-culturelle, que le droit "à la différence" y est reconnu et toléré, même sous ses formes excessives et violentes, et qu'enfin elle admet un nombre croissant d'étrangers de tous horizons qui n'ont d'autre point commun que la volonté de fuir l'oppression, mais, plus souvent, de trouver un refuge, même précaire, à l'égard de la surpopulation, du sous emploi et de la pauvreté quand ce n'est pas de la famine, de la maladie et de la guerre qui ravagent de façon endémique une grande partie du Tiers Monde. Tout le problème de la continuité de l'identité française se trouve aujourd'hui posé.

Sans porter de jugement sur cette évolution, on doit cependant s'interroger sur les conséquences qu'elle comporte sur l'unité de la Nation comme en fin de compte sur le comportement individuel de chaque citoyen, ancien, récent ou futur, pour qui la société tend à n'être plus que la dispensatrice de toutes formes d'assistance, considérées comme des droits, sans qu'il ait pour autant appris

au préalable qu'il a aussi des devoirs envers elle.

Le service militaire peut-il être, comme on pourrait le souhaiter, l'occasion de rapprocher des jeunes d'origines différentes et de développer en eux le sentiment d'appartenance à une communauté de droits et d'obligations ?

Ce serait demander à l'armée de prendre à sa charge la formation civique et morale d'une partie de la jeunesse, formation à laquelle semblent avoir renoncé d'autres institutions.

L'armée n'est pas faite pour cela, elle n'en est d'ailleurs pas capable car elle ne dispose pas d'éducateurs spécialisés dans ce domaine laissé en friche. Mais c'est en outre beaucoup trop tard, car les jeunes, appelés pour un temps limité, sont des citoyens et des électeurs à part entière dont l'opinion est le plus souvent déjà formée - parfois déformée - par leur environnement social, familial ou culturel, dans lequel ils restent plongés.

Beaucoup moins que l'armée de conscription, surtout à service court, l'armée de professionnels est sensible aux conséquences de cette évolution de notre société. Parce qu'elle ne comporte que des volontaires, que ces derniers ont accepté les risques et les contraintes de ce métier et qu'ils n'ont pas, pour un temps au moins, à s'interroger sur leur avenir professionnel. Sans effacer tout à fait les différences sociales et culturelles, elle en gomme les conséquences et facilite de ce fait l'assimilation des jeunes qui non seulement ne la refusent pas mais en général la souhaitent.

L'armée des Etats-Unis, entièrement professionnalisée depuis 1973, constitue un exemple qui mérite de retenir l'attention. On se rappellera l'impression favorable que chacun a pu conserver des images et des interviews des soldats américains dans le Golfe ; professionnalisme et détermination, maturité et sens civique. On aura pu remarquer en outre la proportion, apparemment élevée, de militaires de couleur.

Cette impression semble bien être le reflet d'une réalité. En effet, si la population des Etats-Unis comporte environ 10 % de gens de couleur, cette proportion, selon une enquête récente, monte à 30 % dans les forces armées. Si le racisme n'y a pas complètement disparu, sans doute en dehors du service, à l'intérieur de celui-ci il ne suscite pratiquement pas de difficulté. Profond changement par rapport à ce que cette même armée américaine, armée de conscription alors, a pu connaître lors de la guerre du Vietnam. L'engagement dans l'armée américaine offre aux minorités, trop souvent minées par le chômage, la drogue et la délinquance, une bonne occasion de promotion et d'intégration sociales. Il est vrai que les candidats sont suffisamment nombreux pour qu'une stricte sélection soit appliquée.

L'ARMÉE DE "MÉTIER", MENACE POUR LA RÉPUBLIQUE ?

Vieil argument dont on pourrait penser qu'il ne mérite pas qu'on s'y arrête et cependant que de fois l'entend-on encore évoquer ! Notamment par ceux qui n'auraient pas

l'idée de considérer que la gendarmerie - armée de métier par excellence - peut être une menace pour le pouvoir légal dont elle constitue précisément le rempart !

Selon une légende qui a la vie dure, ce serait le "contingent" qui aurait bloqué le putsch des généraux d'Alger en 1961. Etrange affabulation ! Il est vrai que le contingent, dans sa majorité, n'a pas suivi les rebelles, moins préoccupé sans doute de défendre la République que de rentrer au plus tôt à la maison et d'éviter les aléas d'une nouvelle aventure. Mais il ne faudrait pas oublier que les unités "activistes", notamment certains régiments de parachutistes qui portaient le poids principal des opérations et subissaient les pertes les plus importantes, étaient précisément formées d'appelés du contingent. Il ne faudrait pas oublier non plus que l'immense majorité de l'armée et de ses cadres, malgré une certaine sympathie à l'égard de camarades de combat, est restée fidèle au pouvoir central dès lors que ce dernier a montré sa détermination, appuyé sur l'opinion publique métropolitaine. Le mouvement rebelle n'avait dès lors qu'à s'effondrer de lui-même en 48 heures !

La vérité est que la France n'est ni une république bananière, ni un pays sous-développé. L'histoire montre que son armée a toujours obéi au pouvoir légal. C'est ce qui s'est passé en 1940 où l'armée, ce qu'il en restait, a obéi au pouvoir du Maréchal Pétain, légalement investi et reconnu, puis en 1942 où cette même armée, après l'effondrement de la fiction de l'indépendance de Vichy, s'est rangée sous les ordres du Général de Gaulle à partir du moment où, à Alger, ce dernier a été en mesure de concilier légalité et légitimité.

De même a-t-elle obéi sans discuter aux Gouvernements successifs qui l'ont envoyée mener une guerre impossible en Extrême Orient, puis en Algérie défendre ce que ces mêmes gouvernements proclamaient être une partie inaliénable du territoire national. Quant au retour du Général de Gaulle, en 1958, chacun sait qu'il est dû, non à un coup d'Etat militaire, mais à l'exaspération d'une grande majorité de l'opinion publique et à l'effritement du pouvoir central. D'ailleurs le général de Gaulle est revenu au pouvoir dans le respect des règles constitutionnelles, devenant le dernier Président du Conseil de la IV^e République.

Aussi est-il proprement ridicule de croire, ou de feindre de croire, que l'armée pourrait représenter une menace pour les institutions dès lors qu'elle serait formée de professionnels. Ceux-ci n'ont rien à voir avec des mercenaires ou on ne sait quels soldats de fortune !

En est-il autrement d'ailleurs en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, et dans tous les pays anglo-saxons où la conscription a été supprimée ?

UNE ARMÉE POUR QUOI FAIRE ?

Par raison, sentiment ou intérêt, les armées, comme la plupart des autres corporations, voire chaque Français, restent attachées aux traditions, aux structures établies, sinon à ce qui est finalement considéré comme des droits

acquis. C'est ainsi que le Service militaire conserve tout naturellement sa place dans nos institutions.

Tout concourt cependant, et nous n'avons que trop tardé, à ce que nous nous interrogeons sur l'efficacité de notre système militaire, en essayant de porter nos réflexions au-delà du prochain budget !

Notre situation actuelle montre clairement, que nous ne pouvons prétendre tout faire dans des structures inchangées. Une augmentation significative des dépenses militaires serait irréaliste, car elle irait à contre-courant des réalités économiques et politiques.

La modification de la situation stratégique, le maintien réaffirmé de la dissuasion nucléaire, l'évolution des armements modernes, mais aussi la volonté de désarmement et de réduction des forces armées dans le monde, sont désormais des facteurs incontournables. Ils viennent s'ajouter à l'évolution sociologique de notre société, comme au "futur" européen de notre pays et enfin à nos difficultés économiques propres, pour rendre nécessaire une révision d'ensemble et une profonde évolution.

Il nous faut revenir à une définition claire, peut-être restrictive, du rôle de l'armée.

Rôle social de l'armée ? Sans doute, afin de former, d'encadrer, voire de retirer pendant quelques mois de la vie active, et des risques de chômage, une fraction importante d'une tranche d'âge. Mais il s'agit là d'un objectif secondaire et l'efficacité des armées dans ce domaine est douteuse. Il ne faut pas confondre Service Militaire et Service National ; ce dernier représente, selon l'ordonnance de 1959, le cadre adapté à toutes formes d'activités d'utilité publique auxquelles devraient participer les jeunes gens.

Rôle de support économique ? Sans doute, par exemple notre industrie d'armement, sous l'impulsion des crédits militaires, a pu faire de notre pays le troisième vendeur d'armes. Mais on voit bien que ce fut en partie au détriment des crédits de fonctionnement ou de programmes "mineurs" nécessaires au maintien de nos capacités opérationnelles. En outre cette situation de vendeur d'armes paraît désormais pour le moins compromise.

Reste ce qui demeure la vocation essentielle de l'armée, celle qui doit rester présente à l'esprit des responsables, avant toute autre, et qui consiste à mettre à la disposition du pouvoir légal l'outil militaire le mieux adapté à ses obligations nationales et internationales.

A côté des vecteurs de la dissuasion nucléaire, une armée de professionnels et de volontaires, sans doute réduite en volume (2), paraît à beaucoup la solution la plus efficace pour un coût donné.

Maurice SAINT-CRICQ

(1) Fournis à 80 % environ par le monde rural.

(2) L'armée britannique, l'armée américaine, l'armée allemande ont déjà entamé un programme de réductions importantes d'effectifs.

QUEL AVENIR POUR LES FRANÇAIS ?

par Daniel MORENNE

Pourquoi nous laisser troubler par une telle question, alors qu'un sondage aurait, début 1990, révélé notre optimisme ? L'avons-nous manifesté parce que nous ne souhaitions pas songer à l'avenir, ou par refus de voir le réel ? Si nous voulons éviter ce grand dérèglement de l'esprit qui revient à ne pas regarder les choses telles qu'elles sont, mais telles que l'on voudrait qu'elle soient, nous voyons aussitôt les limites de cet optimisme. Certes, la situation de notre pays révèle certains aspects qui le justifient. Mais on observe aussi de grandes faiblesses. Et ce vieux continent, auquel est lié notre sort, a connu en peu de temps des bouleversements considérables et inattendus, dont certains nous réjouissent, mais d'autres nous inquiètent.

Dans un contexte aussi dérangeant il ne s'agit pas de choisir entre optimisme ou pessimisme, mais de nous interroger sur notre avenir.

Une économie fragile et des relations sociales inadaptées

C'est une erreur fréquente de considérer les résultats économiques sur une période trop courte. On prend alors le risque de se féliciter trop vite de succès aléatoires ou de s'inquiéter trop tôt d'échecs sans gravité. Pour des raisons partisans ou électorales, les gouvernements ont tendance à mettre en valeur avec précipitation des don-

nées favorables, sans rappeler suffisamment leurs limites, ou à édulcorer ce qui est négatif. Plus ou moins anesthésiée, plus ou moins consentante, l'opinion est ainsi mal préparée à comprendre la situation et encore moins à accepter les efforts qui peuvent se révéler nécessaires. En réalité, c'est sur le moyen ou le long terme que l'on peut apprécier valablement l'évolution réelle d'une économie, et c'est dans ce contexte qu'il faut juger les données observées sur courte période.

Incontestablement, de bons résultats ont été obtenus au cours des dernières années dans des domaines tels que la croissance, assez vigoureuse, et les prix, en hausse modérée. Et la monnaie est restée stable. Mais si l'on considère les trente dernières années, depuis la réforme monétaire de 1958-59, et si l'on compare nos performances à celles de notre principal partenaire, la République fédérale d'Allemagne, on s'aperçoit que les réussites industrielles de notre voisin ont été nettement supérieures, que la hausse des prix y a été beaucoup plus faible, que l'excédent du commerce extérieur, jusqu'à une date récente, y a été constamment très élevé, alors que nous sommes souvent déficitaires, et que le deutsche mark est devenu l'une des premières monnaies du monde, alors que le franc a été de nombreuses fois dévalué. Globalement, la comparaison ne nous est donc pas favorable, et la RFA s'engage donc vers les prochaines années dans une position économique largement supé-

rieure à la nôtre, en Europe et dans les échanges internationaux.

Sommes nous mieux placés dans le domaine des relations sociales ? Nous le croyons facilement, tant nous pensons avoir été des pionniers sur ce terrain, donnant des exemples que les autres nations auraient intérêt à suivre. Mais l'on oublie notre fâcheuse habitude, sur ce plan comme en matière politique, de procéder par voie de crises ou de conflits plus ou moins aigus, qui apportent progrès ou avantages, mais à un prix souvent trop élevé. Ainsi, l'inflation reprend tout ou partie de hausses de salaires trop fortes ou trop rapides et la compétitivité ou capacité de concurrence des entreprises est réduite, ce qui affaiblit notre position économique. Cette pratique s'explique, notamment, par notre caractère frondeur qui s'enflamme aisément pour ce qu'il estime son droit, et par notre tendance aux divisions qui se traduisent, par exemple, par l'existence de nombreux syndicats concurrents alors qu'est faible le nombre des adhérents. Nous sommes à l'antipode de la situation allemande, où la plupart des salariés adhèrent à l'unique syndicat, qui obtient des améliorations substantielles de leur condition en tenant compte de la situation économique des entreprises et du pays.

En fait, nos relations sociales ont été longtemps affectées par un passé de luttes souvent très dures, rendues nécessaires par le refus de nombreux dirigeants économiques ou politiques de tenir compte des exigences de la justice sociale, en particulier pour le partage des revenus et l'évolution des conditions de travail. Il a fallu, pour casser de tels blocages, l'explosion de conflits sociaux souvent très violents et l'intervention, pas toujours heureuse, de l'Etat. L'influence de l'idéologie marxiste a de même alourdi le climat en systématisant les conflits en lutte de classes.

Une nette évolution de nos relations sociales s'est engagée au cours des dernières années. Elles resteront cependant, pour une part, relativement inadaptées tant qu'un climat de confiance ne se développera pas dans la plupart des entreprises par la transparence des résultats et leur meilleure répartition, et par une plus large consultation du personnel sur la gestion.

Des habitudes politiques périmées

Les Etats-Unis n'ont pas connu de changement profond de leur régime politique depuis deux siècles. Celui du Royaume-Uni a évolué sans crise grave depuis trois siècles. Si l'on admet que l'élection du Président de la République au suffrage universel, décrété en 1962, a modifié fortement nos institutions, on observe que la France a eu, au total, 17 changements de régime depuis la Révolution.

Le rapprochement est significatif. Les Anglo-saxons ont fait preuve d'une certaine sagesse politique. Nous sommes frondeurs, prompts à la révolte et avides de changement. Même l'Allemagne de l'Ouest, venue tardivement à la démocratie, après le drame du nazisme, n'a connu, au cours des quarante dernières années, ni crises

analogues à celles de 1958 et 1968 dans notre pays, ni rupture politique aussi prononcée que celle de 1981. Cette stabilité a facilité son redressement et sa progression et l'a sans doute avantagée par rapport à nous.

Nos habitudes politiques n'ont d'ailleurs pas beaucoup évolué et demeurent périmées. C'est la guerre, sans grandes nuances, entre droite et gauche, où tout, ou presque tout, est noir dans l'autre camp, soupçonné des plus mauvaises intentions. On recherche rarement les points d'accord possibles. La différence est sensible avec les Etats-Unis, le Royaume Uni ou l'Allemagne, où les clivages sont nettement moins marqués entre les deux groupes dominants, et où l'alternance au pouvoir n'a pas le caractère dramatique qu'elle peut prendre en France. Chez nous, ce sont souvent des querelles excessives entre majorité et opposition et des rivalités de personnes à l'intérieur de chaque bloc, avec une acuité qui dépasse parfois la mesure. C'est l'aspect souvent lassant des débats parlementaires, marqués par des discours longs ou agressifs, des interruptions successives ou des invectives. C'est encore la dissimulation des moyens de financement des partis et des campagnes électorales, la clarté insuffisante sur les rémunérations, avantages annexes et retraites des élus. Le Parlement s'alloue à lui-même ses crédits, et même les magistrats de la Cour des Comptes ne peuvent en contrôler réellement l'usage, alors qu'il s'agit de fonds publics.

Le régime politique de la France est foncièrement démocratique. Les pouvoirs sont élus, par des élections libres, et un climat de liberté règne dans le pays, tandis que des efforts réels sont accomplis pour y faire progresser la justice. Mais nos querelles excessives, l'obscurité et parfois les scandales des financements, l'insuffisance des informations apportées au pays sur sa situation réelle et les problèmes de son avenir, tout cela affaiblit notre position et ne nous prépare pas, comme il en a été souvent dans le passé, à affronter les risques et dangers, plus ou moins graves, plus ou moins proches, que présente notre environnement international.

On peut se demander, au terme de cette brève réflexion, si le moment n'est pas venu, alors que déclinent nos partis et que grandit le scepticisme, de dépasser le cadre national, devenu trop étroit, en lançant un mouvement européen à sections nationales, que l'on pourrait appeler, par exemple, Démocratie Sociale Européenne (DSE), pour en marquer les grandes orientations. Il serait mieux à même de proposer, dans le cadre de l'Europe, des solutions aux grands problèmes du temps, qui concernent en fait, sous des formes variables, l'ensemble des pays européens plus que chacun d'eux pris isolément. En situant l'action au seul niveau, celui de l'Europe, où elle a quelque chance de succès dans le monde tel qu'il évolue, un tel mouvement permettrait de dépasser les clivages idéologiques et les divisions en blocs trop opposés, dans notre pays et là où ils peuvent être observés, et de contribuer à donner à l'Europe le rôle éminent qui lui revient dans le monde.

Le drame démographique

On en parle peu, et c'est peut-être le problème le plus grave. Lorsque des chiffres sont publiés qui indiquent un accroissement de notre population, estimée à plus de 58 millions de personnes, on se rassure en ne prêtant qu'une attention limitée aux réserves, avertissements ou commentaires des démographes.

Regardons les choses de plus près. Ne nous arrêtons pas à mesurer le progrès entre deux recensements, mais considérons l'évolution sur longue période. Au début du siècle dernier, l'estimation de la population des pays européens était assez approximative. L'Allemagne et l'Italie n'étaient pas encore unifiées. Mais on pense que la Russie avait plus de 30 millions d'habitants, la France 27 à 28 millions, et l'Angleterre moins de 10 millions. En un temps où les apports de la technologie à l'art militaire étaient limités, on comprend pourquoi les armées de la Révolution et celles de Napoléon, appuyées sur une forte population et souvent mieux commandées, ont pu, durant une vingtaine d'années, porter la guerre chez tous leurs voisins. Mais, au cours de ce dernier siècle, notre population a vu sa croissance se ralentir, alors que celles de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Russie connaissaient une expansion rapide. Cette distorsion démographique a commencé à jouer contre nous en 1870-71, et surtout au cours des deux guerres mondiales. L'écart avait grandi, en 1940, jusqu'à être proche du simple au double entre la France et l'Allemagne. Seule la participation de la Russie et des Etats-Unis a permis, dans ces deux conflits, de sauver la Grande-Bretagne, la France et leurs alliés européens. Aujourd'hui encore, un problème est posé, même s'il n'est plus militaire, par l'écart entre nos 58 millions d'habitants et les 78 millions de l'Allemagne réunifiée - 85 millions si l'on y associe l'Autriche, Etat indépendant, mais appartenant à la communauté allemande. Et l'on sait que quelques millions de personnes d'origine allemande, et vivant en Europe de l'Est ou même en URSS, commencent à manifester leur souhait de rejoindre l'Allemagne unifiée.

Il est donc évident que la France, dont les 58 millions d'habitants comprennent par ailleurs une proportion non négligeable d'étrangers, n'est pas assez peuplée avec moins de 18 % de la population de la Communauté Européenne. Notre pays n'est pas le seul affecté par le déclin démographique. L'Europe occidentale, a-t-on pu écrire, est en train de s'éteindre doucement, sans inquiétude et même sans en avoir réellement conscience. Les taux de fécondité et le nombre des naissances y sont gravement insuffisants, alors qu'ils sont très élevés dans les pays du Sud. Notre pays, même s'il n'est pas un cas isolé, a une population nationale beaucoup trop faible, ce qui laisse même apparaître des zones quasi désertiques dans certaines régions. Son vieillissement s'aggrave chaque année, alors que la rapidité des évolutions économiques appelle, pour mieux y faire face, une proportion nettement plus élevée de jeunes actifs. C'est nécessaire aussi pour que puisse être supportée une charge des retraites qui va s'accroître fortement.

L'immigration apporte-t-elle une solution ? C'est un problème qui doit être posé dans un esprit de vérité et de justice, sans passion, et surtout au-delà de toute idéologie, en essayant aussi de concilier les intérêts de la France et ceux des personnes concernées. Dans une étude remarquable du Conseil Economique et Social sur le vieillissement démographique, publiée en décembre 1983, on trouve les interrogations suivantes :

“- est-il certain que les droits de l'homme sont le mieux sauvegardés en maintenant un système qui impose à des jeunes de pays pauvres de s'expatrier pour remplir des tâches que refusent les nationaux, en raison, notamment, de l'insuffisance des efforts d'adaptation de ces travaux ?

- est-il concevable de proposer, même s'il a été et est encore accepté, un déracinement que nos actifs repousseraient à juste titre ?

- ne convient-il pas, quel que soit le jugement que l'on peut porter sur la justification de l'appel antérieur à l'immigration, de prévoir maintenant, en présence des changements majeurs qui interviennent dans le monde, un retour progressif et négocié des populations concernées, dont le déracinement s'aggrave avec le temps ?

Cette option impliquerait, bien entendu, de reconnaître le concours qui a été apporté à notre économie, en assurant l'indemnisation des personnes et l'ouverture de crédits d'équipement créateurs d'emplois dans les pays d'origine.

Telles sont les questions posées à nos pays en voie de profondes mutations économiques, et où le problème de l'emploi se pose dans des conditions elles-mêmes en pleine transformation. Il serait sage de les aborder avec lucidité et courage, dans un souci de justice et de respect des personnes, et dans un cadre de concertation européenne et de négociation entre la Communauté européenne et les pays d'émigration” (1).

Il est frappant de constater la parenté de ces questions avec celles qui ont été posées la même année à Paris par les responsables algériens. L'ambassadeur d'Algérie souhaitait, dans une interview au journal “Le Matin” du 12 avril 1983, le retour des travailleurs de son pays. A la veille de sa visite en France, le Président algérien, dans un message publié par “Le Monde” du 8 novembre, appelait au retour au pays, et confirmait cet appel aux représentants de la Communauté algérienne à Paris. Enfin, dans un article paru dans “Le Matin” du 8 octobre 1984, François Lefort rejoignait, en quelque sorte, ces souhaits en affirmant que l'immigration ruine les pays d'origine.

On sait que les conditions économiques qui ont conduit, pour une part, à faire appel à une forte immigration ont profondément changé, en particulier par l'effet de la révolution technologique. Les jeunes Français peuvent s'y adapter beaucoup plus facilement. Et il faut tout mettre en œuvre pour promouvoir cette adaptation et celle de tous nos travailleurs qui peuvent y parvenir,

d'autant que notre taux de chômage est encore trop élevé. Il y a lieu de poursuivre, à cet égard, un large effort de renouvellement des travaux peu qualifiés que refusent les nationaux.

Si l'immigration affecte l'identité des personnes et appauvrit les pays d'origine, le moment n'est-il pas venu d'organiser le retour progressif des travailleurs étrangers immigrés, comme le réclament certains de leurs dirigeants, en assurant, selon les suggestions du Conseil Economique et Social, l'indemnisation des personnes, et, parallèlement à ce mouvement de retour, l'ouverture de crédits d'équipement créateurs d'emplois dans les pays d'origine.

Quant au problème démographique dont on a souligné la profonde gravité, sa solution appelle une politique familiale renouvelée, sur la base de prestations aux foyers français, encourageant nettement le 3^e enfant et au-delà, et le libre choix de la femme entre l'éducation des enfants et le travail professionnel à temps plein ou partiel. Le système actuel de cotisation, qui pèse sur les entreprises, affecte l'emploi, et soutient la natalité non française, doit être remplacé par une inscription progressive au Budget de l'Etat des dépenses de prestations familiales et de leur financement.

Mais de tels changements ne suffiraient pas à redresser nettement et de façon durable notre situation démographique s'ils ne s'inscrivaient dans des comportements donnant un peu moins de place à la volonté d'avoir toujours plus, et un peu plus de prix à la recherche du sens profond de la vie, de l'amour humain et de la famille. Le développement de la personne humaine est le fondement de la prospérité d'un pays : sensibilité de la conscience, sens de la responsabilité individuelle et collective, renouveau de la famille, recherche d'une certaine cohésion dans l'action sociale et politique.

Que pouvons-nous faire ?

Pour pouvoir agir utilement, nous devons, tout d'abord, prendre une conscience exacte du changement majeur que constitue le déclin relatif, mais réel, de l'influence dans le monde de ce qu'on a appelé "les superpuissances". Le terme, pas très heureux, est devenu inadapté.

Si l'on considère les Etats-Unis, on observe que, première puissance militaire et économique après la guerre, ils se sont vus ravir ensuite par l'URSS, au moins jusqu'à ces derniers temps, la supériorité des armes, tandis que le Japon grignotait peu à peu leur prééminence économique. Investissant la zone du Pacifique et du Sud-Est asiatique, il intervient dans diverses parties du monde, se hisse au premier rang dans des domaines aussi importants que l'électronique-informatique ; il s'assure des positions clés aux Etats-Unis, où il finance une part de l'énorme déficit budgétaire tout en y réalisant un très fort excédent commercial.

Quant à l'URSS, il lui faut, sur le plan militaire, assumer la perte de l'Europe de l'Est et la dislocation du

pacte de Varsovie, les risques d'éclatement de l'Union ou la prise d'autonomie de ses Républiques, les problèmes d'accès à la Mer Baltique, la motivation incertaine des jeunes du contingent... L'économie, déjà très en retard dans le passé, en dehors des productions militaires, est en voie de dislocation et ne peut satisfaire aux besoins de la population.

Nous sommes donc à un tournant essentiel de l'après-guerre, marqué par la fin de la prééminence sans conteste des Etats-Unis et de l'URSS, et la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon : les deux vaincus ont gagné la paix.

Un événement de cette ampleur pose une question non moins importante : quelle est la place de l'Europe dans ce nouveau contexte ? Elle peut être au cœur du nouvel équilibre mondial. Non qu'il s'agisse pour elle de devenir la nouvelle "superpuissance". La situation n'est plus celle de l'après-guerre, où les Etats-Unis et l'URSS se sont trouvés, peut-on dire, devant une sorte de vide européen. Et ce n'est pas la vocation de l'Europe. Mais l'environnement mondial appelle, provoque son union. Ce qui est indispensable et urgent, c'est qu'une Communauté ou Confédération européenne soudée regroupe les 330 millions d'habitants de la CEE (12 pays), ou mieux les 420 millions du Conseil de l'Europe (22 pays), ou mieux encore les 530 millions des deux Europes de l'Ouest et de l'Est (28 pays). Cela n'exclut pas, plus tard, des liens avec la Russie d'Europe, si l'évolution le permet. On notera que, dans le premier cas (Europe limitée à 12), c'est 80 millions d'habitants de plus qu'aux Etats-Unis et 50 de plus qu'en URSS ; dans le second cas, c'est 170 et 140, et dans le troisième, c'est 280 et 250 millions de plus. Les écarts sont impressionnants, même si l'importance de la population n'est qu'un élément de la comparaison, où il faudrait intégrer les effets d'un vieillissement démographique qu'il est urgent de combattre. Mais il faut que l'Europe soit la plus large possible. Le 6 juin 1990, à Harvard, le Chancelier d'Allemagne fédérale a souhaité très fortement que la nouvelle Fédération européenne ne soit pas un club fermé, mais dépasse le cadre de la Communauté à 12 pays.

Effectivement l'Europe unie, surtout si elle s'étend au plus grand nombre des pays membres, constitue le marché le plus important du monde. Encore faut-il qu'une réelle union économique soude ces pays. Mais ce ne sera pas suffisant. Il faut encore que cette union soit politique et diplomatique, militaire, monétaire et culturelle, et fonctionne sur la base de décisions majoritaires, en respectant les identités nationales. Si cela devient un tel ensemble, l'Europe pourra exercer pleinement l'action de justice et de paix, et l'aide au développement de l'URSS et des pays du Tiers Monde qui lui reviennent. Aucun des pays membres, pris isolément, n'en a les moyens. Et il ne saurait y avoir de paix durable sans cette action, qui aura des retombées économiques pour l'Europe, et s'il n'est porté remède à la misère et à la faim de tant de populations. La mise en œuvre d'une Communauté ou Confédération européenne aussi élargie et

effective que possible est d'ailleurs rendue plus nécessaire et urgente par l'effacement relatif des Etats-Unis et de l'URSS, et par les événements de l'Est et du Moyen-Orient. Une chance inattendue et extraordinaire s'offre à l'Europe de rendre à elle-même et au monde de grands services. Il faut la saisir au plus vite, en dépassant les méfiances et oppositions d'intérêts. On n'a pas le temps de tergiverser. Le retard ou les demi-mesures conduiraient à l'échec. Ce serait dramatique pour l'Europe et le monde.

Dans un monde qui enfante dans la douleur son nouvel avenir, que peut faire la France, que peuvent faire les Français ? D'abord le voir tel qu'il est : déclin du rôle des Etats-Unis et de l'URSS, et montée de celui du Japon et de l'Europe, et au cœur de celle-ci, de l'Allemagne ; instabilité des pays arabes, divisés par les problèmes pétroliers, mais à l'affût d'un succès sur l'Occident, facilité par l'intransigeance d'Israël ; gravité de la situation des pays du Sud, avec tous les risques qu'elle comporte ; contraste dramatique entre le recul et le vieillissement démographiques de la douzaine de nations à haut niveau de vie, dont l'inconscience à cet égard est désolant, et l'accroissement très rapide des populations pauvres.

Ensuite, réaliser qu'une France qui croirait pouvoir être indépendante ou conduire des actions seulement nationales dans les domaines clés de la vie moderne cultiverait de dangereuses illusions. Il nous faut prendre toutes les initiatives, employer tous les moyens possibles, dans le cadre d'une coopération particulière avec l'Allemagne, qui ne peut porter ombrage aux autres pays, tant elle est de l'intérêt commun, pour contribuer à la réalisation rapide de cette grande Europe dont la nécessité est devenue plus urgente et rendue plus nécessaire par les événements de ces derniers mois et l'évolution du monde.

Nous avons enfin à réduire la fragilité relative de notre économie et à diminuer notre écart avec l'Allemagne ; à rénover les défauts de nos relations sociales qui freinent notre progression ; à renouveler des habitudes politiques périmées ; à faire face à notre déclin démographique et à notre vieillissement ; à aborder de front les problèmes de l'immigration... A propos de notre vie politique, on peut

maintenant se demander si l'élection du Président au suffrage universel, qui a rendu de vrais services dans le passé, est aussi bénéfique aujourd'hui. Tout se polarise autour d'elle. La lutte sourde entre candidats potentiels de partis opposés, ou au sein d'un même parti, altère gravement le climat, et longtemps avant l'échéance. Les distorsions possibles entre majorité présidentielle et majorité législative peuvent conduire à des cohabitations difficiles et paralysantes. Si l'on maintient l'élection du Président au suffrage universel, il convient de réduire la durée de son mandat (7 ans, non renouvelable) et de limiter ses pouvoirs (pas de droit d'exiger la démission du Premier Ministre, pas de présidence du Conseil Supérieur de la magistrature, qui doit devenir indépendant ; pas de nomination de membres du Conseil Constitutionnel - dont devraient être aussi dépossédés les Présidents des Assemblées - afin d'assurer sa totale indépendance vis-à-vis du pouvoir ; transfert au Premier Ministre de la responsabilité des armées...). C'est en effet l'élection législative qui désignerait comme Premier Ministre le chef du parti vainqueur. Il serait bon, pour assurer une majorité stable, qu'elle s'effectue au scrutin majoritaire à un tour, avec ou sans dose de proportionnelle, ce qui éviterait les tractations entre les deux tours, pas toujours édifiantes.

*
* *

"On prend moins de risques en période de transformation", écrivait Gaston Berger, "lorsqu'on va hardiment de l'avant que lorsqu'on cherche à s'abriter derrière d'anciennes barrières dont l'efficacité réelle est devenue douteuse".

Jean Monnet précisait que "les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité, et ils ne voient la nécessité que dans la crise". Eh bien ! nous y sommes.

Daniel MORENNE

(1) "Journal officiel" - Avis et rapports du Conseil Economique et Social - n° 22 du 13/12/1983, p. 64.

Faites connaître "FRANCE-FORUM"
CARREFOUR DE L'HUMANISME DÉMOCRATIQUE

LE TEMPS, L'ESPACE, LES VALEURS

par Jacques BARROT

A quoi sert la politique ? A mesurer la passivité des citoyens, doit-on conclure qu'elle est entrée dans un dépérissement définitif ? La politique était en pleine santé du temps où le corps social était pleinement malade, d'une maladie qui le déchirait de contradictions, isolant des pans de peuple jusqu'à les dresser, parfois, les uns contre les autres. Les antagonismes sociaux s'articulaient autour de projets politiques qui exerçaient eux-mêmes une action structurante sur la société. Certes, la réalité sociale est toujours restée irréductible à la lecture simpliste que prétendaient imposer le marxisme ou une certaine sociologie issue de ses avatars. Mais c'est un fait que l'on employait à l'envi l'expression de "classe social", que l'on subsumait spontanément les citoyens sous divers hypéronymes : il y avait "les communistes", "les socialistes", "les catholiques", etc.

Cette époque est révolue. Mais cela ne signifie pas pour autant que la société a recouvré la santé. D'autres maladies sont en effet venues chasser l'ancienne.

L'injustice, la "morsure de l'injustice" (E. Mounier) n'a pas desserré son étreinte : elle l'a seulement déplacée. Comme l'écrivit Alain Touraine, la société était naguère *verticale* - ou plutôt vue comme telle ; elle est aujourd'hui *horizontale* (1). Naguère, les individus se répartissaient au sein de la même échelle sociale et adoptaient les attitudes, les choix politiques correspondant à l'échelon

sur lequel ils se trouvaient. Aujourd'hui, la nouvelle et vraie fausse fracture passe entre ceux qui occupent une place dans le cercle social - et ceux qui n'y sont pas, qui errent ou gravitent autour sans parvenir à y pénétrer, rejetés qu'ils sont au-delà du *limes* délimité par ce cercle, dans le non-espace de l'exclusion sociale. La phraséologie socio-politique traverse aussi des modes, et son évolution est du reste significative : on parlait auparavant d'"exploitation", et on répondait : "lutte contre les inégalités". Nous parlons aujourd'hui de ségrégation, d'exclusion précisément, et nous répondons : intégration.

A cette nouvelle question sociale s'ajoute, au sein même du corps social, un phénomène de désocialisation, d'atomisation. On le mesure avec la lente montée en puissance d'un individualisme caractérisé par un repli sur la sphère privée, un désintérêt de la chose publique, et animé par la seule volonté de préserver les avantages acquis. Un individualisme passif, défensif, minimaliste, réduit en somme à son degré zéro et avançant par sa seule force d'inertie. Les analyses de Jean Baudrillard sur la post-modernité, de Hannah Arendt sur la "désolation" de l'homme moderne, mais aussi les développements, si étrangement actuels, de Sartre sur la "sérialité" (2) contribuent largement à nourrir, à éclairer et à affiner ce constat.

Dualisation, désagrégation : ces deux phénomènes, ou plutôt ces deux dérives, se manifestent parfaitement

ral à long terme.

L'une des raisons d'être de l'Etat est justement de prendre le relais. Il est en effet, comme le rappelle un récent ouvrage, le "Maître des Horloges" : "l'Etat est le gardien des horloges, le pourvoyeur de la lenteur nécessaire, inaccessible aux marchés parce que contraire à la rapidité qui fait leur force" (3). Mais c'est aussi, plus largement, l'action politique elle-même qui doit pallier à la myopie des marchés, les orienter vers un horizon temporel qu'il lui revient de définir. On l'illustrera par deux exemples. Une politique industrielle se justifie par la nécessité de remédier aux défauts chroniques qui pèsent sur le dynamisme des entreprises françaises - investissements insuffisants, mauvaise spécialisation, qualité insatisfaisante, - mais aussi de créer un tissu de solidarités entre les entreprises engagées dans la bataille des nouvelles technologies. Par ailleurs, une politique éducative se justifie par la nécessité de gérer le capital humain afin de lui donner toutes les chances de s'épanouir dans le futur. 700 000 chômeurs de moins de 25 ans, 20 % d'illettrés : le gaspillage est accablant. L'impératif est donc de susciter une synergie entre l'école et l'entreprise ; il est d'autre part - et ce n'est pas contradictoire - de bâtir un système scolaire d'une tout autre qualité, qui donnerait à chacun les outils intellectuels fondamentaux pour devenir un citoyen à part entière.

La politique c'est aussi l'environnement, l'écologie, l'espace

dans l'évolution des conflits sociaux : on descend dans la rue soit pour clamer sa volonté de faire partie intégrante de la société, son refus d'être laissé à la marge (les lycéens tenaillés par l'angoisse du chômage), soit pour défendre des revendications catégorielles, sans plus les raccorder à une réflexion politique d'ensemble.

Ils se manifestent aussi dans l'apparent discrédit dont souffre aujourd'hui la politique. Quelle que soit l'élection pour laquelle ils sont appelés à se prononcer, plus d'un Français sur deux, deux Français sur trois, parfois, préfère se réfugier dans l'indifférence ou le mépris de l'abstention, ou dans l'indignation d'un vote protestataire (extrême-droite, extrême-gauche et, par ailleurs, les écologistes). Face à une telle proportion, il y a lieu de s'affoler, mais il faut également s'en réjouir. Que signifie en effet les choix de ces électeurs amers ou désabusés ? Dans le premier cas, un : "je sanctionne l'incapacité de la politique, son inadéquation à mes attentes et à mes inquiétudes" ; dans le second, un : "ne m'abandonnez pas, j'existe". La déception vis-à-vis de la politique dite traditionnelle est à la mesure des espoirs que l'on met en elle, et ceux-ci restent inépuisables.

A la politique de se montrer à la hauteur et de démontrer dans l'action que sa légitimité reste entière. Le temps, l'espace, les valeurs : c'est ainsi que l'on peut la définir.

La noblesse de la politique, c'est tout d'abord le temps. Pour garantir la prospérité de l'économie, la condition *sine qua non* est de laisser se déployer les initiatives des acteurs économiques, de laisser le champ libre à la liberté. La course au profit est le moteur de la croissance. L'économie de marché a révélé depuis longtemps son efficacité à cet égard. Sa souplesse lui permet de s'adapter instantanément à l'évolution des besoins, et l'ajustement de l'offre à la demande est d'autant plus rapide qu'il s'effectue sans entrave. L'économie libre intègre certes la dimension temporelle, en quelque façon, avec l'investissement, mais elle ne peut s'élever jusqu'à une vision d'ensemble des exigences de l'avenir et de l'intérêt géné-

L'action politique a en somme un devoir de lucidité et de courage, et cela à tous les échelons. Tout responsable local est quotidiennement amené à prendre des décisions fondées sur ces impératifs, mais qui entrent inévitablement, parfois, en antagonisme avec les intérêts du court terme. Il en va de même pour la vie nationale comme pour l'action internationale. L'histoire va de l'avant chaque fois que des hommes d'Etat osent s'affranchir des réflexes d'immobilisme ancrés dans l'opinion publique, chaque fois qu'ils dépassent les préoccupations de l'immédiateté pour se faire concepteurs de l'avenir.

La politique, c'est aussi de la géographie. Les déséquilibres cumulatifs induits par le libre jeu du marché et par la carence de l'Etat et des politiques ont dessiné la France d'aujourd'hui : 80 % de la population concentrée sur 20 % du territoire, désertification des zones rurales, urbanisation massive et sauvage, mal des banlieues. Il revient à la politique de penser l'espace et de la remodeler afin d'en faire un atout maître dans la perspective de la compétition européenne. Il s'agit d'introduire une nouvelle harmonie dans le désordre actuellement établi. De même, sauvegarder l'environnement exige l'établissement des règles, de normes, d'interdictions et un apport de fonds que le marché n'a pas pour fonction de générer.

Dans tous ces domaines, la politique et l'Etat doivent pleinement assumer leurs responsabilités. Tous deux ont partie liée. Mais les décisions à adopter vont par-delà les soucis techniques, et ne peuvent être abandonnés à la souveraine appréciation de la technostructure. Ainsi en est-il de l'aménagement du territoire : c'est l'écologie des

milieux humains qui est en jeu. Les grandes villes sont ségrégatives, isolant le travail et l'habitat, isolant les différentes catégories sociales. Leur croissance immaîtrisée, la concentration des populations défavorisées dans les périphéries vont de pair avec une extension de la solitude, de la déréliction, et aboutissent tout naturellement à un renforcement des exclusions. Ce qui fait alors défaut à l'individu, c'est la reconnaissance hégélienne par l'autre. L'objectif doit être précisément d'offrir à l'homme et à sa famille des lieux de vie qui facilitent l'échange et la convivialité, de renforcer le réseau des villes à taille humaine et d'en faire de véritables communautés de vie. Ces choix politiques engagent donc des valeurs et un projet de société. Les ratiocinations sur la fin de l'histoire, les considérations apocalyptiques d'un J.F. Lyotard sur la mort des "grands récits" ne doivent pas nous leurrer. Les idéologies sont peut-être défuntes, mais les valeurs et les projets ne demandent qu'à vivre.

On touche là un des facteurs explicatifs majeurs de l'actuel phénomène de dépolitisation : une politique sans réelle foi, sans vecteur, sans centre de gravité, sans cohérence ne peut être, par définition, mobilisatrice, et elle provoque ce que l'on sait - déception et indifférence. Le pays perd alors confiance en lui-même et doute de son avenir puisqu'il n'a plus de dessein. Et c'est aujourd'hui l'entreprise qui nous montre l'exemple : elle définit un projet afin d'unir les efforts de tous, de susciter la motivation de chacun. L'action publique doit faire de même puisqu'elle a pour fonction de représenter l'intérêt général. La politique est téléologique, et elle retrouve le chemin des citoyens lorsqu'elle incarne des objectifs clairs et provoque une dynamique. On retrouve là l'idée de nation qui est constitutive de notre République : une volonté de vivre ensemble, une communauté de destin. Ainsi peut s'enclencher une spirale vertueuse qui peut mettre un terme à ces deux dérives qui menacent la société : la désagrégation et la dualisation. Ces deux phénomènes sont en effet intimement liés, le second étant la conséquence directe du premier. C'est en construisant un horizon d'espérances que l'on pourra d'une part cimenter de nouveau la société, la souder, et faire d'elle, d'autre part, un espace ouvert et attractif pour l'ensemble des exclus.

Pour susciter une démarche participative de la part de tous, la ligne d'action que la politique ne peut se dispenser d'établir doit s'appuyer sur une philosophie politique. La pensée sociale de l'Eglise nous fournit précisément un corpus de références que le temps a contribué à enrichir. Elle a très souvent été anticipatrice : dès 1891, Léon XIII se prononçait en faveur des associations d'ouvriers et appelait l'Etat à corriger les déséquilibres provoqués par le marché ; dès 1931, Pie XI exposait toute la richesse du principe du subsidiarité. *Centesimus annus* circonscrit les domaines où l'action publique est irremplaçable. Le présent article se fait évidemment l'écho de ces réflexions. En pratique, la politique doit s'asseoir sur un socle de principes. Egalité, liberté, solidarité, responsabilité : telles sont les nôtres, et il n'est pas question de les hiérarchiser. Il faut se garder d'en privilégier un au

détriment des autres. Le socialisme, par exemple, s'inscrit sur la pente d'un modèle égalitariste qui, à terme, est déresponsabilisant, nuit à la liberté de chacun et affaiblit pour finir l'exigence de solidarité. Le libéralisme au contraire, dans sa version offensive des années 80, et *a fortiori* dans la version exacerbée qu'en donnent les libéraux, accorde la priorité à la liberté en croyant, naïvement ou doctrinairement, que le reste ira de soi : le désengagement qu'il préconise vis-à-vis des problèmes de vie en société conduit toutefois, dans les faits, à renforcer l'individualisme.

Notre horizon d'espérances, c'est l'"humanisme intégral", selon l'expression de Jacques Maritain. Il se fonde sur le carré d'or que composent ces quatre valeurs. Il faut s'efforcer constamment de les concilier, de faire qu'elles s'épaulent, qu'elles s'enrichissent l'une l'autre. C'est de cet impératif crucial que peut se déduire une politique qui se réhabiliterait aux yeux des citoyens.

La politique et l'Etat trouvent donc leur sens dans le temps et l'espace, et leur sève dans des valeurs. Le mal vient de ce que dans leurs missions centrales, l'une et l'autre défaille. Comment l'Etat pourrait-il ambitionner d'être le maître d'œuvre du temps et de l'espace quand la justice, la police, l'éducation nationale s'avèrent incapables de remplir leur mission ? L'Etat doit être fort, déterminé, montrer un surcroît d'autorité. Nous ne disons pas qu'il faille "plus d'Etat", ou qu'il faille "accroître son intervention" - bien au contraire. Il faut d'abord faire une *critique* de l'action publique, dans l'exacte acception que Kant prêtait à ce terme. Il faut ensuite moderniser profondément l'Etat, revoir des méthodes trop poussiéreuses et des règles de fonctionnement trop dispendieuses et, surtout, déconcentrer et décentraliser.

La politique elle-même défaille et n'exerce pas son devoir. Comment pourrait-elle orienter le devenir de la nation à long terme quand elle se laisse piloter par le temps électoral ou, pire, par le temps médiatique ? La société se désintéresse de la politique quand la politique se désintéresse de la société, quand elle renonce à traiter de front les problèmes de société, à édifier des solutions d'ensemble et de fond. Le métier politique s'enracine dans une probité qui doit être morale aussi bien qu'intellectuelle : il est fait d'abnégation et de dévouement à la cause publique. Il n'est pas malaisé d'en convaincre les citoyens : il suffit de leur en administrer tous les jours la preuve.

Jacques BARROT

(1) "Face à l'exclusion", *Esprit*, février 1991.

(2) Une société "sérielle" se caractérise par l'absence de dessein commun. Ses membres sont comme autant de monades existant dans l'isolement les unes des autres, sans plus composer un corps soudé, animé par une volonté d'action collective. Exemple de Sartre : les gens attendant un autobus, se regardant mornelement avec une indifférence de faïence, chacun restant embué et plongé dans les seules préoccupations liées à son "projet" individuel et immédiat.

(3) Ph. Delmas, *Le Maître des horloges*, Odile Jacob, 1991.

FANTÔMES D'UN VIEUX COLLÈGE

par Étienne BORNE

Les bouleversements en cours dans les structures de l'Université et les programmes scolaires (cf. dans ce numéro "Les propos du temps") mettent en question la fonction enseignante qui risque d'être demain méconnaissable. De bons esprits se demandent si un certain type d'enseignant, instituteur ou professeur, qui marqua d'humanisme notre culture, n'aura pas du mal à survivre dans une société où les hommes ne sont reconnus et n'obtiennent considération que comme consommateurs et producteurs. Cette dérive traduit une telle inversion des valeurs qu'il serait lâche de la croire fatale et il importe de la contredire vigoureusement.

Ainsi, un certain nombre de personnalités, venues de tous les horizons, intellectuels et spirituels, justement préoccupées de l'avenir de notre culture ont-elles été invitées à dire ce qu'elles doivent à tel ou tel enseignant, concrètement désigné et décrit, qui a particulièrement compté dans leurs années de formation. Ces témoignages ont été rassemblés dans un livre à paraître à la rentrée d'octobre, et publié par les éditions Critérim (11, rue Duguay-Trouin, 75006 Paris) sous le titre "Honneur aux maîtres". Nous publions ci-dessous, en bonnes feuilles, la contribution apportée par Etienne Borne à

cette œuvre collective qui a valeur d'engagement public, à un moment où se trouve menacés la qualité d'une culture, mais peut-être aussi ce qui fait son âme et son essence.

Grâce à l'évocation émouvante de la jeunesse biterroise d'Etienne Borne, beaucoup retrouveront le souvenir et l'atmosphère d'années qu'ils ont vécues pendant l'entre-deux guerres dans les écoles, les collèges et les lycées de la III^e République.

Et l'on se prend à songer à ce que Péguy écrivait de l'école et du lycée qui lui avaient ouvert le monde de la culture, qu'on appelait alors les "humanités", et qui l'avaient fait l'homme et le poète qu'il était : "Je devais retrouver presque tout au long de l'enseignement secondaire cette grande bonté affectueuse et paternelle, cette piété du patron et du maître que nous avions trouvée chez tous nos maîtres de l'enseignement primaire". Ce sont ceux-là mêmes qui, en ouvrant une grammaire latine "sur la déclinaison de rosa, rosae, ouvraient l'âme de l'enfant sur un parterre de fleurs"...

Henri Bourbon

Pendant longtemps j'ai cru que j'étais passé du néant à l'être lorsque, à l'automne 1925, après le baccalauréat, j'avais commencé à découvrir les lumières intellectuelles de la Ville, en entrant dans une Khâgne où officiait Alain et où j'aurai comme condisciple Simone Weil. Ciel très peuplé entre 1925 et 1930. En Sorbonne et à l'École Normale, les camarades de promotion, de cours et de concours s'appelaient J.P. Sartre, Aron, Merleau-Ponty, E. Mounier ou encore Brasillach ou Talagrand (qui était déjà Thierry Maulnier). Quelques-uns d'entre eux savaient ce qu'ils valaient et croyaient d'avance ce qu'un jour on dirait d'eux. Etoiles montant à l'horizon tandis que de beaux soleils étaient dans l'éclat de leur midi. Alain se trouvait alors au zénith de son influence et de son prestige. Brunschvicg et Gilson donnaient du lustre à la vieille Sorbonne et, en dehors de l'Université, Maritain, Gabriel Marcel, Teilhard de Chardin étaient en train d'atteindre à leurs statures définitives.

Tous ces hommes de haute pensée que nous avons la chance de connaître d'assez près, nous introduisaient à la

vie de l'esprit, surtout par la diversité conflictuelle de leurs doctrines respectives. Aussi n'aurait-on que l'embaras du choix pour trouver parmi ces illustres un grand nom à évoquer et à célébrer pour rendre hommage, au moins symboliquement, à tous les maîtres qui nous ont fait ce que nous sommes. Pourtant ces beaux commencements auraient vite avorté s'ils n'avaient été vivifiés par une source antérieure véritablement originelle. L'arbre doit plus à ses racines qu'à l'air du temps. Le provincial timide et apeuré que j'étais se trouvait projeté dans un scintillement d'esprits supérieurs, et, dans l'éblouissement de ses vingt ans, il était tenté de rejeter dans une préhistoire indigne de mémoire les tristes scolarités antérieures, primaires et secondaires. Noire injustice dont j'ai été moi-même victime car je m'abusais sur ma propre chronologie. Mes vrais maîtres étaient ceux qui m'ont défriché, labouré, ensemencé, avant les levers d'astres parisiens, au fond de ma province languedocienne.

Sur l'acropole de ma ville et à l'abrupt de son rebord, il y avait un collège qui était déjà là au temps d'Henri IV. Je

le revois, suspendu entre ciel et eau, ses galeries et ses cours largement ouvertes à tous les vents de l'espace, jouxtant la cathédrale d'un évêché d'ancien régime dont les cloches parfois jetaient le trouble dans l'éloquence républicaine de nos cérémonies laïques de plein air. C'est là que, de 1912 à 1924, des maîtres m'enseignèrent ce que je ne savais pas et m'édifièrent pierre par pierre. Je ne les distingue pas les uns des autres dans mon souvenir et dans ma trop tardive reconnaissance. Leurs ombres tutélaires ont, toutes ensemble, grâce aux premières assises, protégé ma vie contre les modes et les turbulences des modernités brillantes et éphémères. Pendant douze ans j'avais été à l'école, à la même école. Il n'y avait en ces temps antiques ni projet d'établissement, ni équipes pédagogiques. Chacun de nos maîtres était chez lui dans sa classe et cependant, des classes dites alors enfantines jusqu'aux classes de baccalauréat, ils nous donnaient le sentiment de former une seule communauté - le collège - vouée à une même tâche, celle qu'exprime bien l'admirable mot : Instruire.

Entre ces maîtres il y avait bien des mesquineries et des glorioles qui sont le lot de toute vie en commun. Mais peu de désinvoltés parmi eux ; de l'exercice de leur métier, ils tiraient fierté et dignité. Ils restaient modestes et leurs fantômes restent discrets. Après si longtemps, ô ingrate mémoire, que de noms sans visages et de visages sans noms. Je ne ferai pas l'appel des morts qui resteront anonymes, sauf l'un d'entre eux, sauvé de l'oubli grâce aux biographies de son fils, Jean Moulin, héros de la Résistance. Ces maîtres, nous ne les connaissions que dans et par leurs fonctions dont ils s'appliquaient à ne jamais dépasser les limites ; ils avaient certes des convictions, on les imaginait aisément radicaux-socialistes, et beaucoup d'entre eux devaient fréquenter les loges plutôt que les églises. En ce temps où les Français se partageaient entre "Bloc national" et "Cartel des gauches" ils ne parlaient jamais politique en classe. Réserve qui leur était un absolu.

Nous ignorions tout de leur vie privée. Parfois une insolite exception ; lorsque l'un de nos professeurs nous invitait chez lui pour transcrire sur un livre d'or telle de nos narrations jugée digne de cet honneur, nous découvririons alors une chambre de célibataire, avec édredon rouge sur le lit, et un mobilier qui venait des grands magasins plutôt que des grands antiquaires. Et on avait le sentiment d'entrer dans des secrets que l'on n'aurait pas dû savoir.

Au total, nous avons appris l'essentiel, les éléments, les principes, les fondements. Des souvenirs scolaires émergent, capables - heureuse scolarité - de nourrir une pensée. Ce poids, qui inscrit sur le cylindre en mouvement de la machine de Morin la loi parabolique de la chute des corps, suscitait une question naïve qu'on n'osait avouer, et que les développements les plus sophistiqués de la physique moderne ne pourront ni résoudre ni abolir : comment la matière peut-elle connaître les mathématiques sans les avoir jamais apprises ?

Autre choc, lui aussi éveilleur : le coup d'archet d'une

ouverture cornélienne "Dans Rome où je naquis, le malheureux visage...". Et la lecture de "Polyeucte" nous révélait les entrelacements dramatiques de la foi et de l'honneur, dont aucun compromis ne saurait apaiser la brûlure. Ainsi, avant même de vivre, nous étions proposés le meilleur et le plus haut de la vie. Tel était le bon vieux temps, dans lequel textes et auteurs nous étaient offerts dans leur intacte ingénuité, sans avoir été abîmés ou aplatis par les soupçons réducteurs des méthodes modernes, psychanalyse ou analyse structurale.

Pour rendre justice à un passé trop oublié je dois avouer ce qui, dans mon vieux collège, a été un manque et un plus. Moi qui devais donner à la philosophie une si grande part de ma vie, je préparais le baccalauréat de mathématiques élémentaires, et n'ai jamais été élève dans une classe de philosophie. Ayant fait une option scientifique je n'avais droit qu'à un court enseignement de morale et de logique ; l'intelligence de mes maîtres m'a permis de corriger cette erreur d'aiguillage, mais cette lacune était irrattrapable. Les moyens du bord ne remplacent jamais une vraie classe de philosophie.

Mais aussi un surcroît venu d'ailleurs. Entre le collège et ma maison, aucune rupture. Mon père était présent jour après jour dans ce collège où il appartenait à un personnel de surveillance chargé des mouvements, des récréations et des études où les lents et les attardés pouvaient compter sur son secours. Premier d'une lignée paysanne à accéder à l'enseignement secondaire, mon père, obligé de gagner vite sa vie, n'avait pu faire des études universitaires. Il avait une vocation d'enseignant, ambition déçue qui devait faire le tourment de sa vie. Je surpris vite ce secret et compris qu'il s'en remettait à ses fils pour réaliser le rêve impossible. J'étais bouleversé en lisant "le maître d'études" de Victor Hugo ou "l'étape" de Paul Bourget. Peut-être, l'insatisfaction du cœur permet-elle de saisir, mieux que la quiétude des "beati possidentes", l'essence idéale de l'objet désiré. Mon père était un enseignant en attente, on savait qu'il savait du latin, et il n'était jamais si heureux que l'orsqu'il pouvait expliquer le "De viris" en remplacement d'un professeur absent. Pas furtif dans le temple interdit. En un sens, mon père ne m'a jamais rien enseigné, sinon l'éminente dignité de cette fonction enseignante dont il était exilé. Dans mon vieux collège il a été le premier et le plus important de mes maîtres.

Nos pères, nos maîtres, même paternité, dont nous étions sans bien le savoir les enfants privilégiés. En cette époque lointaine, les boursiers de la République étaient traités en fils de roi. On nous dit qu'aujourd'hui la multitude croissante des demandeurs de savoir devient une menace pour la qualité de la culture, et que notre nostalgie d'un temps irréparablement perdu est à contre-sens de l'histoire en train de se faire. Ne perdons pas cœur. Le défi existe, et il sera relevé comme il convient, si de nouvelles générations de maîtres savent maîtriser la quantité tout en sauvegardant l'excellence. Il arrive que la nostalgie d'hier soit l'espérance de demain.

Etienne BORNE

LÉON XIII, JEAN-PAUL II : MÊME COMBAT ?

par René PUCHEU

Il y a de l'extraordinaire dans la publication et l'existence de *Centesimus Annus*.

Quoi donc ?

Le contenu de cette 9^e Lettre Encyclique de Jean-Paul II ? Oui et non. Car, s'il y a du nouveau, il y a, aussi, de l'ancien.

L'accueil réservé par les moyens de communication de masse à ce message ? N'exagérons rien. La couverture de presse a été correcte. Point tonitruante.

Sauf erreur, *Paris-Match* - qui, sans cultiver autant le Pape que jadis, ne le néglige pas - n'en n'a pas fait mention. *L'Express* n'en a soufflé mot. *Le Nouvel Observateur*, en revanche, lui a consacré 2 pages et demie. Et quelles pages : plus d'une de considérations signées de Jean Daniel ! (*Nouvel Obs* - 9-15/5). *Le Fig Magy* a été de 4 pages et beaucoup de couleurs. *Le Point*, 1 page par Jacques Duquesne. Quant à *L'Événement du Jeudi*, toujours original, il a commenté l'encyclique, avant sa publication officielle, au fil d'un dossier d'une vingtaine de pages, autour du thème "*Le Pape et l'Argent*" (*EDJ* 25/4 - 1/5/91) auquel Jean-Dominique Durand - collaborateur de "France-Forum" - a apporté sa contribution.

Dans la presse économique, relevons, notamment, que *L'Expansion* (23/5-1/6) n'a pas lésiné. Jean Boissonnat s'est laissé aller à une certaine émotion. "*Si l'on prend du recul pour juger l'enseignement social de l'Eglise sur un siècle, on est frappé par la pertinence de ses grandes intuitions*". Bernard Guetta y a été d'un commentaire circonstancié. Et, en prime, les Cadres, lectrices et lecteurs de *L'Expansion*, ont bénéficié d'une interview du cardinal Lustiger.

Dans la presse quotidienne, pas de surprise. Dans *Le Figaro*, André Frossard a célébré le génie du Pape - avec plus d'insistance que pendant la "Guerre" - ou soi-disant

"guerre" - du Golfe (Fig 3/5). *Libération* a accordé une page et demie (3/5/91) ; plus un commentaire critique (10/6). Pas de surprise ? Excessif ! Dans *Le Monde*, Jean-Paul II n'a pas eu droit qu'à Henri Tinc et à René Rémond. Jean Fabra, soi-même, est intervenu, bouleversé qu'il était face à "*un Pape devenu économiste*" (7/5, 14/5).

Reste que *Centesimus Annus* n'a pas détrôné les best-sellers. Aux rayons des libraires, il n'a pas escamoté "*Passions*" du Jean-Jacques du Siècle - dit aussi JJSS - ni "*Le Pouvoir et la Vie*", de qui vous savez (1).

Pas de surprise ou peu, non plus, dans la teneur des appréciations. Comme toujours, chacun a infléchi le texte vers ses préférences. Quand *Le Monde* titre : "*Jean-Paul II critique les excès du libéralisme*" et, aussi "*La défaite du socialisme réel ne fait pas place au seul modèle capitaliste*", écrit le pape (3/5) ; *Le Figaro* souligne : "*Constatant l'échec du marxisme et redoutant certains excès du libéralisme, Jean-Paul II remet à jour la doctrine sociale de l'Eglise*" (3/5). Les traditions de pensées sont respectées !

En vérité, tout de même, il est remarquable que Jean-Paul II déconcerte. Il a dans la galerie des Papes une place originale. On pouvait tirer à boulets rouges sur Pie XII. Adorer d'un bloc Jean XXIII. Critiquer rudement Paul VI. Jean-Paul II ? Beaucoup ne savent comment le prendre. Les contorsions de Jean Daniel autour de ce Pape sont révélatrices. Tantôt il le célèbre, tout en se retenant de le célébrer. Une ligne il donne sa bénédiction - il n'est pas nécessaire d'être Pape pour avoir de l'onction et bénir. Tantôt il blâme ; cela au cours du même éditorial (*N. Obs* 9-15/5). Puis huit jours après il excommunie péremptoirement Jean-Paul II de la modernité au nom de la religion du progrès et des droits de la femme (*N. Obs* 13-19/6) ! Il est, toujours, ailleurs, ce Pape !

Le Fig Mag croit pouvoir expliquer cette situation :

“Ni de Droite, ni de Gauche : d'en haut. Un pape “de droite” en morale et “de gauche” en économie politique ? Dialectique inexacte : Dieu ne raisonne pas comme un journaliste” (F. Mag. 11/5). Il y a de cela.

Quoiqu'il en soit, le plus extraordinaire de “*Centesimus Annus*” reste dans le fait que cette encyclique est née du centenaire d'une autre encyclique. Certes, on y est un peu habitué puisque, depuis Pie XI et *Quadragesimo Anno*, tous les Papes ont cru opportun de célébrer, à un moment ou à un autre, sous une forme ou une autre, *Rerum Novarum*. N'empêche, c'est étonnant !

Aucune des 300 - environ - encycliques existantes n'a bénéficié d'un tel privilège, d'une commémoration, toujours recommencée. Tant et si bien, qu'avant d'ouvrir “*Centesimus Annus*” on éprouve le besoin de comprendre pourquoi, dans l'Eglise catholique, on n'en finit plus de revenir à *Rerum Novarum*, de relire ce texte et, quand on en modifie le contenu, de souligner, en tout état de cause, qu'on le prolonge.

Trois circonstances, à bien considérer, expliquent que l'encyclique du 15 mai 1891 soit ressentie comme un texte fondateur : l'audace de “l'utopie” léonine, l'intensité du choc qu'elle produisit dans l'opinion. Surtout, l'ampleur du “mouvement social” qu'elle impulsa.

UNE UTOPIE QUI FIT CHOC

Souvent, *Rerum Novarum* a été magnifié comme “la charte du monde du travail” (M.D. Chenu). Et, de fait, Léon XIII, dans le préambule, précisait que le sujet de son encyclique était la “condition des ouvriers”. Incontestablement, là est la spécificité du message.

Cependant, les recherches et les analyses récentes d'un Emile Poulat, d'un Jean-Marie Mayeur et d'autres ont mis en lumière que *Rerum Novarum* n'était qu'un des éléments de la visée de cet étonnant Pontife. Encyclique sur la justice sociale, assurément. Mais aussi, sur les droits de l'Eglise :

“C'est avec assurance que Nous abordons ce sujet. La question qui s'agit est d'une nature telle qu'à moins de faire appel à la religion et à l'Eglise, il est impossible de lui trouver une solution efficace. Or, comme c'est à Nous principalement qu'ont été confiées la sauvegarde de la religion et la dispensation de ce qui est du domaine de l'Eglise...”

Sous le “léonisme social” sourd le plus audacieux des desseins : une nouvelle chrétienté. A travers *Rerum Novarum* et les autres Encycliques est promue une sorte de “contre-société” :

“On ne le répètera jamais assez, tout se tient dans l'œuvre et la pensée de Léon XIII... (II) ne renonce jamais ni à la restauration d'une société chrétienne, ni même au rétablissement du pouvoir temporel... Mais ce grand rêveur est aussi un terrible réaliste, qui n'hésite jamais à tirer la leçon des faits”.

D'où “l'adieu à tous les vieux légitimismes. L'avenir de l'Eglise n'est pas lié aux trônes branlants... Le Pape

n'entend pas pour autant s'appuyer sur les régimes incertains qui leur ont succédé, mais sur le peuple dont leur sort dépend de plus en plus...” (E. Poulat).

Ainsi contrairement à ce que crurent beaucoup de catholiques - à commencer par le fameux Mgr Ireland - Léon XIII n'efface pas Pie IX et il ne renie pas le *Syllabus*. Il procède seulement à une réorientation stratégique et, surtout, de la défensive il passe à l'offensive :

“Le vieil intransigeantisme était une attitude de vaincus qui sauvaient l'honneur après avoir perdu la guerre. Le nouvel intransigeantisme entend reprendre l'initiative : il a l'âme conquérante, et à un catholicisme de position, il veut substituer un catholicisme de mouvement... Un temporalisme social succédait ainsi au temporalisme démodé d'une souveraineté politique : au lieu d'un territoire pontifical, un mouvement catholique...” (E. Poulat in *Catholicisme et Démocratie* p. 104).

Rerum Novarum était plus que *Rerum Novarum*, en somme. En filigrane, *Rerum Novarum* criait : “Fini la peur ! Fini le temps du siège ! Hors les murs, en avant !” Déjà pointait ce chant que beaucoup d'entre nous chantaient : “Nous referons, chrétiens, nos frères, par Jésus-Christ nous le jurons !”

Aussi bien, beaucoup eurent-ils le sentiment de l'innovation et de la reprise d'initiative. D'où l'acuité de la surprise. Certes, comme le notait *La Revue des Deux Mondes* (15 juin 1891) :

“C'est fort bien, dira-t-on, c'est un beau morceau d'éloquence ; seulement tout cela est assez vague et n'a rien de nouveau... le Pape n'a rien inventé... C'est possible...” (Il reste, néanmoins que) cette encyclique, jetée dans le grand débat qui occupe le monde, est par elle-même un acte d'une nouveauté singulière et caractéristique, l'acte d'un pape qui ne se désintéresse d'aucun des problèmes humains... Qui aurait dit au temps de Pie IX, le naïf irréconciliable, que la papauté cesserait de fulminer contre le siècle, entrerait dans le mouvement universel ? Léon XIII parle aujourd'hui avec intelligence sympathique, libérale (hum ! hum ! le chroniqueur erre !) de tout ce qui préoccupe le monde (exact) ; il parle en pontife éclairé, négociant avec la puissance des choses (encore exact)” (*Revue des Deux Mondes* 15/06/1891).

Ainsi, de ce côté là, on était conscient de l'importance de l'acte pontifical, même si son contenu appelait remarques sceptiques ou réserves. Telles celles exprimées par Anatole Leroy-Beaulieu en un texte remarquable - l'un des plus pertinents auquel ait donné lieu *Rerum Novarum* - dont, dans sa livraison très riche de mai 1991, *La Revue des Deux Mondes* a eu l'heureuse idée de reproduire des extraits.

Après avoir souligné qu'il était naturel que l'Eglise prenne la parole sur les questions sociales :

“Le libéralisme, en faisant profession de respecter la liberté religieuse, avait pris soin d'enfermer le clergé dans ses églises, dans ses séminaires et ses couvents... L'Eglise, il est vrai, tout en protestant contre cette réclusion, sem-

blait peu à peu en prendre l'habitude... Et voilà que cette vieille mère, traitée de radoteuse par l'irrévérence de tant de ses fils, s'est mise à parler aux hommes de ce qui les passionne et les divise le plus..."

Cela étant admis, est-ce à dire que parce que "Rome a parlé", "la question est à jamais tranchée par le magistère du juge infallible" qu'il n'y a "plus de problème social ; il n'y a qu'un enseignement à mettre en pratique" ? Autrement dit, faut-il en conclure que, sur la "question sociale" : Au pas catholiques ! au pas, marchez au pas ?

Anatole Leroy-Beaulieu résiste : "Est-il interdit de se demander si les questions économiques sont de celles qui peuvent être résolues par le Roma locuta est ?... A parler franc, nous ne soupçonnons point que les problèmes sociaux fissent partie du mystique dépôt de vérité dont le successeur de Pierre a la garde... Le large champ des questions économiques nous semblait une terre ouverte..."

En revanche, du côté des "catholiques sociaux", c'était la joie pure et sans ombre :

"En aucun siècle, peut-être, l'histoire de l'Eglise catholique ne fut plus féconde en surprise et plus remplie de contrastes apparents..."

"L'Eglise catholique, prémunie par les enseignements de Pie IX contre les attaques et même les surprises de l'erreur, peut, désormais, sans peine pour son intégrité, baisser les ponts-levis..."

"L'Encyclique Rerum Novarum, signal d'une ère nouvelle..." frémissait Georges Goyau.

Quant à *La Croix*, elle affichait carrément sa lecture de l'encyclique. "Religion, Famille, Propriété. Pour être vrai, ce programme n'a absolument pas perdu sa valeur" (23/5/1891), "Le socialisme que l'Encyclique condamne comme une hérésie, rétablit en réalité l'esclavage" (4/06/1891). Avec honnêteté, *La Croix* observait, au demeurant : "Chacun voudra voir dans les paroles de Léon XIII le triomphe de ses idées et chacun se trompera" (26/5).

En tout état de cause, *La Croix* brandissait haut et fort *Rerum Novarum* dont elle envoyait le texte à ses abonnés. Comment eut-elle pu faire autrement ? Quand "Le chef de l'Allemagne protestante va lancer une proclamation pour en recommander la lecture aux ouvriers. C'est l'hérésie obligée de courber la tête" (30/5/1891).

Bref : "Le Pape a parlé... Le Pape se met à la tête du mouvement social. Il nous convie à l'œuvre de la réforme sociale qui est bien l'œuvre du salut. Nous le suivrons avec gratitude" (La Croix Dimanche 24-25 mai 1891).

"Mouvement social" ! L'éditorialiste de *La Croix* écrit, en ces années 1890, comme dira Alain Touraine dans les années 1970. Et c'est bien dire. Peut-être, simplement, affirmer que "le Pape prend la tête du mouvement social" est-il minimiser la portée de l'acte pontifical. Assurément, le Pape n'a pas créé ce "mouvement social". Rome n'a pas parlé d'en haut, tout à fait. Comme

tout grand politique Léon XIII a épousé une vague montante puisque des "catholiques sociaux" existaient avant lui, en Allemagne et en France, notamment. Cependant, il est certain que, à partir de *Rerum Novarum*, ils changent de nature. Ce qui était initiatives juxtaposées, plus ou moins marginales ou latérales, se trouve entrer dans une perspective globalisante et participer à un projet énoncé et annoncé. Léon XIII fait davantage que "prendre la tête" de ce "mouvement social" inattendu. Sans le créer ex nihilo, il lui donne force et consistance. Il le promeut. D'où les airs de "père fondateur" de Léon XIII.

UN VÉRITABLE "MOUVEMENT SOCIAL"

Comme il arrive, souvent, au commencement, ce "mouvement" démarra ou parut démarrer lentement. A la mort de Léon XIII, *Le Temps* ironisait un tantinet :

"Tandis que par des encycliques, par des lettres, par des interviews il (Léon XIII) blâmait l'intransigeance politique des cléricaux et l'alliance de la religion avec les régimes déchus, les cléricaux français lui répondaient en priant pour sa conversion... Même dans les partis réactionnaires le goût de la liberté individuelle a pris dès maintenant des racines trop fortes pour qu'un mot d'ordre, de si haut qu'il vienne, ait raison des convictions personnelles..."

Sagace, toutefois, *Le Temps* ajoutait :

"Si un jour les cléricaux français viennent sincèrement à la République, ce ne sera pas par discipline collective. Si le ralliement est possible, c'est par un lent progrès psychologique qu'il se préparera... Il peut être... le fruit lentement mûri d'une réflexion spontanée" (Le Temps 6/08/1903).

Bien vu ! La pénétration de la société française, l'entrée ou plus exactement l'admission dans la République sera lente. Ce n'est qu'en 1937 que les anticléricaux devront se rallier au changement catholique ou s'y résigner. Les honneurs rendus au légat de Pie XI, le cardinal Eugenio Pacelli, furent symptomatiques de l'irruption inendigable des "catholiques de mouvement" dans les centres actifs de la société française. Le reste suivra : Georges Bidault, Président du CNR, le MRP, premier parti de France, la CFTC, etc...

Toutefois, ce que l'éditorialiste du *Temps* semble avoir moins bien perçu, c'est que Léon XIII, aussi, avait fini par comprendre que la réalisation de son dessein prendrait longtemps. Il en avait même eu une idée si clairvoyante qu'il avait décidé de faire l'impasse sur le et la politique, dans une première phase. D'où son choix de lancer les énergies catholiques sur le terrain du "social". Eh oui, Léon XIII, inventeur du "social", parmi d'autres, mais non moins que d'autres, quoique veuillent l'ignorer quelques sociologues à la mode d'aujourd'hui !

Laissons cela ! Le sectarisme des sociologues ne mérite pas la colère ! L'important fut que, sur la lancée de *Rerum Novarum*, à partir des valeureux efforts de pensée et d'action venus d'Ozanam, d'Albert de Mun, de La

Centesimus Annus : du nouveau par rapport a Rerum Novarum

Tour du Pin, de Frédéric Le Play - pour nous limiter à la France - et de bien d'autres, aussi, un "*nouveau catholique*" parut. Un nouveau type humain prit vie : le "*catholicus socialis*", le catholique "*militant social*".

Cet homme différait des "*catholiques libéraux*" de *L'Avenir* et de *L'ère Nouvelle*, en ce qu'il n'avait pas d'objectifs politiques. Mais il différait, non moins, des "*hommes d'œuvre*" des années 1850 et 60 et suivantes, en ce qu'il n'était plus seulement secouriste. Il ne se contentait pas seulement de panser les cas sociaux, de secourir les pauvres. Ce "*catholicus socialis*" "*faisait du social*", comme il disait. Ce qui voulait dire qu'il inscrivait ses actions charitables dans une visée de justice - ah ! les débats sur "*justice d'abord*"; charité ensuite, etc ! -, dans

un projet global de réforme sociale.

Certes, il avait gardé de "l'homme d'œuvre" le goût du concret, des premiers apôtres du "catholicisme social", l'horreur des débats idéologiques. Toutefois, il avait une "doctrine", la "*doctrine sociale*". En lui, par elle, il portait un projet de société. Il désirait, par le "*social*", *humaniser*. Il voulait mettre "*l'économie au service de l'homme*", comme il aimait à dire. Assuré, en son âme et conscience, en un premier âge que pour "*humaniser*" il fallait *christianiser*. Puis, dans un second âge - surtout après 1945 - certain qu'au bout de l'"*humanisation*" était la *christianisation*.

Cette inscription de l'action dans le champ du "*social*" permit, comme l'avait discerné Léon XIII, de créer le

consensus entre *“catholiques sociaux”*. Même si les uns étaient davantage pour la propriété privée et d'autres moins. Grosso modo, la grande majorité de ces cathos se sentaient à l'aise dans un certain idéal d'*“économie mixte”* - comme on ne disait pas -, dont le *“modèle”* court les *Semaines Sociales* successives. Ces *Semaines Sociales*, précisément, qui étaient le grand rite annuel de la rencontre et de la communion à plusieurs voix. On n'y admit jamais *“l'économie sociale de marché”* et Daniel Willey se fit même liquider, en 1945, pour l'avoir, sans la nommer, recommandée. On penchait pour une sorte de colbertisme planificateur, bien français. On était loin de *“Centesimus Annus”* ! (2)

Voilà qui prédisposait ces femmes et ces hommes à devenir des légions d'administrateurs, à peupler la Haute-Administration, à se passionner pour la gestion sociale et même pour celle de l'économie. D'autant qu'au fil des générations le *“catholicus socialis”* varia de profil.

Au commencement, le *“militant social”* avait encore de nombreux traits de *“l'homme de bonne volonté”* donnant le primat à la générosité. Entre les années 30 et 40, il fut beaucoup bruit de *“l'efficacité d'abord !”*. La passion de la compétence saisit ce type d'homme. Il inclina vers le *manager*. Du coup, de *“l'utopie”* de la société tranquille, sereine et harmonieuse, sans conflit, qui imprégnait les premiers *“catholicismes sociaux”* et les premières encycliques sociales, on glissa vers un autre *“modèle idéal”* : celui d'une société moderne, à économie en expansion. Le glissement fut facilité par la pensée d'un François Perroux et, surtout, celle d'un Teilhard de Chardin qui arrachèrent l'action économique au royaume des *“affaires qui sont les affaires”* pour l'imaginer comme l'effort humain au service de la *“création continuée”*.

Le *“mouvement catholique”* s'en trouva jouer un rôle de premier plan dans la *“modernisation”* française des années 45-75. Ne fut-ce pas l'un des siens, Jean Boissonnat, qui fonda *L'Expansion*, cette publication significative ? Si l'on dépouillait les *“Who's Who”* successifs de ces décennies, on évaluerait la part considérable tenue par ces femmes et ces hommes, lancés dans la vie sociale par Léon XIII et par ses successeurs. L'image du catholicisme archaïque qu'aime cultiver l'intelligentsia et qui traîne dans les manuels s'en trouverait modifiée. Mais un tel constat générerait les comforts intellectuels !

Il va sans dire qu'en revanche quand il voulut *“faire de la politique”*, le *“catholicus socialis”* fut moins heureux. Il n'avait pas les charismes, au moins en France. Même quand il y fit de grandes choses - on pense, notamment, à la Communauté Européenne -, il ne parvint pas à s'inscrire dans la mémoire collective parmi les personnalités incarnant la nation et une époque. D'autant moins que, en abordant le champ politique, le *“catholique social”* se segmenta. Il y eut les *“démocrates-chrétiens”*, les *“chrétiens progressistes”*, les *“chrétiens démocrates”* etc. Or, au fil des générations successives, le *“catholicus socialis”* fut de plus en plus attiré par l'action politique.

Dès lors le pari de Léon XIII ne put être tenu jusqu'au

bout, en France. Tant et si bien qu'à partir de la décennie 1970, le *“mouvement catholique”* déclina. Même si de beaux spécimens de *“catholicus socialis”* siègent à de très hauts postes de responsabilité, en France et dans les institutions internationales, le *“catholicisme social”* ne constitue plus un *“mouvement social”*. Signe de cette retombée, à partir des années 1970, on n'a guère plus parlé de *“doctrine sociale”* chez les catholiques français. Le Père M.D. Chenu la taxa même, avec mépris, d'idéologie. Au rancart la *“doctrine sociale”* !

A l'évidence, la France n'est pas seule au monde et l'histoire de l'Eglise ne se confond pas avec l'histoire du catholicisme en France. Le *“mouvement catholique”* a continué, ailleurs. Ailleurs, aussi, les catholiques ont été plus heureux dans l'action politique. En définitive, les partis démocrates-chrétiens dominent, en Europe. C'est un homme, d'une autre culture mais nourri du *“catholicisme social”* qui est Pape régnant. D'où *“Centesimus Annus”* et la question qui surgit : la *“doctrine sociale”* est-elle de retour ? Peut-elle, à nouveau, engendrer un *“mouvement catholique”*, en France ?

Questions à 2 000 Francs, auxquelles on ne se risquera pas de répondre, mais qu'il n'est pas interdit de les avoir en tête en lisant *Centesimus Annus* et les réactions face à Jean-Paul II.

LA “DOCTRINE SOCIALE” RÉHABILITÉE

Lue dans cette optique et ces questions en tête, *“Centesimus Annus”* apparaît comme un acte - ou une étape - importante de la réhabilitation de la *“doctrine sociale de l'Eglise”*. *Réhabilitation* au double sens du mot. Au sens juridique selon lequel *réhabiliter* signifie rétablir dans ses droits, dans ses privilèges, dans la considération. Au sens architectural, selon lequel *réhabiliter* veut dire rénover dans le respect du style propre.

Réhabilitation. Ainsi, est-on loin de la fameuse lettre de Paul VI au Cardinal Roy, dite *Octogesimo Anno*, dans laquelle le Pape renonçait quasiment à une doctrine sociale unique !

Au long de la dernière encyclique, l'importance de la *“doctrine sociale”* revient comme un leitmotiv central : *“L'enseignement et la diffusion de la doctrine sociale de l'Eglise appartiennent à sa mission d'évangélisation : c'est une partie essentielle du message chrétien”*, *“La nouvelle évangélisation dont le monde moderne a un urgent besoin doit compter parmi ses éléments essentiels l'annonce de la doctrine sociale de l'Eglise”*, etc.

Cependant, il est notable que Jean-Paul II, tout en affirmant la nécessité de cette *“doctrine sociale”*, souligne qu'il s'agit d'une doctrine évolutive. Car il existe une *“permanente nouveauté des choses”*. La sensibilité aux évolutions est d'ailleurs un trait de ce texte, en contraste, de ce point de vue, avec *Rerum Novarum* qui donne l'impression d'un univers statique dans lequel le changement est plutôt un mal. Non moins est soulignée la nécessité d'une doctrine ouverte qui *“entre en dialogue avec les diverses disciplines qui s'occupent de l'homme”*.

Surtout la doctrine sociale doit être décentralisée, pour ainsi dire. Ainsi, après l'affirmation centralisatrice, se rapproche-t-on de Paul VI. A partir, toutefois, d'une considération qui s'introduit pour la première fois dans l'enseignement pontifical : "*l'évangélisation s'insère dans la culture des nations*". De fait, bien sûr, dans le concret de l'action, l'Eglise a, toujours tenu compte des spécificités nationales. Jusqu'à bénir les drapeaux ! Mais, il semble qu'aucun Pape, avant Jean-Paul II, n'avait reconnu "*la culture de la nation*" comme aussi essentielle que la famille à l'enracinement de la personne. Ce n'est pas la première fois que Jean-Paul II dit cela. Il est remarquable qu'il y insiste dans ce texte.

Réhabilitation en forme d'exaltation, donc, de la "*doctrine sociale*". Cet accent ne peut que faire grincer des dents dans un catholicisme français dont une partie importante a horreur des affirmations identitaires ! A suivre.

Réhabilitation en forme de rénovation, aussi. Et, même, rénovation pas toujours déguisée, ce qui est une innovation puisque l'écriture papale, conformément à l'essence de l'Eglise, tend à innover par le moyen de glissements et d'ajustements habilement - ou non - voilés. Dans "*Centesimus Annus*", il est tranquillement affirmé que, s'il y a une "*valeur permanente de cet enseignement*", il y a "*aussi le vrai sens de la Tradition, qui, toujours vivante et active...*". Ce sens de la Tradition autorise les relectures modificatrices.

Un bel exemple en est le passage de l'encyclique sur la théorie de la propriété. A l'évidence *Rerum Novarum* datait dans sa formulation, sur ce point. Léon XIII pensait un peu trop jardins ouvriers. Tout en maintenant la défense de la propriété privée des biens, Jean-Paul II introduit une nouvelle problématique : celle de "*la propriété de la connaissance, de la technique et du savoir*". Dans cette logique, l'impératif de la destination universelle des biens débouche et se traduit par l'impératif de formation puisque l'urgent, l'indispensable est de donner à chaque homme "*sa capacité de connaissance qui apparaît dans le savoir scientifique, sa capacité d'organisation solidaire et sa capacité de saisir et de satisfaire les besoins des autres*".

Autre rénovation mais qui, elle, était plus facile parce qu'elle avait été préparée par les Papes immédiatement antérieurs d'une part et parce qu'elle était absente de *Rerum Novarum* par suite des circonstances existentielles : la planétarisation du regard et de l'approche, le souci du "tiers monde".

Cependant, comme il est impossible de s'arrêter sur chaque point, d'autant plus que si l'on voulait être rigoureux c'est de la philosophie et de la théologie politique de Wojtyla dans sa totalité qu'il faudrait traiter, on se contentera de souligner trois rénovations particulièrement intéressantes :

- Par rapport à Léon XIII, Jean-Paul II paraît plus modeste et plus évangélique. Plus modeste en ce sens que, par sa bouche, l'Eglise catholique reconnaît que

d'autres qu'elle savent quelque chose de l'homme : "*il y a un espoir fondé que même les nombreuses personnes qui ne professent pas une religion puissent contribuer à donner à la question sociale le fondement éthique qui s'impose*". Voilà une de ces petites phrases révélatrices des évolutions en très grande profondeur de l'Eglise catholique. Pas sûr, même, que Jean-Paul II, à l'instar de Paul VI, présenterait l'Eglise comme "*experte en humanité*".

Plus évangélique en ce sens que, beaucoup plus que Léon XIII, Jean-Paul II intervient au nom de l'Evangile. En 1891, le Pape légitimait son intervention très largement par la connaissance qu'avait l'Eglise du "droit naturel". Le Pape, en ce temps là, se sentait dépositaire de la sagesse humaine. C'est en son nom qu'il prescrivait. Aujourd'hui, c'est depuis l'Evangile que parle le Pape. Plus haut et moins universel à la fois !

- Toujours par rapport à Léon XIII, "*Centesimus Annus*" apporte un regard neuf sur le temps et sur les réalités terrestres. Comme on l'a remarqué plus haut, "changement" ne connote plus malheur et versatilité. Il y avait de cela dans la première phrase de *Rerum Novarum* : "*La soif d'innovations qui depuis longtemps s'est emparée des sociétés et les tient dans une agitation fiévreuse...*". A quoi répond chez Jean-Paul II : "*La véritable et permanente nouveauté des choses*" vient en tous temps de la puissance infinie de Dieu..."

De même, la part faite aux jouissances terrestres était tenue. Comme le remarquait Anatole Leroy-Beaulieu, le discours de Léon XIII était dans le sillage des Bourdaloues et autres ; "*Les mœurs chrétiennes se contentent enfin d'une vie et d'une nourriture frugales, et suppléent par l'économie à la modicité du revenu, écartant les vices qui consument...*". On le sait, pour sa part, Jean-Paul II ne cesse d'anathémiser la consommation, cette forme de matérialisme. Toutefois : "*La demande d'une existence plus satisfaisante qualitativement et plus riche est en soi légitime*", "*Il n'est pas mauvais de vouloir vivre mieux*". Les nourritures terrestres sont moins l'abomination de la désolation !

- Par rapport au "catholicisme social" strict, le "communautaire" est minoré au profit de la personne. A lire "*Centesimus Annus*", on éprouve l'impression que la vision de Jean-Paul II est plus "sociétaire" que "communautaire", pour reprendre le langage de Tonnies qui eut tant de succès, précisément, dans le "catholicisme social". Pour un peu - et en exagérant, probablement - on risquerait d'affirmer que l'obsession du bien commun s'efface devant celle de l'accomplissement de l'individu - oh ! pardon - de la "personne" !

Ce n'est pas l'Homme - générique, avec majuscule - qui "est la route de l'Eglise", c'est, bel et bien, "*chaque homme*". Et, "*chaque homme*" est créancier de la société qui a des dettes envers lui : "*Ce dû comporte inévitablement la possibilité de survivre et celle d'apporter une contribution active au bien commun de l'humanité*". La "doctrine sociale" serait-elle en train de larguer l'organicisme ? Même le discours sur la famille n'évolue-t-il pas ?

Si elle est "le sanctuaire de la vie", on ne la qualifie plus de "cellule sociale".

Le personnalisme de "Centesimus Annus" ne lorgne-t-il pas davantage vers l'individualisme que vers les théories communautaristes ? On n'est plus dans l'univers culturel de *Rerum Novarum*. Le socialisme est passé par là. Anatole Leroy-Beaulieu ne pourrait pas reprocher à Jean-Paul II ce qu'il reprochait à Léon XIII, de, finalement, malgré ses précautions, trop concéder à l'Etat. Voilà pourquoi, Jean-Paul II se rallie à "l'économie de marché" pourvu qu'elle soit une "économie sociale".

Du coup, lisant l'encyclique, Paul Fabra y trouve en filigrane Adam Smith. Il n'a pas tort. En définitive, un diagnostic tel celui-ci : "L'ordre social sera d'autant plus ferme qu'il n'opposera pas l'intérêt personnel à celui de la société...", c'est du libéralisme grand style.

Reste à savoir si ce retournement de la "doctrine sociale" - ou au moins de la "doctrine sociale" telle qu'elle a été enseignée en France - est étonnant ou s'il n'est pas des plus naturels. En définitive, l'Eglise a, toujours, été mal à l'aise pour condamner la société libérale. Tout en la maudissant culturellement, elle sentait bien que, si on parvenait à la domestiquer, elle était davantage dans la logique chrétienne que le socialisme. En définitive, l'individu est une invention de la dogmatique chrétienne !

En tout état de cause, un qui doit jubiler, c'est Michaël Novack. Dans "Une éthique économique. Les valeurs de l'économie de marché" (Cerf 1982) n'avait-il pas dénoncé l'archaïsme de la "doctrine sociale" et montré qu'un certain capitalisme - qu'il qualifiait de "capitalisme démocratique" - est non seulement pensable théologiquement mais que la "théologie du capitalisme démocratique" est plus catholique que les théologies socialisantes ? Il ne pourra plus prétendre, quoiqu'il en soit, que les encycliques sont pensées dans un quadrilatère dont les quatre coins sont Paris, Bruxelles, Munich, Milan. La "doctrine" de "Centesimus Annus" se ressent des vents d'Amérique !

Reste à savoir si une telle "doctrine" peut continuer à être pensée à partir de théologies de l'Histoire présupposant que le "naturel" c'est l'harmonie ou s'il ne faut pas imaginer des "théologies du chaos". D'ailleurs Jean-Paul II insiste sur l'inévitabilité du "conflit" - nouveau, ça aussi - et sur la prégnance du mal dans l'homme - mais ceci était, aussi, dans *Rerum Novarum*.

INTRANSIGEANTISME INTACT

Réhabilitation, donc, de la "doctrine sociale", réhabilitation avec forte rénovation, modernisation des approches et des diagnostics, voilà ce qui saute aux yeux, à première lecture dans "Centesimus Annus". Evidemment, certaines des mises en lumière que nous avons faites mériteraient d'être nuancées et complétées. En outre, il serait intéressant de mieux préciser les cheminement entre *Rerum Novarum* et *Centesimus Annus*, puisque l'on a pris le parti de comparer en direct les

messages de l'encyclique de 1891 et de celle de 1991. Or, dans l'entre-deux, les Papes ont apporté des touches successives (3).

Faut-il, face à ces rénovations spectaculaires, parler de rupture ? Non, évidemment. "Centesimus Annus" reste dans la lignée du "catholicisme intégraliste" et du "catholicisme intransigeant". Le cap de Pie IX et de Léon XIII est maintenu : "Il n'existe pas de véritable solution de la "question sociale" hors de l'Évangile". Il est rappelé et davantage qu'une "écologie humaine authentique" commence par "le droit à la vie". Surtout, il est dit et redit que "la première cause" des désordres du monde est "l'athéisme" qui est "étroitement lié au rationalisme des lumières". Ainsi, le conflit Eglise/modernité continue.

Jean-Paul II reste ferme contre Kant. Ce qui conduit certains à hurler, à le taxer d'être "le pape d'une ouverte croisade obscurantiste contre l'esprit critique et l'héritage des Lumières" (Libé - 10/06/91). Et l'accusation ne retentit pas qu'hors de l'Eglise. Dans le catholicisme français actuel il est deux noms qui mettent en rage toute une partie des catholiques : Jean-Paul II et Jean-Marie Lustiger. Rarement le catholicisme français a été aussi radicalement déchiré. "Centesimus Annus" risque de ne rien arranger. D'autant que, désormais, les clivages ne sont plus au niveau de la "question sociale". Les plus profonds sont au niveau du culturel et de la "question sexuelle".

Or, culturellement considérant, Léon XIII, Jean-Paul II, même combat ! Donc, l'affrontement Eglise/Monde continue. A suivre ! Passionnant ! Mais crucifiant ! Ce qui est "naturel" en l'espèce !

René PUCHEU

(1) Plus précisément, dans les librairies catholiques "Centesimus Annus" a remis la "doctrine sociale" à la mode. Certaines exposent des livres à gogo.

Bien sûr, le texte de l'Encyclique, en cassette (Ed. Téqui, 70 F), en revues et en livres, commenté tantôt par des plumes jésuites expertes - "Pour une société digne de l'homme". Présentation Philippe Laurent s.j. - (120 p. 30 F - Ed. Centurion), tantôt par des plumes dominicaines non moins expertes - "Le centenaire de *Rerum Novarum*. Encyclique *Centesimus Annus*". Introduction Hugues Puel, (op. Ed. Cerf, 120 p. - 30 F), etc...

Et aussi des réflexions globales antérieures à *Centesimus Annus* - "La doctrine sociale de l'Eglise" par J.L. Chabot - (Que sais-je n° 2495) ; J.Y. Calvez - "L'économie, l'homme, la société" (Ed. Desclée de Brouwer, 361 p. 138 F). "Les Eglises face à l'entreprise. Préface de Michel Albert - (264 p. 110 F). "Entre la réalité et les valeurs : l'éthique économique" (Revue "Le Supplément" - juin 91, Ed. Cerf).

(2) On sait que tous les partis démocrates-chrétiens, en Europe occidentale, se sont ralliés à la notion d'"économie sociale de marché". Ce qui n'exclut pas certaines différences dans la définition d'une notion qui a sa part de flou.

(3) Cf. "La doctrine sociale de l'Eglise. De Léon XIII à Jean-Paul II. Documents" par Daniel Maugeness s.j. (800 p. 195 F, Ed. Centurion). "L'Eglise catholique pour ou contre le libéralisme ?" - Ch. Baboin-Jaubert - "Chronique Sociale" - (194 p. 116 F).

IDÉOLOGIE ET POLITIQUE

par Alain LEROUX

Que l'on s'y résigne, s'en irrite ou l'estime logique, les préoccupations économiques, depuis déjà de nombreuses années, comptent parmi les défis, les enjeux et les ressorts essentiels de la politique : politique de croissance, lutte contre le chômage, compétition économique, dette du tiers-monde, chocs des intérêts entre producteurs et consommateurs de pétrole... la liste pourrait indéfiniment être allongée.

S'il existe une rationalité, une "science" économique, ne devrait-on pas dès lors en inférer qu'il existe aussi une rationalité, une "science" politique ? France-Forum (n° de Janvier-Mars 1989 et de Mai-Juin 1990) a souligné l'importance des travaux de l'universitaire Alain Leroux qui, dans ses deux livres : "Grands économistes et partis politiques" et "La France des quatre pouvoirs", s'efforce de mettre au clair - en vue, bien sûr, d'aboutir à des décisions et à des choix plus satisfaisants - cette profonde imbrication des contraintes ou des "lois" de l'économie et de la sociologie avec les ambitions de la politique et les valeurs de l'humanisme.

Paul Delouvrier ("Economie... De quelques vérités oubliées" - France-Forum - Avril-Juin 1988), Bertrand Rossert ("François Perroux : l'Economie comme science morale et politique" - France-Forum - Septembre-Décembre 1988) ont enrichi notre réflexion à cet égard. Des relations de l'économie et de la culture, Michel Drancourt dans son livre "Une économie volontaire. L'exemple du Japon", dont il a été rendu compte dans le numéro d'Octobre-Décembre 1989" et sa conférence avec Jean-Marie Domenach donnée au Club France-Forum de

Les expériences cruciales (1) de 1981/87 sont aujourd'hui effacées de la mémoire éphémère des journalistes et des hommes politiques. Cette amnésie collective du "microcosme médiatico-politicien" révèle un changement profond d'attitude : l'abandon de l'idéologie comme support de l'action politique.

Alors que la décennie 80 a fait un usage immodéré de l'idéologie, les années 90 ont été abordées avec la volonté farouche de ne rien lui devoir. Ce vigoureux revirement doit beaucoup à l'agilité intellectuelle de nos plus beaux esprits, qui ont su tirer de nos malheurs récents des leçons particulières. Grâce à leur magistère, il est désormais acquis que si la gauche et la droite ont tour à tour connu le même sort contraire, elles le doivent l'une comme l'autre à leurs égarements doctrinaux. Par les vertus d'une argumentation dont le balancement dialectique a le mérite de n'épargner personne, l'idéologie est ainsi devenue le bouc émissaire. N'était-ce pas elle l'inspiratrice du projet socialiste de 1981, appelé à sombrer corps et biens dans le marasme économique un an plus tard ? N'était-ce pas l'idéologie, encore, qui avait soufflé le projet libéral de 1986, stoppé net par les manifestations lycéennes de l'automne et les grèves de l'hiver ? En refusant avec la même énergie les projets que la gauche et la droite avaient faits pour elle, la société française a,

Paris ("Japon, paradoxes de la puissance" - France-Forum - Juillet-Septembre 1990), nous a récemment mis sous les yeux une illustration saisissante. Cependant qu'Emile Poulat, dans le n° d'Octobre-Décembre 1989 s'interrogeait dans "Pensée chrétienne et vie économique" - à partir, lui aussi, d'exigences formulées par l'incontournable François Perroux - sur ce que la pensée catholique pouvait avoir à faire avec le long conflit entre pauvreté et enrichissement.

France-Forum se propose aussi d'entretenir ultérieurement ses lecteurs du regain d'intérêt qui se manifeste depuis quelque temps pour ce que devraient être la place et le rôle de l'éthique en politique, en économie ou dans l'entreprise et dont témoignent, en autres, l'ouvrage collectif "Le temps de la responsabilité - entretiens sur l'éthique" de Frédéric Lenoir (Fayard), un article récent d'Olivier Lecerf "L'éthique dans l'entreprise" (Revue "Etudes" - n° d'avril 1991) et les réflexions menées sur tout ou partie de ce vaste thème au sein de clubs et instituts divers (et notamment, depuis trois ans, à l'Institut de l'Entreprise).

Aujourd'hui le professeur Alain Leroux, qui enseigne à Aix-en-Provence, a bien voulu, pour France-Forum, poursuivre et approfondir la construction théorique annoncée et esquissée dans ses deux livres précités : "Idéologie et politique" développe sa conviction selon laquelle la politique a plus que jamais besoin du secours de l'idéologie, singulièrement d'une idéologie fondée sur l'éthique humaniste et personnaliste.

nous dit-on, administré la preuve que, décidément, en politique, l'idéologie était mauvaise conseillère.

La leçon a porté. Nos gouvernants et ceux qui aspirent à le redevenir s'attachent désormais à ne plus être pris en flagrant délit d'idéologisme. Et comme le pardon et l'oubli des fautes passées est le préalable nécessaire à l'adoption d'une nouvelle conduite, c'est avec le même empressement manifesté pour s'auto-amnistier que les uns et les autres se sont auto-absous. La loi du silence règne désormais sur les errements respectifs, commis sous l'empire de l'idéologie. Avant même d'être entrées dans l'histoire, les 110 propositions de 1981 et la plate-forme RPR/UDF de 1986 bénéficient déjà de la prescription.

Pour avoir abusé naguère d'un programmatisme absolu, l'homme politique du début des années 90 ne croit plus qu'au pragmatisme intégral. Finis ces programmes de gouvernement, traductions littérales de visions idéologiques. En tête-à-tête avec sa conscience (depuis quelque temps perdue de vue) et armé de sa seule intelligence (parfois réduite au simple bon sens ou, pire encore, à de la bonne volonté), l'homme politique se veut dorénavant en prise directe avec les faits. Aucun brouillage idéologique ne doit venir parasiter son action.

Hélas, l'idéologie évacuée, c'est toute la politique qui

sonne le creux (2). Faute de vision d'ensemble, le gouvernement gère au coup par coup les urgences qu'il n'a su anticiper (banlieue, Réunion...) et abandonne à l'administration le soin de préparer l'avenir (3). Pendant ce temps, n'ayant plus d'idées à défendre, les partis politiques se contentent de servir des ambitions : le Parti socialiste s'adonne sans pudeur aux luttes intestines de la succession, tandis que la droite parlementaire joue, avec des appareils vidés de leur substance, au jeu dérisoire de l'union/désunion.

Si les dérives de 1983 et 1987 ont été suffisantes pour condamner l'idéologie, la vacuité de la politique intérieure française devrait aujourd'hui conduire à une révision de ce procès expéditif.

UNE IDÉOLOGIE, A QUOI BON ?

En acceptant de faire l'impasse sur les usages multiples et (a)variés du terme, ainsi que sur les jugements de valeur que ces différents usages véhiculent, une définition minimale de l'idéologie, son plus petit commun diviseur en quelque sorte, peut être ce qu'en propose F. Hayek, à savoir "*un ensemble de principes*"(4). Définition basique que l'on peut sans risque compléter de deux façons. D'abord, il est convenable d'exiger d'une idéologie que l'ensemble des principes qui la constituent soient globalement cohérents, c'est-à-dire que l'observance de l'un d'entre eux n'entraîne pas infailliblement la contradiction avec certains autres. Ensuite, il est possible d'exclure du champ d'application de ces principes la religion et la métaphysique (5). Ainsi précisée, l'idéologie se présente comme un ensemble de principes cohérents, relatifs à la société des hommes. Mais si cette définition nous renseigne sur ce qu'est l'idéologie, elle ne nous dit pas à quoi elle sert.

L'idéologie a (au moins) deux utilités. La première est cognitive : l'idéologie est une aide à la compréhension ; elle est porteuse de sens ; elle donne à l'homme qui s'en recommande une possibilité d'y voir un peu plus clair dans l'intrication des événements sociaux ; elle est alors, selon la formule de R. Aron, "*un système d'interprétation du monde historico-politique*". Mais l'idéologie a également une portée normative ; elle fournit des indications à l'action individuelle et collective, sous la forme bien souvent d'interdictions plutôt que d'injonctions, comme le souligne (encore) Hayek : "*les règles de juste conduite sont généralement des prohibitions de conduite injuste*".

Pour l'homme, impliqué dans une multitude de relations sociales, l'idéologie est donc une aide à l'entendement et au comportement. Et bien malin qui contesterait la nécessité d'une telle béquille. La complexité des situations est si forte, l'aveuglement de l'acteur en situation est si grand, qu'il y aurait le plus grand danger (pour la pérennité de la société et le confort de l'homme) à ce que chacun "*vive et commerce avec ses semblables en ne disposant que de son propre fonds de raison, et cela parce que (...) en chacun ce fonds est petit*"(6). Hormis la tradition, il n'y a que l'idéologie capable de fournir aux

hommes un ensemble cohérent de repères pour leur conduite sociale (7).

Car l'idéologie ne fournit qu'une aide. Elle ne donne pas l'ordre. Ses principes sont toujours généraux (et tant pis pour le pléonasme), souvent abstraits, quelquefois sibyllins. Leur traduction en termes concrets et leur application à chaque cas d'espèce mettent à contribution la subjectivité : il y faut du jugement, de la sensibilité, de l'intelligence, toutes choses inégalement et diversement réparties entre les hommes. L'idéologie est donc un système de principes ouvert. Elle limite la diversité des interprétations mais ne saurait les uniformiser. Elle canalise les actions sociales mais ne saurait les enrégimenter (8).

Une même idéologie est ainsi susceptible d'engendrer des écoles de pensée concurrentes, des théories rivales, des partis politiques adversaires, d'autant plus acharnés à se combattre que les différences (d'interprétation) qui les séparent sont de second ordre par rapport aux principes (idéologiques) qui les unissent. L'histoire regorge de ces luttes fratricides. Et les années 80 ont permis de renouveler le florilège. Le *socialisme à la française* s'y est déchiré sous nos yeux. A tous les niveaux : philosophiquement, ce fut l'affrontement entre une version socialiste d'obéissance marxiste et une mouture que l'on a, faute de mieux, qualifiée de social-démocrate (9) ; analytiquement, ce fut l'opposition entre les supporters du capitalisme monopoliste d'Etat et les tenants de la régulation ; politiquement, ce fut le bras de fer entre le PCF et le PS. Simultanément, le *libéralisme à la française* s'est fendu de la même querelle : philosophiquement, la conception technocratique d'un libéralisme bridé par l'intervention éclairée de l'Etat s'est vue concurrencée par une aspiration moins déviante du libéralisme, où la liberté individuelle retrouverait la place qui lui revient logiquement, à savoir : la première ; analytiquement, ce furent les derniers sursauts de l'école keynésienne contre les premiers hoquets de l'école autrichienne ; politiquement, ce fut l'affrontement entre les pesanteurs conservatrices de l'UDF et les velléités progressistes du RPR.

Cette possibilité qu'ont les idéologies de susciter des luttes internes sur toute leur ligne de front (philosophique, scientifique, politique) vient de ce que leurs principes embrassent toutes les facettes de la vie sociale.

Pour évident que soit ce constat, il est pourtant fortement contesté. Nombreux sont ceux qui ne veulent voir dans l'idéologie qu'une spéculation philosophique. A commencer par les hommes politiques, penauds chaque fois qu'ils sont convaincus d'idéologisme. A continuer par les "scientifiques" (économistes, sociologues...) qui clament haut et fort que l'idéologie ne saurait pénétrer dans ces oasis de savoir objectif que sont les "sciences sociales". Cette prétention à parquer l'idéologie dans une sphère spéculative éthérée est non seulement fautive ; elle est stupide.

LES "SCIENCES SOCIALES" ET L'IDÉOLOGIE

Que toute idéologie mette en avant une éthique, voilà

qui est peu controversé. Mais il serait erroné de croire qu'il s'agit là de son alpha et de son omega. L'idéologie commence en deçà et finit bien au delà de l'ensemble des valeurs dont elle est le porte-étendard. Afin de s'en persuader, il suffit de considérer à nouveau ces deux idéologies familières que sont le libéralisme et le socialisme.

Le libéralisme est le champion de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la justice et du bonheur de l'homme. Le socialisme, aussi. Pourtant, ces deux idéologies sont exactement symétriques, parfaitement contraires, totalement inconciliables. Le paradoxe s'évanouit dès que l'on comprend que les plus belles vertus morales ne prennent de signification qu'en fonction d'un principe originel, celui qui règle les rapports réciproques du binôme Homme/Société, clé de voûte de toute idéologie.

Pour le libéralisme, la société n'a pas de statut ontologique ; seul l'*individu* existe en soi ; la société n'est qu'une fiction, parfois commode, souvent perverse, désignant l'ensemble des individus ; les relations sociales ne sont jamais que des relations interindividuelles (10). Pour le socialisme, le primat ontologique est au contraire dévolu à la société ; l'homme socialiste (le *camarade*, pour faire court) est déterminé par la place qu'il y occupe (11). Comment s'étonner alors que, dans ces perspectives renversées, "H donne S" contre "S donne H", les mêmes valeurs se déclinent de façons opposées : ici la liberté est essentiellement individuelle, là elle est d'abord collective ; ici l'égalité s'entend en droit, là elle se comprend en fait ; la solidarité est ici affaire de charité ou de prévoyance individuelle, là elle est obligation sociale...

Or, n'en déplaise aux "scientifiques", ce principe idéologique premier, qui met en perspective l'homme et la société, ne peut être tenu à l'écart des "sciences sociales". Pire, il en est le principal élément structurant ! L'épistémologie des "sciences sociales" révèle en effet une fracture méthodologique, qui traverse toutes les disciplines : "il faut rappeler qu'il y a deux sortes de sociologies quant à leur point de départ et à leur démarche globale. Dans la première, on part, comme il est naturel aux modernes, des individus humains pour les voir ensuite en société ; parfois même on essaie de faire naître la société de l'interaction des individus. Dans l'autre sorte de sociologie, on part du fait que l'homme est un être social, on pose donc comme irréductible à toute composition le fait global de la société (...) Puisqu'on a parlé d'individualisme méthodologique pour le premier cas, on pourrait parler de holisme méthodologique dans celui-ci" (12). C'est Weber contre Durkheim.

S'il est vrai que les économistes sont majoritairement favorables à l'individualisme méthodologique et les sociologues plutôt portés vers le holisme méthodologique, les minorités dans les deux disciplines n'en sont pas moins actives (13). Diversité qui entretient chez certains "scientifiques" l'illusion de travailler dans un monde, celui de la "science", non pollué par l'idéologie. Et pour-

tant, comment ne pas voir que la dichotomie méthodologique, individualisme/holisme, réplique exactement l'opposition principielle première ("H donne S" contre "S donne H") qui fait du libéralisme et du socialisme deux idéologies antinomiques. Certes, en théorie, nulle fatalité n'entraîne l'individualiste méthodologue à porter des conclusions de nature libérale ou son adversaire holiste à présenter des résultats d'inspiration socialiste. Pourtant, l'attraction est si forte que la capacité d'échapper à la gravité d'une idéologie ou de l'autre est difficilement surmontable. L'actualité des années 80 permet d'illustrer ce propos et l'histoire des deux derniers siècles en confirme la vraisemblance.

Chacun se souvient de quelle superbe manière nos intellectuels socialistes avaient su donner corps à un authentique projet de *socialisme à la française*, dont le candidat Mitterrand s'était fait le héraut, en 1981. Mais on sait aussi ce qu'il advint lorsque le président Mitterrand mit ce projet à exécution. A l'état de grâce succéda le coup de grâce, asséné par une catastrophe économique si évidemment imputable au *projet socialiste* qu'elle obligea à de pénibles renoncements : la déflation remplaça la relance ; la "rigueur" succéda aux largesses ; la référence à l'économie de marché supplanta la révérence aux nationalisations ; l'entreprise privée fut réhabilitée et les valeurs individuelles eurent à nouveau droit de cité. Deux ans après, le *socialisme à la française* refaisait en sens inverse le chemin qui allait "*des ténèbres à la lumière*" (pour reprendre l'expression de liesse utilisée un soir de mai, place de la Bastille).

Cette volte-face avait sans doute de quoi rendre sans voix les intellectuels de gauche, pourtant d'un naturel bavard. Leur prudent silence fut troublé, au cours de l'été 83, par une sévère admonestation, parue dans le journal *Le Monde*, sous une plume ministérielle, qui exhortait l'intelligentsia à reprendre du service. Le *socialisme à la française*, pour lequel les intellectuels de gauche avaient tant fait, et qui les avait largement payés de retour, avait besoin d'eux pour sauver ce qui pouvait encore l'être : les apparences. Nombreux furent ceux qui se plièrent à ce devoir de vacances. Si bien qu'à partir de l'automne, pris sous le feu nourri des médias dont l'absence de discernement n'est plus à vanter, le lecteur innocent fut criblé de textes et de commentaires de textes cherchant à le persuader que "*l'individu de gauche pourrait exister*"; et que s'il n'existait pas encore, il faudrait l'inventer ; on verrait alors un "*nouvel individualisme, un individualisme d'intelligence*", grâce auquel nous pourrions enfin tirer le meilleur parti de nos bonnes dispositions, historiquement révélées par le "*capitalisme soixante-huitard*". Bref, contrairement à ce que l'on avait pu croire, il fallait dorénavant admettre que "*le socialisme est un individualisme*" (14) ! Ces œuvres de circonstance tentaient, de leur mieux, de marier la carpe et le lapin en jouant sur deux registres différents. Celui de la "science" (encore qu'en l'espèce le terme soit certainement galvaudé) et celui de l'éthique. L'*individu socialiste*, dont les uns et les autres parlaient, était en fait l'individu de l'individualisme méthodologique, habillé à

la hâte de la morale socialiste. Le temps réserva à ces contributions le meilleur sort qu'elles pouvaient escompter : l'oubli !

Sans doute, l'échec d'intellectuels plus soucieux du retentissement médiatique de leurs écrits que de la profondeur de leur pensée n'est pas en soi une preuve péremptoire. Mais il faut au moins y voir un indice. Or ce que l'actualité des années 80 suggère, l'histoire des deux derniers siècles le corrobore, et d'éclatante façon. L'étude des grands auteurs montre en effet que la soi-disant indépendance des "sciences sociales" est quelquefois un leurre pour eux aussi. Qu'il suffise ici, pour éviter de faire assaut d'érudition, de présenter comme témoins à charge ces deux piliers de la pensée économique que sont Marx et Mises. L'un comme l'autre n'envisagent de se déplacer que sur le terrain de la "science". Mais l'un et l'autre travaillent au service d'une idéologie, dont ils ont la prétention de démontrer la supériorité sur l'idéologie adverse. Entreprise naturellement vouée à l'échec et qui conduit aussi bien Marx que Mises à un sectarisme insupportable de la part de prétendus "scientifiques", dont le doute méthodique devrait être une vertu cardinale (15).

Les "sciences sociales", dans ce qu'elles ont de plus noble, c'est-à-dire leur méthodologie, sont de plain-pied dans l'univers idéologique. Les "scientifiques" qui s'en offusquent sont pour la plupart largement ignorants de la genèse des concepts qu'ils manipulent. Quant aux autres, ils font partie de la race des doctrinaires (16).

LA POLITIQUE, TROISIÈME TEMPS DE L'IDÉOLOGIE

Après l'éthique, la méthodologie (scientifique) est ainsi le second temps fort de l'idéologie. Le troisième est évidemment la politique. Être, comprendre, agir, n'est-ce pas là le triptyque idéal de toute action sociale ?

Idéal, certes, et par conséquent rarement appliqué. Dans la vie quotidienne, on agit la plupart du temps sans chercher à comprendre ; et lorsque, par extraordinaire, on s'interroge sur le sens moral d'une action, c'est presque toujours après coup, à la recherche d'une justification *ad hoc* qui permettrait à notre conscience inopinément éveillée de s'assoupir à nouveau. Ce comportement complaisant, sans doute regrettable, est à tout le moins socialement admissible pour le lot commun de nos actions personnelles, dont la particularité est d'être sans influence notable sur l'organisation d'ensemble. Mais cette mansuétude n'est en revanche plus de mise pour l'action politique, dont la finalité est par définition de modifier de façon appréciable le cadre de vie de la collectivité. Or la décision politique, ayant pour objet l'organisation sociale, est par nature différente de la décision personnelle. Cet éloignement du politique et du particulier rend inopérants les garde-fous quotidiens. Alors que chacun peut honorablement traverser l'existence en prenant des décisions personnelles seulement guidées par le bon sens et l'intuition, l'homme politique ne peut se

satisfaire de ces remèdes de bonne femme. Au bon sens, il doit substituer une construction explicite qu'il peut interroger : une morale (17). A l'intuition, il doit préférer la compréhension que seules peuvent fournir les "sciences sociales" : une théorie. La décision politique doit donc être en prise directe sur l'éthique et la méthodologie (scientifique). Exigence qui, si elle était prise au sérieux, découragerait plus d'un homme politique d'embrasser la carrière, et conduirait ceux qui restent à faire ce qu'ils disent et à comprendre ce qu'ils font.

En faisant de la réflexion éthique et scientifique un préalable, l'action politique suppose une ascèse, si ce n'est surhumaine, en tout cas hors de portée de l'homme isolé. A fortiori, hors de portée de l'homme de gouvernement, nécessairement fragilisé par sa position éminente. Mais ce qu'un homme isolé ne peut faire devient parfois réalisable avec le secours d'autres hommes. Précisément, l'idéologie est une construction humaine collective, mise au service de chacun. En courant sur les trois niveaux (éthique, méthodologique, politique), elle permet à l'homme politique de dépasser ses limites personnelles. Elle fournit un cadre à la fois suffisamment ouvert pour lui permettre de développer son appréhension particulière des situations concrètes, et suffisamment rigoureux pour assurer à l'ensemble de ses décisions un minimum de cohérence.

C'est justement parce que l'on ne peut raisonnablement attendre d'un homme politique qu'une réflexion éthique sommaire et une pensée théorique superficielle, qu'il est du plus grand intérêt pour les gouvernés de le savoir guidé par une idéologie plutôt que livré à lui-même.

Les raisonnements précédents conduisent donc à conclure, à contre-courant de la pensée du moment, que la politique française aurait grand intérêt à s'appuyer sur l'idéologie plutôt qu'à vouloir se suffire à elle-même. Mais alors comment expliquer les échecs patents des politiques de 1981 et 1986, qui ont renforcé notre réputation envers l'idéologie (18).

DU BON ET DU MAUVAIS USAGE DE L'IDÉOLOGIE

Il y va de l'idéologie comme du reste : ses avantages dépendent de l'usage que l'on en fait. Or deux dangers guettent toute politique placée sous l'égide de l'idéologie.

Le premier, le pire aussi, est que l'idéologie se transforme en doctrine. Que les principes (éthiques), sur lesquels elle se fonde, se cristallisent en dogmes. Que la théorie (scientifique), à travers laquelle elle donne sens à la réalité, prenne la place de la réalité elle-même. Que la politique, par laquelle elle s'exprime, devienne indiscutable.

Ce danger totalitaire n'est heureusement pas à la source de nos récents déboires. Nos gouvernants, de gauche comme de droite, ont même fait preuve d'une absence remarquable de suite dans les idées. Dès qu'ils eurent en main les preuves incontestables de l'inadéquation

tion de leur politique, les uns et les autres sonnèrent la *pause dans les réformes*. Au signal donné, les farouches partisans du *socialisme à la française* ou du *libéralisme* du même nom abandonnèrent sans états d'âme excessifs leurs projets respectifs.

Le second risque qu'encourt une politique d'obédience idéologique est que la société refuse ses manipulations. Soit que les modalités pratiques particulières (théoriques et politiques), grâce auxquelles l'idéologie a pris forme, lui déplaisent. Soit, plus fondamentalement, qu'il y ait incompatibilité entre la réalité historique de la société et le rêve idéologique que certains caressent pour elle. C'est vraisemblablement à ce niveau fondamental que réside la raison du double échec de 1983 et 1987.

La société française n'est ni libérale ni socialiste (19). Elle n'est pas le fruit d'une lente mutation qui la ferait s'écarter ou s'approcher d'un de ces deux stéréotypes universels. Elle est tout simplement particulière !

Notre peuple a donné au monde quelques grands bâtisseurs du libéralisme. Mais ces apôtres ne furent jamais prophètes en leur pays. A aucun moment, les multiples allées et venues entre Monarchie, Empire et République n'ont eu pour enjeu l'ordre libéral. Seulement la démocratie. Certes, la démocratie française s'apparente directement au "libéralisme politique" mais elle ne suffit pas à constituer le contrat libéral, puisque celui-ci exige aussi, et surtout, le "libéralisme économique". Curieusement, la plupart de nos idéologues de la modernité ont dédaigné ce second aspect. Ils se sont surtout passionnés pour la conception de l'organisation politique, qui leur paraissait une bien plus noble tâche. Tocqueville, le premier, ne se targuait-il pas de ne rien entendre à l'économie ? (20) C'est cette tradition typiquement française qui permet à tout bon démocrate de se prétendre libéral : le récent engouement pour le libéralisme a ainsi poussé les gaullistes (!), les démocrates-chrétiens (!) et même quelques socialistes (!?) à se dire libéraux.

Le libéralisme n'est pas, en France, un état perdu qu'il faudrait retrouver. Il nous est simplement étranger. Pour avoir un avant-goût de ce que pourrait être l'ordre libéral dans la plénitude de sa double acception (politique et économique), il faut regarder du côté des Etats-Unis. Or, chacun sait, la France, ce n'est pas l'Amérique !

Quant au socialisme, nous n'en avons connu que les poussées de fièvre. Celles du XIX^e : émeutes et répressions. Celles du XX^e : Cartel des gauches, Front populaire, Libération, 1981... Sur plus d'un siècle de vie démocratique (presque) ininterrompue, la gauche aura gouverné moins de dix années dans une optique de gauche. Certes, ses passages auront souvent été sanctionnés par la mise en place de structures difficilement réversibles : 1936, nationalisations et congés payés ; 1945, nationalisations et Sécurité sociale ; 1981, nationalisations et retraite à soixante ans... Mais, bien que dans le droit fil d'une espérance socialiste, ces structures neuves sont impuissantes à changer la logique du système.

Sans même prendre pour modèle le socialisme politique des pays de l'Est, et en se référant uniquement à la version policée de la social-démocratie européenne, il est clair que les ingrédients de base du socialisme font chez nous amplement défaut. Sans aucun doute, notre arrangement est fortement socialisé. Mais bien peu socialiste.

Libéralisme et socialisme ont toujours été en France des vues de l'esprit, susceptibles par intermittence de modifier l'évolution galiléenne de notre société, mais incapables d'en changer la nature. Les avanies que connurent le *projet socialiste* de 1981 et le *projet libéral* de 1986 viennent de cette inadéquation historique. Le socialisme et le libéralisme auront beau être retaillés aux cotes de la France, ils seront toujours pour nous des idéologies exotiques.

Pourtant, ces deux idéologies, qui ont si peu de prise sur notre réalité sociale, ont une force redoutable sur notre imaginaire. Cette prégnance culturelle du libéralisme et du socialisme n'est pas sans inconvénient, puisqu'elle conduit à tirer d'un constat indéniable un diagnostic erroné. Au lieu de considérer notre société comme doublement réfractaire au libéralisme et au socialisme, on la croit doublement permissive. Le fantasme a raison de l'évidence : si la société française refuse de se glisser dans le lit de l'un ou de l'autre, c'est parce qu'elle couche avec les deux ! D'où le verdict, qui tombe quelquefois de haut (et, à l'occasion, de l'Elysée) : "société mixte", "libéral-socialisme", "social-libéralisme" ! Autre façon de dire que notre société est bâtarde, métissée, licencieuse. Prisonniers de cette vision linéaire, les uns et les autres n'entrevoient plus la politique que comme un moyen de tirer la dévergondée vers un peu plus de libéralisme, à défaut de la faire libérale ; vers un peu plus de socialisme, faute de la rendre socialiste (21).

Sur notre échiquier politique, la vertu se trouve donc nécessairement à gauche et à droite. Et le vice au centre.

L'INDIVIDU, LE CAMARADE ET LA PERSONNE

Il y a pourtant une seconde façon d'interpréter les leçons que vient de nous répéter l'histoire. Plutôt que de croire notre société "mixte", mi-libérale mi-socialiste, mieux vaut admettre qu'elle est "autre", ni libérale ni socialiste. Cette acceptation est déjà un premier pas vers une nouvelle intelligibilité, mais le plus dur reste à faire : où trouver cette autre compréhension ? Du côté de l'idéologie, bien sûr ! Car se défier du socialisme et du libéralisme ne signifie pas qu'il faille condamner le regard idéologique. Au contraire. Ce serait même péché que de le faire, quand existe dans les plis de notre culture une idéologie, certes meurtrie et délaissée, mais en accord profond avec notre réalité historique : l'humanisme (22).

Comme pour toutes les idéologies, le principe originel qui gouverne l'humanisme est celui qui met en perspective le couple infernal que forment l'homme et la société. Mais à l'inverse du libéralisme et du socialisme qui privilégient une liaison univoque (respectivement "H donne

S" et "S donne H"), l'humanisme s'attache à saisir la relation Homme/Société dans sa complexité "H donne S, S donne H, H réfléchit sur lui-même, simultanément et inséparablement". L'homme ainsi conceptualisé s'appelle une *personne*.

Pour saisir la richesse de ce principe fondateur, et ne pas être étonné ensuite des difficultés (philosophiques, scientifiques et politiques) qui en découlent, il convient de regarder quelques instants la *personne* au fond des yeux. Cet examen clinique permet de balayer une rumeur malveillante, selon laquelle la *personne* humaniste ne serait qu'une sorte d'hybride : le rejeton abâtardi issu d'une liaison contre nature entre l'*individu* libéral et le *camarade* socialiste.

Certes, à ne considérer que la relation réciproque unissant l'homme et la société (symbolisée par la formule "H donne S, S donne H"), qui exprime à la fois que l'homme est l'élément constitutif de la société et qu'il est en retour (partiellement) déterminé par elle, on pourrait être tenté de donner foi à ces ragots. Mais ces allégations s'effondrent aussitôt découverte la supercherie : les libéraux, les socialistes et les humanistes ne parlent ni du même homme ni de la même société.

Pour les libéraux, la société est une absence de société, une simple collection d'*individus* que rien ne cimente si ce n'est l'intérêt des uns et des autres à vivre ensemble. Leur *grande société*, leur *société ouverte*, préfiguration du *village global*, "*englobe tous les hommes et toutes les nations*" (23). La complexité de cette grande société, qui résulte de l'ouverture des sociétés traditionnelles sous la pression bénéfique du marché et du calcul économique, rend illusoire la prise en compte des solidarités locales. La plupart de ces solidarités sont d'ailleurs explicitement condamnées (syndicats, groupes de pression) ; les autres sont respectueusement citées avant que d'être simplement ignorées en raison de leurs effets négligeables (famille, associations volontaires) (24). Perdu dans la société sans nom, l'*individu* est un être anonyme.

A l'inverse, pour les socialistes, la société existe bel et bien. Elle a ses caractéristiques structurales qui délimitent des espaces isotropes, peuplés de *camarades*, tous logés à la même enseigne. Les liens familiaux, les solidarités de métier, les affinités de voisinage, les fraternités spirituelles sont occultés au profit de déterminants structuraux qui coupent et taillent dans la masse. Jadis le concept théorique de classe sociale faisait florès, aujourd'hui les catégories statistiques prolifèrent : les jeunes, les smicards, les chômeurs de longue durée, les beurs... C'est à l'intérieur de ces grandes catégories que naît l'uniformité socialiste. Et avec elle, l'ennui. Le *camarade* est un clone triste.

Pour l'humaniste, la société est encore différente : elle est faite de "groupes de proximité". S'il fallait risquer ici une définition générale, on dirait que le groupe de proximité est un ensemble de *personnes* qui entretiennent entre elles des relations conscientes et consentantes, à travers lesquelles s'expriment certaines affinités. Ces

groupes peuvent être structurés (entreprise, syndicat, église...) ou amorphes (supporters de l'équipe de foot). Durables (l'armée) ou volatils (la bande de quartier). Restreints (la famille nucléaire) ou s'étendre à l'humanité tout entière. Quels qu'ils soient, leur "proximité" qualifie cette distance, subitement réduite, qui permet de voir en l'autre un "proche", c'est-à-dire une *personne* à la fois unique (donc différente) et pourtant semblable à soi. Dans une société complexe et éclatée comme la nôtre, cette proximité s'entend généralement de manière relative : par rapport à une facette de notre être (25). Chacun d'entre nous appartient ainsi à plusieurs groupes de proximité, dont le degré d'activation fluctue d'une circonstance à l'autre. Pour beaucoup de Français, par exemple, la nation est un groupe de proximité qui ne sort de sa latence qu'à la veille d'élections majeures. C'est précisément cette multiappartenance de chaque *personne* à des groupes, eux-mêmes à géométrie variable, qui assure la cohésion de la société. La société humaniste est une société de proximité dans laquelle chaque *personne* conserve son identité.

Cela étant dit (et changeant tout), il est vrai que le principe humaniste synthétise les approches univoques libérale et socialiste en ne retenant pas un déterminisme particulier, mais au contraire une co-influence entre la *personne* et les groupes de proximité. Qui plus est, cette relation bouclée est transcendée par le regard que l'homme porte sur lui-même. Cette réflexivité exprime la capacité qu'a l'homme de s'auto-penser en tant qu'être unique (une *personne*), entretenant des relations conscientes et consentantes avec d'autres êtres également uniques (au sein de groupes de proximité). Cette auto-réflexion va donner à la *personne* ses vertus particulières (autonomie, responsabilité) que l'on ne trouve ni chez l'*individu* ni chez le *camarade*. Mais d'où vient cette capacité à s'auto-penser ? Doit-on l'appeler "conscience", "esprit", "âme" ? L'humaniste peut laisser les philosophes et les théologiens en débattre et se contenter d'en postuler l'existence, sans craindre une quelconque démonstration par l'absurde, tant est manifeste cette capacité de l'homme moderne à s'auto-réfléchir.

Au total, la richesse du principe fondateur de l'humanisme ("H donne S, S donne H, H réfléchit sur lui-même, simultanément et inséparablement") tranche sur la pauvreté des principes homologues retenus par le libéralisme et le socialisme ("H donne S" et "S donne H"). Mais si la supériorité (de principe) de l'humanisme ne fait aucun doute, elle se paye d'une complexité foncière qu'ont délibérément écartée les idéologies rivales. Or, comme toute construction intellectuelle, une idéologie a tout à craindre de la complexité. Avec leurs principes originels, simplistes, sévèrement mutilants, le libéralisme et le socialisme se donnent les moyens de dérouter une pensée impeccablement cohérente, à tous les niveaux : éthique, méthodologique, politique. A l'inverse, la complexité de son principe fondateur peut être un sérieux obstacle à l'affirmation de l'humanisme en tant qu'idéologie majeure.

Avant que de proclamer sa préférence pour l'idéologie humaniste, il convient donc de s'assurer que la richesse du principe fondateur de l'humanisme ne sera pas aussi son linceul, dans lequel l'humaniste viendra se prendre les pieds, tout à son euphorie de posséder un principe respectueux de la complexité de l'homme. Ce qui oblige à vérifier l'existence d'une pensée cohérente et articulée, parcourant les trois niveaux de l'idéologie : éthique, méthodologie, politique.

LES TROIS VOILETS DE L'HUMANISME

L'éthique humaniste tire ses références ontologiques de la vénérable philosophie du sujet, revigorée par le courant personnaliste du XX^e siècle. Mais, étant au service d'une philosophie sociale, cette éthique est à la fois moins élaborée et plus appliquée que ce qu'en disent les traités de morale. Au fond, sa seule prétention est de faire de l'humanisme le champion de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la justice et du bonheur de l'homme !

Une analyse comparative avec les idéologies adverses aux ambitions similaires, libéralisme et socialisme, permettrait de saisir la manière dont ces idéaux éclatants (liberté, égalité, fraternité...) se déclinent sur le mode humaniste. Mais puisque la place manque ici pour dresser ce parallèle, l'évocation de deux valeurs, introuvables ailleurs : l'autonomie et la responsabilité, donnera un aperçu de la spécificité de l'humanisme.

Grâce à sa capacité de s'auto-réfléchir, la *personne* prend conscience des contraintes que lui imposent les groupes de proximité dont elle est membre. Or, le groupe de proximité étant le fruit d'une union consentante entre les hommes, et non le résultat d'un déterminisme accablant, chaque *personne* conserve la possibilité de s'en désolidariser. Il en résulte que l'appartenance d'une *personne* à un groupe de proximité est synonyme de libre acceptation des contraintes sociales : la *personne* est "autonome" (alors que dans le même temps, le *camarade* est "dépendant" et l'*individu* "indépendant") (26).

Mais le trait le plus original de l'éthique humaniste est sans doute de concevoir l'homme comme une créature "responsable". Cette responsabilité particulière n'est évidemment pas la responsabilité juridique, que toute idéologie reprend à son compte, mais une responsabilité morale : se sentir comptable du sort d'autrui. Un groupe de proximité est par nature un ensemble d'hommes partageant quelques affinités. De ce partage, conscient et volontaire, naît le souci de l'autre. Par construction, la *personne* est attentive aux conséquences que ses actes peuvent avoir sur la situation de ses "proches" : elle est "responsable" (alors que le *camarade* ne l'est pas et que l'*individu* est, lui, "irresponsable") (27).

L'autonomie et la responsabilité sont ainsi les deux faces d'une même conception de l'homme et de la société ; elles découlent l'une et l'autre du principe fondateur ("H donne S, S donne H, H réfléchit sur lui-même,

simultanément et inséparablement") de l'humanisme... et se trouvent donc écartées des constructions idéologiques adverses. Pour s'en persuader, plutôt qu'un long discours philosophique, un retour sur les années 80 suffira peut-être.

Au printemps 86, lorsque les élections eurent consacré le retour de la droite, la *plate-forme RPR/UDF* constitua la nouvelle charte de gouvernement. Ce programme sanctionnait la montée en puissance de la vague libérale, impulsée depuis cinq ans par le RPR, reprise en marche et en désordre par l'UDF. Parmi les mesures d'urgence, nombre d'entre elles visaient à donner plus de latitude aux entreprises. Or, à l'automne de la même année, le chômage n'avait toujours pas faibli, les exportations stagnaient et l'investissement régressait. De la rue de Rivoli s'échappa alors un jugement amer : puisque le maintien du gouvernement libéral, ou le retour des vieux démons socialistes, dépendaient de l'issue de la bataille économique, en refusant d'embaucher, d'exporter et d'investir autant qu'il le fallait, les chefs d'entreprise faillaient à leur "responsabilité" !

La faute de jugement est patente, et ne peut étonner de la part d'un observateur se situant dans une optique libérale, qui ignore la "responsabilité" (les socialistes, d'ailleurs, commirent une erreur d'analyse symétrique, quelques années plus tôt) (28). Sans doute, dans leur grande majorité, les chefs d'entreprise étaient-ils favorables au credo du gouvernement, parce qu'un contexte de liberté économique est propice à l'entreprise. Mais aucun marchandage, aucun contrat moral n'avait été signé entre eux et le ministre des Finances. Or le groupe de proximité vis-à-vis duquel le chef d'entreprise se sent "responsable" est, d'abord, son entreprise, dont il doit assurer la survie, au moins. La prospérité, si possible. Pour y parvenir, l'embauche, l'exportation, l'investissement ne sont que des moyens, parmi d'autres. Et non une fin en soi, comme pour le ministre. A chacun sa "responsabilité".

Eblouis par la simplicité de leurs idéologies, le libéral et le socialiste ont tôt fait de croire que la "responsabilité" de l'autre est de faire ce qu'ils attendent de lui. Erreur d'analyse que la vision humaniste permet d'éviter.

Si l'éthique humaniste n'a rien à envier aux éthiques libérale et socialiste, la situation est moins brillante dès que l'on aborde le volet scientifique. Car il est vrai que les "sciences sociales" n'ont largement développé que deux types d'approche : l'individualisme et le holisme méthodologiques, qui font le lit des idéologies consacrées. Or, il est clair que si l'humaniste était contraint d'interpréter la réalité à travers une théorie relevant de l'une ou l'autre méthode, il aurait le plus grand mal à s'y retrouver.

Par bonheur, l'enfermement scientifique, entre individualisme et holisme, doit tout aux hasards de l'histoire des "sciences sociales" et rien à la nécessité du raisonnement "scientifique". Encore au stade embryonnaire, le "personnalisme méthodologique" peut espérer en l'avenir, pour peu que les économistes et les sociologues

s'attellent à la tâche. Même s'il est encore trop tôt pour donner de cette méthode une fiche signalétique précise, le peu que l'on en connaît suffit à dégager quelques points forts : dans le "personnalisme méthodologique", le concept de base est le "pouvoir" (traduction méthodologique du groupe de proximité) ; le paradigme est le "conflit" ; et la logique qui conduit le raisonnement est la "systémique".

Ce n'est sans doute pas ici le lieu de développer l'originalité de cette méthode et, encore moins, de tenter une comparaison avec l'individualisme et le holisme méthodologiques. Il serait d'ailleurs outrepassant de mettre en perspective des approches qui ont bénéficié, depuis deux siècles, du concours des plus grands esprits, avec celle-ci qui n'est encore que dans les limbes. Néanmoins, il est réconfortant de noter que l'utilisation de cette méthode conduit bien, comme il était souhaité, à une compréhension largement renouvelée de la réalité sociale, en accord profond avec l'éthique humaniste (29).

Quant à la politique humaniste, chacun sait qu'elle est celle de la juste mesure et du juste milieu. Ce qui la guide n'est pas une norme à atteindre mais l'aménagement de ce qui est en place. Elle cherche à accompagner l'évolution et non à la contrarier en la brusquant dans un sens ou dans l'autre. Cette position, doucement conservatrice, est en opposition avec le constructivisme, qui plaît tant à l'esprit français, et déplaît tant à la société française. Elle puise sa légitimité dans la conviction qu'il y a plus de sagesse dans l'ensemble consolidé des générations passées et présentes que dans la tête du plus brillant sujet. La politique humaniste s'en remet à l'esprit de l'homme plutôt qu'à l'homme d'esprit.

Cet *a priori* se traduit par un principe, systématiquement violé par les politiques d'inspiration libérale et socialiste. Alors que celles-ci jettent hardiment l'anathème sur tel ou tel (que l'on se souvienne des diatribes socialistes de 81 contre l'entreprise, et des envolées libérales de 86 contre les syndicats), la politique humaniste pose comme un absolu le respect de tous les acteurs sociaux. C'est là une exigence directement déduite du respect dû à la personne, et qui peut se formuler ainsi : sauf à démontrer le contraire, il n'y a pas de mauvais acteurs sociaux, il n'y a que de mauvaises actions sociales.

L'IDÉOLOGIE AU SECOURS DE LA POLITIQUE

Ce principe conduit à faire de la prudence et de la pondération les vertus cardinales de la politique humaniste. Hélas, sans une claire intelligence de la réalité, la prudence vire à l'indécision, et la pondération se suffit du compromis. Précisément, le faible engouement des Français pour une politique d'inspiration humaniste vient de ce qu'elle leur est toujours apparue amorphe. Le centre, traditionnellement dépositaire de ce type de politique, semble balloté, incapable de se définir positivement entre une droite et une gauche qui, elles, savent ce qu'elles veulent.

Si l'on accorde foi aux développements qui précèdent, il est facile de découvrir la raison majeure de cette inconstance politique. Elle a son origine dans le maillon faible de l'idéologie humaniste : le "personnalisme méthodologique". Historiquement, la pensée humaniste a été développée par des philosophes peu soucieux des "sciences sociales". En particulier, les penseurs personnalistes du XX^e siècle ont toujours eu l'ambition de monter la politique à cru, à même l'éthique. Avec le recul du temps, on peut imaginer que cette attitude était une sorte de cache-misère. Puisque les "sciences sociales" n'avaient aucune méthode à leur proposer, respectueuse des impératifs éthiques qui étaient les leurs, autant valait-il qu'ils condamnent la "science" en bloc. Ce que certains firent, traitant par le mépris ces politiques libérales ou socialistes, directement déduites de visions théoriques. A les entendre, la politique ne pouvait être l'appendice du "sociologisme", puisqu'elle devait être le bras séculier de l'éthique !

Aujourd'hui, cette position est intenable. Il ne suffit pas de constater que l'histoire de France a produit une société en affinité avec les principes humanistes, et nécessairement rebelle aux principes libéraux et socialistes, pour gommer la fascination qu'exercent ces idéologies déplacées. Pas plus qu'il ne suffit de lâcher, dans un soupir, que *"la France doit être gouvernée au centre"* pour que la gauche et la droite se resserrent sur les bancs médians de l'hémicycle. La seule réaction salutaire est désormais de mettre les bouchées doubles, afin de doter l'idéologie humaniste de l'approche "scientifique" qui lui fait encore défaut : le "personnalisme méthodologique".

La politique humaniste, celle de la juste mesure et du juste milieu, ne peut en effet se développer en apesanteur. Il lui faut le secours complet et massif de l'idéologie. L'éthique humaniste ne pourra se concrétiser dans la décision politique que si le gouvernant est capable de décrypter la réalité à l'aide d'une grille de lecture, respectueuse de ses idéaux, que seules les "sciences sociales" sont susceptibles de fournir. Alors, et alors seulement, la pondération et la prudence deviendront opératoires.

Car la juste mesure n'est que rarement la demi-mesure et le juste milieu n'est pas toujours au centre.

Alain LEROUX

(1) Cruciales dans le sens retenu par K. Popper (voir, par exemple, *Conjectures et réfutations*, Payot, 1985 (1963) pour qualifier des expériences capables de "réfuter" une théorie physique. Le fait que les politiques programmatiques de 1981 et 1986 aient tourné court ne constitue-t-il pas une "réfutation" des idéologies socialiste et libérale ?

(2) La politique intérieure du moins, car la politique extérieure est relativement épargnée grâce à la conception gaullienne qu'en a le président. Encore que ce "domaine réservé" ne soit pas totalement à l'abri du flou intérieur, comme le montrent les remous gouvernementaux survenus lors de la guerre du Golfe.

(3) Sous l'emprise de la logique bureaucratique, la politique de la Santé se borne à mettre en coupe réglée l'activité médicale ; la politique de l'Éducation se satisfait d'une augmentation budgétaire.

taire à structures constantes ; la politique fiscale se contente d'ajouter de nouveaux prélèvements à un ensemble de taxes, d'impôts et de cotisations sociales, déjà excessivement complexe ; la politique d'aménagement du territoire est le résultat imprévisible des ambitions hégémoniques concurrentielles de fiefs administratifs (la SNCF et son TGV, EDF et ses centrales nucléaires, le ministère des transports et ses autoroutes, un Grand Stade ici, une technopole là...).

(4) "Les "idéologies", c'est-à-dire des ensembles de principes, sont devenues généralement aussi antipathiques aux peuples qu'elles l'ont toujours été aux aspirants dictateurs, notamment à Napoléon I^{er} et à Karl Marx, les deux hommes qui ont donné à ce mot son sens péjoratif moderne", Droit, législation et liberté, tome I : règles et ordre, PUF, 1980 (1973), p. 68.

(5) Par exemple : "Le concept d'une idéologie est plus étroit que celui de vision du monde. En parlant d'idéologie, nous n'avons en vue que l'agir humain et la coopération sociale, à l'exclusion des problèmes de métaphysique et de dogmes religieux, des sciences naturelles et des technologies qui en sont dérivées". L. von Mises, L'action humaine, PUF 1985 (1949), p. 189.

(6) E. Burke, Réflexions sur la révolution de France, Hachette 1989 (1790), p. 110. Dans ce texte, Burke milite pour une aide à la décision individuelle : "les hommes feraient mieux d'avoir recours, pour les guider, à la banque générale et au capital constitué des nations et des siècles". Pour lui, ce guide est fourni par la tradition. Burke prend ici le contrepied de l'approche rationaliste française, qui veut faire de la tradition table rase pour mieux bâtir une société nouvelle à la seule force de la Raison : "ces esprits éclairés (...) n'ont aucun respect pour la sagesse des autres ; mais en compensation ils font à la leur une confiance sans bornes". Or, selon Burke, cette sagesse commune, que les bâtisseurs de l'ordre nouveau ignorent systématiquement, est contenue dans les préjugés, produits par la lente sélection de l'histoire, et dont cet auteur fait l'apologie : "au lieu de secouer tous les vieux préjugés, nous y tenons au contraire tendrement ; et j'ajouterai même, pour notre plus grande honte, que nous les chérissons parce que ce sont des préjugés" car "les préjugés (font) de la vertu une habitude et non une suite d'actions isolées".

(7) La similitude entre la position de Burke et celle soutenue ici est évidente. Les principes constitutifs de l'idéologie sont eux aussi des préjugés. Et des préjugés qui s'ancrent profondément dans l'histoire, car aucune idéologie ne procède d'une quelconque génération spontanée. La différence essentielle entre les préjugés issus de la tradition, dont parle Burke, et ceux qui composent l'idéologie, tient à ce que les seconds sont "pensés" alors que les premiers peuvent n'être qu'"agis". L'idéologie trouve sa cohérence dans cet effort de pensée et d'explication des principes. La tradition puise la sienne dans le vécu de ses préjugés.

(8) Contrairement à ce qu'en dit par exemple M. Rodinson, pour qui : "une idéologie a pour fonction de donner des directives individuelles et collectives". Il se peut, bien entendu, que sous l'emprise d'un quelconque Führer, ou d'une soi-disant avant-garde du prolétariat, la lâcheté et la paresse des hommes fassent perdre à l'idéologie sa vertu d'ouverture. Au lieu de servir, la voilà alors qui oppresse. L'interprétation ne laisse plus de place à la subjectivité. La vérité devient objective et la divergence d'opinions hérésie. Comme l'or changé en plomb, l'idéologie se transmute en son contraire. D'entreprise humaine, elle se fait instrument de la barbarie.

Ce risque de déshumanisation de l'idéologie existe en permanence ; l'histoire est là pour en témoigner. Mais il en va ainsi

de la plupart des créations humaines, qui peuvent aussi bien être la meilleure que la pire des choses, selon l'usage que les hommes en font. Aussi ce danger mortel qui guette l'idéologie ne saurait être invoqué pour la bannir. Mais il doit être constamment présent à l'esprit des hommes afin d'éviter qu'un système ouvert de principes totalisants (l'idéologie) ne dégénère en un corps clos de règles totalitaires (la doctrine).

L'opposition conceptuelle idéologie/doctrine est donc fondamentale, mais la terminologie qui l'exprime est affaire de convention. C'est pourquoi nous nous sentons sur ce terrain en parfaite harmonie avec E. Borne, quand bien même celui-ci utilise les termes "idéologie" et "doctrine" de façon exactement contraire : "(en empêchant) la doctrine de se clore en système, c'est-à-dire en idéologie" (France-Forum, oct.-nov 1987, p. 34).

(9) Car la social-démocratie, au sens où on l'entend dans les pays scandinaves ou en Allemagne, est proprement impossible chez nous. Toute notre tradition syndicale et politique s'oppose à une coopération organique entre les syndicats ex-ouvriers et les partis de gauche.

(10) A titre emblématique, cette citation péremptoire de von Mises : "une collectivité n'a pas d'existence et de réalité autres que les actions des individus membres". (op. cit. p. 47).

(11) Proudhon, naturellement, peut être ici cité en exemple. Mais même un auteur comme Marx, pourtant en perpétuelle oscillation entre une vision individualiste et une conception collectiviste, avoue clairement la primauté du social sur l'individuel : "la société ne se compose pas d'individus, elle exprime la somme des relations, conditions, etc., dans lesquelles se trouvent ces individus les uns par rapport aux autres. C'est comme si l'on voulait dire que, du point de vue de la société, il n'y avait ni esclaves ni citoyens : ce sont des humains, les uns comme les autres. Bien au contraire, ils ne le sont qu'en dehors de la société. Etre esclave ou citoyen constitue des relations sociales, des relations des individus A et B. A n'est pas esclave comme tel, il le devient dans et par la société". (Principes d'une critique de l'économie politique (1858), in Oeuvres, Gallimard, coll. La Pléiade, tome 2, 1968, p. 281).

(12) L. Dumont, Essais sur l'individualisme, une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne, Seuil, 1983, p. 11-12.

(13) Et souvent virulentes. Pour un plaidoyer en faveur de l'individualisme méthodologique en sociologie, voir par exemple R. Boudon, La place du désordre, PUF, 1984.

(14) Le lecteur sera tout excusé de ne pas avoir reconnu là, dans l'ordre des citations, les œuvres rapidement périssables de G. Mendel (54 millions d'individus sans appartenance, R. Lafont, 1983), M. Gallo (La Troisième Alliance, Fayard, 1984), A. Minc (L'avenir en face, Seuil, 1984), L. Joffrin (La gauche en voie de disparition, Seuil, 1984).

(15) L'obligatoire interdépendance de la "science sociale" et de l'idéologie introduit pour le moins une différence de degré (voire de nature) entre l'économie et la sociologie, d'une part, les sciences physiques, de l'autre. Certes, les économistes et les sociologues tiennent au terme de "science sociale", qui conforte indéniablement leur rôle et leur prestige. Néanmoins, ne serait-il pas plus juste de parler de "disciplines sociales" plutôt que de "sciences sociales", afin d'être en meilleure harmonie avec ce que l'on entend en général par "science" et ce que l'on fait en particulier en sociologie et en économie ?

(16) Il y a cependant de notables exceptions, comme S-C. Kolm qui insiste sur l'imbrication de l'éthique et de la "science économique", et plaide pour "que la morale soit explicite et non plus glissée en piège hypocrite" dans l'analyse économique. (Philosophie de l'économie, Seuil, 1986, p. 10).

(17) Le droit (au sens d'ensemble de règles juridiques) est bien entendu inclus dans la morale... sauf cas exceptionnel. Mais la morale est plus exigeante que le droit.

(18) Sentiment qui n'est pas né des années 80, mais qui est constitutif de notre mentalité politique (au même titre que notre antiparlementarisme). Il est d'ailleurs paradoxal que cette aversion politique envers l'idéologie en général s'accompagne d'une véritable fascination intellectuelle pour ces deux idéologies particulières que sont le libéralisme et le socialisme. Une explication de ce paradoxe peut être cherchée dans notre penchant immodéré pour la Raison. Car le socialisme et le libéralisme, qui ont profondément structuré notre culture politique, sont (du moins dans les versions popularisées chez nous) des constructions profondément rationalistes. Or, précisément, la volonté d'avoir des gouvernants qui pratiquent une politique indépendante de l'idéologie relève elle aussi d'une confiance (irraisonnée) faite à la Raison ; en l'occurrence la raison de nos gouvernants, qui sauront, croit-on, exercer de meilleurs choix s'ils jugent par eux-mêmes que s'ils sont guidés par des constructions idéologiques a priori.

(19) Le développement qui suit est tiré de : A. Leroux, La France des quatre pouvoirs - Essai pour une politique humaniste, PUF, 1989, pp. 16 et 17. Cf France-Forum n° 261-262, Mai-Juin 1990, p. 62.

(20) Pour une meilleure connaissance du libéralisme de Tocqueville, il est utile de se reporter à l'ouvrage de J-C Lamberti, Tocqueville et les deux démocraties, PUF, 1983. Voir aussi J.-C. Lamberti - Les deux démocraties, l'américaine et la française selon Tocqueville - in France-Forum n° 258-259, Janvier-Mars 1990, pp. 15-24, notamment p. 20.

(21) Ce mixage prend même des allures scientifiques, grâce au fameux taux des prélèvements obligatoires, censé mesurer le degré de notre mixité. On ne rappellera pas ici, par charité, le jugement lapidaire d'un ancien président sur l'existence d'un seuil (40 %) au-delà duquel finit le libéralisme et commence le socialisme.

(22) Le terme humanisme est évidemment racoleur. En accaparant cette dénomination, tombée si bas dans le domaine public (et l'oubli) que l'on ne sait plus ce qu'elle recouvre, il s'agit d'abord de faire un brin de provocation. Il ne vient naturellement pas à l'esprit de nier que le libéralisme et le socialisme peuvent également être considérés comme des humanismes, si l'on admet que "l'humanisme désigne une conception générale de la vie (politique, économique, éthique) fondée sur la croyance au salut de l'homme par les seules forces humaines" (De Rougemont). Néanmoins, une idéologie pourra être "plus humaniste qu'une autre", dans la mesure où elle fera une meilleure place à l'homme, en intégrant mieux l'ensemble de ses virtualités. A cet égard, il ne fait aucun doute que la personne (humaniste, donc) a une portée conceptuelle indéniablement préférable à celle de l'individu libéral ou du camarade socialiste. Si bien que le coup de force sémantique consistant à annexer le terme humaniste a (peut-être) une certaine légitimité : "l'humanisme n'est intégral que s'il est personnaliste" (E. Borne) !

(23) Mises, op. cit., p. 179. Mises reprend à son compte le terme de "grande société" proposé par A. Smith, tandis que Hayek utilise plus volontiers l'expression "société ouverte", définie par K. Popper (La société ouverte et ses ennemis, Seuil, 1979 (1945)). Le "village global", fruit d'une information planétaire, est une vision futuriste, et sans doute déjà dépassée, d'un gourou de la société médiatique : Mac Luhan ; bien que cet auteur ne tire évidemment pas dans la même catégorie que les grands libéraux, sa vision du "village global" semble de la même veine

que celle de la "société ouverte" ou de la "grande société". Et également critiquable.

(24) Notamment chez Hayek. Cet auteur, qui se situe au confluent d'une lignée traditionaliste à la Burke et d'une approche néo-libérale à la Mises, hésite en permanence entre l'idéologie libérale, dont il est un tenant déclaré, et l'idéologie humaniste qu'il ignore superbement.

(25) Le véritable chrétien (s'il en existe), qui reconnaît en tout être humain son "prochain" et assume les implications existentielles que cette reconnaissance impose, a en revanche une aire de proximité unique qui s'étend aux confins de l'humanité.

(26) Le camarade est "dépendant" parce qu'il subit les contraintes sociales sans pouvoir s'y soustraire (elles sont le résultat de déterminismes sociaux qui le dépassent), et bien souvent sans même en avoir conscience (puisque la conscience ne peut naître spontanément qu'à partir d'une notion subjective de "proximité" alors que les déterminants sociaux sont supposés être de nature objective). La plupart des malheurs des socialistes proviennent de cette "dépendance" supposée de l'homme, comme l'illustrent lumineusement les déboires des communistes qui, après avoir enfermé l'homme dans la catégorie du camarade, ont été condamnés à une lourde pédagogie (la théorie marxiste) pour tenter de faire émerger une conscience de classe prolétarienne dont l'apparition spontanée était bien improbable.

L'individu est lui "indépendant" de tout déterminisme social ; ce qui ne signifie pas qu'il est en dehors de la société, mais seulement que celle-ci fait peser sur tous des contraintes identiques.

(27) L'individu est nécessairement irresponsable (au sens moral, utilisé ici) puisque, les contraintes sociales devant peser également sur tous, il ne peut prévoir les conséquences de ses actes sur tel ou tel congénère. Pour les libéraux, cet aveuglement de l'individu n'est pas compris comme une infirmité, mais au contraire comme le début de la clairvoyance ! C'est ainsi que la modification des règles générales ne doit être entreprise que sous le bandeau de l'ignorance. Car, sinon, elles risqueraient de devenir l'enjeu d'intérêts particuliers. Ce principe, clairement affirmé par Hayek, tolère une seule exception : l'aide étatique en faveur des plus défavorisés, afin que tout individu puisse vivre dignement (soit dit en passant, cette exception, venant écorner un principe si fortement défendu par ailleurs, est le signe de l'inconfort de la position de Hayek, tiraillé entre la conception libérale et la vision humaniste).

Quant au camarade, s'il n'est pas "irresponsable" par principe, on ne peut pas non plus le tenir pour "responsable" du sort d'autrui, puisque les situations des uns et des autres sont la conséquence de déterminismes sociaux. Sa seule latitude est de mener des actions collectives susceptibles de modifier les structures en place (réforme ou révolution). Actions nécessairement moutonnères et sporadiques, qui ne font de la morale de chacun qu'un usage parcimonieux et intermittent.

(28) Le premier gouvernement socialiste avait fait la leçon de morale aux syndicats, indiquant qu'il y allait de leur "responsabilité" de ne pas compliquer la tâche du gouvernement. En clair, les syndicats étaient invités à mettre le holà sur leurs revendications. Résolution qu'ils furent incapables de tenir bien longtemps, car la "responsabilité" des dirigeants syndicaux est, d'abord, que leur organisation prospère. Or, dans notre conception du syndicalisme, ceci implique d'avoir en permanence "du grain à moudre", selon une formule chère à A. Bergeron.

(29) C'est une analyse de ce type qui a été menée, sur la société française, dans A. Leroux, op. cit.

L'EUROPE EN DÉBAT

par Jacques MALLET

Parmi nos rares "consensus" nationaux "forts", on croyait qu'il y avait l'Europe. La Communauté économique européenne, commencée il y a quarante ans dans le tumulte des polémiques, était devenue une réalité acceptée par tous. En 1986 l'Acte Unique - qui lui a donné un nouvel élan - avait été ratifié à une très large majorité par le Parlement français, majorité et opposition confondues. Et voici qu'aujourd'hui renaît en France un débat sur l'Europe, qui n'est pas sans ressembler beaucoup à celui qui a entouré sa naissance.

Ce débat divise la plupart des partis et commence à agiter l'opinion publique, dont les sondages révèlent pourtant qu'elle demeure très majoritairement favorable à l'Union européenne. On voit, comme à l'origine, s'affronter les défenseurs de la souveraineté nationale - devenue théorique dans bien des domaines - et les partisans d'une souveraineté partagée et ainsi recouvrée, les champions de l'Europe fédérale et ceux de l'Europe des Etats, de l'intégration communautaire et de la coopération intergouvernementale.

Pourquoi ce changement de climat intervient-il aujourd'hui ? Deux raisons majeures expliquent cette résurgence. La première est l'unification de l'Allemagne, signe éclatant en même temps qu'accélérateur de l'effondrement du système communiste et de la décomposition du bloc soviétique. "L'après Yalta" ouvre la perspective d'une nouvelle Europe où certains aperçoivent la menace d'une domination allemande, où le réveil des nationalismes, que l'idéologie et le pouvoir communistes avaient longtemps étouffés, ferait resurgir les démons du passé. Dans ces conditions la Communauté européenne, fille de la guerre froide et de la division du continent, ne correspondrait plus aux réalités actuelles, caractérisées par un double mouvement de renationalisation et de mondialisation. "Le mur de Berlin s'écroule. Un mort : Jacques Delors". Ce mot d'humour noir de M. Jean-Pierre Chevènement relève d'un état d'esprit assez répandu dans les milieux "gaullistes", qui croient venue l'heure de la "Grande Europe", de l'Atlantique à l'Oural.

Il est une seconde raison, moins clairement exprimée, mais perceptible, en particulier dans notre pays : le succès même de l'Acte Unique, que l'on doit à la réactivation des règles du Traité de Rome (décisions du Conseil à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission européenne), à l'élargissement des compétences de la Communauté et au rôle accru du Parlement européen. Sur les quelque 300 décisions nécessaires à la réalisation

du grand marché sans frontières, les deux tiers ont été déjà arrêtées. On constate une réaction de défense des administrations, de certains parlements nationaux, et, bien entendu, de tous les corporatismes, contre le développement rapide de l'intégration européenne, qualifiée de "technocratique" et de "bureaucratique" - comme si l'Europe pouvait exister sans institutions ni règles communes !

On parle maintenant, dans les deux Conférences intergouvernementales qui ont commencé à Rome au mois de décembre, de monnaie unique, d'une politique étrangère et de défense commune. Autant dire que l'on approche du "noyau dur" des souverainetés nationales. Rien d'étonnant à ce que l'on hésite à franchir le seuil du dépassement irréversible des Etats-Nations. Mais qui a jamais dit que dépassement signifiait destruction ? Qu'une Europe à finalité fédérale devait être un super-Etat unitaire et centralisé ? Fondée sur le principe de subsidiarité, cette Europe sera à l'opposé d'une telle conception. Notre tradition jacobine nous éloigne tellement du fédéralisme que nous le comprenons fort mal.

Que l'Europe se trouve aujourd'hui à une croisée des chemins, à un tournant décisif de son histoire, voilà qui ne peut être contesté.

Absorbés par leurs problèmes hexagonaux, souffrant d'un "malaise" qui revêt chez beaucoup l'ampleur d'une crise d'identité (1), généralement peu informés des réalités européennes et internationales dont ils subissent les contraintes, les Français s'interrogent sur leur avenir. Ils ont perdu leurs repères. La fin des anciens débats idéologiques, rassurants par leur stabilité, les laisse en quelque sorte désemparés. Ils ont du mal à s'accoutumer au fait que, dans un espace européen de plus en plus interdépendant, ce que l'on baptisait naguère bizarrement "l'exception française" n'a plus de sens (il serait triste qu'elle se réduise à la puissance de l'extrême droite). Ils répugnent à voir leur pays tel qu'il est : une puissance moyenne, profondément immergée dans la Communauté européenne, ouverte sur le monde, importante certes mais dont l'influence, sans vaines prétentions hégémoniques, se mesurera de plus en plus à l'efficacité de son économie, à la compétitivité de son industrie, à la qualité de son système d'éducation et de formation.

L'Europe agit comme un révélateur de ses faiblesses et de ses scléroses. Aura-t-il le courage de se projeter vers l'avenir, au prix des réformes structurelles - et culturelles - indispensables, ou se repliera-t-il sur ses peurs, sur la

nostalgie de sa grandeur passée et le regret de sa tranquillité perdue ? Tel est le grand dilemme français. Lorsque les idéologies dépérissent et que les rêves s'évanouissent (où sont les rêves d'antan, le rêve gaulliste, le rêve socialiste ?), la tentation du populisme devient très forte. On fuit le réel pour se réfugier dans une illusoire sécurité, derrière une petite muraille de Chine. Un nationalisme frileux et hargneux nous paraît être le symptôme d'une maladie de la nation. Au-delà des querelles entre la gauche et la droite, au-delà des controverses sur les institutions européennes, c'est à ce choix fondamental que l'histoire appelle notre peuple, dont le plus grand mal aujourd'hui est de douter de lui-même.

Un grand débat s'engage donc. Il est nécessaire. Les intellectuels, les journalistes, tous ceux qui ont pour mission d'informer et d'éclairer les citoyens, doivent y apporter leur contribution.

Il est significatif qu'en quelques mois, à la fin de 1990 et au début de 1991, une série d'ouvrages importants ont été consacrés à ce débat sur l'Europe, qui est en réalité un débat sur le destin de la France.

Certains sont des livres d'humeur, parfois passionnés et polémiques : c'est le cas de *Naissance d'une nation* (2) - la nation à naître étant l'Europe - où le directeur de la rédaction de l'Express, M. Yann de l'Ecotais, fustige avec talent les préjugés, le nombrilisme, l'étatisme, le protectionnisme des français. Il plaide avec vigueur pour une France engagée, sans crainte et sans complexe, aux côtés d'une Allemagne que l'unification n'a pas fait revenir à l'impérialisme bismarckien, dans cette grande ambition collective qu'est l'union économique, monétaire et politique de l'Europe. Nouvelle puissance mondiale, créatrice d'une civilisation au rayonnement universel, celle-ci ne sera pas la fin des patries mais la plus sûre garantie de leur avenir. Tous les nationalistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, en prennent pour leur grade dans ce petit livre, où l'auteur règle leur compte, d'une plume alerte, à beaucoup d'idées fausses sempiternellement répétées depuis des décennies.

Provocant et décapant, comme toujours, Alain Minc - qui avait déjà dénoncé en 1989 *la grande illusion* d'une Europe unie construite à partir d'un grand marché - tire à sa manière péremptoire les leçons de la réunification de l'Allemagne, sous le titre suggestif de *La vengeance des nations* (3). A ses yeux, la nouvelle Allemagne sera beaucoup moins européenne, et beaucoup plus nationaliste. Appuyée sur une puissance économique accrue (après une transition difficile), installée au centre de l'Europe, elle s'emploiera, à partir de sa nouvelle capitale - Berlin - à se bâtir un Empire dans la "Mitteleuropa", deviendra le partenaire privilégié de l'Union Soviétique et conduira une politique mondiale à la japonaise ; bref, elle se détournera de la Communauté européenne et s'éloignera de la France, soudain diminuée et dépouillée de son rôle politique prédominant - encore que sa force nucléaire puisse être demain de nature à l'intéresser - pour jouer son propre jeu, en fonction de ses seuls intérêts.

"Les nations se lèvent toujours plus à l'Est", ressuscitant

les risques d'instabilité et de conflits qui ont déchiré notre continent au 19^e siècle. L'internationalisme, caractéristique de l'après-guerre, arrive à son terme. Nous entrons dans une nouvelle ère de nationalismes. Face à la marée montante du national populisme, il nous faut assumer les valeurs de la nation. Alain Minc ajoute, c'est vrai, que cette réaffirmation nationale devra être placée "sous le gouvernement de la raison". Mais, au total, son livre dénonce les risques plus qu'il ne s'efforce de les surmonter. C'est un bon résumé des craintes et des fantasmes qui hantent aujourd'hui l'esprit de beaucoup de Français.

Faut-il alors conclure : l'Europe est morte, vive les nations ? ou laisser une chance à cette union européenne, dont la France a fait, depuis plus de trente ans, l'objectif majeur de sa politique étrangère ? Brillant dans l'analyse, Alain Minc ne s'illustre guère par la force de ses propositions. Il semble placer tous ses espoirs dans l'essor de l'Europe du Sud.

Continuons notre tour de table. Après ces deux livres d'humeur, qui s'opposent comme la thèse et l'antithèse, viennent des ouvrages de réflexion, d'analyse et de synthèse, plus sereins et plus nuancés.

Il faut saluer tout particulièrement celui de M. Jacques Lesourne, nouveau directeur du Monde, *L'après communisme* (4), qui est magistral. C'est d'abord une analyse approfondie des grands bouleversements qui sont intervenus en Europe de l'Est depuis 1989, et dont l'onde de choc n'a pas fini de se répercuter sur l'ensemble de notre continent, comme le montre la crise yougoslave. Tous ceux qui veulent comprendre le processus de l'effondrement du communisme, en URSS et dans les pays d'Europe centrale et orientale, trouveront dans ces pages très denses et bien documentées, les explications qu'ils attendent. Les difficultés de l'après-communisme y sont analysées pays par pays. La transformation des pays d'Europe centrale en démocraties pluralistes et en économies de marché lance un grand défi à l'Europe, qui ne peut se désintéresser de leur sort. S'y ajoute le défi de son "prolétariat extérieur", dans ce monde instable, pauvre et surpeuplé, traversé par toutes les pulsions de l'islamisme, qui va de la Mauritanie à l'Iran.

Deux grandes inconnues domineront l'avenir : que deviendra l'URSS ? Comment évoluera l'Allemagne ? A la première question, il n'y a que des réponses incertaines, qui transforment la "menace" en "risques". A la seconde, il est possible de répondre. Cette réponse dépendra de nous pour une large part. Rompu aux techniques de la prospective, Jacques Lesourne nous présente, de façon tout à fait passionnante, divers scénarios du futur européen.

S'agissant de l'Allemagne, il précise les limites de son changement. "Sa Majesté l'Allemagne" deviendra une sorte de "primus inter pares". Mais "l'intégration de la RDA ne modifie pas sensiblement la place de l'économie allemande dans l'économie mondiale et n'augmente que de quatre points la part de l'Allemagne unie dans l'économie communautaire... Même à long terme, l'Europe

orientale est, pour l'économie allemande, beaucoup moins importante que la Communauté européenne".

Si l'on ajoute à ces données économiques d'autres considérations d'ordre démographique et politique, on aboutit à la conclusion que le faisceau des scénarios allemands est relativement étroit. Notre grand voisin restera profondément ancré dans la Communauté européenne, comme le souhaitent le Chancelier Helmut Kohl et presque tous les grands dirigeants de la RFA, avec le désir de la transformer en Union politique. Sans doute ne sera-t-il plus le bon élève accommodant que nous avons connu ces trente dernières années. Sans doute l'économie allemande renforcera-t-elle sa dimension mondiale. Enfin l'Europe centrale aura une importance croissante dans la vie économique et culturelle allemande.

Au total, nous verrons se maintenir "une société allemande profondément marquée par une social-démocratie conservatrice et pacifiste, ressemblant plus à un lion assoupi qu'à un tigre prêt à bondir". Il est significatif que dans un récent sondage, interrogés sur le modèle qu'ils choisiraient pour leur pays, une grande majorité des Allemands aient opté pour celui de la Suisse ou de la Suède...

L'unification, dont on voit aujourd'hui combien les difficultés et le coût avaient été sous-estimés, ne changera pas le caractère de l'Allemagne. La relation franco-allemande s'en trouvera-t-elle gravement affectée ? Certains le craignent à Paris. Le Président de la République y a même un instant contribué par une attitude ambiguë (comme l'a justement rappelé M. Paul Fabra dans un récent article du *Monde* : "Mitterrand - Metternich"). Dans un numéro spécial de la revue de l'ENA, consacré à l'Allemagne (5), l'Ambassadeur Henri Froment-Meurice s'inscrit en faux contre ce diagnostic pessimiste. Mais il ajoute : au cœur de la Communauté européenne, qui n'avancera pas sans elle, "doit naître une union franco-allemande, dont le traité de l'Élysée n'a fait que poser les bases. Il est urgent de la doter d'institutions qui permettront de lui donner une nouvelle dimension". On ne peut plus "laisser le temps au temps"...

Quant à l'avenir de la Communauté européenne, Jacques Lesourne l'explore sous tous ses aspects. Il met en garde contre les risques de dilution dans une grande zone de libre-échange qui résulteraient d'un élargissement rapide de la Communauté. Un clivage entre l'économie d'un côté, la politique et la sécurité de l'autre, ferait une Europe schizophrène. C'est une Europe à plusieurs cercles dont il esquisse les contours, très proche des orientations tracées par le Président de la Commission européenne, M. Jacques Delors.

Parmi les facteurs qui ont entraîné, ou accéléré, les changements à l'Est, figurent en bonne place l'existence même et la réussite de la Communauté européenne, qui exerce, comme un aimant, sur les pays d'Europe centrale une puissante force d'attraction. Ceux-ci y voient un modèle et un espoir. Retrouver leur place en Europe, tel

est leur but. Après la joie des premiers jours de liberté, voici venu pour eux le temps des sacrifices et du désenchantement. Ils ont eu une grande lumière à l'entrée d'un tunnel. Il faut faire briller une lumière au bout du tunnel.

Ce ne peut être que la perspective d'une adhésion à part entière à la Communauté européenne, après une période d'association, qui devra non seulement leur apporter l'aide et l'assistance technique dont ils ont besoin, mais plus encore leur donner le sentiment qu'ils sont déjà, sur le plan politique et culturel, des membres de la famille européenne. On ne peut leur dire qu'ils auront à attendre "des dizaines et des dizaines d'années" avant de pouvoir participer à la Communauté. Leur échec serait le nôtre : celui de la démocratie. Leur réussite sera celle du *Nouveau continent* (6), dont MM. Dominique Moisi - adjoint au Directeur de l'IFRI, rédacteur en chef de la revue *Politique Etrangère* - et Jacques Rupnik, proche conseiller du Président Havel, évoquent la prometteuse "renaissance" dans un livre excellent et stimulant.

A ceux qui, comme Alain Minc, ont affirmé que "l'Europe communautaire était morte le 9 novembre 1989" nos auteurs répondent "qu'avec la chute du Mur le projet européen a trouvé ce qui lui manquait : un vrai projet politique et un supplément d'âme". "Le danger, ajoutent-ils, serait de combiner une Europe faible et divisée avec une Allemagne unifiée et forte. Une Europe intégrée et puissante, ayant confiance en soi, ne peut être que portée par le dynamisme en son centre d'une Allemagne réconciliée".

Forte de ses 340 millions d'hommes, de sa puissance économique, de ses capacités technologiques, mais aussi et surtout de son expérience exemplaire de dépassement des nationalismes au sein d'une Communauté démocratique de peuples solidaires - seule réponse, en vérité, aux risques de la balkanisation - l'Europe des Douze sera le môle de stabilité auquel viendront s'amarrer les démocraties renaissantes de Varsovie, de Prague et de Budapest, la pierre d'angle de la nouvelle architecture du continent européen. Elle se trouve investie, en la matière, d'une responsabilité historique, qui lui commande de renforcer ses structures pour pouvoir accueillir ses frères de "l'autre Europe". Faute de quoi, il faudrait, dans quelques années, reconstruire un mur pour barrer la route aux immigrés venus de l'Est...

Mais ce plaidoyer pour une Europe réconciliée qui, selon l'expression du Président de la République, "se retrouve comme on rentre chez soi" ne signifie pas l'adhésion au mythe illusoire de la "grande Europe" de l'Atlantique à l'Oural. Chacun sait que la Russie ne s'arrête pas à l'Oural, mais s'étend jusqu'à Vladivostock. Cette énorme masse eurasiatique, dotée aujourd'hui encore de la plus grande armée du monde, se différencie à bien des égards de l'Europe centrale, de même que l'Europe balkanique, issue du démembrement de l'Empire ottoman. La Communauté peut certes et doit développer sa coopération avec l'Union Soviétique - et ses diverses Républiques - qu'il serait dangereux d'isoler.

Elle aurait tort de laisser à leur triste sort la Roumanie, la Bulgarie, et même l'Albanie. Partagée entre la reconnaissance du droit à l'autodétermination et le respect des frontières, elle a bien fait d'user de son influence pour que la Yougoslavie ne sombre pas dans la guerre civile.

Mais sa vocation n'est-elle pas de donner la priorité à l'Europe centrale, c'est à dire aux pays - Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie - qui ont les mêmes valeurs et se sont courageusement engagés sur la voie des réformes et de la démocratie ? Elle fait déjà beaucoup pour les aider, notamment dans le cadre du programme Phare, beaucoup plus que les Etats-Unis. Elle devrait faire plus encore - notamment en matière d'infrastructures, de formation des hommes, d'environnement -, dans un esprit de véritable partenariat, en les encourageant à coopérer entre eux, comme le fit naguère le Plan Marshall. Il faut pour cela concrétiser l'espoir par un calendrier aboutissant, dans un délai maximum de 10 à 15 ans, à leur entrée dans une Communauté élargie. Plusieurs voyages en Europe centrale m'ont permis de constater la nécessité d'une telle politique. C'est elle qu'attendent tous les peuples, de l'Elbe à Brest-Litovsk, avec l'espoir d'abréger les délais d'attente.

Elle soulève un grand problème : celui du dilemme entre l'approfondissement et l'élargissement. Ce choix est tout simplement impossible : il faut approfondir et renforcer la Communauté pour lui permettre de s'élargir sans se dissoudre. On pourrait en dire autant du choix entre l'Est et le Sud, car les défis lancés à l'Europe sur ses deux flancs requièrent, de sa part, l'un et l'autre, une action collective qui n'est pas à la mesure d'un seul pays, ni de l'Allemagne à l'Est, ni de la France au Sud (celle-ci ayant, à l'évidence, des responsabilités particulières à assumer en Méditerranée occidentale aux côtés de l'Italie et de l'Espagne). Plus aigu dans notre pays, le problème de l'immigration n'est pas, ou n'est que secondairement, un problème français. C'est un problème européen - voire mondial. A moyen et long terme, il ne pourra être résolu qu'au niveau européen par une politique commune et par une aide commune à des projets de "codéveloppement" créateurs d'emplois, en particulier dans les pays du Maghreb.

Il faut bien voir les difficultés que ne manquera pas d'entraîner l'élargissement inéluctable de la Communauté. Plusieurs pays européens ont déjà avancé leur candidature : l'Autriche, la Suède (sans parler de la Turquie, de Malte et de Chypre). D'autres suivront. Certains peuvent adhérer tout de suite au grand marché. Il faut qu'ils sachent que leur engagement les conduira aussi à accepter les disciplines d'une union économique et monétaire et d'une union politique, comportant à terme une politique commune de sécurité et de défense. Il importe donc qu'à la fin de cette année les conférences intergouvernementales donnent à la Communauté économique européenne sa pleine dimension politique. Aux pays d'Europe centrale, qui partagent nos objectifs et veulent s'engager à nos côtés, mais ne peuvent à bref délai supporter le choc de la dure concurrence euro-

péenne - car le communisme a laissé leur économie dans un triste état de délabrement - c'est, répétons-le, une adhésion différée qu'il conviendra d'offrir, assortie d'une étroite concertation politique, par la négociation de traités d'association incluant la promesse de l'adhésion à une date fixe, acceptée de part et d'autre. Pour les autres pays, une coopération et une assistance à la carte constituent jusqu'à nouvel ordre la réponse la plus appropriée. Quant à l'aide à l'URSS, elle devra accompagner la mise en œuvre des réformes économiques fondamentales si souvent annoncées, et toujours attendues.

Le projet de Confédération européenne, qui ressemble fort à la "maison commune" de M. Gorbatchev, a été mal accueilli à Prague par nos partenaires d'Europe centrale qui s'inquiètent de la participation soviétique, et de l'absence américaine, et n'ont vu là qu'une mauvaise alternative à la Communauté européenne, en somme un os à ronger "pendant des dizaines d'années"...

L'architecture de cette nouvelle Communauté européenne, en voie d'élargissement, ne sera pas aisée à définir, et moins encore à réaliser. Il faut en effet garantir l'efficacité des procédures de décision et combler le déficit démocratique dont souffrent aujourd'hui les institutions européennes. Comme le soulignent justement MM. Moïsi et Rupnik, "tant que le seul lieu de la démocratie restera le cadre national, le décalage risque de s'accroître entre les ambitions grandissantes de la Communauté et sa légitimité défaillante. Plus d'Europe demain passe donc nécessairement par plus de démocratie à l'intérieur de l'Europe". Il faut également maintenir "l'unicité" et la cohérence de l'action commune, en évitant de coiffer les institutions de l'Europe communautaire par des organes intergouvernementaux, ce qui nous ramènerait de trente ans en arrière. Cela ne signifie pas qu'on puisse appliquer les mêmes règles à l'économie, à la monnaie, à la politique étrangère, et encore moins à la défense.

La construction d'un pilier européen de l'OTAN et la création d'une force européenne d'intervention posent le problème épineux des rapports entre l'Union européenne et l'OTAN et de la position particulière de notre pays à l'égard des structures militaires de l'Alliance. Pour convaincre les Etats-Unis que notre intention n'est pas de l'affaiblir, pour surmonter les réticences de l'Angleterre et des Pays-Bas, sans doute serait-il nécessaire, comme le pensent nos deux auteurs, que la France réexamine sa politique de défense et fasse un pas vers ses partenaires. Le moment n'est-il pas venu d'envisager son retour dans une nouvelle OTAN, que sa présence et ses propositions aideraient à réformer et à rééquilibrer ? Plus le temps passe, plus l'isolement nous coûtera cher. La contradiction entre la politique européenne de notre pays et sa politique de défense ne pourra être longtemps maintenue sans compromettre la crédibilité de la première et l'efficacité de la seconde. Mais on se heurte là à un "tabou", auquel personne jusqu'ici n'a osé toucher de peur de déclencher une guerre de religion.

Je ne voudrais pas terminer ce tour d'horizon européen, à travers quelques livres, sans évoquer le très grand

intérêt d'un autre ouvrage récent, celui de M. Alain Prate (7). Ancien directeur général à la Commission européenne, dernier conseiller économique du Général de Gaulle, puis sous-gouverneur de la Banque de France, aujourd'hui vice-président de la Banque Européenne d'Investissement, ce "grand témoin" connaît son Europe sur le bout du doigt. Le titre de son livre dit bien ce qu'il veut dire : avant de se préoccuper du "comment", il faut savoir clairement "Quelle Europe" on veut faire, "pourquoi faire", et avec qui. L'auteur s'inquiète d'une certaine "fatigue française" qui lui fait redouter pour notre pays un marché unique ultralibéral, sans politiques communes et sans protection, trop oublieux de l'objectif d'une "Europe européenne".

Tirant les leçons de sa longue expérience de trente années de négociations européennes, il rappelle au passage la contribution du Général de Gaulle à la création du Marché Commun et la grande ambition européenne qui inspirait le plan Fouchet, ainsi que les circonstances exactes de son échec. Il s'efforce de dépasser les querelles "théologiques" entre le dogmatisme de la supranationalité et le dogmatisme de la souveraineté nationale en soulignant les vertus de la méthode communautaire. Celle-ci a montré qu'il était possible de faire l'Europe sans défaire la France, par un équilibre réaliste entre la recherche de l'intérêt commun et la prise en compte des intérêts nationaux. Elle a fait la preuve de son efficacité. Il faudra veiller à ne pas en altérer l'agencement par des réformes improvisées. Mais elle atteint aujourd'hui ses limites. De nouvelles avancées s'avèrent indispensables, vers une union économique et monétaire, dont la préparation est très avancée, mais l'achèvement problématique, et vers une union politique aux contours encore bien vagues.

Confédération ? Fédération ? Je crois personnellement qu'il vaudrait mieux ne pas se polariser sur ce genre de débat, propice aux réductions simplistes et aux déformations caricaturales. Les réalités ne se laissent pas enfermer dans des schémas juridiques. La Communauté européenne, telle qu'elle existe aujourd'hui, est déjà plus qu'une Confédération. Fédération d'Etats nationaux, respectueuse de l'identité des patries, des diversités culturelles et régionales, "l'Union européenne" future sera une création "sui generis", pour laquelle il n'existe ni précédent ni modèle, non un "remake" des Etats-Unis.

Les réflexions sur l'Europe sont inséparables, nous l'avons dit, d'une méditation sur la France. Il en est peu qui soient aussi larges et profondes que celles de M. Raymond Soubie. Au terme d'un bilan critique de tous les grands problèmes de notre pays, qu'il voit engagé dans "le grand passage" entre deux époques de son histoire - avec quelques risques de retour en arrière avant que sa métamorphose en grand pays européen moderne ne soit achevée - l'ancien conseiller pour les affaires sociales de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre s'interroge : *Dieu est-il toujours français ?* (8).

Il est convaincu qu'en cette fin de siècle l'Europe est "la seule grande ambition collective, à l'échelle du monde et

digne de notre passé, qui nous reste". Il se montre pragmatique en ce qui concerne l'évolution des institutions européennes, que quelques réformes limitées - ne remettant pas en cause l'équilibre entre le Conseil, la Commission et le Parlement européen - suffiraient, pense-t-il, à rendre plus efficaces et plus démocratiques. Et il est sans illusion sur les difficultés qui restent à surmonter.

"Si l'espoir est grand, la route qui reste à parcourir est longue et les obstacles sont immenses : susceptibilités des peuples et des Etats, hostilité ou hésitation devant les transferts de souveraineté, réaction des intérêts nationaux lésés et, dominant ou résumant le tout, crainte de la perte des identités nationales. L'idée européenne est encore neuve et bien fragile en France. A gauche comme à droite, des doutes et des réticences subsistent. Est-on si sûr que l'apparente constance actuelle se maintiendra sous la pression des nationalismes, des corporations, des idéologies et des protectionnismes de toutes sortes ? Ce sujet doit être le thème central du débat public en France. Il doit figurer en tête de tous les problèmes politiques. Quelle que soit la position prise, que celle-ci soit claire. Les médias doivent aborder le sujet régulièrement et fortement. Seule une prise de conscience des vrais enjeux permettra d'en mesurer l'importance".

M. Raymond Soubie nous invite à revenir à l'essentiel : "l'Europe est notre avenir, et, sans que nous perdions notre âme, le moyen le plus sûr de peser encore sur les affaires du monde... C'est la réconciliation de la tradition et de la nouveauté". Répondant à l'interrogation inquisite que pose tout son livre, il conclut : "Dieu, s'il n'est plus français, saura bien être européen !".

Nous ferons nôtres cette lucidité, cet espoir et cette "ardente obligation". Nous y ajouterons une crainte : que l'électoratisme de plus en plus envahissant, à gauche et à droite, ne rende impossible un débat politique sérieux sur l'Europe, comme il paraît interdire aujourd'hui un débat sérieux sur l'immigration. Si, prenant de la hauteur, les responsables des forces démocratiques ne se rapprochent pas sur l'essentiel, la France, qui n'a plus de temps à perdre, compromettra ses chances dans l'Europe et le monde de demain.

Jacques MALLET

(1) Ce "malaise" a été analysé dans un numéro spécial de *Time* (15 juillet), finalement plus optimiste sur les atouts de la France que beaucoup de nos commentateurs.

(2) Editions Grasset

(3) Editions Grasset

(4) De l'Atlantique à l'Oural, L'après communisme, par MM. Jacques Lesourne et Bernard Lecompte ; Editions R. Laffont.

(5) Numéro spécial de la *Revue de l'ENA* De l'Allemagne (n° 211 - Mai 1991).

(6) Le nouveau continent Plaidoyer pour une Europe renaissante, par MM. Dominique Moïsi et Jacques Rupnik - Editions Calmann Levy.

(7) *Quelle Europe ?* par M. Alain Prate - Editions Julliard.

(8) *Dieu est-il toujours français ?* par M. Raymond Soubie - Editions de Fallois.

A L'EST, LA LIBERTÉ RELIGIEUSE (1)

par Jean CHELINI

A l'Est, les nations comme les Etats sont nés à l'histoire le jour du baptême de leur prince, à la limite entre Rome et Byzance, là où se concurrençaient missionnaires latins et grecs. Ces pays, pratiquement tous convertis avant la rupture de 1054, se rattachèrent ensuite selon leur liturgie et leurs intérêts à Rome ou à Constantinople, mais tous avaient fait du christianisme le ciment de leur unité.

Dans la Russie de 1914, dans les autres pays d'Europe orientale en 1940, en dehors de faibles minorités intellectuelles, politiques ou religieuses, le christianisme continuait à participer de l'identité nationale et des structures politiques et sociales de ces "nations baptisées", comme les appelle Jean-Paul II (2). Pour enraciner son autorité dans ces pays, le communisme devait effacer leur baptême national, éradiquer le christianisme fondateur et fédérateur. Lucides, Lénine, Staline, et leurs émules bal-

kaniques avaient compris que les nations communistes seraient athées, ou ne seraient pas.

La déchristianisation communiste avait ses théoriciens, ses praticiens, ses camps, ses bourreaux. Méthodes et techniques se sont répétées de l'U.R.S.S. en satellites et on les aurait appliquées en Europe occidentale, si elle était tombée aux mains des Soviétiques. Le programme comprenait des ruptures, des divisions, des contrôles, des procédures judiciaires assorties de sanctions pénales, le tout érigé en un système clos, imparable, à partir du moment où toute liberté avait disparu et où la force publique le justifiait et en garantissait l'exécution.

Ruptures extérieures d'abord. Dans les mois qui suivirent leur arrivée au pouvoir, les communistes rompirent toutes relations de leur pays avec Rome, renvoyèrent le nonce ou le délégué apostolique, et dénoncèrent le concordat. Puis ils privèrent l'Eglise de toute reconnais-

sance et de tout caractère officiel. Ruptures intérieures après : déconnecter l'Eglise de ses poumons spirituels en dispersant les ordres religieux et en fermant monastères et couvents. En supprimant ses écoles et en interdisant l'enseignement religieux dans le réseau scolaire public, couper l'Eglise de la jeunesse...

Ensuite la décapiter. Tour à tour les primats des Eglises nationales les plus puissantes furent arrêtés, certains moururent en prison comme le cardinal Stépinac, en Yougoslavie, d'autres durent abandonner leur siège pour retrouver leur liberté comme le cardinal Béran, le cardinal Mindszenty, ou le cardinal Slipij, archevêque majeur des Ukrainiens.

Diviser l'Eglise isolée pour l'affaiblir davantage. Diaboliquement, là où coexistaient déjà difficilement orthodoxes et catholiques uniates, comme en Ukraine et en Roumanie, les communistes attisèrent les haines anciennes et compromirent durablement l'Eglise orthodoxe en lui incorporant de force les uniates.

Diviser l'Eglise catholique contre elle-même. Les communistes s'efforcèrent de séparer les prêtres des évêques en rendant difficiles les communications entre eux, et de les dresser contre la hiérarchie en répandant des accusations contre elle. Ils créèrent au sein du clergé des associations de prêtres patriotes ou de prêtres pour la paix qui collaborèrent activement avec le régime par manque de jugement ou par intérêt.

Depuis le XVIII^e siècle, à Moscou comme chez les Habsbourg, les régimes autoritaires contrôlaient étroitement la vie de leurs Eglises. Mais ces régimes se voulaient chrétiens et servaient à leur manière la religion dont ils se servaient. L'U.R.S.S. et les héritiers communistes de l'Empire austro-hongrois réutilisèrent l'arsenal du josphisme pour anéantir l'Eglise. Dans tous les Etats communistes fut mis en place un ministère, un office ou un bureau des affaires religieuses, contrôlant dans le détail la vie ecclésiastique et spirituelle.

En Russie, le ministère faisait les nominations des évêques orthodoxes, même si subsistaient officiellement des procédures électorales. Dans les pays catholiques, les bureaux des cultes prétendaient imposer des candidats favorables au régime. Devant le refus de Rome, les sièges restaient vacants et étaient administrés par des vicaires désignés par l'Etat. Toute affectation, tout changement de poste devaient obtenir l'accord des autorités. Le curé ne pouvait quitter sa paroisse sans autorisation, même pas pour remplacer un prêtre voisin malade. Ses sermons étaient surveillés. Le moindre écart impliquait de lourdes sanctions pénales.

En effet, les autorités communistes religieuses, selon un procédé déjà utilisé par les nazis, traitaient les prêtres et les chrétiens indociles comme des criminels de droit commun et des dévoyés. Les contacts avec Rome pouvaient entraîner l'accusation de trahison au profit de l'impérialisme étranger, le Vatican étant dénoncé comme une officine d'espions. Les prêtres étaient suspectés de complot contre l'Etat, de trafic de devises. Ces accusa-

tions fantaisistes ont constitué la base du dossier contre le cardinal Mindszenty. Les sanctions allaient de l'assignation à résidence et de l'internement administratif sans jugement jusqu'à la prison assortie de coups, de violences et de privations. L'U.R.S.S. pratiquait la déportation au goulag pour les croyants obstinés.

La résistance des Eglises a été inégale selon leur force et leur relation naturelle au pouvoir. Dans les pays orthodoxes en Russie, en Bulgarie, en Roumanie, la hiérarchie, traditionnellement soumise au gouvernement, a souvent collaboré. Mais des papes et des laïcs ont témoigné de leur foi, alimentant une résistance spirituelle qui a peuplé les bagnes de Sibérie, aux côtés des catholiques lituaniens ou des uniates ukrainiens. En Roumanie les prêtres de l'Eglise gréco-catholique supprimée furent contraints de rejoindre l'orthodoxie ou furent emprisonnés. La plupart des évêques et beaucoup de prêtres moururent des mauvais traitements subis. Seuls quelques prêtres orthodoxes protestèrent et rejoignirent leurs confrères catholiques en prison. En Allemagne de l'Est, l'Eglise évangélique, à partir de 1985, orchestra la montée des oppositions face au pouvoir communiste, organisant à Leipzig, Dresde ou Berlin, ces réunions et ces marches du lundi soir qui contribuèrent puissamment à déstabiliser le régime.

En Tchécoslovaquie, le vieux cardinal Tomasek appuya le Forum civique. Un clergé souvent ordonné clandestinement s'immergea dans la clandestinité. Mais la répression dura sans se relâcher longtemps après l'avènement de Jean-Paul II, et l'Eglise en sortit très affaiblie. En Hongrie, le rôle de l'Eglise dans la libération politique du pays apparaît plus modeste. Elle en bénéficia plus qu'elle n'y contribua. En Albanie, qui s'était proclamée le premier Etat athée du monde, la religion semblait anéantie en 1980 !

En Pologne, la résistance civique s'exprima à travers la vie liturgique, toujours colorée par un ardent amour du pays, comme les messes pour la patrie organisées par le Père Popielusko. Des espaces de liberté furent maintenus par les catholiques, par exemple à travers le *Tygodnik Powzechny*, l'*Hedbomadaire Universel*, publié sans discontinuité à Cracovie depuis 1945 (avec une seule interruption à la mort de Staline) par Jerzy Turowicz et son équipe dont l'abbé, puis évêque, Karol Wotyła. Gomulka, Gierek ensuite, renoncèrent à la violence et permirent l'existence du groupe éditorial et politique *Znak*, le *Signe*, et le développement des Clubs des intellectuels catholiques. Toute l'opposition, croyants et laïques confondus, se retrouva dans *Solidarité*, derrière Walesa et le cardinal Stepan Wyszynski. La Pologne fut la première née à l'espérance de la liberté des nations communistes.

Dans le retour à la liberté de la Pologne et, à son exemple, des autres pays de l'Est, l'arrivée du pape polonais sur le siège de Pierre a joué un rôle déterminant. Connaisseur de l'intérieur du monde communiste, de ses faiblesses, de son usure, conscient du défi que le marxisme avait lancé à l'humanisme chrétien, de son

impuissance à satisfaire les besoins matériels culturels et spirituels des hommes, Jean-Paul II a agi comme si son élection lui imposait le devoir particulier de libérer son pays et l'Est tout entier du joug totalitaire. Diplomatie, visites, contacts de toute espèce, ont contribué pacifiquement mais puissamment à pousser les états-majors communistes, désarmés par leur échec économique et politique, à renoncer au monopole du pouvoir et à ouvrir leur pays à la liberté. Avant la perestroïka de Gorbatchev, il y a eu l'offensive de Jean-Paul II. La visite de Gorbatchev au Vatican, en décembre 1989, a été la reconnaissance éclatante par le Kremlin de l'autorité morale et de l'œuvre libératrice de l'Eglise. Quel chemin parcouru depuis Staline ! Jean-Paul II a recueilli les fruits de la fermeté de Pie XII, de la générosité de Jean XXIII, et de la patience obstinée de Paul VI.

Aujourd'hui, la liberté religieuse gagne partout à l'Est. Elle a marché avec la libération politique, la précédant parfois. Dans tous les pays les relations avec Rome ont repris. Moscou a envoyé un ambassadeur auprès du Saint-Siège et a accueilli un nonce. Bucarest a agi de même. Les autres Etats ex-socialistes ont renoué les liens d'avant 1945, Rome a pu librement pourvoir les sièges épiscopaux vacants, en Tchécoslovaquie notamment, et ériger la hiérarchie ordinaire en U.R.S.S. Les couvents et les séminaires rouvrent. Liberté a été rendue à la catéchèse et l'enseignement religieux dans les écoles. Les évêques et les prêtres injustement condamnés sont réhabilités. Les bureaux des cultes ont été à peu près partout supprimés ainsi que la tutelle sur les activités des Eglises. En U.R.S.S., en Roumanie et en Bulgarie, les Eglises orthodoxes ont retrouvé les mêmes libertés. La contagion libératrice gagne même l'Albanie.

Mais il ne faut pas oublier que le communisme n'a pas désarmé en Asie. Les catholiques de Chine demeurent opprimés et coupés de Rome, et Pékin n'a pas renoncé à structurer son Eglise nationale. Les contrôles se renforcent au Vietnam pour étouffer davantage la liberté des chrétiens. Cuba continue à persévérer dans un socialisme dont l'athéisme reste la référence fondatrice. Les nouvelles dispositions législatives prises en U.R.S.S., qui remplacent les textes issus de la Révolution bolchevique, laissent persister certains organes du contrôle qui pourraient être réactivés si le locataire du Kremlin devait céder la place ou s'incliner devant les pressions des conservateurs. Encore bouché, dans certains pays, l'horizon de la liberté religieuse s'est largement dégagé à l'Est, mais il n'est pas encore sans nuages. Le serait-il que les rapports entre les différentes communautés chrétiennes et certaines dérives nationalistes posent problème pour l'avenir.

Néanmoins quelques raisons permettent d'être optimiste. Le vent souffle à la liberté et il balayera, sauf cas particulier, les régimes qui ont escamoté leur Révolution ou ont refusé le changement. La liberté est contagieuse et il n'y a plus de rideau de fer. En Afrique même, où beaucoup d'Etats avaient pris le marxisme comme référence et adopté les pratiques dictatoriales du commu-

nisme soviétique, le vent de la liberté souffle en tempête. De façon exemplaire au Bénin, l'attitude courageuse des évêques et du clergé leur a permis d'aider leur pays à retrouver, sans violences, la voie de la démocratie, Mgr. de Souza, archevêque de Cotonou, ayant été désigné à l'unanimité comme président du Haut Conseil de la République.

Même si l'histoire n'avance pas partout avec la même vitesse, elle finit par rattraper les traîneurs et les rouler dans le flot commun. Depuis qu'à Helsinki le Saint-Siège s'est fait le défenseur des libertés spirituelles, inséparables de tous les autres droits de l'homme, l'Eglise a retrouvé une extraordinaire crédibilité, une autorité morale rajeunie face aux totalitarismes. Elle recueille aujourd'hui les fruits coûteux de la cohérence avec son propre enseignement. Inséparable des autres libertés, la liberté religieuse revient à l'Est avec la liberté tout court.

Jean CHELINI

(1) Bilan du V^e Colloque international d'Aix-en-Provence (11 et 12 avril 1991), avec la participation de Mgr. Frantisek Lobkowicz, évêque auxiliaire de Prague, Mgr. Michel Hrynchyszyn, exarque des Ukrainiens de France, Mgr. André Gaal et le Père Titus Hardi qui représentaient la conférence épiscopale hongroise, le Père George Surdu de l'Eglise gréco-catholique de Roumanie, l'Abbé René Epp de l'Université de Strasbourg, le Pasteur Merminod, secrétaire exécutif de la Commission œcuménique européenne pour l'Eglise, les professeurs Gueit, Julg, Sollogoub, etc. et le professeur Jean Chelini qui avait organisé ce V^e Colloque au sein de l'Institut de Droit et d'Histoire Canoniques de l'Université d'Aix-Marseille III. On peut retenir les Actes au secrétariat de l'I.D.H.C., Faculté de Droit, 3 avenue Robert Schuman, 13628 Aix.

(2) Cette notion chère à Jean-Paul II de "nation baptisée", notamment cette identité polono-catholique dont beaucoup de Polonais se réclament, est rejetée par certains observateurs qui y découvrent le risque de confusions politiques dangereuses pour l'avenir - voir notamment l'article de Gwendoline Jarczyk, l'Antisémitisme en Pologne hier et aujourd'hui. Etudes déc. 1990, pp. 595-604. Les dérives nationalistes de telles identifications abondent en Histoire. Nous avons montré dans le tome I de L'Eglise sous Pie XII, La Tourmente, Fayard 1983, les dévoiements, entre 1940 et 1945, du national catholicisme en Slovaquie et en Croatie. L'intolérance de certaines Eglises nationales orthodoxes est à mettre au compte de cette même confusion. Mais par ailleurs, au-delà de la référence historique fondatrice, l'impuissance du communisme à déraciner le christianisme dans les pays de l'Est a bien montré qu'aujourd'hui encore il continuait à faire partie de la substance même de ces nations et qu'au titre même de sa permanence, le christianisme avait un rôle essentiel à jouer dans la reconstruction démocratique de ces Etats, en tenant compte des erreurs du passé. Ce serait faire courir à ces pays, politiquement déboussolés un risque très grave d'appauvrissement de leur essence même que de vouloir écarter de la vie politique et sociale les références chrétiennes en préconisant une laïcité à la française... sur les bienfaits de laquelle on arrive à s'interroger en France ! En Tchécoslovaquie, un homme comme Vaclav Havel, très loin pourtant du catholicisme ardent de Lech Walesa et dont l'attachement à la modernité ne peut pas faire de doute, semble bien l'avoir compris et manifesté par un certain nombre de gestes publics.

QUE FAIRE DU TRAGIQUE ?

par André LE GALL

Entretien avec M. Friedrich Nietzsche, professeur ordinaire de philologie classique à l'Université de Bâle, à propos de son ouvrage sur la naissance de la tragédie

Nous achevons dans ce numéro la publication de l'essai d'André Le Gall.

III

Contemporain, pour sa composition, de la guerre franco-allemande de 1870, l'ouvrage a pour titre complet : **La naissance de la tragédie enfantée par l'esprit de la musique.**

UN PROFESSEUR PAS TRÈS ORDINAIRE

Né en 1844 à Rocken près de Leipzig, fils de pasteur, Frédéric Nietzsche, après des études classiques au collège de Pforta, est appelé en 1869, à vingt-cinq ans, à la chaire de philologie de l'Université de Bâle. Engagé volontaire dans la guerre de 1870, il revient à Bâle, le conflit terminé. Il se lie avec des intellectuels tel Jacob Burckhardt et fréquente activement Richard Wagner qui demeure à proximité, dans les environs de Lucerne. **La naissance de la tragédie**, son premier ouvrage, publié en 1872, donne lieu à de vives polémiques. Suivront différents essais dont, en 1878, **Humain, trop humain**. En 1878 également, Nietzsche rompt avec Wagner. Malade, il quitte l'Université. Il va de ville en ville : Sils Maria, Nice, Menton, l'Italie... Nietzsche court d'un lieu à un autre, écrivant livre sur livre. En janvier 1889 il perd la raison. Il meurt le 25 août 1900 sans l'avoir recouvrée.

“Professeur ordinaire de philologie classique...” : pas

ordinaire du tout, au contraire, ce professeur qui, le 5 janvier 1889, à la veille de sombrer, écrivait à Jacob Burckhardt : *“Cher monsieur le professeur, je serais au fond bien plus volontiers professeur à Bâle que Dieu, mais je n'ai pas osé pousser assez loin mon égoïsme personnel pour abandonner à cause de lui la création du monde”*. Pas ordinaire du tout ce professeur Nietzsche ! A moins que, de toutes les passions qui font mouvoir l'homme, la plus banale, la plus commune, la plus ordinaire, celle qui les résume toutes, soit celle qui lui fait hurler sa divinité. Nietzsche a intériorisé sa divinité. Il lui faut créer le monde. C'est sa charge. Sa croix à lui, Frédéric Nietzsche, qui signe ses derniers textes : “Dionysos” ou “Le Crucifié”. En vingt ans, de 1869 à 1889, dix-neuf siècles après la naissance du Christ, jailli du sein du volcan qui n'a jamais cessé de gronder sous la terre chrétienne, Frédéric Nietzsche aura parcouru le cycle de sa vie, inconnu de la foule, traçant son fulgurant sillon dans le champ des étoiles, jusqu'à ce que les ténèbres se saisissent définitivement de l'esprit de celui dont le tragique grec, s'il l'avait connu, aurait dit, terrifié : “ses pensées ne sont pas celles d'un homme”. Et un jour de janvier 1889, dans une rue de Turin, l'ange au casque d'or, qui a mission de toucher de la pointe de son épée les lèvres de chaque nouveau-né afin qu'il oublie le savoir universel qui est le sien dans le sein de sa mère, sera venu clore les lèvres, effacer la mémoire de Frédéric Nietzsche, à moins que la mémoire n'ait continué de vivre jusqu'au 25 août 1900, les lèvres seules étant closes. Par un malheur

insigne, la vie de Frédéric Nietzsche aura subi la loi de l'antique destin dont la tragédie grecque prétend qu'il gouverne les dieux autant que les hommes.

POURQUOI LA TRAGÉDIE ?

A quel projet répond **La naissance de la tragédie** ? Revenant sur son propre ouvrage, Frédéric Nietzsche, tente de répondre dans l'**Essai d'autocritique** qui figure en préface à son livre. Evoquant l'homme grec "à ce jour le plus réussi, le plus beau, le plus envié", il formule ainsi les questions auxquelles il voulait répondre : pourquoi faire la tragédie ? Pourquoi les Grecs avaient-ils besoin de la tragédie ? Pourquoi cette exaltation du pessimisme au cœur de la plénitude hellénique ? "Le pessimisme est-il nécessairement un signe de déclin, de chute, d'échec, le signe de l'épuisement et de l'affaiblissement des instincts... ? Y a-t-il un pessimisme de la force ? Une prédilection intellectuelle pour ce qu'il y a de dur, d'effrayant, de cruel, de problématique dans l'existence qui viendrait du bien-être, d'une santé débordante, d'une plénitude de l'existence ? Y a-t-il, peut-être, une souffrance de la profusion même ? Un irrésistible courage du regard le plus aigu qui requiert le terrible comme l'ennemi, le digne ennemi contre qui éprouver sa force, - auprès de qui apprendre ce qu'est la "terreur" ? Que signifie, précisément chez les Grecs de la meilleure époque, de l'époque la plus forte et la plus courageuse, le mythe tragique ? Et le prodigieux phénomène du dionysiaque ?" Et, en regard de la tragédie, que signifie ce qui l'a fait mourir, "le socratisme de la morale, la dialectique, la suffisance et la sérénité de l'homme théorique - quoi ?" N'est-ce pas ce socratisme qui est "signe du déclin, d'épuisement, de maladie, de la dissolution anarchique des instincts ? Et la "sérénité grecque" de l'hellénisme tardif, se pourrait-il que ce ne soit qu'une rougeur de couchant ? La volonté épicurienne contre le pessimisme, qu'une précaution de malade ?" Se pose aussi la question de la science. "La scientificité ne serait-elle que peur du pessimisme et faux-fuyant devant lui ? Une défense subtile contre la vérité ?... Quelque chose comme de la lâcheté et de la fausseté ? O Socrate, Socrate, était-ce là peut-être ton secret ? Ô mystérieux ironiste, était-ce là peut-être ton - ironie ?..."

Avec son livre, nous dit Nietzsche, la science, pour la première fois, était frappée de suspicion.

"La question fondamentale est la question du rapport qu'entretient le Grec à la douleur". Quelle est la signification de ce délire dionysiaque d'où sort la tragédie ? "...se pourrait-il qu'il y ait eu, dans ces siècles où le corps grec était dans sa fleur et l'âme grecque regorgeait de vie, des extases endémiques, des visions, des hallucinations qui se communiquaient à des collectivités, à des assemblées religieuses entières ?... Et si c'était précisément le délire, pour reprendre un mot de Platon, qui avait dispensé sur l'Hellade les plus grands bienfaits ?" En regard de ces questions, surgissent d'autres questions qui en sont les corollaires. N'est-ce pas la victoire de l'optimisme, de la rationalité, de l'utilitarisme, de la démocratie qui consti-

tue les vrais symptômes de la vieillesse, du déclin, de l'épuisement physiologique ?...

"Que signifie dans l'optique de la vie - la morale ?..." Lourde question, d'autant qu'elle est immédiatement éclairée par une double affirmation : "c'est l'art - et non pas la morale - qui est... l'activité proprement métaphysique de l'homme..." et "...l'existence du monde ne se justifie qu'en tant que phénomène esthétique". Alors quel est le dieu de ce monde ? Un dieu purement artiste "totalement dépourvu de scrupule et de moralité, ne cherchant qu'à satisfaire en toute circonstance, qu'il bâtisse ou détruise, qu'il fasse le bien ou le mal, son plaisir et sa souveraineté et qui, en créant des mondes, se délivre du dénuement de sa plénitude même, de son excès de plénitude, et de la souffrance des contradictions qui se pressent en lui. Le monde comme, à chaque instant, délivrance réussie du dieu, le monde comme vision éternellement changeante, éternellement nouvelle de l'être le plus souffrant, le plus contradictoire, le plus discordant..." Un pessimisme "par delà bien et mal"...

Nous sommes au cœur des choses. Pour bien le marquer, Nietzsche précise : "En vérité, rien n'est plus rigoureusement contraire à l'interprétation et à la justification purement esthétiques du monde enseignées dans ce livre que la doctrine chrétienne, laquelle n'est, et ne se veut, que morale et qui du fait de ses normes absolues (ne serait-ce par exemple que la véracité divine) proscrie l'art quel qu'il soit dans le domaine du mensonge, - c'est-à-dire le nie, la damne, le juge". Une telle conception, "aussi longtemps du moins, que d'une manière ou d'une autre, elle reste authentique" ne peut être qu'hostile à l'art. Et derrière, Nietzsche perçoit "l'hostilité à la vie, l'aversion rageuse et rancunière à l'égard de la vie elle-même : car toute vie repose sur l'apparence, sur l'art, sur l'illusion, sur l'optique, sur la nécessité perspectiviste et sur l'erreur". Et Nietzsche de livrer la synthèse de sa passion : "Dès le début, le christianisme fut essentiellement et fondamentalement dégoût et lassitude de la vie envers la vie, simplement travestis, dissimulés, fardés sous la croyance en une "autre vie", une "vie meilleure". La haine pour le "monde", la malédiction des affects, la peur de la beauté et de la sensualité, un au-delà inventé pour mieux calomnier l'en-deça, au fond une aspiration au néant, à la fin, au repos, au "Sabbat des Sabbats" - tout cela, joint à l'inconditionnée volonté du christianisme de ne reconnaître que des valeurs morales, m'est toujours apparu comme la forme la plus dangereuse et la plus inquiétante entre toutes les formes possibles de la "volonté de périr" ou à tout le moins un signe de profonde maladie, de fatigue, de découragement, d'exténuation, d'appauvrissement de la vie". La vie au regard de la morale chrétienne "est quelque chose d'essentiellement immoral". Et d'ailleurs la morale elle-même "Eh quoi ! ne serait-ce pas "une volonté de nier la vie", le secret instinct, enfoui au plus intime, de la destruction, un principe de déchéance, de rapetissement, de calomnie, le commencement de la fin ? Et par conséquent le danger de tous les dangers ?..." **La naissance de la tragédie** est un livre écrit contre la morale.

Le pessimisme comme possible signe de plénitude, la souffrance comme produit de la profusion, le terrible comme épreuve du courage, le socratisme, la sérénité, comme suffisance, comme signe de dissolution des instincts, l'épicurisme comme précaution de malade, l'optimisme, la rationalité, la démocratie, l'utilitarisme comme symptômes du déclin, la morale comme ennemie de la vie, le christianisme comme expression de la volonté de périr : avec l'acuité décapante qui est sa marque, Nietzsche d'emblée situe le débat sur les hauteurs. Avec lui, la médiocrité n'est pas une position tenable. Ou, comme il le dit, le monde est le fruit de l'activité d'un dieu qui, hors de toute morale, libre de tout scrupule, commet la création pour se délivrer des intolérables contradictions qu'engendre en lui sa plénitude même, et alors le monde ne peut être bon mais il peut lui arriver d'être beau ou... ou quoi ? Ou quoi ? c'est ce qu'il s'agit de formuler. En sachant qu'il y a un peu plus d'un siècle, Frédéric Nietzsche, professeur ordinaire de philologie, a exprimé le premier élément de l'alternative avec une rigueur qui ne laisse place à aucune échappatoire.

Ô MONDE, PRESSENS-TU TON CRÉATEUR ?

Voyons ce que nous dit le philologue de Bâle dans son livre.

Il nous dit que *"l'entier développement de l'art est lié à la dualité de l'apollinien et du dionysiaque comme, analogiquement, la génération..."* Il y a Apollon *"la divinité de lumière"*, la mesure, la distance vis-à-vis des émotions, *"le calme, tout de sagesse, du dieu sculpteur"* et il y a l'ivresse dionysiaque dont témoignent les hymnes antiques et encore aujourd'hui les danses de la Saint Jean et celles de la Saint Guy, figures subsistantes des chœurs bachiques. Ici l'homme n'est plus l'artiste, il est l'œuvre d'art. *"Ce qui se révèle ici dans le tressaillement de l'ivresse, c'est en vue de la suprême volupté et de l'apaisement de l'Un originaire, la puissance artiste de la nature tout entière. Ce qui est pétri ou sculpté, c'est l'argile le plus noble, le marbre le plus précieux, l'homme lui-même, et sous les coups de ciseaux du démiurge dionysiaque retentit l'appel des mystères d'Eleusis : "vous vous jetez à terre, millions d'êtres ? O monde, pressens-tu ton créateur ?"*

Intuition géniale : le démiurge nietzschéen est à faire peur mais l'œuvre d'art est bien ce produit que façonne le métier de l'artiste, le savoir-faire apollinien de l'artiste, suprême effort pour donner forme à ce qui, avant, revêt l'apparence de l'informe, pour appeler à la lumière ce qui, jusque là, vit sa vie dans l'obscur, dans les cavernes du psychisme profond. Mais l'œuvre n'a pas pour objet d'exprimer le moi de l'artiste, elle a pour fon-

tion, à travers le moi de l'artiste et grâce au métier de l'artiste, de faire venir au jour... quoi ? Ce qui se libère dans l'ivresse dionysiaque et cela seulement ? Que ce roulement torrentueux soit le contenu, le corps de l'œuvre, qu'à ce roulement quelque chose frémissse en nous qui nous emporte et nous dépasse, certes, et pour exister l'œuvre doit libérer ce roulement, ce torrent. Lorsque les martèlements de la Neuvième symphonie de Bruckner, ou la mélodie étale du Concerto de l'empereur se font entendre, la vibration qui nous parcourt nous annonce que l'œuvre s'accomplit, qu'elle nous a saisis, qu'elle nous emporte sur l'orbite où l'artiste l'a placée. Mais l'étrange est que la participation au fonds le plus archaïque ne soit accordée que par les œuvres dont la maîtrise technique est la plus parfaite. Plus parfaite est la forme, plus profonde est la plongée au sein du mystère. Le roulement du torrent ne s'entend que si l'artiste opère la transmutation alchimique de ce qui le traverse. Aussi ne faut-il pas se hâter de conclure que la source relève du dionysiaque et la forme de l'apollinien. Il faut creuser un peu plus. L'homme, œuvre d'art... c'est peut-être de ce côté qu'il faut chercher. *"ô monde pressens-tu ton créateur ?"*

SOUS L'APOLLINIEN LE DIONYSIAQUE

Nietzsche marque avec fermeté, avec une fermeté à vrai dire suspecte, ce qui sépare les *"Grecs dionysiaques des Barbares dionysiaques"*. Du côté des barbares, le débordement de la frénésie sexuelle, mélange de volupté et de cruauté, véritable *"philtre des sorcières"*, de l'autre, le pacte imposé par Apollon qui interdit aux orgies des Grecs de se confondre avec les Sacées babyloniennes *"où l'homme régressait au tigre et au singe"*. *"Cet épouvantable philtre des sorcières était ici sans force : seuls le rappelaient - mais comme les remèdes rappellent les poisons mortels - le surprenant mélange dans les affects et la duplicité des fous de Dionysos, ce phénomène par lequel le plaisir s'éveille de la douleur même, et la jubilation arrache aux poitrines des accents de suppliciés - au plus fort de la joie retentit le cri de l'épouvante ou quelque plainte s'élève, éperdue de désir, sur une perte irréparable"*. Nietzsche conclut à propos de la stupeur avec laquelle le Grec apollinien dut considérer l'éruption du dionysiaque en Grèce : *"une stupeur d'autant plus grande que s'y mêlait le soupçon terrifiant que tout cela, en vérité, ne lui était pas tellement étranger, - mieux, que sa conscience apollinienne était seulement un voile qui lui dissimulait ce monde dionysiaque"*.

Le soupçon vient aussi que le souci de Nietzsche de distinguer le dionysiaque barbare du dionysiaque grec relève de la précaution verbale, de la préoccupation de ne pas choquer et que lui-même n'y croit pas trop. Lui aussi étend un voile, mais transparent et

qui ne dissimule pas grand'chose. Et qu'aperçoit-on derrière le voile, qu'aperçoit le Grec ?

“Le Grec connaissait et ressentait les terreurs et les atrocités de l'existence : et pour qu'en somme la vie lui fût possible, il fallait qu'il interposât, entre elles et lui, ces enfants éblouissants du rêve que sont les Olympiens”. Terreur devant les puissances titanesques de la nature, devant cette Moïra trônant “au-delà de tout ce qu'on peut connaître”, devant ce destin qui s'abat sur Prométhée, Oedipe, les Atrides et qui précipite les uns et les autres dans le crime et le malheur : “pour que la vie fût possible, il fallait que les Grecs créassent ces dieux” qui peuplent l'Olympe. “Comment ce peuple, à la sensibilité si vive... aurait-il pu supporter l'existence si l'existence, dans ses dieux, ne s'était pas montrée nimbée d'une gloire supérieure ?” Car nous dit Frédéric Nietzsche “c'est ainsi que les dieux justifient la vie humaine, - en la vivant : seule théodicée satisfaisante”.

Seule théodicée satisfaisante : Nietzsche est trop averti pour ne pas se rendre compte qu'il vient de qualifier de seule théodicée satisfaisante ce qui constitue précisément le mystère chrétien de l'Incarnation.

Sous l'apollinien, le dionysiaque. *“Représentons-nous dès lors, dans ce monde artificiellement endigué et bâti sur l'apparence et la mesure, la musique extatique des fêtes dionysiaques retentissant en accents magiques et ensorcelants, et laissant éclater à grands fracas, jusqu'à la stridence du cri, toute la démesure de la nature exultant dans la joie, la souffrance ou la connaissance”. Mais qui est cette créature pareillement contradictoire et qui trouve sa joie dans les profondeurs de cette contradiction ?... “pour le véritable créateur de ce monde, nous sommes déjà des images et des projections artistiques... notre plus haute dignité est dans notre signification d'œuvres d'art - car ce n'est qu'en tant que phénomène esthétique que l'existence et le monde, éternellement, se justifient”.*

Notons trois choses :

- Nietzsche ne peut se défaire de l'idée que l'existence et le monde doivent se justifier. Il refuse le pur non-sens.

- La justification du monde, selon Nietzsche, n'est pas à rechercher dans l'éthique mais dans l'esthétique. Le monde n'est pas bon. Mais il est beau. Du moins il peut arriver qu'il le soit.

- L'homme est une image, le produit d'une activité artistique. La Genèse aussi affirme que l'homme a été fait à l'image... A l'image de qui ? L'homme, œuvre d'art : oui, mais qui est l'artiste ? La Genèse enseigne que l'image a été créée avant que le cataclysme ne vienne troubler la ressemblance. Le démiurge nietzschéen, au contraire, est à la ressemblance de l'homme d'après le cataclysme.

Sous cette différence capitale, la définition que Nietzsche donne de la démarche artistique garde toute sa valeur, sur le plan méthodologique : *“Il n'y a que dans la mesure où le génie, dans l'acte de la procréation artistique, se confond avec cet artiste originaire du monde, qu'il sait quelque chose sur l'essence éternelle de l'art...”*

Rien à dire.

“La tragédie est née du chœur tragique”. A l'origine le chœur c'est toute la tragédie. *“La scène, action comprise, fut au fond simplement pensée, à l'origine, comme vision”.* La seule réalité c'est le chœur. *“Ce chœur, c'est lui qui console l'Hellène profond, plus apte que tout autre à la souffrance la plus subtile et la plus grave, cet homme qui a percé d'un regard infaillible l'effrayante impulsion destructrice de ce qu'on appelle l'histoire universelle aussi bien que la cruauté de la nature, et qui court le danger d'aspirer à une négation bouddhique du vouloir. L'art le sauve, mais par l'art, c'est la vie qui le sauve à son profit”.* L'extase dionysiaque, c'est l'abîme léthargique où s'engloutit le passé. L'homme dionysiaque sait, comme Hamlet, que son action ne peut *“rien changer à l'essence immuable des choses”.* Il trouve *“ridicule ou avilissant qu'on puisse (lui) demander de réordonner un monde sorti de ses gonds”.*

Précisons cette hypothèse : le participant grec aux liturgies dionysiaques trouve dans le chœur l'écho de son angoisse, de sa souffrance, de sa détresse, et le chœur lui donne à voir la scène et l'action tragiques comme une vision dans laquelle les dieux et les héros s'abîment dans des tribulations qui sont celles que les hommes vivent au sein de l'histoire, plus largement celles que les êtres vivants, peut-être les pierres elles-mêmes, la nature tout entière, connaissent au sein du cosmos. La vision opère une participation au malheur des dieux et des héros et les participants en tirent grandeur et consolation. Le commerce tragique arrache l'individu à sa médiocrité solitaire pour en faire le compagnon des dieux et des héros en sorte que, unis à eux au sein de l'immense torrent de la vie et de la mort, il partage leur destin et leur gloire. *“Compagnon du soleil vaincu...”* : jusqu'en 324 Constantin faisait graver ce titre éclatant sur ses monnaies.

LA FLAMME DU GLAIVE FULGURANT

Mais le commerce des hommes avec les dieux, s'il est une consolation, est aussi un combat. *“Eschyle pèse le monde olympien aux balances de sa justice”,* écrit Nietzsche évoquant Prométhée *“l'hymne par excellence de l'impiété”.* Eschyle *“avait assez d'arrogance en lui pour se croire capable de créer des hommes ou, à tout le moins, d'anéantir des dieux...”* Pouvoir souverain du grand génie, âpre orgueil de l'artiste, nous dit Nietzsche qui oppose Eschyle à Sophocle. *“...Sophocle dans son Oedipe, prélude à l'hymne victorieux du Saint”.* Patri-

moine commun des peuples aryens, le mythe de Prométhée pourrait bien constituer pour eux, selon Nietzsche, l'équivalent de la Chute pour les peuples sémitiques. Mais ici le message est radicalement différent : le feu ne peut s'obtenir qu'au prix du sacrilège. *"Après pensée qui, par la dignité qu'elle confère au sacrilège, contraste singulièrement"* avec la Chute sémitique dans laquelle Frédéric Nietzsche ne voit que curiosité, faux-semblants, mensonge, séduction, concupiscence *"tous défauts essentiellement féminins - qui sont considérés comme l'origine du mal"*. Au contraire, la représentation aryenne se distingue par *"l'idée sublime du péché actif qui est proprement la vertu prométhéenne"*. Le mal irrémédiable tient dans la contradiction entre deux mondes, l'humain et le divin, *"dont chacun pris isolément est dans son droit qui, confronté à l'autre, est condamné à souffrir de son individualité"*. Chaque individu est condamné à subir la contradiction originelle. *"C'est-à-dire qu'il commet le sacrilège - et qu'il en souffre. C'est pourquoi les Aryens comprennent le sacrilège comme de nature masculine, les Sémites, le péché, comme de nature féminine, de la même manière que le sacrilège originel est commis par un homme et le péché par une femme"*.

La lecture du récit de la Genèse ne confirme pas du tout ce qu'en dit Nietzsche. Féminin, masculin ? Ce qui est vrai, c'est que l'action prométhéenne est conduite par un personnage masculin, alors que la Chute biblique associe étroitement l'homme et la femme, celle-ci encore sans prénom à ce moment-là. Curiosité, faux-semblants, mensonge, séduction, concupiscence ? Le récit de la Genèse fait en effet une place aux ordinaires passions humaines : l'arbre est bon à manger et séduisant à voir ; la femme mange son fruit et en donne à son mari ; l'homme et la femme se découvrent nus ; la femme, pour prix de sa faute, sera poussée par sa convoitise vers son mari et sera, dès lors, assujettie à sa loi. Mensonge ? Faux-semblants ? Il est vrai que le récit biblique laisse entendre que le serpent a séduit la femme par ses promesses alors que Prométhée, dont le nom signifie *"prévoyant"* dit : *"C'est volontairement, oui, volontairement que j'ai été imprudent, je ne le nie point. C'est pour secourir les mortels que je me suis préparé ces souffrances"*. La femme n'est pas aussi prévoyante. Elle néglige la menace de mort et se laisse duper par le serpent. Curieuse ? Oui, mais de quoi ? L'arbre est désirable *"pour acquérir le discernement"*. A la femme qui rappelle la menace de mort attachée à l'arbre de la connaissance du bien et du mal, le serpent réplique : *"Pas du tout ! Vous ne mourrez pas ! Mais Dieu sait que, le jour où vous en mangerez, vos yeux s'ouvriront et vous serez comme des dieux qui*

connaissent le bien et le mal". Séduction si l'on veut : mais ce qui séduit c'est la promesse de devenir *"comme des dieux"*, passion centrale de l'homme qui finira par submerger l'âme de F. Nietzsche. Prométhée fait naître la fureur jalouse de Zeus en communiquant aux hommes non seulement le feu mais encore tous les secrets grâce auxquels ils peuvent pratiquer les arts et les sciences. Il a *"encouru la haine de tous les dieux qui fréquentent la cour de Zeus, parce qu'il a trop aimé les hommes"*. Il a *"mis fin aux terreurs que la vue de la mort cause aux mortels"*. Prométhée se situe dans le temps d'après le cataclysme : la mort est déjà là. Le récit biblique situe l'action avant : le prix du fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal, c'est la mort. Prométhée est le héros d'une entreprise de reconquête, le héraut d'un assaut pour dérober aux puissances célestes les pouvoirs grâce auxquels les mortels, cessant d'être des enfants, sont devenus des êtres *"doués de raison et de réflexion"*. La signification du récit biblique porte sur ce qui s'est passé avant que les humains ne soient dans la condition mortelle où il leur faut tout acquérir *"à force de peines"*. Le mythe de Prométhée et la Chute biblique ne portent pas sur le même événement. Le fruit de l'arbre de la connaissance du bien et du mal ayant été cueilli et mangé, qu'advient-il de celui de l'arbre de vie et d'abord quel est le fruit de l'arbre de vie ? Le texte dit : *"Yahvé Dieu fit pousser du sol toutes espèces d'arbres séduisants à voir et bons à manger, et l'arbre de vie au milieu du jardin, et l'arbre de la connaissance du bien et du mal"*. Et le récit de la Chute se termine ainsi : *"Puis Yahvé Dieu dit : "Voilà que l'homme est devenu comme l'un de nous, pour connaître le bien et le mal ! Qu'il n'étende pas maintenant la main, ne cueille aussi de l'arbre de vie, n'en mange et ne vive pour toujours !" Et Yahvé Dieu le renvoya du jardin d'Eden pour cultiver le sol d'où il avait été tiré. Il bannit l'homme et il posta devant le jardin d'Eden les chérubins et la flamme du glaive fulgurant pour garder le chemin de l'arbre de vie"*.

L'auteur sacré attribue assez de force à la vigilance divine pour que le caractère définitif du bannissement hors du jardin d'Eden soit garanti par une garde postée devant le jardin ainsi que par *"la flamme du glaive fulgurant"*, image littérairement magnifique.

Curiosité, séduction, mensonge, concupiscence ? Peut-être. L'action primordiale emprunte au théâtre ses motivations ordinaires. Mais elle a pour ressort la passion même qui fera défaillir le professeur

Nietzsche : *“vous serez comme des dieux...”*. C'est cette irrépressible passion qui lui fera signer ses derniers billets *“Dionysos”* ou *“le Crucifié”*, c'est elle qui lui fera écrire à Jacob Burckhardt, qu'étant Dieu, il ne saurait abandonner la création du monde. Comme si le mépris du récit biblique avait fait tomber les dernières défenses capables de protéger celui qui avait écrit Zarathoustra contre l'engloutissement ultime dans la figure du démiurge foudroyé. Cent ans plus tôt W.A. Mozart donnait avec Don Juan, précipité en enfer par la violence de son propre défi, l'image du héros dressé contre la puissance divine. Frédéric Nietzsche, après avoir proclamé que Dieu était mort, a cru qu'il devait occuper le trône vide à moins qu'il ne s'y soit trouvé précipité par les forces qui avaient fait leur siège en lui. Transpercé par le glaive fulgurant, il a sombré, revivant, pour son compte le récit biblique où il n'avait vu que curiosité, mensonge, faux-semblants, concupiscence. Pathétique, terrible, magnifique, égaré, fraternel, Frédéric Nietzsche, qui voulait que l'on rangeât ses livres parmi les livres sacrés, aura vécu l'errance humaine aux temps de la modernité selon les formes les plus anciennement révélées, conformément aux pulsions rugissantes, à l'œuvre aux premières pages du récit biblique : *“Vous serez comme des dieux...”*.

TOUT POUR ÊTRE BEAU DOIT ÊTRE RATIONNEL

Pour Frédéric Nietzsche, *“l'agonie de la tragédie c'est Euripide”* parce que, avec Euripide *“c'est le spectateur qui monte sur la scène”* c'est-à-dire *“l'homme de tous les jours”*. *“La médiocrité bourgeoise sur laquelle Euripide fondait tous ses espoirs politiques se mit alors à prendre la parole...”* Mort de la tragédie. Mort de la poésie. *“Les Grecs avaient perdu la foi en leur propre immortalité”*. Et Nietzsche de conclure : *“s'établit le règne du cinquième état, celui des esclaves - moralement tout au moins”*. C'est contre ce faux-semblant de sérénité grecque que se dressèrent les *“natures profondes et farouches des quatre premiers siècles du christianisme”*. Parmi ses spectateurs il y en avait deux auxquels Euripide ne se sentait pas supérieur : d'abord lui-même en tant que penseur qui ordonnait au poète d'extirper de la tragédie le dionysiaque pour n'y laisser triompher que l'apollinien ; et ensuite Socrate. Qu'importe que dans *Les Bacchantes* Euripide lui-même ait montré que sa propre démarche de penseur était vouée à l'échec : dans le conflit entre Penthée, défenseur de l'ordre social et Dionysos, le dieu finit par l'emporter haut-la-main, par la ruse et la violence. Mais qu'importe : *“...lorsque le poète se rétracta, sa tendance triomphait déjà : Dionysos avait déjà été écarté de la scène tragique”*. Le socratisme triomphait dont la devise esthétique pouvait, selon

Nietzsche, s'énoncer ainsi : *“Tout pour être beau doit être rationnel”*. Sophocle avait dit d'Eschyle *“que tout ce qu'il faisait était juste, bien qu'il le fit inconsciemment”*. Pour Euripide, au contraire, tout pour être bon devait être conscient. *“Si la tragédie en a péri, c'est dans le socratisme esthétique qu'il faut aller chercher le principe meurtrier”*. Hypertrophie du conscient, de l'esprit critique, de la rationalité, mépris de la capacité créatrice de l'instinct, néant du sens mystique : avec Socrate, élevé par Platon à la hauteur d'un modèle, s'instaure un optimisme théorique en vertu duquel : *“vertu égale savoir ; on ne pèche que par ignorance ; l'homme vertueux est heureux”*.

Complétons cette trilogie par le propos d'un humaniste contemporain, ami des sciences lui aussi et de surcroît fin linguiste : *“L'homme est le capital le plus précieux”*(1). Socratisme ou pas, cet optimisme marxolénino-stalino-maoïste aura servi de fondement aux plus grandes exterminations du XX^e siècle, sur fond de déferlements fantasmatiques, comme si, avec l'ironie aiguë qui caractérise leur action, les puissances maléfiques avaient ordonné, au nom de la raison, le plus noir sabbat de crimes jamais surgi des profondeurs du cratère.

LE PAS TÊMÉRAIRE DES TUEURS DE DRAGONS

Face à cet optimisme obscurantiste dont nous, nous connaissons le prix, Nietzsche annonce : *“...je nommerai par leur nom les forces qui me semblent aujourd'hui garantir une renaissance de la tragédie - et combien d'autres bienheureuses espérances pour l'Allemagne !”* Avec l'art dionysiaque de la tragédie *“pour de brefs instants, nous sommes réellement l'être originel lui-même, nous ressentons son incoercible désir et son plaisir d'exister”*... *“ravis dans l'extase dionysiaque, nous pressentons l'indestructible éternité de ce plaisir... nous connaissons la félicité de vivre, non pas comme individus, mais en tant que ce vivant unique qui engendre et procréé, et dans l'orgasme duquel nous nous confondons”*.

On ne voit pas ce que l'on pourrait dire de plus profond sur les mises en scène et les fêtes du nazisme hitlérien à Nuremberg et ailleurs ; et, au-delà, sur la jouissance existentielle qui naît de l'immersion au sein des convulsions historiques ; et, au-delà encore, sur l'exaltation orgastique qu'engendre le naufrage de la conscience dans ces abyssales profondeurs au-dessus desquelles l'être conscient semble n'être jamais qu'un papillon éphémère.

La puissance de prémonition du jeune professeur de Bâle est confondante. Il suffit de citer : *“...l'homme moderne commence à soupçonner les limites de ce plaisir socratique de la connaissance... du milieu de ce vaste désert qu'est l'océan du savoir, il aspire à retrouver un*

rivage". Nietzsche parle du "désastre qui sommeille au sein de la civilisation théorique (et qui) se met peu à peu à envahir d'angoisse l'homme moderne..." Mais, souligne-t-il, Kant et Schopenhauer "ont remporté la plus difficile des victoires, la victoire sur l'optimisme..." "Cette découverte inaugure une civilisation que j'oserai qualifier de tragique - et dont le trait majeur est qu'elle remplace, en tant que but suprême, la science par la sagesse, laquelle... embrasse d'un regard impassible tout le tableau de l'univers et cherche, dans un mouvement de sympathie et d'amour, à en reprendre sur soi la souffrance éternelle". Laissons retentir en nous le tumulte guerrier que fait lever la phrase suivante : "Représentons-nous la montée d'une génération qui ait cette intrépidité du regard, cette manière héroïque d'affronter l'horrible, imaginons le pas téméraire de ces tueurs de dragons, l'audace fière avec laquelle ils tournent le dos à toutes les doctrines débilitantes de l'optimisme afin de "vivre résolument" d'une vie pleine et entière : ne serait-il pas nécessaire que l'homme tragique d'une telle civilisation, après s'être éduqué au sérieux et à la peur, désirât comme l'Hélène qui lui est due un art nouveau, l'art de la consolation métaphysique, la tragédie..." "...quelles espérances ne doivent pas se ranimer en nous à voir dans notre monde tant de sûrs présages... du réveil progressif de l'esprit dionysiaque !". "Du fond dionysiaque de l'esprit allemand une puissance a surgi". "Il n'y a que le mythe qui puisse sauver toutes les forces de l'imagination et du rêve apollinien de leur errance sans but... L'Etat lui-même ne connaît pas de loi non écrite plus puissante que le fondement mythique...". "Cependant notre confiance est telle dans la pureté et la vigueur profonde de la germanité, que nous osons justement attendre d'elle ce rejet des éléments étrangers entés de force, et croire à la possibilité, pour l'esprit allemand, de se ressaisir. ...Et si l'Allemand hésitant, devait chercher autour de lui un guide qui pût le ramener dans sa patrie, perdue depuis si longtemps que c'est à peine s'il en connaît encore les chemins et les voies - qu'il prête simplement l'oreille à l'appel enchanteur de l'oiseau dionysiaque qui voltige au-dessus de sa tête et lui montre la route". "Un jour il (l'esprit allemand) s'éveillera, dans toute la force matinale de ce formidable sommeil : alors il tuera les dragons, il anéantira les nains perfides et réveillera Brunehilde - et la lance même de Wotan ne pourra lui barrer la route".

Nous qui sommes cent vingt ans après, nous savons. Nous n'avons plus à nous représenter la génération héroïque, nous n'avons plus à imaginer le pas téméraire des tueurs de dragons : la génération héroïque et les tueurs de dragons, surgissant de l'imaginaire, ont déferlé dans la réalité, enflammant du feu de leur fureur l'Europe effarée et il a fallu la conjonction contre nature de la Russie des soviets, de l'Empire britannique et des Etats-Unis d'Amérique pour faire rentrer dans son lit le torrent dionysiaque déchaîné. Nous avons subi le fière audace de ces tueurs de

dragons, nous avons mesuré la force de ce qui est sorti du fond de l'esprit allemand, nous avons vu jaillir de ce cratère le guide qui avait entrepris de ramener l'Allemagne dans sa patrie. L'oiseau qui voltigeait au-dessus de l'Europe, c'était cet insecte gorgé de sang noir, superbement inscrit au milieu des oriflammes rouge et blanc. Les nains anéantis, Brunehilde réveillée, l'Europe en feu, écrasée sous les bombes : après le passage de Dionysos le paysage ressemblait à peu près à celui sur lequel se terminent *Les Bacchantes* d'Euripide. Le tragique était entré en éruption au cœur de l'histoire. Mais avant d'exploser dans l'événement, le dionysiaque avait explosé dans les âmes, dans celle de Frédéric Nietzsche en particulier, y produisant par anticipation l'effet qu'un demi-siècle plus tard, il produirait dans l'histoire. Il ne sert à rien de dire que Nietzsche, dans la préface autocritique qu'il a lui-même écrite ultérieurement pour son livre, ait dit combien l'âme allemande l'avait déçu, désespéré même, car ce qu'il reprochait à l'Empire wilhelmien c'était précisément d'avoir pris le chemin de la médiocrité, de la démocratie, des "idées modernes", tout ce qu'il détestait et que détestera aussi le nazisme hitlérien. Pour sauver Nietzsche de l'opprobre, d'excellents esprits se sont efforcés de ne pas voir. Mais la vérité c'est que l'immense rugissement qui assourdira le monde à partir de 1933 était déjà à l'œuvre dans le premier livre de Frédéric Nietzsche. C'était bien la naissance de la tragédie. La vérité c'est qu'avant de rouler sur l'Europe et sur le monde, la vague avait emporté l'âme de Frédéric Nietzsche, laissant au professeur de philologie l'illusion de croire qu'il gouvernait la vague alors que, fêtu de paille porté par la houle d'un séisme psychique, il n'était que le chantre impuisant, pathétique, des soubresauts d'un monde, en proie, ainsi qu'il l'avait puissamment pressenti, au réveil de Dionysos.

Entendons-nous : on ne dit pas que Frédéric Nietzsche soit responsable des ignominies nazies. S'il les avait connues, il les eût anathématisées. On ne dit pas que l'œuvre entière de Frédéric Nietzsche conduisait au nazisme. On laisse ce débat à d'autres, plus savants. L'analyse des textes porte sur un seul et unique ouvrage : **La naissance de la tragédie**. Un point c'est tout. Mais cette œuvre-là et l'autocritique qui la précède étant ce qu'elles sont, dans leur souveraine splendeur, on ne peut pas empêcher quiconque est sensible à la vibration des mots d'y découvrir comme un écho fantasmatique de la tragédie qui un jour s'inscrira dans l'his-

toire, d'y percevoir, à l'œuvre, les énergies que le guide de la nation allemande saura capter pour en faire un emploi qui, n'en doutons pas, eût horrifié Nietzsche. La lettre du texte permet, au demeurant, de plaider que ce que Nietzsche appelle de ses vœux c'est seulement la renaissance d'un "art nouveau, l'art de la consolation métaphysique, la tragédie". Et ce qui est arrivé c'est que l'esprit allemand lorsqu'il s'est éveillé a ébranlé le monde de "toute la force matinale" du formidable sommeil dont-il sortait.

Pathétique, terrible, odieux, magnifique, égaré, fraternel, Frédéric Nietzsche

CONCLUSION

Quand il appelait au réveil de Dionysos, Nietzsche pressentait-il qu'il promettait à l'Europe une guerre de Trente ans - Août 1914, Mai 1945 - bientôt étendue à tout l'hémisphère nord ; qu'il annonçait d'immenses mouvements d'armées, des massacres, des combats conduits jusqu'à épuisement des régiments, jusqu'à épuisement de la terre elle-même ; des formes d'oppression encore inconnues - le communisme soviétique, le nazisme hitlérien, le goulag et la solution finale ; une conjonction entre l'extrême rationalité des moyens et la totale démente des déferlements fantasmatiques comme si, à son insu ou non, lui, Frédéric Nietzsche, s'était fait le héraut d'un raz-de-marée né dans la profondeur des millénaires, tirant son énergie des refoulements et fermentations à l'œuvre dans les entrailles de l'espèce humaine, capable par sa puissance d'emporter dans ses remous l'Europe puis le monde ?

Frédéric Nietzsche avait-il compris ce qui s'annonçait à travers les livres qui sortaient de lui ?

L'étrange, ainsi que l'a dit Fukuyama, est qu'au terme de ce sabbat, la démocratie politique et le marché libéral semblent remporter une victoire certes très partielle, très précaire, probablement temporaire, mais qui n'en demeure pas moins, au regard des prévisions, des calculs, des prophéties qui ont jalonné les trois quarts de siècle qui vont de 1914 à 1989, une divine surprise.

L'histoire - l'histoire humaine comme l'histoire naturelle - est le lieu d'éruption du tragique, le lieu où se vit l'épouvante, en sorte que, ainsi que le dit Teilhard de Chardin, rien ne ressemble plus à un chemin de croix que cette coulée de chair souffrante dans laquelle s'exprime la vie et la conscience.

Mais cette histoire, l'espèce humaine la vit deux fois, sous deux modes différents : le mode de la réalité et le mode de la représentation. Il y a le réel brut, quotidien, utilitaire, merveilleux, trivial, terrible, qui laisse de vrais morts, de vraies plaies et qui dévore les individus et les nations par le feu, par l'acier, par le cancer. Et il y a la représentation que l'art en donne et que l'industrie de l'image et de l'écrit démultiplie. Il y a 1789, la Révolution, la Terreur, le panier où tombent les têtes san-

glantes, l'assaut des armées étrangères contre la France, la République ravagée et victorieuse, les églises dévastées, les filles violées, toute l'horreur du monde, la campagne d'Italie, le Consulat et l'Empire. Et il y a les soldats de l'an II, Victor Hugo, Chateaubriand, les symphonies de Beethoven et le Napoléon d'Abel Gance. 1914-1945 : en même temps que s'accomplissent les événements, le cinéma et le roman les donnent à voir à des foules qui se ruent sur les représentations pour se distraire ou se consoler du réel. Et l'avidité des foules ne diminue pas lorsque l'événement s'éloigne : pour ceux qui n'ont pas vécu l'événement, la fiction en tient lieu. Il y eut un jour le 6 juin 1944 : les plages du débarquement, la mitraille, les cervelles et les boyaux répandus, le sable et le sang. Puis il y eut le cinéma, le Jour J, tous les grands comédiens de l'époque rassemblés dans une fresque à présent substituée à la réalité.

Il y eut un jour la Crucifixion pareille à des milliers d'autres, aussi réelle, aussi atroce que ces milliers d'autres et il y a ces centaines de tableaux qui représentent des crucifixions, parfois terribles à couper le souffle, comme si le peintre avait lui-même subi ce qu'il donne à voir.

Horreur, grandeur, compassion : par la sublimation de l'art le malheur devient participation, communion. L'artiste, étant parvenu à libérer le torrent, la vie et la mort, l'angoisse et le malheur s'accomplissent en une émotion sacrée, cette émotion tragique dont les Grecs, il y a vingt-cinq siècles, avaient fait une liturgie, communiquant aux participants exaltation, extase et non accablement. La soif d'émotion dramatique est une des soifs structurantes de l'espèce humaine.

Jusqu'au XX^e siècle, le rapport entre le réel et sa représentation était celui de la distance : les événements fournissaient aux artistes la matière première de leur inspiration, événements mythiques ou historiques sur lesquels poètes, dramaturges, peintres... rebondissaient pour construire leur œuvre ; mythologie et guerre de Troie pour Eschyle, Sophocle et Euripide ; histoire antique et chronique médiévale pour Shakespeare, Corneille, Racine, etc... Tout au long du XX^e siècle, la distance n'a cessé de se réduire, la représentation se rapprochant de l'événement jusqu'à se confondre avec lui. Avec la télévision, le décalage entre l'histoire et sa représentation a tendu à s'abolir à ce détail près que la représentation a fini par devenir partie intégrante du rapport des forces militaires et politiques. C'est en Amérique que la guerre du Vietnam a été perdue. Du coup avec la guerre du Golfe le commandement militaire a fait des médias l'un de ses moyens d'action. A ce jeu il a d'abord pu sembler que Saddam Hussein était le maître jusqu'à ce que le déroulement des opérations révèle de la part des Américains une surprenante maîtrise qui leur a permis, selon les lois les plus classiques de l'art militaire, de tromper l'ennemi et de créer la surprise au moment décisif.

Ce qui, avec la guerre du Golfe, succédant à la révolution roumaine, se profile c'est une interpénétration de plus en plus étroite de l'histoire et de sa représentation,

un inextricable enchevêtrement du réel et du fictif, le fictif tirant du réel, jusqu'à l'indécence, tout le parti publicitaire et financier qu'il est possible d'en tirer, le réel s'annexant le fictif jusqu'à en faire un élément de sa stratégie. Ecrans sur lesquels se projettent des champs de bataille où traînent des cadavres dont on ne sait plus si ce sont de vrais cadavres ou s'il s'agit de figurants qui, la scène terminée, vont se relever. Images médiatiques qui sont des armes pointées sur les foules planétaires de qui, en fin de compte, dépend le sort des batailles. Famines pour spectateurs qui dînent. Agonisants qui agonisent vraiment. Bombes qui pulvérisent de vraies maisons et ses vrais habitants. Les technologies de prises de sons et d'images permettent de suivre en direct des engins volants, beaux comme des objets d'art et de mort, beaux comme la puissance et la mort, et qui détruisent réellement des usines, des ponts, des chars par colonnes entières. Le réel accède à la beauté de l'œuvre d'art. Le spectateur redécouvre l'émotion du cirque romain : ici aussi la victime meurt vraiment. Comme dans le cirque romain, comme sur les bûchers de l'inquisition, l'événement et sa représentation s'identifient. La boucle est bouclée.

On va à toute vitesse vers le cas de figure suivant : il peut arriver, il est sans doute déjà arrivé, que des hommes de médias et des hommes de pouvoir associés par des intérêts convergents - faire du taux d'écoute, gagner des élections - organisent en commun l'événement en fonction de sa capacité à répondre à l'attente dramaturgique planétaire.

La rencontre, l'interpénétration, la confusion du réel et du fictif se profilent avec insistance : le pugilat, la lapidation, la guerre en direct finiront par donner naissance au pugilat, à la lapidation, à la guerre, organisés en vue du direct.

C'est que le réel communique au spectacle une qualité de terreur, une qualité d'horreur que la fiction ne parvient pas à égaler. D'où, dit-on, ces films tournés avec des figurants effectivement mis à mort pour la pleine jouissance de spectateurs trop exigeants pour se contenter des faux-semblants de la représentation.

Dans les choses humaines, la perversion fonctionne comme un destin.

Reste que la soif d'émotion dramatique demeure, aussi impérieuse aujourd'hui qu'elle pouvait l'être au temps d'Epidaure. Les millénaires peuvent passer, l'aspect de la terre changer, la société humaine se refondre, le tragique demeurera et il faudra en faire quelque chose qui l'empêche de se déployer dans l'histoire, de ravager l'histoire. Pour que le tragique épargne le réel, il faut le libérer dans la fiction.

Bien entendu il y a contradiction. D'une part il n'est jamais assuré que l'excitation de la représentation ne cherche pas à se prolonger, à s'accomplir, dans l'acte lui-même et au plan individuel le risque est constant. D'autre part l'œuvre d'art engendre l'émotion à raison de son lien avec le réel. Au XVIII^e siècle, il se disait que pour

relancer l'inspiration créatrice, fort essouffée, il faudrait de grandes émotions, de grands bouleversements et l'histoire a confirmé cette intuition. On ne peut pourtant pas souhaiter la Révolution, la Terreur, la guerre et l'Empire, à seule fin de fournir en images et en émotions Chateaubriand, Beethoven et Victor Hugo. On ne peut pas. On est donc dans une contradiction dont on ne cherchera pas à sortir. On dira seulement que cette contradiction, aussi, fait partie du tragique des choses et que les écrivains et les artistes n'ont pas à la résoudre. Ils ont à vivre avec et à rebondir dessus. Ils ont à assumer leur tâche, seulement leur tâche, qui est de donner par les œuvres, sens et beauté à ce que les hommes vivent dans le chaos, le sordide, l'innommable et aussi la magnificence des heures solaires.

De toute façon en ce siècle l'espèce humaine a été assez abreuvée d'émotions pour qu'il n'y ait pas lieu d'en rajouter. L'heure du transfert dans l'art est venue. La technologie nous laisse deviner le lieu où il pourra s'opérer : lieu sans rivages, construit par le son, l'image, le texte, transmis hors de toute contrainte spatiale, rassemblant devant d'immenses écrans des foules dispersées, associant des individus isolés, tous en mesure, grâce à l'interactivité, de faire part de leurs réactions et de connaître celles des autres, de participer à la fête commune comme si elle se donnait en un lieu commun. Le lieu commun a cessé d'être un espace physique. La question est alors : qui financera le lieu, qui le gouvernera, qui décidera de ce qui s'y fera ? Qui décidera du contenu des œuvres ?

La tragédie mais pour quoi dire ?

Les tragiques grecs ont tiré le meilleur des mythes où se récapitulent les fatalités, les enchaînements, les recommencements de sang et de mort qui confèrent son rythme et son allure à l'histoire humaine comme à l'histoire naturelle. Ils ont raconté le destin en termes si véridiques qu'il n'y a plus grand'chose à ajouter. Tout n'est pourtant pas dans les Grecs.

Les mythes y sont. Pas les mystères.

Les Atrides disent comment les crimes lient les générations entre elles, comment se nouent les recommencements et comment ils ne peuvent pas ne pas se nouer. Oedipe raconte comment le mal se saisit de l'innocent : le héros croit se défendre et il tue son père à la croisée des chemins, il épouse la reine et c'est sa mère. Le sacrifice d'Iphigénie aux dieux du vent scelle le destin d'Agamemnon. Le meurtre d'Agamemnon par Egisthe, vengeur des Atrides, et par Clytemnestre, femelle à qui le mâle a arraché son enfant pour le sacrifier, entraîne le meurtre d'Egisthe et de Clytemnestre. Mais la vengeance qu'Oreste tire d'Egisthe et de Clytemnestre, fait d'Oreste la proie des Erynies. Le mythe enseigne les voies du destin, par lesquelles déferle, rugissante, la fatalité.

Le mystère, tel un murmure enfoui au cœur de la mémoire humaine, laisse espérer la rupture des chaînes dont les mythes disent qu'elles sont indestructibles.

Au lieu que les Erinyes exercent sans fin leur justice échevelée, la Rédemption promet la rémission des péchés. Au lieu que les dieux ne soient qu'hostilité et jalousie à l'égard des hommes, l'Incarnation enseigne l'identification divine à la condition humaine. Au lieu que les générations soient liées, seulement, par la fatalité de la vengeance, elles peuvent l'être aussi par la réversibilité des mérites dans la communion des saints. Au lieu du nocturne séjour des morts, le soleil de la résurrection. Et ainsi de suite. Le mystère dément le mythe. Au moins en espérance. Tout s'accomplit, en apparence, selon ce qu'annoncent les mythes mais pas toujours. Les fatalités fonctionnent mais il y a des failles. Le destin ne gouverne pas tout entier l'homme. Il est sans prise sur Dieu. La révélation des mystères a déjà, secrètement, brisé les fatalités.

Tout l'effort d'une partie des sciences humaines a tendu à assimiler les textes testamentaires aux représentations mythiques. Il est clair, cependant, que ceux-là démentent celles-ci.

Le déferlement médiatique assène le mal et le malheur avec une force qui rend progressivement aux fatalités, leur antique souveraineté. Spectateur impuissant, résigné, pas nécessairement indifférent, le contemporain mesure, aussi bien dans la nature que dans l'histoire, la rigueur des enchaînements par lesquels le mal et le malheur ravagent la vie. Irrésistiblement, le désespoir tranquille monte. Chacun se persuade, selon ce qu'en disait Beckett, que c'est à désespérer de tout.

On ne vivra pas longtemps comme ça.

Ça serait peut-être le moment de faire quelque chose de nouveau avec le tragique. Contre l'épouvante, la dérision ne tiendra plus très longtemps. Du sein de l'épouvante peut à nouveau surgir le démiurge nietzschéen ivre de sa puissance, de son malheur et de son désespoir.

Reste l'Alliance.

André LE GALL

(1) Il s'agit du maréchal Staline.

Les citations, reproduites avec l'aimable autorisation de l'éditeur, sont extraites de : "La naissance de la tragédie ou Hellénité et pessimisme. Essai d'autocritique" et "La naissance de la tragédie enfantée par l'esprit de la musique" de F. NIETZSCHE, dans le texte établi par Giorgio Colli et Mazzino Montinari, traduit de l'allemand par Michel Haar, Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy et publié dans la collection Folio-Essais chez Gallimard.

Les citations de la Genèse sont tirées de la Bible de Jérusalem.

Parmi les ouvrages qui traitent du tragique signalons "Le retour du tragique" de Jean-Marie Domenach (Seuil 1967).

Signalons aussi : "Aspects du drame contemporain" de Carl Gustav Jung (Lib. de l'Université - Genève - Buchet - Chastel 1945).

Notons que la thèse classique que reprend Nietzsche et qui voit l'origine de la tragédie dans le dithyrambe et le culte dionysiaque ne fait pas l'unanimité.

"France-Forum" est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32, Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LIBRAIRIE "DIALOGUES"

Square Mgr Roull - 29200 BREST

POINT DE VENTE EN ALLEMAGNE : LIBERTAS, M^{me} VIGOUROUX,

Hintere Gasse 35/1, D. 7032 SINDELFINGEN

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SÉNART

Les correspondances : Flaubert, Jacques Rivière - Alain Fournier, Roger Martin du Gard - Gobineau et Tocqueville - Maurras et la Provence.

Préfaçant la *Correspondance de Flaubert* dont le premier tome était publié à la Pléiade il y a une quinzaine d'années, M. Jean Bruneau écrivait qu'elle était la meilleure introduction à son œuvre. Je pense au contraire qu'il faut lire cette correspondance en conclusion de l'œuvre de Flaubert pour prendre sur celle-ci une vue d'ensemble et en détailler à loisir le paysage. Le premier volume a été celui du voyage en Orient entrepris avec Maxime du Camp. Le médecin de Flaubert lui avait conseillé un voyage dans les pays chauds pour calmer ses crises nerveuses. Il rapporta de ce voyage sept chancres. Ayant constaté que

là-bas "tout craque comme chez nous", que "l'Orient n'existe plus" et que "Constantinople vaut Yvetot"; il estima tout à fait inutile d'être allé aussi loin pour voir à Medinet-el-Fayoun une vue de Quillebœuf. "Le monde est monotone et petit" a dit Baudelaire. Après avoir fui en Orient, loin de Croisset, "l'ennui de vivre tranquille". Flaubert n'eut plus qu'un désir, rentrer chez lui pour "vivre calfeutré". Le deuxième volume de sa *Correspondance* publié en 1980 aura trait à la période 1851-58. Les bras retroussés, suant, ahanant, il écrit *Madame Bovary*. Il a éconduit à son retour, à la grille de Croisset, son entreprenante maîtresse, Louise Colet, pour préserver

son intimité avec son œuvre, mais c'est dans les lettres qu'il continue de lui adresser qu'on trouvera le meilleur des théories de son art romanesque. Le troisième volume vient de voir le jour (1). Flaubert écrit *Salammô*. C'est comme s'il était au baignon, sous le soleil d'Afrique, à "casser du caillou". Il écrit à son amie Leroyer de Chantepie qu'il faut être fou pour s'être mis à cet ouvrage. A peine achevé *Salammô*, il commence *L'Éducation sentimentale*. Il va entrer dans une nouvelle période de transes.

Ce troisième volume est marqué par le commencement en 1863 de la correspondance avec George Sand. Flaubert qui rêvait d'un style maçonné, d'une prose se tenant debout, toute seule, droite comme un mur, n'avait eu, dans son jeune âge, que dégoût pour la phrase fluente et suintante de George Sand "coulant comme entre des cuisses sans muscles". "Un style pour couturières", rugissait-il. Mais à un article élogieux de George sur *Salammô*, il répond le 31 janvier 1863 : "La bonté de votre cœur m'a attendri et votre sympathie m'a rendu fier". En 1866, George Sand vient s'asseoir pour la première fois au fameux dîner Magny. Les Goncourt notent dans leur journal : "Chez Magny, Madame Sand fait son entrée en robe fleur de pêcher, une toilette d'amour que je soupçonne d'être mise avec l'intention de violer Flaubert". De ce "viol" est sorti ce que M. Alphonse Jakobs a appelé, dans l'édition complète qu'il en a donnée récemment (2), "la plus belle correspondance du siècle passé et peut-être une des plus belles qui soient". Flaubert apparaît à George Sand "un être mystérieux, doux comme un mouton, une belle et franche figure, avec quelque chose de paternel". Il s'établit entre elle et lui un rapport filial, mais ce serait lui le fils. Il a seize ans de moins qu'elle. Elle le tutoie. Il l'appelle "chère maître". Flaubert a dit qu'il cachait sous une enveloppe de gendarme de secrètes faiblesses, une inclination à l'élégie. Il conserve dans ses tiroirs des bouquets fanés. Il a des spasmes d'âme. "Chacun de nous a dans son cœur une chambre royale. Je l'ai murée, mais elle n'est pas détruite". Ces lignes sont adressées à Amélie Bosquet, poétesse et romancière. Flaubert a entrouvert sa chambre royale pour George Sand. Il en émane, dans une correspondance par ailleurs tonitruante, une lumière d'intimité et de paix, reflet de la nostalgie du foyer qui a toujours manqué à ce célibataire.

Les autres correspondants de Flaubert sont principalement dans ce volume sa nièce Caroline Hamard devenue Madame Commanville, Ernest Feydeau, Louis Bouilhet, la princesse Mathilde. Elle eut pour lui, dit-on, des faiblesses. Quelques billets polis sont adressés à Aglaé Sabatier, la "Présidente" de Baudelaire, et à Jeanne de Tourbey, la future comtesse de Loynes, maîtresse de Jules Lemaitre et égérie du nationalisme. Mistral en eut la tête tournée lorsqu'il lui fut présenté dans sa loge à l'Opéra. C'est dans les lettres à Bouilhet, à Feydeau, aux amis avec lesquels il se déculotte sans se gêner, qu'on trouve un autre Flaubert que celui qui converse avec George Sand. Il a déposé son auréole de mystère. Il apparaît aux Goncourt "un provincial de sous-préfecture", "un esprit gros et empâté", "un pataud,

excessif, sans légèreté en toutes choses", il a dans sa conversation "très peu d'idées" et elles sont exprimées "bruyamment et avec solennité". Mais, dit Mauriac dans ses "Mémoires Intérieurs", il jetait ses bourdes aux Goncourt, lors des dîners Magny, comme des sardines à deux otaries. Ce Flaubert n'en ressemble pas moins au Gaudissart de Balzac. Un air de table d'hôte s'élève de ses propos. Qu'en penser ? Le catholicisme et le socialisme ont abêti la France. Elle a quitté depuis 89 la ligne droite où Voltaire l'avait engagée. Rousseau a réhabilité le sentiment en rendant sa chance au catholicisme. Sade marque le retour en force de l'Église du Moyen-Âge et de l'Inquisition. Flaubert fait de ce tortionnaire une crème de bien-pensant. En politique, trois ans avant Sedan, il célèbre "la solidité du régime" et trouve l'Empereur "très fort".

"La bêtise, écrivait-il, consiste à vouloir conclure". Il y a dans certaines parties de la Correspondance un Flaubert péremptoire et court. Thibaudet a dit qu'il concluait "à tour de bras".

*
* *

La première lettre figurant dans la *Correspondance Jacques Rivière-Alain Fournier* rééditée en deux volumes de 700 pages par MM. Alain Rivière et Pierre de Gaulmyn (3) est adressée par Jacques Rivière à Alain Fournier, en avril 1904, d'un étage à l'autre du Lycée Lakanal à Sceaux. Alain Fournier qui s'appelle encore Henri Fournier est à l'infirmerie et Jacques Rivière lui donne des nouvelles de la composition de français où il fallait prendre la plume de Népomucène Lemercier pour écrire à Victor Hugo une lettre sur la préface de *Cromwell*. La dernière est adressée par Jacques Rivière à Alain Fournier en juillet 1914. Où es-tu ? Que fais-tu ? C'est un appel inquiet. Quelques jours après, la guerre éclate. Le 24 août, Jacques a été fait prisonnier. Le 22 septembre, Alain Fournier disparaît dans un engagement sur les Hauts de Meuse. Ce n'est qu'à la fin de la guerre que tout espoir de le retrouver sera perdu. Dans la correspondance échangée pendant dix ans, de 1904 à 1914, entre ces deux garçons qui ont noué amitié dans la khagne de Lakanal et qui sont devenus beaux-frères lorsque Jacques Rivière épousa en 1909 Isabelle Fournier, apparaît l'histoire d'une vie ou de deux vies, voire de trois. M. de Gaulmyn note dans sa préface : "Echouer à des concours, vivre petitement de leçons, de cours, d'articles, épouser la sœur de son ami, rêver d'une femme parfaite et se compliquer la vie avec quelques autres qui le sont moins, aller voir sa famille à la campagne au moment des vacances, faire son service militaire", ce sont vies bien ordinaires. Mais ces jeunes gens dont l'un, grand bourgeois, était le fils d'un professeur à la faculté de médecine de Bordeaux, l'autre, celui d'un instituteur de village, voulaient être écrivains, et c'est en quoi leurs vies peuvent échapper à l'ordinaire. Jacques Rivière et Alain Fournier ont été mêlés par leurs lectures et leurs amitiés à l'intense mouvement littéraire de leur époque. Alain Fournier ne jurait que par Laforgue et Francis Jammes.

Les dieux de Jacques Rivière étaient Maeterlinck et Barrès. On s'enthousiasmait pour *Pelléas et Mélisande*. Chacune de leurs lettres abondait en commentaires sur les livres, les expositions de peinture, les concerts. C'est une critique de premier jet très instructive sur la sensibilité de la jeunesse au temps du symbolisme, un catalogue de sentiments et d'idées, un exercice d'écriture. La Correspondance de Jacques Rivière et d'Alain Fournier, à travers l'histoire d'une amitié et l'histoire d'une époque, présente l'intérêt d'un véritable roman de formation et d'apprentissage. Notre bon maître d'humanités au lycée Saint-Charles de Marseille, Georges Pompidou, nous en avait recommandé, sinon ordonné, la lecture. "Un livre capital !".

Le 19 août 1907, Jacques Rivière, toujours prompt à l'effusion, écrivait à Alain Fournier : "Je sens combien nous sommes unis et que nous nous comprenons autant que deux êtres puissent se comprendre", et le 30 mars 1910 : "Jamais peut-être deux hommes n'ont tenu l'un à l'autre comme nous". Mais cet attachement ne tenait-il pas à leurs différences ? "Nous ne sommes attachés que par nos différences, que parce que nous nous complétons avec exactitude".

Jacques Rivière est né, dit-il, avec "une disposition à penser". Il a "une passion pour la généralité". "Je cherche toujours à classer, à mettre en ordre, à abstraire, afin de me donner ces vues d'ensemble qui sont les plus délicieuses". Ce qui le séduit chez Barrès, ce sont des paysages idéologiques, un cadastre intellectuel et moral où les sentiments sont étiquetés et répertoriés pour être exprimés en idées, une vision du monde analytique, l'univers mis en exploitation pour produire de la fièvre et la transformer en énergie bien contrôlée. Alain Fournier admire Barrès, mais reste froid. "Ce n'est pas de la vie, il prend de la vie pour symboliser de la pensée". Pour Alain Fournier, "c'est si peu important, les idées". Mais à peine Jacques Rivière a-t-il fait de Barrès son maître qu'il s'en déprend. Il lui reproche de ne lui avoir proposé qu'une méthode, non des exemples. Il ne lui restera reconnaissant que de lui avoir appris à "aimer ses conflits" et à savoir les concilier. C'est tout d'un coup dans Claudel qu'après avoir lu les vers et proses du recueil *l'Arbre* en 1905 il trouve, au milieu du "marasme" où l'a plongé la "rupture" avec Barrès, la lumière, le sens, la force. "Qui me donnera la force ?" demande Cébès à Simon Agnel dans *Tête d'or*. Rivière est Cébès et Claudel, Simon Agnel. "J'allais me perdre sans l'intervention de Claudel", écrit Jacques Rivière à Alain Fournier le 19 mars 1906. Il ne savait plus où il allait.

Est-ce que Claudel l'amènera à Dieu ? Alexis Léger, rencontré à Bordeaux chez Gabriel Frizeau, grand bourgeois, amateur d'art, un "converti" de Claudel, a prévenu Rivière. Claudel l'a enfermé dans une chambre pendant une heure, l'a invectivé, l'a brutalisé. Léger en est sorti en larmes. Rivière a peur. Il adresse à Claudel, à Tsien-Tsin, sa première lettre, le 23 janvier 1907. "Depuis un an, je ne vis que par vous et en vous". Claudel va se précipiter sur lui avec ce que Gide a appelé son "tomahawk de la foi, de

l'espérance et de la charité". Il faut qu'il dise ses prières, qu'il aille à la messe chaque matin, qu'il porte un scapulaire. "Pauvre enfant, vous voilà pris"... Rivière sait qu'il ne peut plus échapper à Claudel que s'il arrive à "voir plus grand". Mais quoi ? C'est le moment où Rivière rencontre Gide. Il n'a vécu que par Claudel et en Claudel. "Je vis avec Gide", s'écrie-t-il, toujours en transes. Barrès, Claudel, Gide... Fournier lui pose la question : "Pourquoi ce besoin d'avoir un délire littéraire à chaque instant de ta vie ?" Gide exploite chez Rivière l'inquiétude que Claudel, prétend-il, n'avait pas comprise. Il se contentait d'"affirmer formidablement avec une puissance surhumaine", mais sans résoudre les doutes du "petit morceau de complexité" que Rivière dit être. Etre catholique, écrit-il, "ce serait trop simple. C'est pourquoi je me méfie. Me convertir serait trop facilement me satisfaire. Rien ne m'éloigne du christianisme que de m'y sentir trop disposé, que d'y deviner la fin de mon anxiété". Rivière se confie à Gide : "Le christianisme est pour moi une éternelle tentation. Si j'y succombe, je serais encore plus impitoyable, plus cruel pour moi que Claudel. Quel délire de joie à traiter comme une misérable brute ce corps qui râle !". Quand Rivière publie en 1912 son essai sur *la Sincérité*, il veut "rester intact", ne sacrifier par curiosité, voire volupté psychologique, aucun de ses sentiments, jouir intellectuellement de tout soi. Henri Massis a posé un diagnostic exact sur ce cas. "Une concupiscence le possède plus dangereusement que celle de la chair, la concupiscence de l'esprit". "Je veux suivre ma nature où elle me conduira", déclare Rivière. On ne peut être plus gidien. Claudel l'a mis en garde. "Gide vous perd". Entre Gide et Claudel, quel enjeu est le pauvre Rivière ! La Correspondance Rivière-Claudel, celle en préparation de Gide avec Rivière, les Carnets de captivité de ce dernier publiés par Isabelle Rivière (4) projettent sur le terrible débat une lumière où, enfin, Dieu aura le dernier mot. Jacques Rivière, nous dit Isabelle, a communiqué le jour de Noël 1913.

Alain Fournier n'a-t-il été que le témoin un peu ironique des délires successifs ou simultanés de Jacques Rivière dont la disposition innée à penser n'était combattue que par une plus grande disposition à contracter toutes les fièvres ? Alain Fournier écrivait à sa sœur le 13 septembre 1911 : "Si Jacques était un frère, il viendrait passer les dix derniers jours du mois à la Chapelle d'Angillon avec moi. Nous ferions des randonnées formidables sur la Loire. Cela lui vaudrait mieux que tous les Gide du monde." Il proposait une thérapie. Rivière a toujours pensé à lui comme à "quelqu'un de sauvé". Un certain soir de mars 1910, Alain Fournier était entré à Notre-Dame, et il confiait à Jacques : "Ce qui me laisse anéanti de terreur, de délice et d'émerveillement, c'est la pensée que Dieu peut-être était là comme le plus homme des hommes". Il y a plus d'émerveillement que de terreur dans le tête-à-tête d'Alain Fournier avec ce Dieu humain. Chaque soir, à cette époque qui est celle aussi de sa rencontre avec Péguy, il lisait l'Évangile, les Psaumes, les Epîtres. Il poursuit une longue conversation sur la foi avec Isabelle et Jacques qui viennent de se marier. Tous

les trois, ils vont entendre la messe, le dimanche matin, chez les Bénédictines de la rue Monsieur. Est-ce en pensant à Gidé et à l'influence pernicieuse de celui-ci sur Jacques Rivière qu'Alain Fournier écrivait à Henri Massis : "Que nous veulent ces gens qui mettent leur verbe à tout chérir en eux ? Il n'y a d'homme que celui qui choisit, qui décide de son choix. On ne fait quelque chose de bon qu'à ce prix, en traçant au besoin brutalement une ligne droite dans le jardin des hésitations" ? Ces lignes ont été écrites vingt jours avant la mort au combat d'Alain Fournier. La ligne bien droite, c'est celle qu'il a suivie toute sa vie, à travers le rêve peut-être, mais en s'écartant du jardin où le pauvre Rivière s'est égaré dans la tortueuse quête de fausses délices spirituelles.

Jacques Rivière, conscient de cette différence, de cette divergence entre eux, s'écriait comme pour l'attirer dans les pièges où il s'était laissé prendre : "Je ne veux pas que tu te laisses aller à rêver". Ce qu'il appelait la passivité d'Alain Fournier et qui n'était que sa capacité d'accueil à toutes les grâces du ciel et de la terre l'offusquait-elle ? "J'ai réfléchi à la cause de la passivité en toi". Il la trouve, lui qui a eu une enfance divisée dans un foyer désuni, dans le "paradis" où Alain Fournier a vécu son enfance et où il n'avait qu'à formuler des remerciements poétiques à la nature, à la campagne solognote, à sa famille. "Tant de choses me tiennent à cœur, écrit Alain Fournier, La Chapelle d'Angillon, Epineuil, Nançay", il ajoute "le Cours la Reine, le boulevard Saint Germain". Ce sont les lieux magiques où lui est apparue Yvonne de Quiévrecourt, l'Yvonne de Galais du *Grand Meaulnes*. Mais il n'y a eu aucun détour, aucune bifurcation sur la route toute droite de ce destin ébloui par une vision de beauté et de pureté. "Vivre n'est pas facile" disait Jacques Rivière. "Je ne veux pas qu'on me plaigne, écrit Alain Fournier le 2 mai 1913, je n'ai jamais eu d'amour malheureux, je suis émerveillé encore après huit ans, et malgré ma douleur, de ce que m'a accordé Yvonne." Voilà pourquoi Jacques Rivière a pu dire qu'il pensait à Alain Fournier comme à "quelqu'un de sauvé". Alain Fournier, ses lettres en font foi, n'a jamais aimé, évoqué, rêvé que des choses simples, une maison, une route, le coin de terre où, comme il l'écrivait à sa mère, le monde a tenu pour lui. Il nous entraîne dans des marches à travers la forêt, ou dans des promenades à bicyclette, ou dans des bals champêtres. Passent sur la ligne bleue de l'horizon des jeunes filles en robe claire, des soldats en pantalon rouge. Péguy l'amène à Chartres. Le 22 septembre 1914, à la lisière du petit bois mortel des Hauts de Meuse, il cherchait encore sans doute le pays sans nom, l'angélique contrée au bord de laquelle Meaulnes avait conduit sa quête enchantée. "Vous irez loin, Fournier", lui avait écrit Péguy trois ans auparavant. Fantassin spirituel, corps glorieux, Alain Fournier était en marche vers le dernier Jour. Il savait qu'il y reviendrait, comme dans le beau poème de la Résurrection des corps de son ami, vers "la cour de l'école", vers "tous ceux de son âge et tous ceux de son banc", vers "la classe et le maître et l'auguste parole". Les lettres d'Alain Fournier à Jacques Rivière indiquent, à travers l'enfance restaurée, cette direction

surnaturelle.

*
* *

Robert Brasillach avait, dans une enquête de *Candide*, daté de 1932 la fin de l'après-guerre. Est-ce donc en 1933 qu'a commencé l'avant-guerre ? C'est en janvier de cette année qu'en Allemagne Hitler a été nommé chancelier par le maréchal Hindenburg. Que se passait-il alors en France ? On voyait se succéder au gouvernement dans un film accéléré et sautillant Herriot, Daladier, Paul-Boncour, Sarraut, Chautemps. Y eut-il cette année là un événement marquant ? Peut-être l'apparition sur la Côte d'Azur durant l'été d'un jeu nouveau, le yo-yo. Le tome VI de la *Correspondance générale de Roger Martin du Gard* (5) s'étend de 1933 à 1936. Roger Martin du Gard a quitté le Tertre et ses soucis, il s'est retiré à Cassis et à Nice. Il y vit en "se réattellant" aux *Thibault* et en écrivant *l'Été 1914*, cette autre avant-guerre. Jean-Pierre Maxence a appelé dans son *Histoire de dix ans* publiée en 1939 la période 1933-1936, le temps des tumultes. Roger Martin du Gard a trouvé à Nice "la douceur d'un pays neutre". Le temps des tumultes pour lui, sur ces rivages paisibles d'où l'Histoire semble s'être retirée, est celui dans lequel l'Europe a sombré trente ans auparavant.

Roger Martin du Gard, grand bourgeois de dignité et de goûts, s'était dénié intellectuellement dans la fréquentation des avenantes abstractions de sa jeunesse dorée, la Justice, le Droit, le Progrès. Ces jeunes amours très vite devenues de vieilles liaisons lui avaient assuré une rente de confort dont il avait longtemps joui avec tranquillité. Mais il devait subir ce qu'il a appelé dans une lettre à son ami Fernet du 13 septembre 1919 "le choc opératoire de la guerre", et il avait perdu "l'équilibre salutaire de jadis". "Je me cherche, écrivait-il. La boussole d'avant-guerre est folle. J'arrive à peu près à faire le point, mais en ne dirigeant plus très bien le bâtiment, et le dirigerai-je, que je ne sais plus très bien où le conduire". La lettre était adressée à un marin. Roger Martin du Gard se lança aussi bien, au lendemain de la guerre et des ébranlements qu'elle avait provoqués, dans une agitation qui faisait sourire Jean Paulhan. "Je crains, lui écrivait celui-ci, que vous n'apparteniez à la race des gens qui se précipitent de tous côtés pour se faire pardonner leur détachement ou leur inertie" Roger Martin du Gard ressemblait à un gros bourdon s'échappant de la "cloche" où il s'était mis dans sa propriété du Tertre, loin de Paris, pour écrire *les Thibault*. Cette agitation n'eut qu'un temps. Sollicité entre plusieurs pôles, Genève, Moscou, même Berlin où "la belle jeunesse allemande légitimait, disait-il, tous les espoirs", on le vit très vite revenir vers le séminaire de Pontigny égrener le chapelet de sa jeunesse, se remettre sous cloche pour reprendre ses interminables *Thibault*. Le Roger Martin du Gard de la fin de l'après-guerre est, en 1933, un homme qui refuse de signer les manifestes et qui déclare : "Je ne veux pas faire de la politique. Je ne veux pas mettre le petit doigt dans l'engrenage de la politique. A chacun son métier." Il ne

veut bourdonner sous sa cloche que l'histoire des Thibault.

Mais comment, confiné dans la neutralité niçoise, écrire *L'Été 1914*, comment écrire un livre sur la révolution et la guerre en fermant les oreilles à tous les bruits d'armes d'une Europe se préparant à une nouvelle guerre, agitée toujours de révolutions ? "Je voudrais, écrit Roger du Gard, ressusciter l'atmosphère de juillet 1914 et jeter mes personnages dans le fatal tourbillon... mais quand je sors de cette époque historique damnée, c'est pour ouvrir les journaux et entrer dans un autre enfer, le nôtre, celui de l'Europe de 1933". Il se défend contre toutes les intrusions dans sa Thébaidé. Il ne veut vivre qu'en 1914. Mais il dit qu'il n'a "rien vu du Paris fiévreux de 1914, rien connu des milieux révolutionnaires et pacifistes de cette époque, jamais mis les pieds à *l'Humanité*, jamais vu ni entendu Jaurès". Comment vivre, dans ce qu'il veut être un roman documentaire, cette avant-guerre abstraite sans se mêler à la très concrète et actuelle avant-guerre, ne serait-ce que pour s'y recharger en idées, en sentiments, en toutes sortes d'éléments de vie ?

Il ne s'agit pas tant pour lui de raconter le drame de 1914 que d'essayer, comme il dit, d'en retrouver l'atmosphère. C'est ce qu'il avait fait et réussi pour l'Affaire Dreyfus dans *Jean Barois*. Le moindre détail dans une telle opération de re-création, n'est pas inutile. Ainsi le scrupuleux Martin du Gard écrit-il à des officiers généraux en retraite pour leur demander comment les dragons attachaient leurs housseaux à leurs chaussures et à d'anciens militants pacifistes pour savoir s'il faut dire à propos de telle organisation révolutionnaire si elle a un "siège" ou une "permanence". Mais la quête du détail va impliquer Roger Martin du Gard dans une recherche plus large de tout ce qui doit l'aider à "faire vrai". Il écrit à Wladimir d'Ormesson, alors correspondant du *Temps* à Berlin, pour se renseigner sur les relations franco-allemandes. Ce chartiste a le souci de l'exactitude qui veut se doubler de celui de l'équité. Roger Martin du Gard ne cache pas sa sympathie pour l'Allemagne. "Je suis naturellement porté à lui faire crédit". La montée du nazisme l'inquiète certes, curieusement moins que le fascisme italien, le "gangstérisme" mussolinien. Il se demande, héritier de la philosophie des lumières du XVIII^e siècle et de l'engouement de l'opinion "éclairée" pour la Prusse protestante, s'il n'a pas toujours existé un malentendu entre la France et l'Allemagne. Quand Hitler réoccupera la Rhénanie en 1936, il ne craindra pas d'écrire : "Un certain accent de sincérité m'émeut chez lui malgré moi". Il lui trouverait presque des "circonstances atténuantes" dans "la folle politique française", celle de Barthou en 1934 proposant le service militaire de trois ans. Un retour au poincarisme !

La recherche scientifique, la recherche historique ramène Roger Martin du Gard à l'actualité politique. Il avait beau vouloir se tenir à l'écart de la nouvelle avant-guerre, où il se savait entré, l'événement venait le traquer dans son refuge neutraliste. "On ne peut plus rester au

dessus de la mêlée" écrira-t-il en février 1934. Il voit poindre alors le commencement d'une "quatrième révolution française". "Il y a quelque chose de nouveau, de changé, de commencé". Martin du Gard ne s'engage pas, il hésite à signer des manifestes, mais il se déclare "à gauche" et il "ouvre l'œil". Il lit avec attention les jeunes revues, *Ordre nouveau*, *Esprit*, *Notre temps*, *La Troisième force*, "On ne peut plus vivre cloîtré dans sa tour d'ivoire" Il dit avoir "un pied dans le marxisme, dans le léninisme plutôt, un autre dans la Démocratie idéale vers quoi mes instincts de liberté et d'individualisme me portent". Il faut être attentif au pied de Roger Martin du Gard. Où ne risque-t-il pas de glisser ?

Le 23 février 1934, il écrivait : "Il va falloir accepter l'embarquée dans le désordre et dans le néant". Dans la tempête des années 34-36 où les fois et les mystiques se heurtent, la boussole de Roger Martin du Gard qui n'est pas faite pour les temps catastrophiques se détraque à nouveau. Il est partagé entre son goût de l'ordre et des aspirations confuses. Il ne se sent pas très loin d'adhérer à l'idée d'une "révolution totale". Il se déclare "anticapitaliste, anti-étatiste, anti-militariste", mais c'est son pacifisme qui l'emporte, et il s'écrie : "Tout plutôt que la guerre, même le fascisme en France". Pourra-t-il jamais parvenir à une "sûre opinion" ?

La dernière lettre de ce tome VI est adressée de Rome le 30 décembre 1936 à Jean Schlumberger. Roger Martin du Gard s'est lancé dans une course contre le temps qui s'accélérait, pour finir *l'Été 1914* avant l'échéance redoutée. Il est sorti de sa retraite niçoise, mais pour vivre dans la Ville éternelle ce qu'il dit être, dans cette lettre, "ses dernières belles heures d'Occidental". Roman et vie allaient se rejoindre dans le même été tragique. Roger Martin du Gard avait-il déjà accepté l'embarquée fatale ?

*
* *

La Nouvelle Revue Française a réimprimé son numéro d'hommage à Gobineau publié le 1^{er} février 1934 (6). Y avaient collaboré Robert Dreyfus, Abel Bonnard, Daniel Halévy, Alain, Jean Prevost, Bernard Fay, Albert Thibaudet, Jean Cocteau... Nous en détacherons l'article de Thibaudet sur Tocqueville et Gobineau. Gobineau a été en 1849 le chef de cabinet de Tocqueville, alors ministre des affaires étrangères de la II^e République. Tocqueville, retiré des affaires sous le Second Empire, continua de suivre avec attention la carrière diplomatique de Gobineau, d'Athènes et de Téhéran à Rio de Janeiro. Gobineau nous a dit que son "patron" et lui ne s'entendaient sur rien, sauf sur "les affaires de conscience", Tocqueville, que son ancien chef de cabinet exprimait "des idées dangereuses dans un style de journaliste". Mais Thibaudet, en 1934, constatait que ce journaliste occupait "auprès des lettrés et des amateurs d'idées une place de beaucoup supérieure à celle de Tocqueville". Son cinquantenaire venait d'être célébré avec éclat en Sorbonne sous la présidence d'Edouard Herriot. Tocqueville, en revanche, écrivait Thibaudet, "était recouvert par l'oubli", et Thibaudet ajoutait : "Le libéra-

lisme est au XIX^e siècle une rêverie de réactionnaire attardé... Le terme libéralisme appartient au passé. On est libéral comme on est vidame ou duchesse douairière". Gobineau, depuis la dernière guerre, a poursuivi sa brillante carrière. L'intérêt suscité par son œuvre n'a cessé de croître. Les professeurs Gaulmier, Boissel et Ruff ont créé une revue d'études gobiniennes. Gobineau (suprême consécration) est entré à la Pléiade. Cependant, Tocqueville est sorti de l'oubli où l'avait relégué Thibaudet. Il a même opéré un retour en force. "Revenons à lui pour repartir de l'avant", a écrit notre ami M. Jacques Nantet dans un essai qu'il lui a consacré aux éditions Pierre Seghers. Rémusat appelait "une coterie difficile et distinguée" le groupe inspiré par Tocqueville à la Chambre des députés dans la monarchie de Juillet entre la droite et la gauche. Sorti de cette coterie, M. Giscard d'Estaing lui a dédié son livre la *Démocratie française*. "Alexis de Tocqueville est mon frère par la pensée". L'un aspirait à une "liberté régulière et modérée", l'autre veut établir une démocratie "paisible et réfléchie". La droite parlementaire d'aujourd'hui (orléaniste aussi bien que bonapartiste, pour employer la terminologie facile de M. René Rémond) est allée chez Tocqueville réveiller le libéralisme que Thibaudet estimait n'être plus qu'une idée du XIX^e siècle, pour l'opposer au socialisme, autre idée du XIX^e siècle. Les éditions Gallimard ont entrepris de leur côté dans cette seconde moitié du siècle, sous un prestigieux comité de parrainage, la publication des œuvres complètes de Tocqueville. Enfin, M. François Furet, le maître incontesté des études sur la Révolution, a, à l'occasion du Bicentenaire, renouvelé nos vues sur cet événement prodigieux remis à sa place dans le déroulement de l'Histoire de France, en reprenant à son compte la grande idée de l'auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution* exprimée dans le livre d'Henry de Jouvenel cité par Thibaudet dans son article, *Huit cents ans de Révolution française*. De Louis VI le Gros à Robespierre et à Bonaparte il n'y a aucune solution de continuité, la Révolution n'est que l'aboutissement normal du mouvement autoritaire, centralisateur et égalitaire de la monarchie capétienne.

Pendant ces huit cents ans de révolution française, Tocqueville, écrit Thibaudet dans son article de la N.R.F., n'a fait que voir "le noble descendre, le roturier monter". "Deux attitudes étaient possibles pour un noble en 1789, ajoute-t-il : ou prendre conscience de cette inévitable et nécessaire descente, agir et servir dans l'ordre nouveau, ou bien refuser cette descente et réagir contre cet ordre". Quel parti ont pris Tocqueville et Gobineau ? Tous deux professaient les mêmes théories héritées de Boulainvilliers et de Montesquieu sur les origines franques de la noblesse et sur les institutions libérales de l'antique Germanie ; ils pensaient, l'un et l'autre, que la monarchie, en centralisant, en uniformisant, en nivelant, avait sapé les fondements de la liberté ; pour eux, le déclin de l'aristocratie avait préparé l'avènement du despotisme. Mais Tocqueville, ministre de la III^e République, a, en féodal voué héréditairement au service public, accepté d'entrer dans ce qu'il croyait être

le mouvement de l'Histoire, tandis que Gobineau, mu par un autre réflexe, s'est dressé contre. Après Sedan, il écrit un libelle, *Ce qui s'est passé en France en 1871*, qui ne laisse aucun doute sur son sentiment à l'endroit du mal dont il estimait la France incurablement atteinte. Cependant, Thibaudet ne voit entre les deux attitudes de Tocqueville et de Gobineau en face de la Révolution aucune différence de fond, seulement une différence de ton. L'un dit : "Tâchons de vivre dans cette misérable société", l'autre lui lance un "Crève donc !". Comment une différence de ton aussi nettement affirmée ne répondrait-elle pas en chacun à une différence plus profonde qui est celle des tempéraments ?

Le problème est, pour Tocqueville, de concilier dans un état de nivellement social, la liberté d'essence aristocratique avec l'égalité, besoin universel de notre temps. Jean-Jacques Ampère, membre de la coterie distinguée évoquée par Rémusat, ne disait-il pas que "l'égalité est le plus grand obstacle à la liberté et la liberté, le seul remède aux périls de l'égalité" ? Il y a chez Tocqueville s'embarquant pour l'Amérique à la découverte de terres vierges, où de nouvelles constructions politiques étaient édifiées et où d'insurmontables contradictions pouvaient être résolues, un optimisme progressiste sous lequel est refoulé le catastrophisme réactionnaire de celui pour qui la démocratie est le mal, mais peut-être accidentel, certainement curable, dès lors que la démocratie entre visiblement dans le plan de la Providence. C'est un "Dieu le veut" qui pousse Tocqueville vers l'Amérique et la démocratie, comme le même cri a poussé ses ancêtres vers les terres d'Islam au temps des croisades. Petit-fils de Malesherbes, mort sur l'échafaud en 1793 pour s'être montré trop tolérant, lorsqu'il était le ministre de la Culture de Louis XVI, à l'égard des idées nouvelles, Tocqueville est entré dans la vie politique en pénitent. La démocratie lui inspire une "terreur religieuse", mais la vue de la révolution irréversible marchant depuis tant de siècles à travers tous les obstacles sur des ruines fumantes lui fait considérer que ce serait un péché contre l'Histoire, voire contre Dieu, que de vouloir l'arrêter.

Tocqueville n'aspire, dans son sentiment de contrition, qu'à recevoir de la démocratie, purifiée et divinisée, le sacrement de la réconciliation. Gobineau, féodal au dire de Rémusat, avec des idées anti-chrétiennes, ne pouvait porter dans son attitude envers la Révolution le même esprit pénitentiel de soumission que le "pieux" Tocqueville. Là où Tocqueville se projette dans l'avenir en tentant d'aborder le monde vierge où une démocratie idéale pourra être l'objet de sa vénération, Gobineau se rejette avec violence dans le passé. L'avenir au devant duquel Tocqueville vogue sur un océan de tempêtes est-il un avenir mythique ? Mythique, certainement, est le passé vers lequel revient Gobineau comme aux origines de l'humanité, dans un âge d'or antérieur à toutes les civilisations, également corruptrices de l'homme. Maurras l'a appelé un Rousseau gentillâtre. Ce qui distingue essentiellement Gobineau de Tocqueville, c'est son refus absolu de toute compromission avec le siècle, le sentiment d'une irrémédiable décadence, le même que celui

du janséniste Royer-Collard écrivant à Mathieu Molé à la fin de sa vie : "N'êtes-vous pas effrayé de la dissolution universelle ? Je vois le mal et ne découvre aucune force capable de l'arrêter". Gobineau écrit à sa sœur, la révérende mère Bénédicte de Solesmes, le 23 juin 1871 : "Tout est fini, la pièce est jouée, l'agonie commence, et nous voilà comme les autres races latines allant à la dérive... Ce pays est un pays perdu, cette race, une race avilie, et le tout est inguérissable". Est-ce à dire que Gobineau excluait de son fatal pronostic l'avenir d'une Germanie victorieuse de la France gallo-romaine ? Laissons la parole sur ce point à Jacques de Boisjolin, administrateur à l'époque au ministère de la marine et fervent admirateur des théories gobiniennes, auteur de deux livres, *Les Peuples de la France, ethnographie nationale* (1880) et *Les Partis en France* (1906). Il est cité avec faveur par Daniel Halévy dans un autre article de ce numéro spécial de la N.R.F. Jacques de Boisjolin prévoyait que les deux derniers peuples barbares du temps des grandes invasions, le slave et le german, allaient être absorbés à leur tour dans une Europe industrielle où leurs caractères se perdraient complètement et où c'en serait fini du souvenir même de l'Europe féodale.

Fils de la même race conquérante, imbus des mêmes préjugés raciaux, les deux survivants du féodalisme médiéval que sont Tocqueville et Gobineau ont pris, par amour de la liberté ancestrale, des routes différentes, l'un descendant l'Histoire pour l'épouser, l'autre la remontant pour n'aboutir peut-être qu'à la nier. Dans un article où il posait la question avant Paul Valéry, "A quoi sert l'Histoire ?", Gobineau n'a-t-il pas écrit qu'elle n'est qu'"un thème donné aux conventions particulières, aux théories, aux caprices d'un écrivain" ? Elle a été pour lui un itinéraire de fuite loin d'un temps qu'il méprisait et exérait, hors peut-être de lui-même, l'unique moyen de créer un passé où il s'inventait une légende de *fils de roi*. Royer-Collard, revenu de tout, a reproché à Tocqueville de ne pas avoir rompu avec le monde. "J'aime le bien, lui répondait Tocqueville, mais aussi le succès qu'il apporte. Voilà mon côté faible". Gobineau, dans son intransigeance, n'a pas eu de ces faiblesses. Succombe-t-il, c'est, dans un cataclysme grandiose, à un mirage. L'opposition de Gobineau à Tocqueville, du descendant d'Ottar Jarl au conseiller général de la Manche, elle est dans l'opposition d'une Poétique à une Politique.

*
* *

Victor N'Guyen, promoteur et inspirateur des *Etudes maurrassiennes* publiées sous l'égide de l'Institut d'études politiques de l'Université d'Aix, a consacré une vie de labeur à la recherche et à l'étude des origines de l'Action Française. C'est de ces travaux que M. René Rancœur, conservateur en chef honoraire à la Bibliothèque nationale, nous procure aujourd'hui avec l'aide du C.N.R.S. l'édition posthume (7). Elle est incomplète. Une bibliographie détaillée ne remplace pas les copieux cahiers de notes qui n'ont pu prendre place dans un

volume déjà gros de mille pages. M. Pierre Chaunu, chaleureux préfacier de cet ouvrage, nous dit que le titre aurait pu en être *Maurras avant Maurras*, mais c'est le sujet du livre du professeur américain Roudiez. Il propose un autre titre, *La Droite en France*, mais il a été pris par M. René Rémond, et l'histoire de la formation des idées de Charles Maurras, dont certains royalistes de tradition s'offusquaient en le taxant de néo-jacobinisme, ne coïncident pas exactement avec les contours d'une histoire intellectuelle de la droite en France. Charles Maurras a écrit lui-même l'histoire de la naissance de l'Action Française dans *Au signe de Flore*. L'ouvrage de Victor N'Guyen, intitulé *Aux origines de l'Action Française*, c'est, à travers le minutieux et pénétrant commentaire de tous les articles dispersés par le jeune Maurras entre les années 86 et 98 dans des journaux et des revues aussi divers que les *Annales de philosophie chrétienne* d'inspiration néothomiste, le *National* et l'*Événement* de bonne teinte républicaine, l'opportuniste *Revue bleue*, la radicale *Revue encyclopédique Larousse*, les monarchistes *Soleil* et *Gazette de France*, l'historique d'une semaille et d'une germination d'idées dans un terrain qui pouvait paraître épuisé par toutes les tentatives d'acclimatation de cultures effectuées au cours du XIX^e siècle et où ne prospérait plus que le "mythe de la décadence". Victor N'Guyen explique comment l'Action française a pris racine dans cette friche, comment Maurras a pu arriver à se dégager du "nihilisme paisible", du "doux anarchisme moral" commun à tous les hommes de sa génération, pour produire à l'âge de trente ans qui est celui, un peu avant, un peu après, de toutes les naissances à l'esprit, un "système" qu'il ne lui restera plus, sa vie durant, écrit M. Chaunu, le comparant (horresco referens) à Calvin, qu'à compléter et à vérifier.

Ce premier Maurras, ce Maurras ouvert, tout spectacle, dit-il, le divertit. Nouvellement parisien, il prend le train pour quelque ville entre Somme et Loire "sans autre idée que de suivre rues et chemins en regardant ce qui s'offre à sa vue". Il dira, plus tard, que son esprit s'est nourri et formé de "toutes ces substances inhalées au petit bonheur". Il vivait "en plein dilettantisme". Verlaine, Shakespeare, Henri Heine, Byron, Schopenhauer, le sollicitaient tout à tour. Mais si le créateur doit rester libre, ce n'est que pour chercher et trouver sa propre forme. "Tout part de l'individu et y retourne" écrivait ce premier Maurras. Un choix allait s'imposer à lui. Il entend le conseil de Barrès : "être soi-même", mais, demande-t-il, "tous les hommes ont-ils un moi ?" On ne peut être vraiment soi-même que si l'on reconnaît dans son *moi* "tout le genre humain". Or, tout homme peut-il trouver en lui ce trésor ? L'humanité n'est pas la chose au monde la mieux partagée. L'individualisme de Maurras se fonde, s'établit, ne peut s'épanouir que dans l'exclusion du Barbare. "Tant vaut l'individualisme, tant vaut l'individu". Le *moi* est un produit de luxe façonné par des millénaires de civilisation.

"Le premier bonheur de la vie est d'y être venu d'un bon père et d'une bonne mère dans un beau pays". L'Attique, écrira Maurras dans *Anthinéa* où il a prolongé

jusqu'à Athènes ses courses de jeunesse entre Somme et Loire, au même moment où Barrès accomplira son voyage initiatique dans la vallée de la Moselle, "l'Attique est tout le genre humain". Non, c'est la Provence... L'ouvrage de Victor N'Guyen a l'éclatant mérite de privilégier dans la formation des idées de Charles Maurras la piste provençale. N'est-elle, sur l'itinéraire de Paris à Athènes d'où Maurras envoyé par Gustave Janicot en 1898 aux Jeux Olympiques, rapportera, sous le couvert d'un reportage sportif, ce qui manquait encore à son bréviaire, la condamnation sans appel de la démocratie, n'est-elle, cette piste provençale, qu'une dérivation ?

Entre Athènes et Paris, la Provence est l'indispensable relais de civilisation. Rome a dressé en terre provençale ce que Maurras appelle des monuments d'apparat et d'administration. Elle représente le pays légal, mais sous ce pays légal, un pays réel dans les soubassements duquel Maurras distingue "un fond de population brune", reste marqué fortement de l'empreinte hellénique. Les Provençaux, tous les Gaulois peut-être, sont les anciens Pélasges dont *l'Epitome historiae Graeciae* de notre classe de sixième nous apprenait l'existence. La couche celte, n'en déplaie à Camille Jullian, n'est que superficielle. La science moderne a confirmé ces pressentiments. Le Gaulois, le Provençal, avant Rome, a gravé dans la pierre son langage en caractères grecs. Ce qui deviendra la France se rattache directement par la Provence à l'Hellade. Paris, dit Maurras, a repris le sceptre d'Athènes.

Rome, alors ?... Maurras dont le "je suis romain, je suis humain" n'a pas cessé de frapper nos oreilles, a

manifesté dans sa jeunesse de sérieuses préventions contre celle dont on a pu dire que là où elle avait manqué, aucun ordre n'avait pu naître. "Laissez nous donc en paix avec vos Latins, s'écriait le jeune Maurras. Je ne les aime guère pour ma part. C'était des prosateurs à la tête rasée, des jurisconsultes, les protestants de l'Antiquité". Au temps où, déjà, l'Europe méridionale était grecque, Rome n'était qu'"une façon de bourgade belge". Maurras disait encore : "Si Nîmes est devenue huguenote, c'est parce que, de toutes les villes de la Gaule, elle a été marquée le plus fortement par l'esprit froid et rigoriste de Rome". Au contraire, en Provence, de l'autre côté du Rhône, s'est épanouie, mais sous l'égide de la "vraie Rome", la Rome papale, dans tout son parfum de paganisme antique, la fleur du catholicisme.

"Naître et mourir catholique, vivre en païen !" Le jeune Maurras dont la Politique trouve sa source, au milieu de "l'horrible incertitude religieuse" où il se débat, écrit-il à son cher abbé Penon, dans une pure esthétique, a pu dire que "sans Arminius et Luther, l'Europe serait catholique et romaine, c'est-à-dire classique et païenne". Les travaux de Victor N'Guyen font apparaître avec éclat que la plate-forme centrale de cette Europe colonisée par l'esprit grec et purifiée des malsaines influences nordiques, ô Gobineau, est la Provence.

Philippe SÉNART

(1) Gallimard. Coll. La Pleiade

(2) Flammarion

(3)(5)(6) Gallimard. Coll. Blanche

(4)(7) Fayard

Les livres de nos collaborateurs et amis

**Jacques LÉSORNE
et Bernard LECOMPTE**

"L'Après communisme"

Ed. Robert Laffont

**Gérard BÉKERMANN
et Michèle SAINT-MARC**

"L'Écu"

P.U.F. (Que sais-je ?)

Dominique MOÏSI et Jacques RUPNIK

"Le nouveau continent"

Ed. Calmann Levy

Léo HAMON

"Vivre ses choix"

Ed. Robert Laffont

LE PEINTRE, LE POÈTE ET LE COSMOS par Jean Onimus

Notre ami Jean Onimus présente ici les méditations que lui a inspirées le texte de Roger Caillois, admirablement illustré par Jean Bazaine : "Images de l'Univers".

Prenez deux imaginations opposées, l'une précise, méticuleuse, obsédée par la pierre, le cristal, le solide, l'intemporel, l'autre toute fluide, dynamique, fascinée par l'instantané d'une tache, d'une goutte, d'un remous inespéré de couleurs, faites-les vivre côte à côte : vous allez vous trouver en présence des sublimes et chaotiques harmonies des Origines. Un émerveillement sacré, presque craintif, devant de fabuleuses interactions dont les traces s'offrent à une interprétation sans fin. Car vous n'aurez jamais fini de les déchiffrer, jamais fini de rêver dans la compagnie d'une telle collaboration ; laissez ce livre (1) sur votre table, comme on y laisse une plaque d'agate ou un bloc d'améthyste, pour la fraîcheur et pour la vacance : vous aurez là, aux heures de recueillement et de détente, une source jaillissante.

Doué pour l'émerveillement, Caillois s'était d'abord plu aux jeux surréalistes ; puis, bientôt lassé des bizarreries concertées, des surprises artificiellement provoquées, il est parti à la chasse des étrangetés de la nature, d'un "naturel surnaturel", où se laisse percevoir une magie sans magicien ; ou bien seraient-ce les jeux d'un Artiste ? Mais quel Artiste ? A la fois scientifique et poète (chose rare !), Caillois s'est passionné pour les relations obliques qui zèbrent la création : celles, par exemple, qui rapprochent les insectes des végétaux (qu'ils imitent), ces mimétismes de toute sorte, ces espèces d'allusions inscrites dans les choses les plus différentes, une cité en ruines reconnue dans une falaise, une broussaille, une mousse de lichen dans les dendrites de sulfure de fer... comme si la nature, disposant d'un stock limité de formés, les réutilisait un peu partout, pour retarder l'inévitable et toujours menaçante chute dans un inexpressif chaos... Eœuré du jeu brillant mais vain des concepts, l'intellectuel a cédé au poète et Caillois s'est livré au lent déchiffrement du concret, rejoignant les explorations de Francis Ponge, Guillevic, Follain, tous ces insatiables descripteurs et interprètes de ce qu'on dénomme l'insignifiant et qui n'est, après tout, que la pure réalité dévêtu de notre rassurant manteau d'idées.

Quand l'imagination s'acharne sur l'insignifiant il lui arrive de créer des mondes. Quand elle se fixe sur des cristaux, sur des agates (qui ne sont que des cristaux avortés), elle découvre très exactement ce que les peintres non-figuratifs offrent en pâte à nos songeries : alors s'anime le monde très intime des analogies, où la vie intérieure enfin libre se déploie au dehors, celui dont nous frustrer la vie quotidienne. Autour de leur invisible centre, regardez se développer les courbes subtiles d'une agate : elles semblent nous faire signe. Compositions raffinées, énigmes dont le chiffre s'esquive, assemblages

jamais vus capables d'inspirer un peintre. Caillois pénètre dans cette matière opaque ; il traverse des nuages de substance évanescence, il atteint je ne sais quelle "mer calme sommée d'un soleil couchant" ; parfois c'est une grotte d'où émane une lumière de saphir. Nodules extrêmement grossiers qu'il faut couper pour apercevoir la secrète géode où parfois sommeille - prisonnière de millions d'années - une perle d'eau étonnée de revoir le soleil ; au cœur, un cristal invisible, en formation : tout un fantôme de l'univers, œuf cosmique, qui éclate chez Bazaine en nuages de gouttelettes inondant la page d'une poussière d'étoiles. Car ces deux créateurs se complètent : l'un voit dans la pierre magique des flammes solides, des colonnes cristallisées de fumée, des bandes inaltérables de suie, ou bien d'immenses déserts "inhabitables" qui évoquent les Origines ; il croit même deviner ça et là les impatiences, les repentirs, les coups de pinceau, les surcharges, les ratures de l'impossible artiste - et sa rage à dire ce qu'il croit voir frôle alors le sacré. La pierre, dans son imagination, palpite...

L'autre n'a pas à décrire : il crée directement. Alors le texte de Caillois sert de modèle, il aide le contemplateur à pénétrer à son tour dans l'image, à en explorer les signes, en assimilant, chacun à sa façon, la danse, la musique des couleurs, éclatantes, sourdes, profondes, toujours mystérieuses, car il s'agit bien d'une plénitude cosmique, d'une galaxie, d'un monde en formation, d'une genèse. Seulement chez l'un l'obstination à raconter une pierre, à travailler et peut-être à exaspérer le langage pour lui faire dire "tout sur rien", confère à sa poésie un accent de désespoir, tandis que l'autre donne avec autorité et simplicité un sentiment de plénitude heureuse. L'un semble crispé dans son émerveillement, l'autre chante. Tous deux à leur façon célèbrent mais la musique n'est pas la même.

Il y aurait tant à dire sur cette convergence du poète et de l'artiste, tous deux plongés dans le concret, c'est-à-dire dans l'irrationnel, dans le gratuit, dans ce qu'on ne peut ni reconnaître ni analyser, aux antipodes de l'environnement rationnel, organisé et pauvre que le monde actuel nous impose ! Féconde innocence d'une réalité illimitée, indéfinie, où l'on peut se projeter en toute impunité ; reconnaître dans un grand arbre fossilisé une vie durcie en rocher et, à l'opposé, retracer dans les méandres d'un cristal l'histoire des pressions, mélanges, intrusions subies au cours des âges ; retrouver dans une tache de lumière les micro-secondes du Big Bang ; enfin, d'un mot, *échapper* aux lourds filets de la médiocrité quotidienne, n'est-ce pas le don que n'ont cessé de faire aux hommes, au cours des âges, les grands artistes ?

Jean ONIMUS

(1) Roger CAILLOIS, Jean BAZAINE Images de l'Univers, Deyrolle édit, 1991.

DISQUES

par Marc DARMON

Camille SAINT-SAËNS : Samson et Dalila
Agnes Baltsa, Jose Carreras, Chœurs et Orchestre de la
Radio bavaroise, Sir Colin Davis
1 coffret 2CD PHILIPS 426-243

Faust, Carmen, Samson et Dalila sont les trois opéras français les plus joués dans le monde. Cette dernière œuvre a d'ailleurs été une des premières productions du nouvel Opéra-Bastille.

Composé entre 1859 et 1877, Samson et Dalila de Camille Saint-Saëns suit de près le récit biblique (livre des Juges) relatant la rivalité entre Hébreux et Philistins. L'opéra est parsemé de mélodies et nuances orientales (les fameuses bacchanales, par exemple). Il contient un nombre important d'airs superbes, et l'effet dramatique de l'ensemble est impressionnant. On comprend mal pourquoi les huit autres opéras de Saint-Saëns (dont Henry VIII, qui sera produit en septembre 1991 en inauguration du Théâtre Impérial de Compiègne) sont si peu connus, alors que le compositeur démontre une telle affinité avec l'univers lyrique.

Les chanteurs de cette version sont de nationalités différentes et ne chantent le français qu'avec un net accent. Mais ce défaut, qui nous laisse indifférent pour des opéras allemands ou italiens, ne doit pas nous cacher que la beauté du chant est primordiale et que nous sommes ici comblés. Sir Colin Davis est un spécialiste incontesté de la musique française (il a notamment enregistré un cycle Berlioz qui fait encore référence, quinze ans après) ; il dirige ici un magnifique orchestre. De plus la prise de son numérique est la plus belle de celles dont Samson et Dalila a pu bénéficier au cours de ses enregistrements précédents, somme toute peu nombreux.

Jean-Sébastien BACH : Concertos pour clavecins BWV 1044, 1050 et 1052 à 1065
Orchestre Baroque d'Amsterdam ; Ton Koopman, clavecin et direction
4 CD ERATO 45545, 45644, 45646, 45649

Ton Koopman a réalisé l'enregistrement de tous les concertos pour clavecins de Jean-Sébastien Bach. Il s'agit de dix concertos pour clavecin, trois concertos pour deux clavecins, deux concertos pour trois clavecins et un concerto pour quatre clavecins. Beaucoup de ces œuvres sont en fait des transcriptions ou des réunions de morceaux plus brefs, extrait de cantates.

Ton Koopman est accompagné par l'Orchestre Baroque d'Amsterdam, qui joue sur instruments anciens, et par son épouse et élève Tini Mathot. Cet enregistrement, désormais référence pour les versions avec clavecin (ces

concertos sont également souvent joués dans la version pour piano), est caractéristique des derniers enregistrements de Koopman (Requiem et Symphonies de Mozart) : vivacité, fraîcheur des timbres et une densité sonore rare pour un ensemble d'instruments d'époque. De grands disques.

Vincent D'INDY : Symphonie cévenole, Symphonie n° 2, Istar, Wallenstein, Poèmes des rivages, Diptyque méditerranéen, La forêt enchantée
Quatre orchestres français, Serge Baudo, Michel Plasson, Georges Prêtre, Pierre Derveaux
3 CD EMI CDM 7 63952 2, 7 63953 2, 7 63954 2

EMI publie une nouvelle collection consacrée à "l'Eprit Français". On y trouve des œuvres importantes de Honneger, Poulenc et Messiaen. Mais on y remarque surtout des compositeurs rarement favorisés par le disque : Alexis de Castillon (à écouter absolument EMI CDM 7 63943 2), Gabriel Pierné, Henri Rabaud et surtout Vincent D'Indy (1851-1931).

Trois disques consacrés à ce dernier reprennent la majeure partie de son œuvre pour orchestre, dont la célèbre Symphonie sur un chant montagnard français, dite Symphonie Cévenole, qui est sa seule œuvre jouée régulièrement de nos jours. Ces œuvres sont toutes très colorées et méritent largement l'intérêt que ces rééditions vont susciter.

Les enregistrements ont été réalisés de 1975 à 1985 par des orchestres français et quatre parmi les plus grands chefs français du moment (avec la participation du pianiste Aldo Ciccolini dans la Cévenole). Ils rendent parfaitement justice à la musique de celui qui se consacra pendant trente ans à l'enseignement de la composition et qui fut le professeur notamment de Roussel, Canteloube, Magnard et Déodat de Séverac.

Nous avons noté aussi :

Récital Ewa Podles, Mezzo-soprano : airs de Haendel, Purcell, Vivaldi, Gluck
1 CD FORLANE UCD 16620

Découverte d'une magnifique voix de mezzo, plus sombre et profonde que celles que l'on a entendues dans un passé récent (Teresa Berganza, Marilyn Horne...). Très beau programme et superbe prise de son.

Jean-Sébastien Bach : Messe en si mineur
Chœurs et Orchestre de Chicago, Sir Georg Solti
1 coffret 2 CD DECCA 430-353

Une des œuvres majeures de Bach dans une interprétation à l'opposé du renouveau baroque des instruments anciens. Spectaculaire, majestueux et brillant.

notes de Lecture

● Sur deux livres de Jean-Marie Domenach

“Une expérience faite à vingt ans peut marquer un homme pour la vie (...). Pour moi”, ce fut “juin 40” (1). Puis vint la Résistance. L’après-guerre venue, *Esprit* s’anima de fièvres révolutionnaires, d’illusions brûlantes et d’espoirs quelque peu incantatoires. Aujourd’hui, fort d’un demi-siècle de vie politique et intellectuelle, Jean-Marie Domenach a su préserver une identique liberté d’esprit et une même intransigeance. L’âge n’est pas parvenu non plus à essouffler sa faculté d’indignation. Et ce n’est pas verser dans la flagornerie des inutiles dithyrambes que de le constater : il est devenu, bien plus qu’une autorité intellectuelle, une autorité morale.

Des idées pour la politique rassemble des articles publiés pour la plupart dans *France-Forum* entre 1986 et 1988 (2). Il y est question des voies à emprunter pour surmonter le conflit entre ces deux idéologies surannées que sont le libéralisme et le socialisme, et du cheminement qu’il faut frayer vers la renaissance de la politique. On y lit également une remarquable synthèse sur l’identité de la France et la société française. On y trouve d’autres réflexions sur la nécessité de penser la démocratie en commençant d’abord par “penser le nombre” : il faut tenir compte des phénomènes de masse pour y adapter les réponses politiques, l’objectif étant de privilégier l’éducation en évitant tout effet de manipulation. D’autres développements, enfin, sont consacrés à l’esprit révolutionnaire, mais ne nous paraissent toutefois pas faire preuve d’un intérêt et d’une qualité comparables.

A temps et à contretemps regroupe une quarantaine d’articles parus de 1985 à 1990, principalement dans *France catholique*. Le style reste égal à lui-même : didactique, dense, toujours d’une réelle clarté, pénétré par le démon de l’exactitude et du mot juste, et loin des “mots-canons” comme des “mots-sébiles” (3). Outre quelques fragments autobiographiques, J.M. Domenach aborde cette fois des thèmes d’une large diversité, relevant toujours de sujets de société ou de débats intellectuels : la religion et le catholicisme, les médias et la télévision, la sexualité, le SIDA, le besoin de sacré qui reste fiché, selon lui, au cœur de nos sociétés, le racisme et l’antisémitisme (4), et notamment l’affaire Carpentras et le carnage d’Auschwitz, l’évolution des idées, etc.

Qu’est-il besoin de juxtaposer de tels textes pour en brocher des livres ? Nombre d’éditoriaux sont faits pour se déguster et s’engloutir avec le croissant du matin. Nombre d’articles dits de réflexion portent trop souvent la marque d’une pensée floue, grêle ou expéditive. On ne

retrouvera pas, dans la production J.M. Domenach, ces défauts si coutumiers. Ses réflexions n’ont pas pris une ride. “L’événement qui passe noie de reflets et d’ombres les vérités les plus simples, et, pour que le témoin un peu distant ne perde pas les traits de leur visage, il faut y repasser le crayon”, écrivait E. Mounier dans son dernier éditorial (5). La publication de ces articles se justifie par cet impératif. Elle s’imposait en outre, non pas seulement pour élargir leur public, mais simplement pour faire date, pour marquer les jalons posés vers la reconstruction des idées politiques. L’ambition de l’auteur, dit la dernière phrase des *Idées pour la politique*, “n’était que de balayer un seuil”. Mais il n’est pas de modestie qui tienne quand le résultat va bien au-delà. Il ne s’agit pas d’un exposé systématique et définitif. Mais la pensée sans concessions de J.M. Domenach est, par sa hauteur de vue, proprement *restitutrice*. Ces deux ouvrages ont la salutaire intempestivité des livres de référence.

La politique s’abîme dans le “tohu-bohu médiatique”. Elle n’est plus porteuse d’idées, mais de formules et de petites phrases. Elle trahit sa vocation qui est d’organiser l’avenir de la cité, d’agir sur l’espace public, pour déchoir en publicité. Elle devient un objet “consommable”, écrit J.M. Domenach, à ceci près que les consommateurs font défaut. Elle ressemble à “un théâtre désert où répètent des acteurs” prêchant et s’étripant dans un océan d’indifférence. A cet égard, que l’on puisse parler sans rire ni pleurer de “biens politiques”, que l’on puisse appliquer à la politique des analyses et des fonctions en usage en économie en dit long sur la dévitalisation et la nullité ambiantes. Et il n’est guère surprenant que ce degré zéro de la philosophie politique que constituent l’école des choix publics et ses divers avatars ait pu naître et devienne florissant dans une nation aussi apolitisée que les Etats-Unis.

De façon concomitante, la crise de la culture et la défaillance d’une éducation qui a perdu ses repères (6) s’ajoutent à l’évanescence de l’identité nationale. Le corps social se dissocie sous les effets conjoints de phénomènes de proscription et de processus de communautarisation ou, comme l’écrit J.M. Domenach de façon très pertinente, de “floculation”, de “diasporisation”.

La politique n’a pas su prévenir ni freiner cette évolution qui s’est faite dans les années quatre-vingts. De 1985 à 1990, espace couvert dans *A temps et à contretemps*, “nous avons pris conscience (...) qu’une époque s’achevait : celle qu’on appelle modernité”. Certes, J.F. Lyotard, J. Baudrillard et autres prophètes du postmoder-

nisme n'avaient pas attendu pour lancer leurs funèbres imprécations. Mais il est vrai que c'est surtout dans cet intervalle que s'en sont multipliés les symptômes : perte de foi dans la politique, bouleversement du paysage audiovisuel et dénaturation conséquente de l'information...

La politique est restée "malade des idéologies décomposées dont elle persiste à se nourrir". Face au *fading* du socialisme et "pour rattraper les années perdues, on s'est jeté sur Aron, Popper, Hayek et Tocqueville". On les a dévorés avec l'anxiété cacochyme du fils prodigue. Mais J.M. Domenach a raison de ramener ces grands noms à une juste appréciation : "on en sort nettoyé, raisonnable, mais guère mieux équipé".

Le libéralisme laissera toujours la société sur sa faim et le besoin en citoyenneté insatisfait. Ouvrir le champ de l'autonomie ne se réduit pas à libérer les initiatives privées. La politique ne consiste pas à "gérer le moins mal possible notre économie et notre sécurité sociale". Elle ne se résoud pas dans la médiocrité de l'économisme. "Le pouvoir n'est pas seulement gestionnaire, il est arbitre et, dans certains domaines, il lui appartient d'ordonner". C'est qu'"une société ne peut exister sans commandement ni sans prévision". Or, la main invisible n'a pas d'yeux pour l'avenir ni pour l'équilibre et l'organisation à long terme de la société. La médiation politique est là pour en édifier patiemment les charpentes, et pour donner une âme à la cité.

A cette fin, elle ne doit pas s'écarter de deux impératifs qui lui sont constitutifs. Elle doit d'abord maintenir son ancrage dans la société. Antée est un mythe politique. Inutile d'accabler les médias, l'époque ou la mode de tous les maux si la politique est aujourd'hui en l'air, "autistique", dit J.M. Domenach, désubstantialisée par manque d'expérience vécue (cf. les banlieues ou l'immigration), gesticulant dans ce monde à part que l'on nomme bien improprement "microcosme". "Le but de la politique n'est pas de communiquer, c'est plutôt la communication sociale qui alimente la politique, et celle-ci a pour tâche, sinon de l'animer, du moins de la concrétiser, de l'orienter et de la canaliser". Deuxième impératif : la politique, insiste J.M. Domenach en reprenant une expression de Hegel, est avant tout "science de la volonté". Or, on a aujourd'hui "plus que jamais besoin d'une vision réfléchie et d'un projet qui rassemble les volontés" - d'un discours méthodique, enraciné dans l'esprit de vérité, loin de l'électoratisme combinard et, par là, convaincant et mobilisateur. Mais il faut aussi entendre "le mot science dans son acception originelle et complète d'un savoir qui suppose une conscience, une connaissance, une vision organisée". Donc une morale et une conception du Bien politique. Il faut donc ajouter la politique à une philosophie.

Il reste à définir laquelle. "Notre politique a été pénétrée par des idéologies qui sont mortes, effectivement, sous leurs formes totalisantes et arrogantes - marxisme, structuralisme, nietzschéisme, - mais dont les sous-produits continuent d'infecter les esprits". J.M. Dome-

nach souligne à juste titre, par ailleurs, la noble banalité des préceptes martelés par J. Habermas, qui ne nous mèneront pas très loin. Il estime pour sa part que la reconstitution d'une pensée politique devrait suivre notamment la voie de l'éthique. Dans un article plus récent, il rappelait la valeur inactuelle de l'impératif kantien en y adjoignant le principe responsabilité de Hans Jonas (7). Mais cela suffira-t-il ? Ne déplore-t-il pas lui-même que "les passions, les intérêts, les forces (aient) à peu près disparu des réflexions politiques, inspirées par un néokantisme qui se déploie dans un univers de rationalité désincarnée" ?

Il n'est certes pas illégitime d'affirmer que "l'Eglise avait vu juste : l'émancipation sans frein de l'individu a conduit à l'anéantissement des corps et à l'avilissement des âmes", que "la mort de Dieu a préludé à la mort de l'homme". Il est vrai encore qu'"une démocratie fondée sur la promotion de l'individu, et qui ne trouve plus de cohésion dans une religion ou dans une morale civique, est condamnée à une vie précaire (...) et dérivant vers un pluralisme atone". Il n'est pas non plus illégitime de célébrer l'acuité de la pensée sociale de l'Eglise. On peut en déduire des lignes d'action et suivre, jusque-là, les considérations de J.M. Domenach. Mais il est permis de douter que leur inscription dans les faits répondra à l'interrogation première à laquelle l'époque nous confronte, induira, en somme, une renaissance, ou plutôt une résurrection, de la politique.

Il y a plus. On peut parier sur un retour du religieux comme *Esprit* tablait il y a soixante ans sur un renouveau spirituel. Mais comme l'admet pourtant J.M. Domenach lui-même, "il ne reste pratiquement plus rien à quoi s'accrocher et la question se pose de savoir si le "n'importe quoi" qui a triomphé dans la culture médiatique finira par réduire la politique à un spectacle bouffon". Plus largement, il faut bien se demander si l'on peut "dépasser" une postmodernité qui consiste précisément, non pas dans le dépassement, mais dans la dilution de la modernité, dans l'étouffement abolissant de toutes les tentatives qui prétendent justement l'abolir ou l'ignorer. Il faut ancrer de nouveau la politique dans la société, assurément. Mais si la société est devenue, et pour longtemps, un terrain si friable qu'aucune ancre ne puisse s'y maintenir - si ce n'est celle de l'inconscient collectif et de l'immédiateté des réflexes passionnels ? A ce compte là, le combat est sans espoir. S'arracher du palais du magicien Atlant est une tâche malaisée : on se bat contre les simulacres comme Don Quichotte contre les moulins à vent. Le "nihilisme mou" a la souveraine indifférence de la gélatine.

Où s'arrêtera la désespérance ? "Il y a une résistance passive et active à l'abus de l'offre médiatique qui peut devenir un des points d'appui d'une nouvelle conscience démocratique". Nous sommes parvenus "à une sorte de limite qui redonne chance à la relation humaine", avance J.M. Domenach. On ose croire que l'avenir lui donnera raison.

François BRAJUS

- (1) "Juin 40", A temps et à contretemps, Ed. Saint-Paul, 1991.
- (2) Des idées pour la politique, Seuil 1988.
- (3) "Mots-cansons" : se reconnaissent pour être "utilisés sans vergogne hors de leur temps ou de leur sens". Ex. : antisémitisme, fascisme, etc. "Mots-sébiles" : "réceptacles verbaux où les bonnes gens jettent leurs bonnes intentions, la monnaie de leur sympathie pour les pauvres, les handicapés et ceux qui se dévouent à leur service". Ex. : justice sociale ou solidarité, quand on n'en précise pas le sens.
- (4) On se souvient comment, suite à quelques citations tendancieuses quand elles n'étaient pas tronquées, J.M. Domenach

s'était vu accablé de procès d'intention ineptes et injurieux. A posteriori, ces confusions ou ces machinations apparaissent d'une absurdité burlesque, courtelino-kafkaïenne bien que douloureuse, et constitueraient un bon sujet de fiction littéraire.

(5) "Fidélité", février 1950, repris dans Les Certitudes difficiles", Oeuvres, t. 4.

(6) Cf. de J.M. Domenach, Ce qu'il faut enseigner, Seuil, 1989.

(7) "Trois pôles : morale, science et vie", Le Figaro, 27 mai 1991.

● Sur trois livres de Julien Freund

Pour beaucoup, Julien Freund reste l'auteur de "L'essence du politique" (Ed. Sirey), gros "pavé" de plus de 750 pages publié en 1965 et dont la troisième partie fut diffusée, sous le titre "Qu'est-ce que la politique ?", à partir de 1967 (Ed. du Seuil. Coll. Politique).

A la première page de l'avant-propos, claquait, notamment, cette phrase : "Il y a une essence du politique. Il faut entendre par là que l'on trouve dans toute collectivité politique, quelle qu'elle soit et sans en excepter aucune, des constantes et des réalités immuables qui tiennent à sa nature même et font qu'elle est politique".

A quelques lignes de là on lisait, aussi, ceci : "Toute politique implique nécessairement un commandement et une obéissance". A ces mots, si l'on était militant de la gauche laïque ou catholique, quel trouble ! Or on n'était qu'au commencement de ses émotions. Car, trois lignes en dessous, venait l'affirmation la plus troublante : "Il n'y a point de politique sans un ennemi réel ou virtuel". A cette affirmation quel démocrate-chrétien n'a, in petto, hurlé !

A vrai dire, de deux choses l'une. Ou bien, à cette treizième ligne on laissait tomber ce livre de ses mains, rejetant catégoriquement pareil diagnostic. C'est ce que fit, illustre exemple, un professeur, et illustre, Jean Hypolite, comme nous le révèlent les entretiens Julien Freund-Charles Blanchet (p. 43) : nous y reviendrons plus loin. Ou bien, on osait se demander : "et si c'était vrai ?". Dans ce cas, on continuait à lire jusqu'au bout, avec le risque de ne se relever jamais de ce regard bouleversant.

D'autant que ce nouveau regard, venu notamment de Carl Schmitt, était d'une certaine manière conforté par la découverte, en ce temps là (la fin des années 50), d'une autre œuvre que Julien Freund a, largement, contribué à introduire en France, celle de Max Weber. C'est en effet Julien Freund qui a traduit le fameux "Le Savant et la Politique" et sa célèbre distinction entre l'"éthique de conviction" et "l'éthique de responsabilité".

Ensuite vinrent une quinzaine d'ouvrages, environ - la plupart dérangeant les idées dominantes. Car Julien Freund ose aller loin dans le paradoxe. Exemple : dans

"Le Nouvel Age" (Rivière 1970), il se définit comme "un réactionnaire de gauche" et avance carrément, en conclusion de ce qu'il annonce comme des "éléments pour la théorie de la démocratie et de la paix" : "Le souci de l'unanimité conduit à la détresse. Quand on veut supprimer les possibilités d'antagonismes opposant les adversaires, loin de faire naître l'entente, on fait surgir l'inimitié et même, sous sa forme implacable, celle de la guerre civile. L'ordre est à base de distinction" (p. 247).

Que l'on se rassure ! On ne va pas passer en revue la collection de la production webérienne. Signalons seulement trois livres récents :

- "Etudes sur Max Weber". Parmi les articles rassemblés dans ce volume, l'un retient l'attention : celui consacré au concept webérien de "désenchantement" - "Rationalisation et désenchantement" (p. 72). En effet, ce concept est une des clés de compréhension de la "morosité", du "mal de vivre", de l'ennui qui périodiquement tracassent nos sociétés dites développées.

Et il deviendra de plus en plus opératoire. Dans deux siècles, ne sera-ce pas la planète entière qui sera frappée par le "désenchantement" ?

- "Philosophie philosophique". Ce livre (320 pages) marque, sinon un tournant, du moins un infléchissement dans l'itinéraire de Freund. Après un "long périple" à travers les sciences humaines et sociales voici le retour "du chercheur qui retourne au pays afin de raccorder l'expérience acquise avec la tradition philosophique qu'il n'a jamais oubliée" (p. 54).

Notable ce grand retour. Du coup, on se prend à se demander : une fois encore Freund est-il l'exception ? Ou bien joue-t-il les précurseurs ? Est-on au bout de la "scienco-humanolâtrie" ? Demain appartient-il au métaphysicien ? Certes, toujours, l'inattendu arrive. Cependant, il en faudrait une révolution culturelle pour que cela advienne !

Car, même si, non seulement les sciences humaines commencent à donner des signes de fatigue, mais si en plus "la philosophie dite moderne... arrive à bout de souffle" (p. 19), il reste que toute l'aventure de la philo-

sophie moderne, Freund le souligne, a consisté à tenter de faire l'économie de la métaphysique, et à réduire la "capacité cognitive de l'être humain" à la "connaissance rationnelle et scientifique" (p. 160).

Il est vrai que, pour justifier cette rupture, qu'il appelle, en faveur, non pas d'un repli sur Aristote, mais d'un re-commencement à partir d'Aristote, qu'il souhaite, Freund fait état de deux circonstances fortes.

D'une part, la philosophie ne peut plus très longtemps se voiler les yeux. La raison ne règne pas sur le monde. La modernité n'entraîne pas le triomphe de la rationalité. Penser l'humain exige que l'on prenne en compte "les dérives de la raison" (p. 149), "la foi et ses incertitudes", c'est-à-dire les "sentiments de foi qu'on appelle loyauté, confiance, sincérité ou fidélité" (p. 203) et même "l'humour et ses turbulences" c'est-à-dire "l'affectivité" (p. 263).

D'autre part, la philosophie "moderne" va se trouver bousculée par la planétarisation : "C'est surtout de ce point de vue qu'on peut parler de la fin de la philosophie moderne, limitée géographiquement à l'Occident, car le développement de la pensée ne pourra manquer d'intégrer, au sens que nous donnons à la philosophie, les manières de penser des autres continents. Il peut naître ainsi un mode de philosopher jusqu'alors insoupçonné" (p. 53).

Ce "réactionnaire de gauche" n'a rien d'un frileux et d'un sclérosé. Il oblige à des regards neufs.

- Aussi bien, est-ce ce qui ressort, encore plus de "L'aventure du politique", qui est un livre d'entretiens entre Julien Freund et Charles Blanchet, philosophe lui-même, professeur à Dinard, naguère à l'IFOCAP (Institut de Formation des Cadres Paysans dont on connaît le rayonnement), depuis 1972.

On peut douter que ce livre soit bien nommé. Il s'agit, en effet, en 250 pages, d'un véritable "Julien Freund par lui-même". Au long de son interview Charles Blanchet a, en effet, souci de faire parler Freund sur l'ensemble des thèmes diversifiés de son œuvre. Il fait saisir, également, le côté torrentueux de l'homme, difficilement canalisable.

Assurément, il reste que les pages sur la genèse de "L'essence du politique" sont particulièrement intéressante. L'on y apprend, notamment, qu'elles sont venues d'une expérience politique courte mais tragique (p. 32). L'originalité de Freund, contrairement à nombre d'intellectuels, est, bel et bien, que cette plongée dans les bas-fonds shakespeariens de la politique, il s'est gardé de l'oublier. Il a voulu comprendre, en "théoricien" qu'il se veut, ce qu'il avait vécu. D'où la rencontre inéluctable avec Machiavel : "Je pensais : Voilà un homme qui a le courage de dire ce qui se passe en politique" (p. 35) ? D'où, surtout, la rencontre avec le philosophe allemand Carl Schmitt, soupçonné - à tort semble-t-il - de nazisme, "personnage à la Dostoïevski" pour Freund.

A cette occasion, quelques aperçus rapides révèlent

comment fonctionnent les "intellectuels" dominants. Que ce soit Jean Hyppolite, refusant la théorie de l'ennemi, moins par raison qu'au nom de sa foi "socialiste et pacifiste" (p. 43), que ce soient d'autres (p. 36 et 165).

En vérité, impossible de recenser tous les thèmes abordés. Foisonnants puisque Freund "ne pense pas qu'il soit possible de faire un travail convenable sur la politique sans connaître l'économie, le droit, le phénomène religieux" (p. 38). Bref, les activités fondamentales de l'homme.

Parmi les propos et les thèmes excitants, voici quelques réflexions que l'on eût, d'ailleurs, aimé voir approfondies sur ce fait nouveau que constitue "la généralisation de la diaspora" (p. 59). Ce phénomène ne devrait-il pas - notons-le en passant - amener Freund à relativiser la place qu'il fait au territoire (p. 138) ? Voici l'amorce intéressante d'une contestation de ceux qui, au nom de l'Etat de Droit, "au lieu de faire de la politique sont en train de tout remettre entre les mains des juristes" (p. 71). Question d'actualité et d'avenir à la fois, à l'heure du grand tintamarre autour du "droit international".

Voici, bien sûr, vingt pages de réflexions sur la "décadence comme catégorie fondamentale de l'Histoire" (p. 132). La théorie de la "décadence" chez Freund - qui lui a consacré une importante étude (Ed. Sirey 1984) - est complexe puisqu'il distingue plusieurs types de décadences. A lire et à discuter. Il reste qu'à la question : "Sommes nous en décadence ?" il répond affirmativement, et on a envie de lui répliquer : "En décadence ? En décadence partielle ou en métamorphose ?" Stimulant, en tout état de cause.

Enfin, voici une quarantaine de pages faisant le point sur la recherche de Freund concernant "l'essence du religieux". On éprouve l'impression que cette recherche est bien davantage aventureuse que celle sur le politique. On ne cesse d'aller et venir entre le "religieux, inévitable dans l'expérience humaine" (p. 109) et les interrogations plus personnelles sur la "foi", à partir de Chestov, Denys l'Aéropagite, Tertullien. Quelles lectures "fondatrices" ! Avec ce cri qui échappe : "Je crois qu'il y a une absurdité de la foi... Il y a une cruauté de la foi. Parfois je me casse la tête contre les murs" (p. 91). Dans cette quête du religieux et cette recherche, comme dans les autres, Julien Freund prend à contre-pied Julien Freund !

Charles Blanchet a le mérite d'avoir fait ressortir cette originalité de l'œuvre et de l'homme, qui arrache aux confort intellectuels. Sans compter que, désormais, le mieux, pour connaître l'œuvre de Julien Freund, est de commencer par ce livre. Bonne introduction et davantage qu'introduction.

René PUCHEU

Julien FREUND - "Etudes sur Max Weber" - Ed. Droz, Genève 1990.

Julien FREUND - "Philosophie philosophique" - Ed. La Découverte, 1990.

Entretien de Julien FREUND avec Charles BLANCHET - "L'aventure du politique" - Ed. Critérian, 1991.

Nationale. Un enseignant pris dans ce système serait condamné à un profil bas, sinon à la robotisation.

Tout se passe comme si l'Université n'avait plus besoin de maîtres, et ne pouvait garder haute et pleine figure que dans quelques îlots privilégiés. Les vocations, qu'on tente d'éveiller par des moyens artificiels, se font de plus en plus rares et risquent d'être demain en chute libre. A moins d'un redressement rigoureux dont on ne voit pas les signes sur l'horizon, les jeunesse de l'an 2000, même si elles étaient fortement encadrées, seraient littéralement des jeunesse sans maîtres. Et ce n'est pas parce qu'elle se serait désencombrée des héritages et aurait jeté les boussoles par dessus bord que la jeunesse à venir aurait véritablement épousé un siècle nouveau.

L'idée d'adaptation, devenue obsédante, a tout brouillé. La véritable présence au monde exige une rupture avec ce monde, et ce grand détour par les principes, les éléments et les modèles, effectué loin des pressions et des tumultes, sous la direction des maîtres d'école. Le monde perdu et retrouvé. Une inversion des actualités. Une conversion de l'esprit. On n'est véritablement de son temps que si l'on refuse d'adhérer à l'opacité de l'instant comme l'huître à son rocher. La distinction entre le spirituel et le temporel, toute une civilisation. S'appliquer à temporaliser le spirituel, c'est ce qu'on appelait jadis la "trahison des clercs".

Apparaît alors un parallélisme, singulièrement éclairant, entre, aujourd'hui, la crise de l'Université et la crise de l'Eglise. Le vertige provient ici et là d'une fixation abusive sur les procédures et les méthodes aux dépens de l'essentiel, contenu du savoir ou message de salut. Infléchissement qui pourrait relever d'un fléchissement de la foi elle-même. Une conviction brûlante, impatiente de convaincre, trouve toujours sa pédagogie sans avoir besoin d'appeler au secours les spécialistes de la communication, capables de bien vendre toutes les sortes de marchandises. Eglise et Université sont la proie d'idéologies séculières qui, curieusement, d'un côté dégradent la laïcité, et de l'autre affadissent le sacré. Pour que les fidèles des deux fidélités, qui sont parfois les mêmes hommes, ne perdent pas cœur, et qu'on ne les voie pas, "sur leur galère en deuil, laisser tomber la rame", il faudrait que les deux mystiques, celle du savoir et celle du salut, sachent ensemble faire front contre des politisations qui mettent les âmes en péril, je veux dire l'âme

laïque et l'âme chrétienne. Clercs qui n'entendez ni trahir, ni être trahis, unissez-vous !

N'attendez rien des politiques, qu'elles soient de droite ou de gauche ! Les aigres dissentiments entre intégristes et progressistes ne peuvent que déchirer l'Eglise et couvrent la voix des autorités authentiques, qui ne peuvent se faire entendre, sauf si elles parlent de très haut. Une Université qui voudrait revivre, et pas seulement survivre, ne saurait à quel saint de droite ou de gauche elle devrait se vouer, d'autant plus que, dans la comédie politique, les personnages échangent allégrement leurs rôles.

La gauche supprime les écoles normales et rature dans les dictionnaires le beau mot d'instituteur, attentat contre la langue et ingratitude à l'égard de l'histoire républicaine. Mais, plus gravement encore, un pouvoir socialiste fait de l'entreprise un modèle pour l'école, sans se soucier des conséquences que cette conversion à l'économie libérale peut avoir sur la condition et l'autorité des maîtres. La droite modérée, qui, traditionnellement, avait le sens de l'unité nationale et le goût de ces humanités classiques qui contribuèrent tant à déprovincialiser la France, ne voit plus de solution à la crise de l'école que dans une régionalisation accélérée, un démembrement féodal de l'institution, et, au terme, l'autonomie de chaque établissement, qui risquerait de conduire à une parcellisation de l'enseignement. Que devient alors l'autorité des maîtres dont le magistère doit avoir une portée à la fois civique et universelle s'ils entrent ainsi dans la dépendance assidue et quotidienne des intérêts et des pouvoirs locaux ? Les maîtres sont donc en toute hypothèse les grands perdants. Face à une mort programmée il reste le secours d'un beau désespoir. Les maîtres ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes. Une révision des programmes, mettant en cause les contenus de l'enseignement, apporterait, si elle aboutissait, un point final et définitif à la plus mauvaise des réformes. Les inquiétudes qui se manifestent dans le corps enseignant peuvent provoquer un sursaut capable, s'il est vif, de toucher l'opinion et d'intimider les pouvoirs. Le bruit des médias, les clameurs de la rue, les parleries politiciennes ont ôté la parole aux maîtres. Le moment est venu de la reprendre. Et pourquoi des maîtres auraient-ils peur de parler en maîtres ?

Etienne BORNE

A quoi bon les maîtres ?

par Étienne BORNE

Tout a commencé en mai 1968 lorsqu'un vent soufflant en rafales, et nul ne savait d'où il venait et où il allait, a jeté sur le pavé des rues une jeunesse universitaire en colère et prise d'un prodigieux délire verbal. Les amphithéâtres étaient désertés, parfois souillés, et les chaires magistrales réduites au silence, que leurs titulaires fussent muets de stupeur, ou qu'ils courussent après la troupe débandée, non pour la ramener mais pour, en la rattrapant, délirer avec les délirants. Certes pas une de ces vagues d'indiscipline tumultueuse qui, depuis qu'il y a des écoles et des écoliers, rompt de temps à autre les monotonies scolaires. Cette crise, d'une essence singulière, remuait en profondeur les fondements et était essentiellement une crise de la parole. On parlait jour et nuit, les gens et même les murs. Mais si on prenait la parole comme jadis la Bastille, n'était-ce pas pour la détruire et danser sur ses ruines ?

La parole, univers de l'enseignant, vaut par la double autorité de l'institution et du savoir. Deux piliers qu'ébranlait Mai 68, en substituant à cette parole instituée et raisonnée, la spontanéité incontrôlée du cri. Non que le cri soit en lui-même inculte et renvoie toujours à la sauvagerie de la nature brute. Si toute vraie parole est d'esprit, le cri peut être en deçà de la pensée, mais aussi bien la porter au sublime s'il s'agit d'un cri du cœur. Mai 68 n'a été qu'un grand cri, donc foncièrement ambigu. Une telle clameur, et si confuse, n'était pas facile à interpréter : chienlit, Babel ou Pentecôte ? Une jeunesse avait perdu ses repères et, si elle contestait un corps enseignant brusquement déstabilisé, elle refusait de reconnaître son avenir dans la société des adultes. Révolte contre les maîtres, facteurs d'aliénation, ou désir et attente d'une autre sorte de maîtrise, encore à inventer ? De toute façon, ce qui était en question c'était cette relation de maître à disciple, d'enseignant à enseigné, d'usager à héritier, frêle passerelle sur l'arche du temps entre la mémoire et l'espérance.

Bilan de Mai 68 : les maîtres et la parole ensemble dévalués. La société, tant civile que politique, en a été remuée, mais s'est rééquilibrée sans en être révolutionnairement transformée. L'imagination qui avait pris fugitivement le pouvoir était elle-même imaginaire et sans prise réelle sur les choses. L'Université, atteinte directement dans sa fonction, ses principes et ses finali-

tés, n'est pas encore, après bientôt un quart de siècle, remise de ce séisme qui l'a bouleversée de fond en comble. La grande malade n'a pas manqué de thérapeutes. Un trop-plein plus redoutable que la pénurie, et les réformes qui se sont succédé pendant deux longues décennies, se culbutant les unes les autres, n'ont fait que perpétuer et aggraver une crise dont on ne mesurait pas l'ampleur et dont on percevait mal les raisons.

Cette crise, telle qu'elle a été analysée par les conseillers patentés des pouvoirs successifs (si les pouvoirs changent, les conseillers restent les mêmes), n'aurait été au total qu'une crise d'inadaptation. Le discours est bien connu : l'Université, en retard sur la marche du siècle, souffre d'un mauvais fonctionnement que rend obsolète l'évolution de la société. Outre que l'afflux, vertigineusement croissant, des demandeurs de savoir la rendait administrativement ingérable, l'Université était incapable de répondre aux requêtes d'une société industrielle et marchande, qui réclame un contingent toujours plus élevé de techniciens et d'entrepreneurs.

La culture humaniste et libérale d'hier doit donc s'effacer devant une civilisation de la performance et de l'efficacité. Il s'ensuit que les enseignants doivent enseigner autrement, et devenir de véritables professionnels de la communication. Et faire une place, dans leur formation, à des techniques psycho-pédagogiques, valables pour tous et indifférentes à la diversité des disciplines et aux spécificités des niveaux d'enseignement.

Le propos de modernisation est si plaisant qu'il a convaincu les faiseurs d'opinion et les hommes politiques, mais non pas les enseignants, confrontés aux difficultés croissantes du métier, et de plus en plus vulnérables au doute sur le sens même de ce métier. Ce désenchantement devrait faire réfléchir. On a pris le problème à l'envers et cru résoudre une crise, qui était fondamentalement morale, en faisant appel aux ressources essentiellement matérielles d'une logique de gestion et de cette culture d'entreprise, partout célébrée. Ainsi était inversée l'ordination normale des moyens aux fins, la qualité subordonnée à la quantité, et un égalitarisme faussement démocratique l'emportait sur cet "élitisme républicain" dont avait parlé, sans doute par inadvertance, un ministre socialiste de l'Éducation